

DÉBATS

Europe

La leçon de Maastricht

par Dominique Wolton

AVEC Maastricht, l'Europe s'est changée de vitesse, de nature et de légitimité. Une autre histoire a commencé, aussi importante que celle du Marché commun de 1957 ou de l'Acte unique de 1985.

Mais ce passage s'est fait sans savoir si les conditions sociales et culturelles, plus qu'institutionnelles, étaient réunies. On a fait comme si l'Europe politique était la suite de l'Europe économique, avec un zeste de suffrage universel en plus. On a fait comme si l'Europe politique était la suite de l'Europe économique, avec un zeste de suffrage universel en plus.

Bien sûr, il s'agissait d'amorcer la construction de l'Europe, après l'effondrement du communisme, et de renforcer un pôle de stabilité dans un contexte devenu plus instable. Bien évidemment, l'Europe démocratique était l'horizon du projet politique, mais on avait sous-estimé l'importance d'un tel changement. Le passage à l'acte a révélé toutes ces difficultés.

La preuve de l'importance de la rupture ? Le silence et le peu de débats sur l'Europe depuis un an. Pas seulement parce que Maastricht fut difficilement ratifié, ou parce que la crise économique et la guerre yougoslave font tout bégayer, mais aussi parce qu'il faut un certain temps pour métaboliser ce changement. Ce silence observé dans tous les pays ne signifie pas un refus ou une régression, mais l'épreuve nécessaire du temps.

Technocrates et démocrates

La deuxième cause du silence observé depuis un an vient du fait que l'Europe démocratique a été présentée de manière déformée. Les élites dirigeantes ont laissé à leurs options publiques le choix suivant : être d'accord ou être d'accord. Les objections, les réticences furent disqualifiées. Il y avait d'un côté le camp de l'intelligence, du progrès, du changement, de la modernité, et de l'autre, les forces du passé, de l'obscurantisme, de la peur, du conservatisme. Oser parler de souveraineté, d'identité, de patrie, de nation était immédiatement connoté comme des preuves de refus. Le conformisme intellectuel obligeait chacun à se justifier de suite de son « européanité ». Et

pour Maastricht, c'était être pour l'Europe. S'y opposer « révélait » son sentiment anti-européen.

Que faire aujourd'hui pour que les millions de citoyens se mobilisent pour le plus grand chantier de l'Histoire, la construction d'une entité politique neuve, démocratique, rassemblant des peuples, ennemis depuis des siècles, et assis depuis seulement quelques décennies ? Il faut rompre avec le discours technocratique dominant qui disqualifie ceux qui ne sont pas d'accord, et perpétue une vision dichotomique du monde entre les modernes qui « vont de l'avant » et les autres qui « ont peur du changement ».

Il n'y a plus d'un côté les bons, progressistes, tournés vers l'avenir et l'Europe, et de l'autre, les pessimistes féroces, nationalistes dépassés et craintifs. Au fond, le passage d'une Europe technocratique à une Europe démocratique se voit dans le passage de l'existence d'une minorité pionnière à la mobilisation d'un bien plus grand nombre de protagonistes dans un débat plus large et nécessairement plus conflictuel. Tel est le prix de l'instauration d'un espace politique démocratique : accepter une confrontation où personne n'est en avance sur l'autre, ni assuré d'avoir raison.

On retrouve ici ce qui fut la faiblesse de Maastricht : les conditions de ce débat politique n'étaient pas réunies. Pourquoi ? Parce que l'Europe démocratique est en avance sur les réalités. L'écrasante majorité des citoyens n'a pas d'expérience européenne ; or la démocratie requiert, pour être partagée, que les uns et les autres aient l'expérience d'une même réalité. Pour l'instant, il n'y a pas de vie politique collective en Europe. Le débat est resté au niveau des élites, c'est-à-dire au niveau où il y a effectivement une réalité de l'Europe.

Le pari de Maastricht est de faire passer ce débat au niveau des citoyens. Mais à quel prix ? On ne peut pas construire un débat politique, d'autant que les termes des affrontements ne sont pas encore très nets. Les élites ont décidé, dans un contexte international instable, de passer rapidement à l'Europe démocratique, mais sans savoir si, du côté des citoyens, les conditions de cette nouvelle expérience étaient réunies. Et voilà le paradoxe. C'est grâce à cette élite technocratique que l'Europe a pu se faire si vite, en quarante ans, mais ces méthodes se sont révélées insuffisantes pour passer au modèle démocratique.

On ne décrète pas technocratiquement la naissance d'un espace

politique. Il faut pour cela que les uns et les autres apprennent à se connaître, se parler, reconnaître des intérêts et des enjeux communs, sient envie de construire ensemble. Cela obligera d'ailleurs les élites technocratiques à partager, à être contestées, et finalement à se déprendre du quasi-monopole qu'elles avaient sur le chantier européen. D'ailleurs, dans les réticences à l'égard de Maastricht, il y avait probablement autant de réticences antitechnocratiques que de refus anti-européen. On pourrait ainsi voir la première réappropriation politique par les citoyens, la première émancipation par rapport à la logique technocratique.

Le rapport au passé

L'essentiel, pour gagner la bataille de l'Europe démocratique, est de faire du côté des mentalités, des représentations, des cadres de pensée. Il faut accepter de retourner le gant des raisonnements et d'abord arrêter de vouloir aux géométries ce qui appartient à l'identité, de pair, de souveraineté, de nation, car en parlant de cela, ils perdent de la seule chose qu'ils connaissent. Pourquoi leur dire d'un seul coup que cela doit s'intégrer dans une « nouvelle identité européenne », d'autant plus impalpable que l'Europe, avec son processus constant d'élargissement, offre une identité à géométrie variable ?

Au nom de quoi renvoyer aux témoins du passé le seul cadre d'expérience et de représentation à la disposition de tous ? D'autant que la question de la nation et de l'identité n'a plus le même sens aujourd'hui, dans une société ouverte, sans frontières, qu'hier dans un monde fermé. Qui vit naturellement à une échelle européenne ? Personne. Chacun est de « quelque part ». Ce n'est pas parce que les enjeux économiques dépassent les frontières nationales que les individus doivent faire de même et vivre naturellement dans un espace transnational. D'ailleurs, on n'a pas assez réalisé que plus le monde s'ouvre, plus le besoin d'identité, de points de repère, s'impose.

La nation, la patrie, l'identité, ne sont donc pas un obstacle à l'Europe démocratique, elles en sont au contraire une condition d'émergence. Elles étaient peut-être un obstacle dans les quarante premières années où il fallait aller vite pour créer un mouvement irréversible, mais quand il s'agit d'obtenir l'adhésion du plus grand nombre, il faut au contraire partir de l'expérience de ce plus grand nombre. Il en est de même pour tout ce qui concerne la tradition et le rap-

port au passé. L'un et l'autre étaient bier des obstacles à l'Europe, qui, pour se faire, devait s'arracher à cette histoire pleine de bruits et de fureurs. Aujourd'hui, c'est l'inverse. C'est en acceptant le passé et les traditions que l'Europe démocratique émerge.

C'est à la capacité des peuples à s'intéresser progressivement aux uns et aux autres, dans les méandres de leur histoire, que l'on verra l'Europe démocratique émerger. Car il n'y a rien d'évident et de naturel dans le fait de s'intéresser à l'autre. On le voit tous les jours. On le fait d'autant plus volontiers si l'on sait que cela n'est pas au détriment de soi-même, c'est-à-dire de son histoire et de son identité. Et l'expérience pourrait être poursuivie pour la plupart des mots et des concepts avec lesquels nous pensons « naturellement » la politique et la culture.

Vail à le genre de renversement copernicien qu'impose l'Europe démocratique. La gauche et la droite d'ont d'ailleurs rien à voir là-dessus, la nation, la tradition, l'identité appartenant autant à l'une qu'à l'autre. Non, le problème est plutôt dans l'omniprésence d'un discours « moderne » qui pense un peu autrement que l'on construit une société politique par extension d'une rationalité économique.

En réalité, le prix à payer pour cette formidable utopie de l'Europe démocratique n'est pas seulement de dépasser l'approche technocratique, il est aussi de remettre en cause le paradigme rationaliste, moderniste, inventé en Europe et qui fut si puissant et si utile pendant trois siècles. Il fut le grand facteur de transformation et il a aujourd'hui, triomphé. Mais si l'on veut construire l'Europe démocratique, défi au moins aussi difficile que la révolution scientifique et politique commencée au XVIII^e siècle, il faut réexaminer les principaux concepts qui ont servi à la naissance de l'Europe moderne.

Acceptons-nous de réexaminer ces concepts ? Oui, car le risque est celui de la naissance d'un puissant mouvement anti-européen qui, prenant appui sur ces difficultés, accentuées par la récession et l'ouverture à l'Est, pourrait mobiliser les pires dimensions de la haine et du refus de l'autre. L'Europe d'est pas à l'abri de jaugeries anti-européennes, et pourrait devenir même un parfait bouc émissaire.

La leçon optimiste de Maastricht ? Avoir permis de comprendre, plus vite que prévu, combien l'Europe démocratique n'est pas la suite de l'Europe technocratique, combien il est impossible de la réussir sans un changement radical dans les mentalités et le mode de raisonnement. Pour le dire en un mot, le citoyen n'est pas un acteur économique avec un bulletin de vote en plus. Il est bien autre chose, qui mêle l'histoire, les valeurs, les idéologies. Et il ne suffit pas de lui répéter tous les jours que l'Europe est sa grande chance pour qu'il en soit persuadé.

► Dominique Wolton est directeur de recherche au CNRS et auteur de *La Dernière Utopie. La Naissance de l'Europe démocratique*, à paraître chez Flammarion.

REVUES

FRÉDÉRIC GAUSSEN

Le désarroi des jeunes des pays de l'Est

Après l'euphorie de la libération du communisme, la déception est grande chez les jeunes des pays de l'Est. Les difficultés économiques et le chômage rendent leur situation particulièrement précaire. Et le divorce psychologique et culturel s'accroît avec les « anciens ».

On se souvient de leurs cortèges joyeux, de leurs défilés enthousiastes dans les rues de Berlin, de Prague, de Bucarest, de Sofia... Dans les années 80-90, ce sont les jeunes, et particulièrement les étudiants, qui ont ébranlé le vieux monde communiste et ont mis fin à plus de quarante ans de dictature soviétique.

Quatre ans après, où en sont-ils ? Comment cette génération de transition, grande dans le totalitarisme nazi, vit-elle cette entrée en démocratie, avec toutes les difficultés et les déceptions qu'elle entraîne ? Plusieurs enquêtes effectuées dans les pays de l'Est par des instituts de sociologie permettent de s'en faire une idée. Plusieurs d'entre elles sont rassemblées dans l'excellent dossier présenté dans la *Nouvelle Alternative*, sous le titre : « Les jeunes en Europe centrale et orientale ».

L'impression générale qui s'en dégage est celle d'un immense désarroi. Comme si cette génération, formée dans l'univers stérilisé de la bureaucratie communiste, se retrouvait, après l'euphorie de la révolution, privée de tout repère. Rien dans la formation antérieure de ces jeunes ne leur permet d'affronter les dures réalités de la reconstruction.

Ces difficultés sont d'abord matérielles. Si l'ancien régime était oppressant, au moins assurait-il certains avantages. Avec le nouveau credo libéral, celles-ci ont disparu. La coiffe des études supérieures a considérablement augmenté et leur rentabilité a diminué, avec la disparition des grandes entreprises d'Etat, qui absorbaient une grande partie des diplômés. La chute des salaires, la dévalorisation des études, le chômage des jeunes et la difficulté de trouver un logement les empêchent de quitter leurs parents et de vivre de façon autonome. Plusieurs enquêtes soulignent, que ce soit en Pologne, en Russie ou en Roumanie, à quel point les problèmes d'emploi et de logement contribuent à dégrader les relations entre les jeunes et leurs parents. D'autre part, le chômage encourage les comportements violents et antisociaux, comme on le constate tristement en Allemagne.

Une dépolitisation massive

Le divorce est de plus en plus grand entre les « anciens », qui gardent la nostalgie des valeurs traditionnelles (amour de la patrie, respect de la famille et de l'autorité parentale, prise en charge des individus par l'Etat, fidélité à la culture populaire, etc.) et les jeunes de plus en plus occidentalisés (valorisation de la réussite individuelle et de l'érgent, libération sexuelle, contestation de toute autorité notamment familiale, goût pour la musique rock et le cinéma américain...). Ce phénomène est particulièrement net en Russie, comme le montre une enquête du Centre d'étude de l'opinion publique de Moscou présentée dans la revue *Etudes*.

Dans la vie publique, cette évolution de la jeunesse se traduit d'abord par une dépolitisation massive, l'engagement des années de libération ayant brutalement fait place à une profonde désillusion devant le spectacle décevant de la « politique politicienne » et des « affaires » et devant l'incapacité des nouveaux régimes à réaliser immédiatement les aspirations de la démocratie. Cette attitude se manifeste à la fois par le rejet des partis « installés », accusés de n'œuvrer que pour leur propre intérêt, et une tendance à rejoindre les groupes marginaux, extrémistes ou folkloriques, comme on l'a vu en Pologne, avec le score instantané réalisé chez les jeunes par

le milliardaire Tymoski aux élections présidentielles.

Cette volonté d'anticommunisme peut s'intégrer dans le jeu démocratique (Vote, actions humanitaires, opposition extraparlamentaire, créations d'entreprises individuelles...) ou prendre des formes plus radicales (monarchistes, anarcho-fascistes, nationalistes), voire violentes (skinheads), pathologiques (suicide, drogue) ou excentriques (magie, sectes...). Elle encourage aussi l'émigration, qui prend, dans certains pays, des proportions alarmantes.

Comme on le voit, les dynamiques sociales mises en jeu par ces nouveaux comportements sont ambiguës et contradictoires. Toutes les enquêtes soulignent à la fois le pragmatisme et l'ouverture de ces jeunes générations, soucieuses avant tout de bien-être, d'épanouissement personnel, de plaisir, d'autonomie et de fantasme, très tournées vers l'étranger et attendant beaucoup de l'Europe. Soudées entre eux, ces jeunes n'accrochent guère de crédit aux cadres institutionnels, sociaux, politiques et familiaux, et ne recherchent pas leur modèle de référence dans les générations précédentes, les rejetant en bloc l'Etat, le gouvernement, les partis et toutes les formes d'organisation. A l'inverse, ces enquêtes soulignent les risques que comportent ces modes de pensée et de vie : émiettement des solidarités sociales, individualisme exacerbé, manque de perspectives et d'ambition collective, risque de dislocation familiale, grande fragilité face aux crises et aux difficultés quotidiennes.

Maintenir le dialogue

Faut-il voir dans ces tendances un risque important pour l'avenir, sous l'effet des difficultés économiques, des conflits ethniques et de l'incapacité de l'Europe à fournir un contre-poids crédible ? Sans en écarter l'éventualité, les observateurs, généralement, ne le croient pas. Martin Frydberg, chercheur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, ne pense pas, dans la *Nouvelle Alternative*, que les jeunes Polonais soient prêts à suivre les extrémistes. « Bien qu'ils vivent souvent des situations matérielles et psychologiques peu enviables, ils restent néanmoins assez lucides et pragmatiques », observe-t-il. Il relève en particulier chez eux un net rejet de l'antisémitisme.

De même, Angela Merkel, ministre fédérale de la jeunesse et des femmes d'Allemagne, estime que les dérives constatées dans les nouveaux Länder de l'Est n'ont rien d'irréversible, à condition d'entreprendre un travail social spécifique en direction des jeunes. Elle insiste sur la nécessité de maintenir le dialogue avec ceux qui se livrent à des actions violentes. Remarque que celle-ci sort souvent d'une « inactivité » et à l'envers, elle juge indispensable d'offrir aux jeunes des perspectives, dans les domaines du logement, de la formation, de l'emploi et des loisirs.

Elle exhorte notamment les Allemands, à l'est et à l'ouest, à « s'occuper davantage des uns des autres » et à ne pas laisser se développer chez les jeunes de l'Est un sentiment d'abandon et d'infériorité. Elle invite aussi les jeunes Français qui s'inquiètent de ce qui se passe en Allemagne à aller davantage dans les Länder de l'Est, pour contribuer « à faire dépasser définitivement la coupure de l'Europe ».

► La *Nouvelle Alternative*, n° 31, septembre 1993, 60 F, 44, rue de l'Amiral-Mouchez 75014 Paris.

► *Etudes*, septembre 1993, 55 F, 14, rue d'Assas, 75006 Paris.

► *Documents*, n° 2/93, 50 F, 50, rue de Laborde, 75008 Paris.

Somalie

Rendre l'espoir ?

par Nathalie Duhamel

ON les appelle les forces de rétablissement de la paix. Elles sont venues mettre fin au déchaînement de l'été élimatoire. Elles ont bien rempli cette première partie de leur mission. La seconde partie, politique, consistait à amorcer la reconstruction d'un Etat somalien. Tâche très difficile nécessitant patience et savoir-faire diplomatique au sein d'une société clanique complexe. Dans ce but, les forces de la paix avaient décidé d'un préalable logique : désarmer les clans. Or elles n'en firent rien pendant de longs mois.

Puis, soudain agressées lors d'une embuscade où vingt-trois d'entre elles furent tués, le ton et les méthodes changèrent : l'ennemi fut désigné, sa tête mise à prix, sa capture devint nécessaire et urgente. Neuf mois après le début de l'opération « Rendre l'espoir », les opérations de maintien de l'ordre se transformèrent chaque jour un peu plus en opérations de guerre.

Ainsi, la seconde étape, politique, de « Restore Hope » disparaît sous le vacarme d'une « étape » militaire. A plusieurs reprises, ces dernières semaines, les équipes d'AICF ont été victimes d'agressions, de bavures ou d'intimidations des forces de l'UNOSOM ou des rangs de la Delta Force. Mortes, blessés, équipements détruits.

Avons-nous recueilli des parts de la victoire ? Non. Une cache d'armes fut-elle découverte ? Non. Les opérations dont nous avons été les victimes frappent brutalement et quotidiennement des femmes, des enfants ou des malades hospitalisés, comme dans l'attaque de l'hôpital Benadir à Mogadiscio.

Nous ne pouvons admettre qu'une carte blanche soit donnée aux militaires qui agissent sans contrôle du pouvoir civil. De l'attelage en nettoyage, leurs buts restent vagues, leurs biens, quant aux armes saisies, secrets. Le budget des Nations unies destiné à l'aide en Somalie est désormais amplement consacré aux seules opérations militaires, alors que les besoins d'aide humanitaire et de reconstruction des structures du pays sont pressants.

Il est urgent pour les pays qui ont envoyé des soldats, de redéfinir les objectifs de leur présence en Somalie, et pour le Conseil de sécurité de réagir avant que l'insurrection de Mogadiscio-Sud ne gagne le pays dans son entier.

Comment ne pas comprendre qu'un homme, chef de clan, permit d'autres, dont on a fait un héros-martyr, bénéficiaire aujourd'hui de nombreux soutiens et ne sera probablement pas arrêté dans les dédales des faubourgs de la ville ? Comment ne pas comprendre qu'une solution mili-

taire n'a aucune chance d'aboutir sans projet politique négocié ?

Comment croire que la reconstruction d'une infrastructure locale puisse régler intelligemment des problèmes de paix ? Comment croire qu'une opération de nettoyage, de discussions avec « les anciens » et les chefs de village, élimine tout de suite le problème de la reconstruction des structures de l'Etat, particulièrement difficile, nécessitant des moyens, des hommes et de l'imagination.

Pressée par un calendrier sans rapport avec la réalité somalienne, trop souvent obscur du terrain, déconnectée des réalités claniques, sans coordination entre les contingents impliqués, l'opération des Nations unies en Somalie s'est fourvoyée. Ses méthodes sont la conséquence du manque de moyens, voire de l'indépendance de sa branche politique.

La mission de l'UNOSOM est gravement déviée de son objectif initial. S'il n'est pas déjà trop tard, il faut revenir aux objectifs politiques qu'elle s'était fixés. Il y a des succès en Somalie et de la crédibilité de ses interventions au futur théâtre comparable.

► Nathalie Duhamel est directrice générale d'Action Internationale contre la faim (AICF), 9, rue Dareau, 75014 Paris.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescroart, directeur
général de la publication
Bruno Frey, directeur
général de la rédaction
Jacques Guille, directeur
général de la gestion
Marcel Lucet, secrétaire général

Rédaction en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
Indépendant au directeur
de la rédaction
Thomas Farnet
Bernard La Bédol
Jacques-François Simon

Directeur
des relations internationales
Anciens directeurs :
Hubert Bonin-Ménil (1985-1989)
Jacques Farnet (1989-1992)
André Lescroart (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)

RÉDACTION ET SERVICES SOCIAUX :
11, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40 00 00
Téléfax : 40 00 25 99
ADMINISTRATION :
1, PLACE LAURENT-BERNAULT
94002 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40 00 25 99
Téléfax : 40 00 30 10

RUSSIE : l'opinion

Le général Yeltsine a-t-il vraiment gagné ?
L'opinion publique russe se divise sur la question de la victoire de Yeltsine. Certains estiment que sa victoire est une victoire démocratique, tandis que d'autres la considèrent comme une victoire de la mafia.

Le président russe

Le président russe Yeltsine a-t-il vraiment gagné ? L'opinion publique russe se divise sur la question de la victoire de Yeltsine. Certains estiment que sa victoire est une victoire démocratique, tandis que d'autres la considèrent comme une victoire de la mafia.

Le président russe Yeltsine a-t-il vraiment gagné ? L'opinion publique russe se divise sur la question de la victoire de Yeltsine. Certains estiment que sa victoire est une victoire démocratique, tandis que d'autres la considèrent comme une victoire de la mafia.

Le président russe Yeltsine a-t-il vraiment gagné ? L'opinion publique russe se divise sur la question de la victoire de Yeltsine. Certains estiment que sa victoire est une victoire démocratique, tandis que d'autres la considèrent comme une victoire de la mafia.

Le président russe Yeltsine a-t-il vraiment gagné ? L'opinion publique russe se divise sur la question de la victoire de Yeltsine. Certains estiment que sa victoire est une victoire démocratique, tandis que d'autres la considèrent comme une victoire de la mafia.

Coup d'Etat direct

Le président russe Yeltsine a-t-il vraiment gagné ? L'opinion publique russe se divise sur la question de la victoire de Yeltsine. Certains estiment que sa victoire est une victoire démocratique, tandis que d'autres la considèrent comme une victoire de la mafia.

Le président russe Yeltsine a-t-il vraiment gagné ? L'opinion publique russe se divise sur la question de la victoire de Yeltsine. Certains estiment que sa victoire est une victoire démocratique, tandis que d'autres la considèrent comme une victoire de la mafia.

Le président russe Yeltsine a-t-il vraiment gagné ? L'opinion publique russe se divise sur la question de la victoire de Yeltsine. Certains estiment que sa victoire est une victoire démocratique, tandis que d'autres la considèrent comme une victoire de la mafia.

الشرق الأوسط

ÉTRANGER

RUSSIE : l'épreuve de force entre Boris Eltsine et les députés conservateurs

L'épreuve de force entre le président Boris Eltsine et les députés conservateurs se poursuivait, mercredi 22 septembre à Moscou. M. Eltsine a regagné dans la matinée son bureau du Kremlin au moment où le Soviet suprême (Parlement) entamait une nouvelle séance. Le conflit entre l'exécutif et le législatif a éclaté au grand jour, mardi, lorsque Boris Eltsine a dissous le Parlement et convoqué des élections législatives anticipées pour les 11 et 12 décembre. Les dirigeants du Parlement ont aussitôt répliqué en suspendant M. Eltsine de ses fonctions et en le remplaçant à la tête de l'Etat par le vice-président,

le général Alexandre Routskoï. Dans la nuit de mardi à mercredi, ce dernier a promulgué son premier décret en qualité de « président » de la Russie pour annuler la dissolution du Parlement ordonnée par Boris Eltsine. Le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, qui passait pour un « conservateur », a immédiatement apporté son « soutien inconditionnel » au gouvernement et au président Eltsine.

Mercredi matin, le ministre de la défense, le général Pavel Gratchev, faisait à son tour une déclaration décisive en donnant son appui « au président

Boris Eltsine, élu deux fois par le peuple russe » et a affirmé n'avoir « aucune intention d'obéir aux ordres du prétendu nouveau gouvernement nommé par le Parlement ». Le porte-parole de M. Eltsine a indiqué, mercredi, que le président allait s'entretenir dans la journée avec les trois ministres limogés dans la nuit par les parlementaires, à savoir les ministres de la sécurité, de la défense et de l'intérieur.

A l'ouverture d'une nouvelle séance extraordinaire, mercredi, le Parlement a exhorté les conseils régionaux à prendre le contrôle des médias dans leur zone et a demandé aux représentants du parquet de

poursuivre tous ceux qui soutiendraient le président Eltsine. Dans une résolution qualifiée de « mesures urgentes pour surmonter le coup d'Etat anticonstitutionnel », les députés ont mis le meurtre sur deux leviers-clés du pouvoir : la télévision et la Banque centrale. Ils ont exigé la destitution du directeur de la télévision de la Communauté des Etats indépendants (CEI) et son remplacement par son directeur adjoint. Ils ont aussi réaffirmé leur contrôle sur la Banque centrale de Russie en votant une résolution selon laquelle elle ne peut financer des dépenses publiques qu'avec son accord. - (AFP, Reuters.)

Le décret du président russe

Voici les principaux points du décret du président Boris Eltsine :

« La situation politique dans le pays menace la sécurité gouvernementale et publique dans notre pays. Dans ces conditions, le seul moyen de faire cesser la confrontation entre le Congrès et le Soviet suprême d'une part, le président et le gouvernement d'autre part, (...) réside dans l'élection du nouveau Parlement de la Russie.

« Ces élections ne sont pas les élections anticipées du Congrès des députés du peuple de la Fédération de Russie (Assemblée élargie) ni du Soviet suprême de la Fédération de Russie (Parlement). Elles ne contiennent pas la volonté du peuple, exprimée par référendum le 25 avril 1993.

« La nécessité de ces élections découle du fait que la Fédération de Russie est un nouvel Etat, successeur de la République socialiste fédérative de Russie membre du URSS et devenu l'héritier reconnu par la communauté internationale de l'URSS.

« M'appuyant sur les articles 1, 2, 5, 121-5 de la Constitution de la Fédération de Russie et sur les résultats du référendum du 25 avril 1993, je décrète :

« 1. Interrompre les fonctions législatives, administratives et de contrôle du Congrès des députés de la Fédération de Russie et du Soviet suprême de la Fédération de Russie. Jusqu'au début des travaux du nouveau Parlement bicaméral de la Fédération de Russie et la prise par cet organe, des pouvoirs, qui lui incombent, gouverner par décret du président et arrêter les gouvernements.

« La Constitution de la Fédération de Russie, la législation de la Fédération et les sujets (Républiques et territoires) de la Fédération restent en vigueur dans la mesure et la partie qui ne contredisent pas ce décret.

« Les libertés et les droits des citoyens de la Fédération de Russie sont inchangés.

« 2. Une commission constitutionnelle et la Conférence constitutionnelle sont chargées de présenter pour le 12 décembre 1993 un projet

unifié et coordonné de Constitution de la Fédération de Russie (...).

« 3. L'Assemblée fédérale (futur Parlement) est chargée d'examiner la question des élections du président de la Fédération de Russie.

« 4. Fixer les élections législatives à la Douma d'Etat (l'une des deux Chambres) de l'Assemblée fédérale russe au 11-12 décembre 1993 (...).

« 5. Les pouvoirs des représentants locaux du pouvoir législatif (Soviets) sont maintenus.

« 6. Le Congrès des députés du peuple de la Fédération de Russie n'est pas convoqué.

« 7. Les mandats des députés du peuple de la Fédération de Russie sont annulés. Les droits des citoyens ayant été députés du peuple sont garantis (...). Les employés du Parlement sont en congé jusqu'au 13 décembre 1993 (...).

« 8. Le gouvernement accomplit toutes les fonctions prévues par la Constitution de la Fédération de Russie, en tenant compte des modifications apportées par ce décret, et par la législation (...). Le gouvernement prend sous son contrôle toutes les organisations soumises au Soviet suprême (Parlement) de la Fédération de Russie (...).

« 9. La Banque centrale de la Fédération de Russie est dirigée par des députés présidentiels (...) jusqu'à la réunion de l'Assemblée fédérale.

« 10. Le président nomme le procureur général (...) jusqu'à la réunion de l'Assemblée fédérale.

« 11. Les ministères des affaires étrangères, de l'intérieur, de la sécurité et de la défense doivent prendre toutes les mesures pour la sécurité de l'Etat et de la société dans la Fédération (...).

« 12. Le ministère des affaires étrangères doit informer les autres Etats, et le secrétaire général de l'ONU, du fait que la tenue d'élections à la Douma d'Etat (l'une des deux Chambres) de l'Assemblée fédérale de la Fédération de Russie est dictée par l'effort de conserver les changements démocratiques et les réformes économiques (...).

« 13. Le décret entre en vigueur au moment de sa signature.

Le décret est signé : « Boris Eltsine, président de la Fédération de Russie, Moscou, Kremlin, 21 septembre 1993, 20 heures.

Alexandre Routskoï : allié, puis rival

Il fut, en 1991, l'un des principaux artisans de l'ascension de Boris Eltsine. Deux ans plus tard, Alexandre Routskoï est devenu l'adversaire numéro un du président russe, qu'il défie directement, mardi 21 septembre, en s'autoproclamant président de la Russie lorsque M. Eltsine décide la dissolution du Parlement.

En 1991, le fringant colonel Routskoï perçut l'allié idéal pour Boris Eltsine dans son combat contre les conservateurs : aviateur, ancien combattant d'Afghanistan, où son action lui a valu la distinction de héros de l'Union soviétique, il apporte à M. Eltsine le soutien du courant modéré du PCUS et des militaires. Et surtout, il le sauve d'un très mauvais pas, au printemps 1991, en lui donnant, lors d'un vote crucial, les voix de son groupe parlementaire, Communistes pour la démocratie. Ce vote ouvre la voie à l'élection présidentielle russe du 12 juin 1991, remportée triomphalement par le « cocktail » Eltsine-Routskoï : en signe de reconnaissance, mais aussi pour attirer les voix des militaires, Boris Eltsine avait proposé au colonel Routskoï d'être son candidat à la vice-présidence.

Vient le putsch d'août, pendant lequel Alexandre Routskoï et Rousslan Khasboulatov vont constituer deux maillons essentiels du dispositif Eltsine. Pendant le siège du Parlement russe, au voit le colonel Routskoï s'affaïsser dans les bureaux de la « Maison blanche », le revolver calé sous l'aisselle. C'est lui qui organise l'opération de sauvetage de Garbatov, isolé par les putschistes dans sa datcha de la mer Noire, déclarant avant de monter dans l'avion, à propos du ministre de la défense putschiste : « Le maréchal Iazov est un traître et un salaud ».

Un admirateur de Pierre le Grand

Mais les relations s'assombrissent très vite. A l'automne, la crise tchétchène, lors de laquelle Routskoï, profondément cyniste, se prononce pour l'envoi de troupes russes contre les séparatistes, fait basculer le vice-président dans l'opposition. Le moustache grise impecable, très soucieux de son élégance vestimentaire, le colonel devenu général, âgé aujourd'hui de quarante-six ans, tient un discours sensiblement différent de celui de

M. Eltsine, et les Russes n'y sont pas insensibles en ces temps d'incertitude : Alexandre Routskoï défend les droits sociaux des militaires, tellement humiliés qu'ils n'osent plus sortir en uniforme, il se fait l'avocat des minorités russes des ex-Républiques soviétiques, il vitupère contre le chantage de chaises et le FMI. Après avoir flirté avec les nationalistes, il épouse la rhétorique des postcommunistes, bien connue à l'Est, professe au sein de la presse qu'en Russie il n'y avait « ni pouvoir ni démocratie » mais « chaos et enarchie ». Puis le conflit entre les deux hommes devient de plus en plus flagrant. En août 1992, le vice-président fonde avec l'un des chefs du « complexe militaro-industriel », Arkadi Vaiski, l'Union civique.

Au printemps 1993, la rupture est consommée. Routskoï fait connaître ses ambitions présidentielles au moment du référendum organisé par Boris Eltsine sur les réformes. Puis il lance une offensive de grande envergure contre l'entourage présidentiel sur le terrain de la corruption : il a, dit-il, « onze valises » de dossiers compromettant pour les hommes clés du pouvoir. Mais, au soir, il doit affronter une contre-attaque, menée avec la concours actif de la télévision : des documents publiés par les Izvestia l'accusent d'avoir perçu sur un compte bancaire suisse une « commission » de 3 millions de dollars.

Les humiliations se succèdent pour le vice-président, privé de sa limousine et de ses gardes du corps : le 1^{er} septembre, Boris Eltsine le suspend, tout bonnement, par décret, en attendant que la justice se prononce sur les accusations de corruption. Fausse dans ses dernières rumeurs, le général Routskoï attendait sans doute de défier M. Eltsine.

S. K.

Rousslan Khasboulatov : un fidèle devenu un opposant farouche

Personnage incontournable de la vie politique russe, Rousslan Khasboulatov doit beaucoup à M. Eltsine dont il est devenu le redoutable adversaire après avoir accédé à la présidence du Parlement russe. C'est en 1990 que cet économiste peu connu, né en 1942 dans le Caucase et déporté avec ses parents par Staline, fait son apparition sur le devant de la scène.

M. Eltsine, alors président du Parlement russe, l'appelle à la vice-présidence en juin 1991, en

espérant que les origines tchétchènes de Khasboulatov permettraient de rallier le soutien de toutes les minorités non russes.

Son énergie, sa volubilité agressive ont aidé M. Eltsine, avec le soutien des démocrates, à lutter contre la résistance des communistes. C'est ainsi que Khasboulatov apparaît lors du putsch d'août 1991, aux côtés de Boris Eltsine parmi les personnalités qui, de la « Maison blanche » (le Parlement), viennent à bout de la tentative de renver-

sement de Mikhaïl Gorbatchev. Pour le rémercier, M. Eltsine, élu président de Russie en juin, parvient à le faire élire à la présidence du Parlement en octobre 1991, malgré l'opposition des députés conservateurs.

Dès lors, le comportement de M. Khasboulatov à l'égard de son protecteur change complètement. Dès janvier 1992 il critique la politique de libéralisation économique du chef du gouvernement, Egor Gaidar. Il tente aussi, sans y parvenir, de plaquer la journal

Izvestia sous le coupe du Parlement, ce qui lui vaut l'interdiction de la presse, et va même jusqu'à constituer une garde parlementaire, sorte de milice semi-légale.

Au cours des deux précédents Congrès des députés du peuple, il se fera l'avocat de la tendance conservatrice, s'appuyant à toutes les tentatives de M. Eltsine de renforcer ses pouvoirs présidentiels aux dépens du Parlement.

Boris Eltsine dispose d'un autre atout de taille : la télévision, qui martèle sans relâche les réactions favorables à son initiative. Mais, selon plusieurs observateurs, et beaucoup de députés, c'est de l'attitude des responsables des régions que dépendra, en définitive, le succès de son entreprise. Pour l'instant, les réactions en province et dans les Républiques autonomes semblent partagées, et surtout prudentes. « Qu'ils s'arrangent à Moscou », déclare le directeur de l'administration de la région de Vladivostok, en Extrême-Orient. Dans la même veine, le responsable de l'administration de Nijni-Novgorod, le très réformiste Boris Niemtsov, s'est déclaré persuadé que « les gens sont bien plus concernés par d'autres problèmes, comment se chauffer, comment assurer l'essentiel aux familles ».

Des réactions d'attente, pas très éloignées de celles qu'on peut attendre des gens « ordinaires » : « Asses joué, il serait temps de travailler », décide une femme de ménage. « Cela fait longtemps qu'on ne comprend plus rien à leurs histoires », explique un Moscovite entre deux âges. Une dame anacarde qu'elle va consulter les signes astraux pour savoir qui va l'emporter. Quant à un groupe de policiers en faction devant le Parlement, et auxquels on demande à qui ils obéissent, ils commencent par répondre en riant : « Ça dépend des jours ». Après quoi, plus sérieusement : « Nous sommes des policiers au service de la Russie, et nous en avons assez qu'on essaie de nous diviser ».

JAN KRAUZE

« Coup d'Etat en direct »

Suite de la première page

Le drame, au nouvel épisode de la comédie du pouvoir ? Comment savoir, après tant d'épreuves de force dissoutes sans résultat tangible ? Devant le Parlement, des petits groupes commencent à se rassembler. Quelques drapeaux rouges, une pancarte : « Non à la dictature, oui au Parlement ». De chaque côté de la petite porte par laquelle les députés ont commencé à affluer, dès qu'ils ont entendu le début de l'intervention présidentielle, deux gardes ont revêtu des gilets pare-balles. Mais, pour le reste, Moscou est parfaitement calme. Pas de chahut, pas de barrages, rien. A l'intérieur du bâtiment - désormais privé du téléphone intergouvernemental et des liaisons internationales - certains élus ont l'air inquiet, ou perplexes, d'autres jubilent : « Demain matin, quand il aura dessoufflé, Eltsine sera tout surpris de voir dans quel pétrin il s'est mis », proclame, plus avantageux que jamais, Nikolai Babourine, un communiste pur et dur. Vassili Lipitski, dirigeant de l'Union centriste, proche du général Routskoï, affirme qu'Eltsine va, une fois de plus, devoir reculer, revenir sur sa décision : « Avec lui, tout est possible ». Un député « ex-démocrate », l'un de ceux qui se sont progressivement éloignés du camp présidentiel, ne comprend pas « cette énorme faute », commise à un moment où « Khasboulatov ne tenait plus qu'à un fil », où « rien ne menaçait Boris Eltsine ». Tout aussi contrarié, le président de la commission du Parlement pour les affaires de sécurité, Evgeni Koj-

kin, est persuadé que ce « coup improvisé va avorter », que rien n'est prêt pour la suite, que l'armée et la sécurité ne suivront pas.

L'improvisation, pourtant, n'était au moins pas totale. La flamme de décisions prises ces derniers jours par le président russe avait même suscité de très vives inquiétudes des leaders de l'opposition. Jeudi 16 septembre, M. Eltsine rendait laquintement visite à une unité des forces spéciales du ministère de l'intérieur, et annonçait à la surprise générale le retour au gouvernement d'Egor Gaidar, clair défi à l'opposition et même aux extrémistes. Dès le lendemain, le général Routskoï annonçait que M. Eltsine s'appuyait à instituer « la dictature ». M. Khasboulatov faisait séjurer le Parlement sans discontinuer et dénonçait l'arrivée en ville d'unités de la division Dzerjinski (celle-là même à laquelle M. Eltsine était allé rendre visite), officiellement chargées de combattre la lutte contre la criminalité. Entre-temps, M. Eltsine avait signé un « décret » privant le vice-président de la seule prérogative dont il ne l'avait pas dépourvu jusqu'à : celle, précisément, de lui succéder en cas de vacance de la présidence.

Elections en décembre

Restait à franchir le pas décisif. Boris Eltsine l'a franchi, mardi soir, après avoir fait prévenir, à peine une heure avant son allocution télévisée, les ambassadeurs des pays du G-7. Le président russe a

commencé par une longue énumération des méfaits du Parlement. Après quoi, comme s'il hésitait un instant avant de passer à l'acte, il a pu un regard de côté, et il est entré dans le vif du sujet : « Les fonctions législatives et de contrôle du Congrès des députés et du Parlement prennent fin. Il est mis un terme au mandat des députés. » La Caastitua est modifiée par décret : les élections anticipées pour les 11 et 12 décembre dissolvent l'Assemblée fédérale composée de deux chambres, conformément à un projet élaboré le 12 juin par la Conférence constitutionnelle convoquée par M. Eltsine, mais qui n'a jamais abouti à une décision définitive. Un peu plus tard, on apprendra de la bouche de M. Choumatko - premier vice-premier ministre « suspendu » par M. Eltsine à la suite d'accusations de corruption mais réintégré dans le gouvernement quelques heures avant l'allocution présidentielle - que les députés perdent leur immunité, leurs indemnités, ainsi que leur droit d'accès aux bâtiments de la télévision.

Le président lui-même précise que toute tentative de s'opposer à la tenue des prochaines élections sera punie par la loi. Un peu plus tard, le général Routskoï proclamera des menaces symétriquement inverses. Au passage, M. Eltsine se réserve le droit de nommer lui-même le procureur général de Russie (l'actuel titulaire, M. Stepanov, ayant rejoint depuis le printemps dernier le camp de ses adversaires). Et il donne au gouvernement l'ensemble des responsabilités qui revenaient jusqu'à au Parlement, car particulier le contrôle de l'exécutif, qui donc si l'on comprend bien, s'autocritériera, et l'autorité sur la banque centrale. Seule concession, pour compenser cette coupole de mesures d'autorité, M. Eltsine indi-

qu'il remettra lui-même en jeu son mandat, en annonçant une élection présidentielle anticipée, dont il ne précise cependant pas la date.

En un mot, Boris Eltsine, après avoir cherché pendant des mois, et sans résultat, le moyen de franchir au de contourner les obstacles constitutionnels qui se dressaient devant lui, a décidé de les renverser. Lui-même a expressément déclaré qu'il se mettrait en dehors, ou plutôt au-dessus de la loi, au nom d'un intérêt supérieur : « La sécurité de la Russie et de ses peuples est une valeur plus élevée que le respect formel des normes constitutionnelles édictées par la branche législative du pouvoir. » Dans ces conditions, le verdict du Tribunal constitutionnel, qui s'est réuni en plénière nuit et a considéré que le président avait violé la Constitution, ne pouvait surprendre personne.

L'appui du gouvernement

C'est dans la troisième fois en dix mois que Boris Eltsine se lance dans une opération destinée à le débarrasser de ceux qu'il décrit comme les ennemis des réformes. En décembre dernier, il avait annoncé un référendum censé déterminer, qui, du président ou du Parlement, devait prendre en charge les destinées de la Russie : le projet se réduisit très vite à un « compromis », et si un référendum eut bien lieu, ce fut, au lieu de la confiance de la majorité des votants, mais pas de renvoyer pour autant les députés. Entre-temps, le 20 mars, M. Eltsine avait annoncé l'entrée en vigueur d'un régime d'administration présidentielle qui mettait entre parenthèses le Parlement. Mais au bout de quelques jours à peine, et devant l'opposition résolue du vice-président

Routskoï, du secrétaire du conseil de sécurité, du Tribunal constitutionnel et du procureur général, il revenait sur un décret dont il s'avéra soudain qu'il n'avait jamais été signé.

Cette fois, Boris Eltsine est allé beaucoup plus loin et, sauf à perdre définitivement toute autorité, on imagine mal qu'il puisse reculer en arrière. Il bénéficie en principe de l'appui « unanime » du gouvernement, à en croire du moins le premier ministre Viktor Tchernomyrdine - ce qui n'a pas empêché le ministre du commerce extérieur, M. Glaziev, de démissionner dans la nuit en signe de protestation. Toujours selon le premier ministre, « les directions collégiales des ministères de l'intérieur, de la sécurité et de la défense » se sont prononcées « en faveur de la décision du président Eltsine ». Mercredi matin, plusieurs heures après s'être contenté d'assurer que l'armée « ne prendrait part à aucune opération active », le général Gratchev, ministre de la défense, exprimait son soutien entier « au président Eltsine, élu deux fois par le peuple russe », et affirmait n'avoir « aucune intention d'obéir aux ordres du soi-disant nouveau gouvernement nommé par le Parlement ». Un autre général, Viktor Erine, ministre de l'intérieur, avait déclaré mardi soir que ses hommes étaient prêts « à faire leur devoir, à renforcer la lutte contre la criminalité et pour la sécurité des citoyens russes ».

Prudence dans les régions

Des propos bien vagues, mais qui s'éclaircissent un peu à la lumière d'une des premières « décisions » du général Routskoï, qui, arguant de son autorité présidentielle, a décidé de limoger les ministres de la défense, de la police ainsi que celui de la sécurité, M. Golouchko,

EUROPE

RUSSIE : l'épreuve de force entre Boris Eltsine

Le point de non-retour

Suite de la première page

Le seul qui soit, apparemment, logique avec lui-même est Mikhaïl Gorbatchev, principale victime du premier coup de force il y a deux ans et démissionnaire lui aussi récemment du second.

Quant à Boris Eltsine, il est une fois de plus aux premières lignes, mais du « mauvais » côté. Quoi que l'on puisse penser des institutions russes, on ne peut que constater que le décret présidentiel à l'origine de cette nouvelle crise « n'est pas conforme à la Constitution ». Ledit décret a beau faire valoir que la Russie actuelle est un « nouvel Etat », différent de l'ancienne RSFSR, parce que « successeur internationallement reconnu » de la défunte URSS, l'argument n'est pas très convaincant pour jeter par-dessus bord la Constitution existante. Tout comme celui selon lequel cette Constitution n'est pas applicable pour la simple raison qu'elle « ne permet pas d'adapter une nouvelle Constitution ».

Mais qu'impose la Russie est dans un tel état que ces considérations juridiques pèsent de peu de poids au regard d'autres réalités encore plus incontrouvables : si la légalité, incarnée par une Constitution méconnaissable à force d'avoir été rafistolée, n'est qu'une part, la légitimité est à l'évidence bien davantage dans le camp d'un président élu au suffrage universel (et reconnu dans son mandat par le référendum d'avril dernier) qu'au profit d'un Parlement élu sous l'ancien régime communiste il y a plus de trois ans. Alexandre Routskoï a été élu lui aussi au suffrage universel, mais bien évidemment parce qu'il figurait sur le « ticket » de

Boris Eltsine. Non seulement il n'aurait en aucune façon s'il s'était présenté seul il y a deux ans, mais il faut bien admettre qu'aujourd'hui encore il ne fait pas le poids par rapport à l'associé devenu ennemi.

Une autre réalité est que, tout en passant de l'autre côté de ce que l'on ose encore appeler la « barricade », Boris Eltsine n'a pas changé de camp : plus qu'un autre personnage de la Russie actuelle, il incarne la conversion vers la démocratie et les réformes. C'est ce qu'on voit visiblement voulu dire les dirigeants occidentaux en lui apportant sans tarder leur soutien. L'homme a de gros défauts, mais il faut bien « faire avec » en attendant mieux.

Une autre appréciable différence avec la situation d'août 1991 est qu'il n'y a pas de chars dans les rues, et qu'il ne semble pas qu'il doive y en avoir bientôt. Le ministre de la Défense vient de proclamer son soutien au président, mais même la « neutralité » proclamée aux premières heures ne signifiait pas une attitude de défi, dans la mesure où elle ne mettait pas en cause une filière d'autorité qui la rattache clairement (là-dessus la Constitution est formelle) au président du pays.

Querelles de politiciens

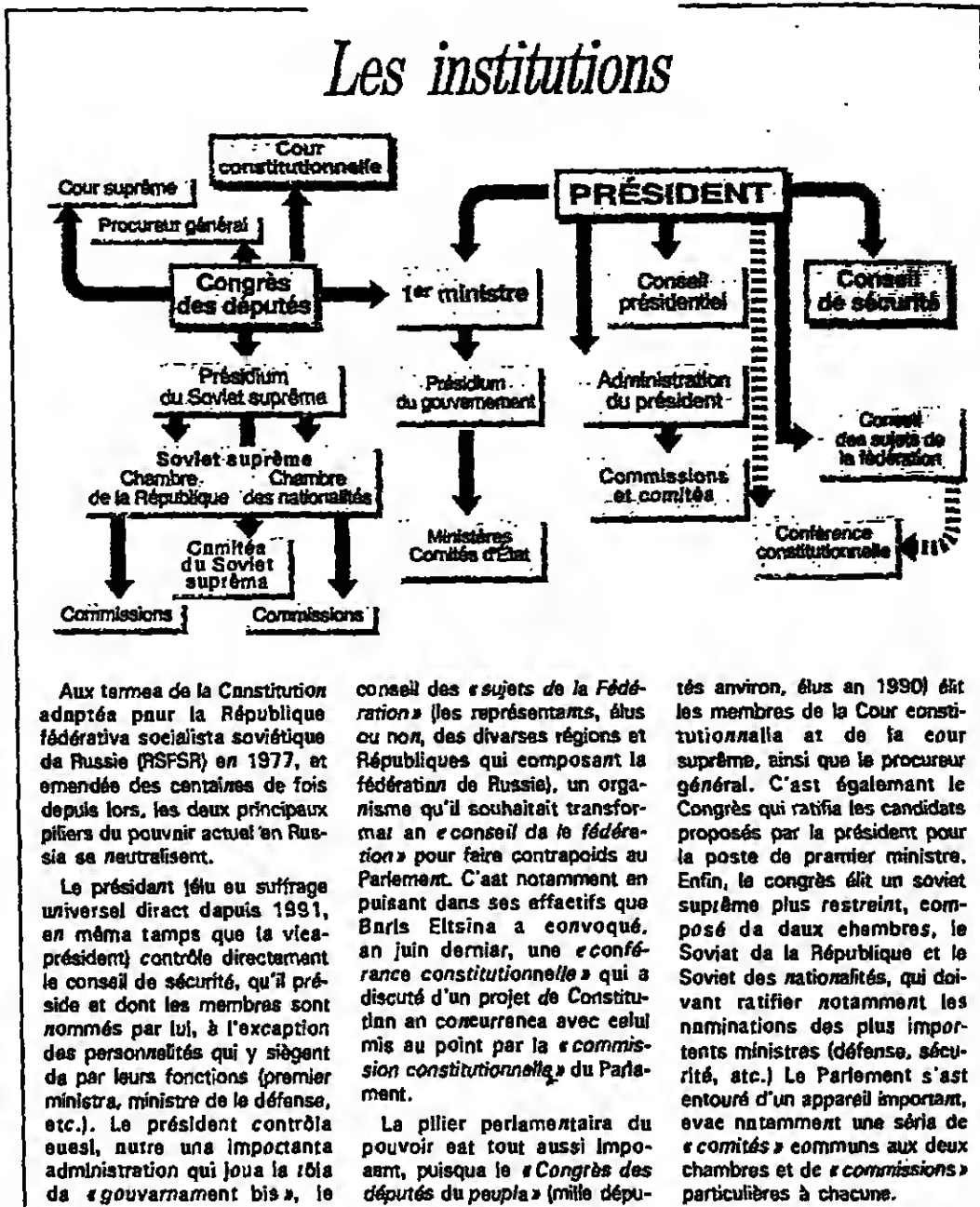
Il faut plutôt voir le prolongement de l'attitude suivie par les mêmes militaires il y a deux ans (malgré le ralliement formel du ministre de la Défense d'alors au président par intérim) et qui avait conduit à l'échec du putsch. Surtout, on ne voit pas pourquoi Boris Eltsine, aurait besoin, et encore moins intérêt, à faire inter-

venir l'armée. Cela dépendra bien sûr de l'attitude de la population : sauf à Moscou - et encore ! - celle-ci avait été peu impliquée dans ses profondes révoltes des événements de 1991 ; elle a encore moins de raisons aujourd'hui d'intervenir dans une querelle de politiciens qu'elle suivait avec un parfait détachement depuis de nombreux mois, avec, d'ailleurs, une aversion particulière pour le Parlement. Quant aux autorités régionales (qui ne sont nullement affectées par le décret de Boris Eltsine), elles ont toutes chances de continuer leurs activités habituelles, en ignorant tout autant les « oukazes » du président que les lois et autres règlements votés par le Parlement.

On ne voit pas non plus pourquoi il faudrait employer la force contre ce dernier, voire organiser un « blocus » de la Maison Blanche. La destitution du président ne peut être décidée que par le Congrès des députés au complet, et il suffirait que 300 à 400 députés soient absents pour que le quorum ne soit pas réuni. Boris Eltsine a donc tout intérêt à laisser les parlementaires et le vice-président autoprouver s'enliser dans des débats stériles, comme il l'a fait depuis des mois. A la limite, il aurait pu aller moins loin dans la crise en se bornant à convoquer les députés pour décembre (nos éventualités à laquelle les députés eux-mêmes semblaient résignés), tout en reconnaissant que le Parlement actuel restait en fonction jusqu'à là.

Au lieu de cela, il a ébaïchi la guerre, ce qui rend plus difficiles les répliques auxquelles on avait assisté jusqu'à présent. Certes, des surprises sont toujours possibles, mais, des deux côtés, on ne semble avoir atteint cette fois le point de non-retour. Espérons seulement qu'il reste dans chaque camp suffisamment de sagesse pour éviter la guerre civile, et aussi qu'il sorte de tout cela une clarification menant à un minimum de stabilisation de la vie politique.

MICHEL TATU



Les réactions

Washington : « Soutien total » au dirigeant russe

WASHINGTON

de notre correspondant

Quitte à être accusés d'appuyer une sorte de « coup d'Etat » à Moscou, les plus hauts responsables de l'administration, le président Bill Clinton en tête, se sont mobilisés, mardi 21 septembre, pour manifester le « soutien total » des Etats-Unis à Boris Eltsine dans sa lutte contre le Parlement.

Comme ils l'avaient déjà dit en mars, lorsque M. Eltsine voulut imposer un régime semi-présidentiel, les Etats-Unis estiment que le président russe, seul dirigeant du pays démocratiquement élu, est le garant des réformes en cours à Moscou. A ce titre, il doit être appuyé dans la bataille qu'il mène contre un Parlement élu du temps de l'URSS, dont la légitimité n'est pas la même que celle de M. Eltsine, et qui, de surcroît, a des yeux de Etats-Unis, de s'opposer aux réformes.

Et, comme ils l'avaient fait au moment du référendum du

25 avril, les dirigeants de l'administration ont appelé, mardi, le Congrès à voter sans tarder un projet d'aide économique - 2,5 milliards de dollars - au bénéfice de la Russie. Il s'agit, avec cet appui financier, de donner un peu de « muscle » aux déclarations de soutien politique. L'administration justifie ce qui peut passer pour une intervention dans le débat intérieur russe - et renforcer le camp des ultranationalistes à Moscou - en faisant valoir l'unité de l'enjeu : la politique de réforme menée par M. Eltsine, disent les dirigeants américains, va dans le sens des intérêts de sécurité des Etats-Unis.

Relatif optimisme

Tard dans la soirée de mardi à Washington, le sentiment dominant paraissait être un mélange de prudence et de relatif optimisme quant à la situation de M. Eltsine. A ce croire les déclarations d'un haut responsable du gouvernement

américain, l'armée pecherait du côté de Boris Eltsine, aucun mouvement militaire suspect n'aurait été détecté par le Pentagone et la sécurité personnelle du président russe ne serait pas en danger.

La Maison Blanche a choisi la méthode très soignée de la déclaration écrite présidentielle pour faire connaître l'appui de M. Clinton à son homologue russe. Le communiqué de la présidence a été publié peu après que M. Clinton se fut entretenu au téléphone avec M. Eltsine. Dans sa déclaration, le président américain relève que M. Eltsine a convoqué des élections législatives anticipées, qui doivent être suivies d'un scrutin présidentiel, et il observe : « Dans une démocratie, c'est le peuple qui, en dernier recours, doit trancher des problèmes qui sont au cœur du débat politique et social. Le président Eltsine a fait ce choix et je le soutiens totalement ».

« Il n'y a aucun doute que le président Eltsine a agi en réponse d'une crise constitutionnelle qui avait atteint une impasse critique et paralysait le jeu politique », poursuit M. Clinton, qui ajoute : « En tant que dirigeant démocratiquement élu de la Russie, le président Eltsine a choisi de permettre au peuple de Russie de résoudre l'impasse lui-même. Je pense que ce choix des élections pour un nouveau Parlement est, en fin de compte, compatible avec le processus de réformes et de démocratie que le président Eltsine a mis en route ».

Les Etats-Unis maintiendraient-ils leur soutien à Boris Eltsine si celui-ci devait se résoudre, d'une manière ou d'une autre, à employer la force contre ses adversaires ? Indirectement, et à l'avance, Bill Clinton a répondu à

la question : « J'ai appelé le président Eltsine pour obtenir l'assurance que les difficultés choisies par lui n'étaient pas le résultat d'une manière de faire qui garantisse la paix, la stabilité et un débat politique ouvert cet automne », explique le président américain, qui poursuit : « Il m'a dit qu'il considérait comme très important que les élections qu'il a convoquées se tiennent dans la liberté et la démocratie ». Autrement dit, le soutien américain a ses limites : il pourrait être remis en question en cas de violations ou d'atteintes aux libertés politiques.

Le vice-président Albert Gore et le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, ont eux aussi pris la parole pour défendre les décisions de M. Eltsine. « Nous pensons que le peuple russe a le droit de déterminer son avenir dans l'isolement », a expliqué M. Christopher lors d'une conférence de presse spéciale convoquée au département d'Etat. Cependant, Wall Street réagissait à la baisse : l'or et le dollar, valeurs refuges, enregistraient une hausse soudaine.

L'administration n'a pas été aussi surprise que la Bourse. La semaine dernière à Washington, Andréi Kozyrev, le ministre russe des affaires étrangères, avait averti M. Christopher de l'impasse politique à Moscou et de la probabilité d'une initiative de M. Eltsine pour en sortir. Mardi, M. Christopher a précisé avoir été prévenu « une heure avant » de la décision du président Eltsine, laquelle a ensuite été expliquée à l'ambassadeur américain à Moscou, Thomas Pickering, appelé au ministère des affaires étrangères.

ALAIN FRACHON

RETOUR DE SARAJEVO : LE CRI DE COLÈRE DE JUAN GOYTISOLO

Le Monde des DEBATS

A lire dans

En vente le 10 de chaque mois

Le Monde

SPÉCIAL PROCHE-ORIENT

13 septembre 1993 : l'accord historique

Demain, la paix ?

UN DOSSIER COMPLET DU MONDE

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 15 F

En Russie

L'ancien président Mikhaïl Gorbatchev, en visite en Italie, a estimé que la décision de Boris Eltsine de dissoudre le Parlement « est une chose inattendue et anticonstitutionnelle ». « Eltsine n'avait aucun droit de faire une chose pareille », a-t-il ajouté. Le patriarche Alexis II, chef spirituel des orthodoxes russes, a, de son côté, à San-Francisco, a mis en garde contre les dangers de la crise politique à Moscou : « J'espère que le conflit à la tête de l'Etat ne dégèrera pas en guerre civile », a-t-il dit. Alexandre Soljenitsine, Prix Nobel de littérature, s'est déclaré « favorable » à la dissolution du Parlement russe estimant qu'« il n'est pas un vrai Parlement issu d'élections libres ».

Dans les anciennes Républiques soviétiques

L'ambassadeur d'Estonie à Moscou, Iouri Kaba, a affirmé que son pays attendait la plus grande importance à la poursuite des réformes et que « les forces qui se trouvent derrière Boris Eltsine sont la seule garantie de ces réformes ». Le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, a déclaré avoir parlé mardi avec le président du Kazakhstan, Nursultan Nazarbajev, qui a soutenu les mesures prises par le président russe et confirmé sa venue à Moscou pour le sommet de la CEE prévu pour vendredi. Des déclarations de soutien à M. Eltsine ont également été faites en Biélorussie et au Turkménistan. - (AFP, AP, Reuters).

Dans les pays occidentaux

Les membres du G7 (pays les plus industrialisés) ont été informés, par l'intermédiaire de leur ambassade à Moscou, de la décision de Boris Eltsine de dissoudre le Parlement, une heure avant qu'elle ne soit annoncée, mardi 21 septembre. C'est d'eux que sont venues les premières réactions, qui sont toutes de soutien au président russe.

Signe de l'attention avec laquelle l'administration américaine suit les événements à Moscou, c'est par une déclaration écrite solennelle que le président Bill Clinton a exprimé son appui à Boris Eltsine dont il a souligné la légitimité démocratique (voir l'article d'Alain Frachon). Dans une interview à la chaîne améri-

caine ABC, Alexandre Routskoï s'est déclaré « très déçu » par cette prise de position du président américain.

Le premier ministre britannique John Major a fait parvenir au président russe un message dans lequel il soutient sa démarche : « En convoquant des élections pour décembre, vous donnez aux Russes une chance de voir leurs opinions correctement représentées au Parlement. C'est ce pour quoi ils ont voté lors du référendum d'avril. Cela mérite le soutien des démocrates, d'intérieur comme d'extérieur de la Russie », écrit M. Major. Dans un message diffusé mercredi par la chancellerie, Helmut Kohl souligne également l'adhésion de l'Allemagne au projet de Boris Eltsine d'organiser des élections en décembre, pour sortir de « l'impasse constitutionnelle qui a atteint une phase critique et menace le processus de réformes politiques et économiques ». Même appui aux efforts de Boris Eltsine « pour mener la Russie vers la démocratie et l'économie de marché » de la part du ministre canadien des affaires étrangères, Perrin Beatty, et du premier ministre japonais, Morihiro Hosokawa.

A Paris, le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, invité sur France 2, a affirmé l'espoir « que ce soient les réformateurs, prêts à se remettre en cause devant le suffrage universel, qui l'emportent ». Le chef du gouvernement, Edouard Balladur, interrogé sur TF1, a regretté les insuffisances de la politique de l'Europe occidentale envers les pays anciennement communistes : « Nous, peuples européens de l'Ouest, nous devons faire davantage, plus et plus vite, pour stabiliser la situation en Europe de l'Est et stabiliser la liberté dans ces pays ».

En Chine

Sans prendre parti, Pékin a fait connaître son inquiétude par un communiqué du ministère des affaires étrangères : « En tant que voisin de la Russie, nous espérons qu'elle maintiendra une situation intérieure stable afin d'éviter un conflit et rechercher une solution pacifique à la crise ». La Chine, qui lors de l'arrivée de M. Eltsine au pouvoir l'avait qualifié de « traître au socialisme », a adopté depuis une position pragmatique envers la Russie, important fournisseur d'armes, et a reçu le premier russe en visite l'an dernier.

Deux années de conflit

Le conflit entre Boris Eltsine et le Parlement russe a atteint un point de non-retour. Le président a dissout le Congrès des députés, ce qui a déclenché une crise constitutionnelle. Les réactions internationales ont été mitigées, allant du soutien à Eltsine jusqu'à la condamnation de sa décision. La situation reste tendue, avec des élections prévues pour décembre.

Le conflit entre Boris Eltsine et le Parlement russe a atteint un point de non-retour. Le président a dissout le Congrès des députés, ce qui a déclenché une crise constitutionnelle. Les réactions internationales ont été mitigées, allant du soutien à Eltsine jusqu'à la condamnation de sa décision. La situation reste tendue, avec des élections prévues pour décembre.

Le conflit entre Boris Eltsine et le Parlement russe a atteint un point de non-retour. Le président a dissout le Congrès des députés, ce qui a déclenché une crise constitutionnelle. Les réactions internationales ont été mitigées, allant du soutien à Eltsine jusqu'à la condamnation de sa décision. La situation reste tendue, avec des élections prévues pour décembre.

Le conflit entre Boris Eltsine et le Parlement russe a atteint un point de non-retour. Le président a dissout le Congrès des députés, ce qui a déclenché une crise constitutionnelle. Les réactions internationales ont été mitigées, allant du soutien à Eltsine jusqu'à la condamnation de sa décision. La situation reste tendue, avec des élections prévues pour décembre.

Le conflit entre Boris Eltsine et le Parlement russe a atteint un point de non-retour. Le président a dissout le Congrès des députés, ce qui a déclenché une crise constitutionnelle. Les réactions internationales ont été mitigées, allant du soutien à Eltsine jusqu'à la condamnation de sa décision. La situation reste tendue, avec des élections prévues pour décembre.

EUROPE

et les députés conservateurs

Deux années de conflit

1991

12 juin : Boris Eltsine est élu au suffrage universel, dès le premier tour, président de la République de Russie avec 57,3 % des suffrages.

20 juillet : le président publie un décret qui interdit l'activité des partis politiques au sein des entreprises et des administrations de Russie.

19 août : le coup d'Etat contre Mikhaïl Gorbatchev se solde par un échec le 21.

23 août : devant le Parlement de Russie, Boris Eltsine annonce la suspension des activités du PC russe.

1^{er} novembre : le Congrès des députés de Russie accorde à Boris Eltsine les pouvoirs spéciaux qu'il avait demandés le 28 octobre afin d'engager des réformes pour libérer l'économie.

11 novembre : désavouant M. Eltsine, le Parlement russe refuse d'entériner le décret qu'il avait signé le 7, pour imposer l'état d'urgence en Tchétchéno-Ingouchie qui s'est révoltée pour obtenir son indépendance. Le 12, Boris Eltsine reconnaît son « erreur ».

8 décembre : réunis à Minsk, les présidents de Biélorussie, de la Fédération de Russie et de l'Ukraine constatent que l'Union soviétique « en tant que sujet de droit international et géopolitique n'existe plus ». Ils signent un accord créant une « communauté des Etats souverains ouverts à tous les Etats de l'ancienne URSS ».

19 décembre : Boris Eltsine place par décret le Kremlin sous son autorité et celle de la Fédération de Russie.

21 décembre : huit Républiques signent l'arrêt de mort de l'URSS à Alma-Ata (Kazakhstan) en rejoignant la CEI créée le 8 décembre. Seule la Géorgie demeure à l'écart. Elles adressent à Mikhaïl Gorbatchev un message l'informant que l'URSS et sa fonction présidentielle ont cessé d'exister.

25 décembre : Mikhaïl Gorbatchev démissionne.

26 décembre : alors que Boris Eltsine tente de reconstituer autour de lui l'ancien pouvoir de Mikhaïl Gorbatchev, son vice-président, Alexandre Routskoï, estime qu'il n'y a ni gouvernement ni démocratie en Russie.

1992

23 février : une dizaine de milliers de personnes, parmi lesquelles des militaires, manifestent à Moscou et scandent des slogans hostiles à Boris Eltsine.

1^{er} avril : aux prises avec une fronde parlementaire menée par les conservateurs, M. Eltsine décide de se séparer de son ministre des Finances, Egor Gaïdar, symbole de la thérapie de choc appliquée à l'économie. M. Gaïdar conserve cependant son poste de premier ministre du gouvernement. Le lendemain, il révoque son sous-droit, Guennadi Bourboulis, de son poste de premier vice-premier ministre, mais il reste secrétaire d'Etat.

6-21 avril : sixième Congrès des députés du peuple. Le 15, Boris Eltsine refuse la démission du gouvernement présentée le 13, ce qui constitue une victoire pour Egor Gaïdar. A l'issue du Congrès, les députés votent une résolution laissant à l'exécutif tous les pouvoirs pour mener les réformes économiques.

19 avril : les députés adoptent le nom de Fédération de Russie pour la République et lancent un processus de révision de la Constitution.

16-17 juin : à l'issue du sommet américano-russe, Boris Eltsine et George Bush s'accordent sur une réduction des deux tiers des armements nucléaires et signent une « charte du partenariat et de l'amitié américano-russe ».

6 octobre : Boris Eltsine propose au Parlement de la Fédération de Russie d'autoriser les Russes à acheter des terres et des logements avec les bons de privatisation qui leur ont été distribués. La privatisation des terres, souhaitée par le gouvernement russe, avait été rejetée au printemps.

28 octobre : par un décret de Boris Eltsine, le président du Parlement, Rouslan Khasboulatov, est privé du contrôle de la garde parlementaire.

29 octobre : face à l'opposition extrême, Boris Eltsine suspend le retrait des troupes russes stationnées dans les pays baltes et réaffirme son soutien au premier ministre, Egor Gaïdar, et à son

ministre des affaires étrangères, Andreï Kozirev, cibles des milieux conservateurs et nationalistes.

25 novembre : à quelques jours de l'ouverture du Congrès des députés, Boris Eltsine favorise les conservateurs en acceptant la démission du ministre de l'Information, Mikhaïl Poltoranine, et supprime le poste de « secrétaire d'Etat » dévolu à son bras droit, Guennadi Bourboulis.

1^{er}-14 décembre : septième Congrès des députés du peuple. A l'issue du Congrès, Boris Eltsine est contraint de sacrifier son premier ministre, Egor Gaïdar, et d'accepter la nomination, le 14, de Viktor Tchernomyrdine à ce poste. En contrepartie, il arrache aux conservateurs un accord constitutionnel. Boris Eltsine annonce la tenue d'un référendum en avril 1993, pour trancher la crise qui l'oppose au Parlement.

23 décembre : le président présente le nouveau gouvernement au sein duquel l'essentiel de l'ancienne équipe est conservé, notamment la « bête noire » des conservateurs, Andreï Kozirev, qui est maintenu aux affaires étrangères.

1993

3 janvier : George Bush et Boris Eltsine signent à Moscou le traité START II sur la réduction des armements stratégiques mettant ainsi fin à la « guerre froide ».

5 janvier : sur fond de crise politique, le nouveau premier ministre, Viktor Tchernomyrdine, rétablit le contrôle des prix.

10-13 mars : le huitième Congrès des députés refuse de prolonger les pouvoirs d'exception du président. Il refuse également d'organiser le référendum, prévu pour avril, réclamé par Boris Eltsine pour assaillir son autorité. C'est une défaite pour M. Eltsine face à ses adversaires conservateurs emmenés par le président du Parlement, Rouslan Khasboulatov.

20 mars : Boris Eltsine réplique en instaurant un régime présidentiel direct et un système de gouvernement par décret jusqu'au 25 avril, date à laquelle il fixe le référendum. Le 21, le Parlement qualifie cette décision d'« attentat aux fondements de la Constitution ».

29 mars : le Congrès des députés approuve l'organisation d'un référendum en quatre questions, le 25 avril, portant sur la confiance à accorder au président.

3-4 avril : lors du sommet américano-russe entre Bill Clinton et Boris Eltsine à Vancouver (Canada), les Etats-Unis débloquent 8,8 milliards de francs pour soutenir l'œuvre « réformatrice » de Boris Eltsine.

25 avril : lors du référendum, 58 % des votants accordent leur confiance à M. Eltsine. Sa victoire, éclatante dans les grandes villes, est ternie par les résultats négatifs dans plusieurs régions ou Républiques de la Fédération. Ses principaux adversaires, le vice-président, Alexandre Routskoï, et le président du Parlement, Rouslan Khasboulatov, déclarent que le résultat du scrutin n'a aucune signification.

29 avril : en rendant public son projet de Constitution qui fait la part belle à la fonction présidentielle, Boris Eltsine engage la lutte finale contre le Congrès.

23-24 juillet : le retrait de la circulation des roubles émis avant 1993 décidé par la Banque centrale de Russie pour « éponger » la masse monétaire, déclenche les protestations de la population et une nouvelle crise politique.

12 août : Boris Eltsine promet une « bagarre politique » pour septembre et des élections législatives à l'automne.

13 août : le président propose la création d'un « nouvel organe du pouvoir », le Conseil de la Fédération, qui permettrait à « tous les sujets de la Fédération de parler d'une seule voix ».

21 et 22 septembre : Boris Eltsine ordonne la dissolution du Parlement et la convocation d'élections législatives pour le 11 et 12 décembre pour remplacer le Congrès des députés, hérité de l'ère communiste. Le Parlement réplique en prononçant la destitution de M. Eltsine et son remplacement par le général Alexandre Routskoï. Le premier ministre, Viktor Tchernomyrdine apporte son soutien au président Eltsine et à son gouvernement.

UKRAINE : à la suite d'un désaccord sur la politique économique

Le Parlement de Kiev accepte la démission du premier ministre

Le Parlement ukrainien a accepté, mardi 21 septembre, la démission du premier ministre, Leonid Kouchma, et de son gouvernement par 294 voix contre 6. Cette décision est intervenue après que, par deux fois dans la même journée, les députés eurent repoussé une résolution allant dans ce sens.

Cette démission met fin à une longue controverse qui s'est développée depuis le mois de mai dernier entre le Parlement et le gouvernement sur la conduite de la politique économique, notamment sur la nécessité, défendue par M. Kouchma, de resserrer les liens avec la Russie. Par trois fois au cours de cette période, le premier ministre avait présenté sa démission, qui avait été refusée. « Nous avons agi à la manière bolchevique en forçant un homme à faire ce qu'il ne voulait pas faire et ce qu'il ne pouvait probablement pas faire », a reconnu au Parlement le député Evren Griniv. Leonid Kouchma constatait pour sa part que « le gouvernement n'a pas réussi à éviter la catastrophe et à enrayer la chute de la production ».

« Il n'y a pas d'autorité centrale en Ukraine, et notre économie tout

entière est entre les mains des dirigeants régionaux et de ceux qu'on appelle les directeurs rouges », a-t-il ajouté. Pour le premier ministre démissionnaire, le pays doit d'urgence effectuer des réformes, en particulier accélérer les privatisations, qui ont à peine commencé en Ukraine.

Devant le Parlement, une foule estimée à dix mille personnes, venue de toutes les régions du pays manifestait en criant des slogans nationalistes, hostiles à la Russie et à la CEI, qualifiée de « nouvel empire russe ».

Le démantèlement des missiles

Selon la constitution ukrainienne, le président Leonid Kravtchouk doit assurer l'intérim à la tête du cabinet jusqu'à la présentation au Parlement d'un nouveau premier ministre. Dans une résolution, le Parlement a demandé aux ministres de rester en fonctions jusqu'à la mise en place d'une nouvelle équipe.

A Moscou, le porte-parole du ministère des affaires étrangères annonçait, mardi, que la Russie avait décidé d'annuler le protocole

d'accord signé le 3 septembre entre Boris Eltsine et Leonid Kravtchouk concernant le démantèlement des missiles nucléaires de l'ex-URSS présents sur le sol d'Ukraine (le Monde daté 5-6 septembre). Moscou justifie cette décision en faisant état de la publication à Kiev du texte de l'accord avec des changements « essentiels ».

Le texte prévoyait le transport vers la Russie de « tous » les missiles dans un délai de vingt-quatre mois à partir de la ratification par

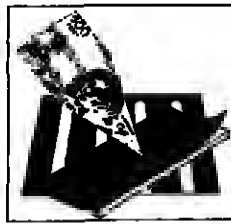
le Parlement ukrainien du traité START I. Or le 9 septembre, un journal ukrainien publiait ce texte en enlevant le mot « tous », ce qui indique, selon Moscou, que « l'Ukraine a l'intention de garder une partie des armes nucléaires malgré les engagements qu'elle a pris ». Le porte-parole a cependant précisé que cet incident ne remettrait pas en cause « le sens de l'accord » verbal du 3 septembre entre les présidents russe et ukrainien. - (AFP, UPI.)

□ FINLANDE : les groupes d'extrême droite ont créé un parti politique. - Les mouvements finlandais d'extrême droite ont décidé à la fin de la semaine dernière de se regrouper en vue de créer un parti politique, a annoncé, mardi 21 septembre, l'agence de presse finlandaise FNB. La nouvelle formation, le Front national, devrait compter cinq mille adhérents et sera présidée par Vaeinoo Kuisma, chef du groupe néo-nazi de la Confrérie finlandaise des Germains-Aryens. - (AFP.)

□ ITALIE : découverte d'une bombe dans le train Palerme-Turin. - La police italienne a découvert

Il y a des moments où vous perdez de l'argent sans vous en rendre compte. Par exemple maintenant.

N°Azur 36 63 10 10



Compte Chèque Dynamique Barclays. Ne perdez plus d'argent par négligence.



BARCLAYS

EUROPE

Malgré les concessions obtenues pour la future République musulmane

M. Izetbegovic refuse de souscrire immédiatement au plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine

SARAJEVO

de notre envoyé spécial

C'est à la fois avec désespoir et soulagement que la population de Sarajevo attendait le 21 septembre, date à laquelle les trois parties au conflit en Bosnie-Herzégovine avaient été conviées par la communauté internationale à une réunion à l'aéroport de Sarajevo pour signer la paix. Épuisée par dix-sept mois de siège, la capitale bosnienne s'était résignée à la capitulation, au renoncement à une Bosnie entière et pluriethnique.

Et c'est également avec désespoir et soulagement qu'elle a appris, mardi, l'annulation de cette rencontre et le refus du président bosnien Izetbegovic d'apposer immédiatement sa signature sur un accord de paix « dicté par Slobodan Milosevic et Franjo Tudjman », les présidents de Serbie et de Croatie. Les pourparlers de ces derniers jours entre belligérants semblaient avoir permis « une avancée considérable » et une solution paraissait « à portée de main ». Mardi cependant, la conclusion d'un règlement de paix restait encore très incertaine : « La paix nous a été offerte, les doigts », disait, dans la journée, le porte-parole de la conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie, John Mills.

Certes, Musulmans et Croates, puis Serbes et Musulmans avaient adopté, la semaine dernière, des déclarations communes visant à faciliter la signature du plan de paix élaboré par David Owen et Thorvald Stoltenberg. Lundi, lors d'une rencontre sur le pont-aérien britannique de l'Invisible, la partie serbe comme la partie croate, pressées de conclure, avaient finalement accédé à certaines revendica-

tions territoriales des Musulmans. La future République musulmane obtenait des Croates une sortie sur la mer - avec une possible concession de quatre-vingt-neuf ans dans le port commercial croate de Ploče - et des Serbes un élargissement de ses territoires en Bosnie orientale, de sorte que les enclaves musulmanes de Gorazde et de Zepa, reliées dans le projet initial par un simple corridor, étaient finalement rattachées.

Les représentants de la partie musulmane ont donc obtenu, pour leur future République qui jusque-là ressemblait « à une maison sans portes ni fenêtres », ce qu'ils avaient réclamé. Lors d'une conférence de presse dans la capitale assiégée, le président Izetbegovic a toutefois déclaré, mardi après-midi, que ces nouvelles concessions territoriales étaient insuffisantes pour aboutir à une signature immédiate du plan de paix et qu'il avait eu conséquence demandé aux médiateurs internationaux un report de la réunion prévue afin de consulter, dès la semaine prochaine, son Parlement sur la question.

Des garanties de l'étranger

« En principe, je ne suis pas favorable à cet accord et, pour le moment, je ne pense pas que j'appellerai les députés à le ratifier », a-t-il dit, ajoutant toutefois qu'il fallait étudier si « ces modestes concessions » permettraient ou non à la République à majorité musulmane d'être viable. M. Izetbegovic a, d'autre part, déclaré qu'il avait réitéré sa demande de récupérer les territoires qui avaient la guerre étaient à majorité musulmane, notamment ceux accolés à l'enclave

de Bihać dans le nord-ouest du pays et ceux de Bosnie orientale. « J'y renoncerais seulement si j'y suis obligé », a-t-il précisé, ajoutant : « En Bosnie, comme en Palestine, les territoires occupés doivent être un jour ou l'autre restitués. » Il a enfin avoué que l'organisation d'un référendum en vue de la dissolution de l'Union, à laquelle aspiraient en l'occurrence les Serbes bosniaques, ne pourra avoir lieu qu'après le règlement des litiges territoriaux entre toutes les parties.

Alors que beaucoup lui reprochent dans son pays d'avoir accepté non seulement la partition ethnique de la Bosnie mais son dépeçage à court ou moyen terme, M. Izetbegovic mise manifestement, depuis lundi, sur la stratégie de la surenchère, stratégie de désespoir pour un homme qui ne dispose que de la faible marge de manœuvre des perdants de la guerre.

L'accord de paix en Bosnie échappe donc toujours sur les différends territoriaux, mais c'est également de la volonté de la communauté internationale de le faire appliquer que dépendra sa signature. A l'instar de M. Izetbegovic, qui réclame la surveillance de l'application de l'accord soit confiée à l'OTAN, et non aux forces de l'ONU, le vice-ministre des affaires étrangères bosniaques Suljeman Suljic a précisé, mardi à Sarajevo, que rien ne serait ratifié tant que la communauté internationale n'aurait pas donné « des garanties absolues ». L'Occident, selon lui, doit s'engager à envoyer le nombre de soldats nécessaires avec un mandat leur permettant d'assurer le retrait des troupes serbes des territoires qui doivent être restitués aux Musulmans, l'ouverture des frontières et des corridors entre les trois Républiques de l'Union.

« Si nous osons signer, mardi 21 septembre, comme le voulaient les médiateurs, la République serbe et la République croate d'Herzégovine auraient obtenu leur reconnaissance internationale, sans aucune obligation envers la République bosniaque (musulmane) et envers l'Union », a insisté le ministre. Et de conclure que « la communauté internationale a tort de faire pression en arguant de l'approche de l'hiver, car nous savons que, si nous faisons n'importe quoi pour survivre pendant la saison froide, nous nous réveillerons au printemps avec rien ».

FLORENCE HARTMANN

LE MONDE diplomatique

SEPTEMBRE 1993

GAZA-JÉRICO

Le projet palestinien en question

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 20 F

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PECHINEY

PREMIER SEMESTRE 1993

LE RESULTAT NET, PART DU GROUPE, EST EN PERTE

La récession en Europe et le niveau très bas des prix de l'aluminium métal conduisent, pour les six premiers mois de l'exercice, à une perte consolidée de 397 millions de francs (part du Groupe) : au cours de la même période de 1992, le Groupe avait enregistré, hors éléments exceptionnels, un résultat proche de l'équilibre (y compris ces éléments, le bénéfice net, part du Groupe, s'élevait à 782 millions).

Cette situation recouvre des réalités hétérogènes, en ce qui concerne le niveau des résultats et la nature des problèmes rencontrés.

- L'ensemble Pechiney International, qui comprend l'emballage et les éléments de turbomoteurs, apporte une contribution nettement positive aux résultats du Groupe, en progression d'un semestre à l'autre. La hausse de la marge opérationnelle, principalement due à un tassement de la croissance du marché du boilage boisson et à une diminution des prix de vente, est plus que compensée par le recul des frais financiers et des impôts. L'environnement plus difficile dans lequel évoluent les activités de cet ensemble aujourd'hui ne remet pas en cause ses perspectives de développement et l'évolution de sa rentabilité.

- Un second ensemble, comprenant les autres activités du Groupe, à l'exclusion de l'aluminium métal, apporte globalement une contribution pratiquement nulle. La plupart des problèmes rencontrés, qui expliquent la dégradation des résultats de la transformation de l'aluminium et des Activités Industrielles Diverses, ont trait à la récession des économies européennes.

- Les pertes de l'aluminium métal, concentrées sur les Pays-Bas et la France, sont supérieures à celles du Groupe tout entier. Le niveau des excédents sur le marché mondial de l'aluminium primaire est tel que les réductions de capacité déjà décidées par les grands producteurs et la décision de la Communauté Européenne d'imposer des quotas provisoires sur les exportations de métal russe n'ont eu, à ce jour, aucun effet positif durable sur le cours de l'aluminium métal.

Les chiffres caractéristiques du premier semestre 1993 se présentent comme suit. Ils sont comparés aux chiffres de la même période de 1992, retranchés à périmètre de consolidation identique.

Chiffre d'affaires	31.306	34.014
Marge opérationnelle	1.108	1.832
des Activités	1.005	1.182
des Activités Industrielles Diverses	(183)	272
des Activités Industrielles Diverses	135	189
Comptes International	221	199
Holdings	(68)	(72)
Frais financiers nets	1.018	1.178
Résultat net (part du Groupe)		
- avant amortissement des parts d'acquisition	(299)	871
- après amortissement des parts d'acquisition	(397)	782

Rapportons que les résultats du premier semestre 1993 présentent en compte les effets non récurrents de certains éléments de décisions stratégiques, en particulier la plus-value de cession de l'activité combustible nucléaire. Les comptes ont été arrêtés suivant des principes et méthodes comptables identiques à ceux des périodes précédentes, sauf en ce qui concerne la méthode de valorisation des stocks de l'activité de transformation de l'aluminium. Ce changement de méthode, sans effet sur la marge opérationnelle du premier semestre, a une incidence positive sur le résultat net de 75 millions de francs.

La persistance de graves déséquilibres sur le marché mondial de l'aluminium et ses conséquences sur le niveau actuel des prix du métal ne permettent pas de prévoir le retour du Groupe à une situation bénéficiaire au second semestre. Toutefois, les pertes du deuxième semestre devraient être sensiblement inférieures à celles de la première moitié de l'année. Sur cette seconde partie de l'exercice, la marge opérationnelle devrait progresser car elle bénéficiera de l'effet de saisonnalité habituel constaté dans l'emballage. S'y ajouteront les effets positifs d'une part de l'augmentation progressive des économies provenant des mesures de restructuration décidées fin 1992, d'autre part de l'appréciation du dollar, si celle-ci se poursuit.

DIPLOMATIE

La visite du chef de l'Etat en Pologne

M. Mitterrand évoque la « décommunisation » de l'Europe de l'Est

GDANSK

de notre envoyé spécial

François Mitterrand a spectaculairement fait écho, à Gdansk, mardi 21 septembre, à l'appel lancé la semaine dernière, à Strasbourg, par une pléiade de comédiens français pour sauver l'identité culturelle européenne des griffes américaines. M. Mitterrand a ainsi profité de l'occasion offerte par la remise, conjointe avec celle du président allemand Richard von Weizsäcker, du titre de docteur honoris causa de l'université de Gdansk, pour apporter son soutien au gouvernement sur ce second front du GATT (volet services) qui fait rimer culture avec agriculture.

Revenu de la toge universitaire noire relevée d'une large bande bleu nuit, sous les yeux du président Lech Wałęsa dans la même tenue, M. Mitterrand a exhorté les Européens à fuir le front commun européen qui la culture ne pouvait être traitée dans les négociations internationales en cours comme un simple produit de consommation (lire les déclarations du chef de l'Etat page 14).

Un peu plus tard, devant des étudiants polonais et allemand réunis dans le grand amphithéâtre de l'université sous le slogan « Ensemble en Europe », Lech Wałęsa a semblé renvoyer la balle dans le camp des Douze. Ce n'est pas tant l'impérialisme culturel américain, que le président polonais semble craindre, qu'une forme insidieuse d'hégémonie économique des pays de la Communauté européenne.

L'ancien responsable de Solidarité a plaidé pour que le Pologne soit considérée comme un véritable partenaire et que les Douze n'aient

pas d'ao double langage en lui demandant de se mettre au niveau économique de l'Ouest, en se félicitant qu'elle y achète ses voitures ou ses ordinateurs, mais en refusant, ce contrepartie, d'acheter « les cerises et les vaches » qu'elle produit...

Les cerises et les vaches

« Le système capitaliste fonctionne sur des choses élémentaires, simples : le profit », a-t-il regretté en ajoutant : « On nous encourage de toute part à coopérer (...), mais où sont les fonds, les moyens » pour le faire. « Le système occidental voit à court terme, alors qu'une certaine habitude de la planification nous a familiarisés avec le long terme (...) » C'est vrai nous ne sommes pas concurrentiels, mais le problème est : comment respecter les autres sans les repousser sur des voies de garage au nom du capitalisme ? », c'est-il interrogé avec un certain agacement dans la voix.

Enfin, le président polonais est

de la République appuyé, durant sa visite, le politique de dialogue qu'il choisit. Sont à la condamné Pyongyang pour s'être abstenu du traité de non-prolifération nucléaire. - (AFP)

Les îles Comores admises à la Ligue arabe. - Le conseil ministériel de la Ligue arabe a approuvé, mardi 21 septembre au Caire, la demande d'adhésion des îles Comores. La République fédérale islamique des Comores devient ainsi le vingt-deuxième membre (vingt et un pays et l'OLP) de l'organisation panarabe. - (AFP)

PIERRE SERVANT

A TRAVERS LE MONDE

ALLEMAGNE

M. Kinkel souhaite une meilleure intégration des Turcs

A l'occasion de la visite à Bonn de Tunc Yildirim, premier ministre turc, Klaus Kinkel, ministre des affaires étrangères allemand, s'est prononcé, mardi 21 septembre, beaucoup plus concrètement que le chancelier Kohl, en faveur d'une meilleure intégration des Turcs. Il a été dit favorable à l'acquisition de la double nationalité et du droit de vote aux élections communales pour les ressortissants turcs. Les plus importants représentants de la communauté étrangère avec 1,8 million de personnes habitent en Allemagne.

Ces mesures, défendues par le Parti libéral (FDP), dont M. Kinkel est le président - se heurtent à l'opposition des chrétiens-démocrates, majoritaires au sein de la coalition gouvernementale. Par ailleurs, lors d'un entretien avec M. Ciller, M. Kinkel a réaffirmé qu'il souhaitait interdire la Parole des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Allemagne. M. Kinkel a souligné que le PKK violait les lois de l'hospitalité par ses activités sur le territoire de RFA. L'interdiction du PKK par l'Allemagne, ont les extrémistes kurdes turcs ont établi leur principale base européenne.

EN BREF

o BANGLADESH : vive agitation islamiste dans deux universités. - Deux étudiants ont été tués et quarante autres blessés, lundi 20 septembre, lors d'affrontements entre extrémistes islamistes sur le campus de l'université de Khulna, au sud du Bangladesh. Ces violences sont survenues au lendemain de la fermeture de l'université de Rajshahi, dans l'ouest du pays, où des incidents similaires avaient fait un mort et deux cents blessés. Le premier ministre, Mr. Zia a dénoncé l'intrusion d'étrangers sur les campus. - (AFP)

o CANADA : les conservateurs et les libéraux à nouveau au coude à coude à six mois des élections, selon un sondage. - Les conservateurs (au pouvoir) et les libéraux sont à nouveau au coude à coude à six mois des élections législatives, renforcant la perspective d'un gouvernement minoritaire, selon un sondage réalisé pour la chaîne de télévision privée Canadian Television. Les deux grands partis canadiens obtiennent chacun 35 % des intentions de vote, le Bloc québécois (séparatiste) et le Reform Party (droite, influent dans l'ouest du pays) sont eux aussi à égalité avec 11 %, tandis que les Néo-Démocrates ne recueillent que 6 %. Quelque 13 % des personnes interrogées étaient encore indecises, précise ce sondage, réalisé par l'institut spécialisé Angus Reid. Les élections doivent avoir lieu le 25 octobre. - (AFP)

NICARAGUA

Une fusillade entre des grévistes et la police fait deux morts

Deux personnes ont été tuées et au moins six autres blessées, mardi 21 septembre, au cours d'une fusillade d'une vingtaine de minutes qui a opposé les forces de l'ordre à des chauffeurs routiers en grève depuis la veille, sur la route de l'aéroport de Managua.

Un commandant de police, Saul Alvarez, et une mère de famille demeurant à proximité, Margarita Martínez, ont péri au cours de l'affrontement à coups de fusils d'assaut AK47, de mortiers et de grenades lacrymogènes. Les policiers avaient reçu l'ordre de « nettoyer » la barricade que les chauffeurs avaient dressée pour empêcher la présidente Violeta Chamorro de rentrer de l'aéroport vers la capitale, paralysée par la grève.

Les manifestants protestent contre un nouvel impôt sur les véhicules et contre la hausse du prix de l'essence. L'ancien président sandiniste Daniel Ortega a rendu le gouvernement responsable de cette nouvelle flambée de violence. - (AFP, UPI)

INDONÉSIE

Une fusillade entre des grévistes et la police fait deux morts

Deux personnes ont été tuées et au moins six autres blessées, mardi 21 septembre, au cours d'une fusillade d'une vingtaine de minutes qui a opposé les forces de l'ordre à des chauffeurs routiers en grève depuis la veille, sur la route de l'aéroport de Managua.

Un commandant de police, Saul Alvarez, et une mère de famille demeurant à proximité, Margarita Martínez, ont péri au cours de l'affrontement à coups de fusils d'assaut AK47, de mortiers et de grenades lacrymogènes. Les policiers avaient reçu l'ordre de « nettoyer » la barricade que les chauffeurs avaient dressée pour empêcher la présidente Violeta Chamorro de rentrer de l'aéroport vers la capitale, paralysée par la grève.

Les manifestants protestent contre un nouvel impôt sur les véhicules et contre la hausse du prix de l'essence. L'ancien président sandiniste Daniel Ortega a rendu le gouvernement responsable de cette nouvelle flambée de violence. - (AFP, UPI)

o ÉGYPTE : assassinat d'un enseignant et d'un policier en Haute-Egypte. - Un enseignant copte et un policier ont été tués par balles, mardi 21 septembre, le premier à Delfout, à quelque 320 kilomètres au sud du Caire et le second près d'Assiout, 80 kilomètres plus au sud, par des inconnus, vraisemblablement des militants de l'organisation islamiste clandestine Djamaa Islamiya, ont indiqué des sources policières. Ces meurtres portent à cinquante-quatre pour les policiers et trente-cinq pour les civils coptes le nombre de morts depuis le début de l'agitation islamiste en Egypte au printemps 1992. - (AFP)

o ETATS-UNIS : le général Powell bénéficie d'une très bonne image selon les sondages. - Une semaine avant son départ en retraite le 30 septembre, le chef d'état-major interarmes, Colin Powell bénéficie d'une très grande estime de la part de ses compatriotes : 70 % des Américains ont de lui une image favorable et il battrait Bill Clinton s'il était candidat à la présidence des Etats-Unis. - (AFP)

PROCHE-ORIENT

Les conceptions du sionisme s'affrontent à la Knesset

Les parlementaires israéliens se sont réunis, mardi 21 septembre, à la Knesset, pour débattre de la question de la reconnaissance internationale de l'Etat d'Israël. Les débats ont été marqués par une vive opposition entre les membres de la droite et ceux de la gauche.

Le ministre de l'Intérieur, Yitzhak Mordechai, a déclaré que l'Etat d'Israël n'avait pas le droit de reconnaître l'Etat palestinien tant que celui-ci n'aurait pas renoncé à son projet de destruction de l'Etat d'Israël.

Le ministre de la Défense, Yitzhak Rabin, a déclaré que l'Etat d'Israël avait le droit de reconnaître l'Etat palestinien tant que celui-ci n'aurait pas renoncé à son projet de destruction de l'Etat d'Israël.

Le ministre de l'Éducation, Yitzhak Navon, a déclaré que l'Etat d'Israël avait le droit de reconnaître l'Etat palestinien tant que celui-ci n'aurait pas renoncé à son projet de destruction de l'Etat d'Israël.

Le ministre de l'Économie, Yitzhak Mordechai, a déclaré que l'Etat d'Israël avait le droit de reconnaître l'Etat palestinien tant que celui-ci n'aurait pas renoncé à son projet de destruction de l'Etat d'Israël.

Le ministre de l'Énergie, Yitzhak Mordechai, a déclaré que l'Etat d'Israël avait le droit de reconnaître l'Etat palestinien tant que celui-ci n'aurait pas renoncé à son projet de destruction de l'Etat d'Israël.

Le ministre de l'Industrie, Yitzhak Mordechai, a déclaré que l'Etat d'Israël avait le droit de reconnaître l'Etat palestinien tant que celui-ci n'aurait pas renoncé à son projet de destruction de l'Etat d'Israël.

Le ministre de l'Agriculture, Yitzhak Mordechai, a déclaré que l'Etat d'Israël avait le droit de reconnaître l'Etat palestinien tant que celui-ci n'aurait pas renoncé à son projet de destruction de l'Etat d'Israël.

Le ministre de l'Environnement, Yitzhak Mordechai, a déclaré que l'Etat d'Israël avait le droit de reconnaître l'Etat palestinien tant que celui-ci n'aurait pas renoncé à son projet de destruction de l'Etat d'Israël.

Le ministre de l'Éducation, Yitzhak Navon, a déclaré que l'Etat d'Israël avait le droit de reconnaître l'Etat palestinien tant que celui-ci n'aurait pas renoncé à son projet de destruction de l'Etat d'Israël.

Le ministre de l'Énergie, Yitzhak Mordechai, a déclaré que l'Etat d'Israël avait le droit de reconnaître l'Etat palestinien tant que celui-ci n'aurait pas renoncé à son projet de destruction de l'Etat d'Israël.

Le ministre de l'Industrie, Yitzhak Mordechai, a déclaré que l'Etat d'Israël avait le droit de reconnaître l'Etat palestinien tant que celui-ci n'aurait pas renoncé à son projet de destruction de l'Etat d'Israël.

Le ministre de l'Agriculture, Yitzhak Mordechai, a déclaré que l'Etat d'Israël avait le droit de reconnaître l'Etat palestinien tant que celui-ci n'aurait pas renoncé à son projet de destruction de l'Etat d'Israël.

Le ministre de l'Environnement, Yitzhak Mordechai, a déclaré que l'Etat d'Israël avait le droit de reconnaître l'Etat palestinien tant que celui-ci n'aurait pas renoncé à son projet de destruction de l'Etat d'Israël.

PROCHE-ORIENT

ISRAËL : le débat parlementaire sur les accords avec l'OLP

Deux conceptions du sionisme s'affrontent à la Knesset

Le premier ministre israélien Itzhak Rabin a engagé, mardi 21 septembre, au Parlement, la responsabilité de son gouvernement sur l'accord avec l'OLP pour un régime d'autonomie dans les territoires occupés et la reconnaissance mutuelle entre Israël et la centrale palestinienne.

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Au-delà de la question de confiance posée par Itzhak Rabin à la Knesset, par-delà le charivari déclenché dans l'enceinte à propos des accords de paix entre Israël et l'OLP, à grand renfort de citations historiques et en convoquant les grands mythes fondateurs du pays, c'est bien un débat historique entre les deux formes les plus anciennes du sionisme, les deux visions opposées de l'avenir du peuple hébreu sur sa terre, qui s'est ouvert mardi 21 septembre au Parlement de Jérusalem. Trente-deux orateurs se sont succédés pendant douze heures d'affilée à la tribune de la Knesset. Au moins cinquante autres étaient prévus au programme de mercredi.

Finie la colonisation messianiste de terres peuplées de Palestiniens rétifs, fin l'expansionnisme biblique, fin le sentiment d'isolement qui étreint Israël depuis près d'un demi-siècle. A la tribune, imperturbable et solide comme un roc sous l'avalanche d'avanies déversées sur lui des bancs de l'opposition, le premier ministre a répété ce qu'il avait dit lors de son élection en juin 1991 : « Il est temps de nous intégrer à un monde en mutation ».

Pendant un siècle, « nous avons cherché à vivre ici, chez nous, dans la paix et la tranquillité (...). Durant plus d'un siècle nous avons rêvé, et nous nous sommes battus ». Aujourd'hui, la légitimité d'Israël est établie au Proche-Orient, la reconnaissance de l'Etat juif « par ses ennemis les plus déchaînés, c'est cela la victoire du sionisme ».

Costumé, cravaté, ce qui représente toujours pour lui un effort, l'ancien général n'a pas cherché à finir avec son auditoire. « Oui, l'OLP est une organisation sans pitié, une organisation de terreur et de destruction qui a jeté des milliers d'enfants parmi nous (...). Oui, l'OLP est un ennemi de la paix, car elle ne veut pas le sang de centaines d'enfants qui nous sont chers. A ce moment, Rehavam Zeevi, ancien général lui aussi et chef d'un parti d'extrême droite, n'y tient plus : « Et toi, tu es serré cette main d'assassin. Honte sur toi ! ». Sur son siège, Abdel Wahab Darawsheh, député du Parti démocratique arabe, s'élève à son tour : « Mais ne laissez pas ce raciste brailler ainsi ! ».

Marches et provocations des colons messianistes

Itzhak Rabin ne dit rien. Il ne lève pas les yeux de son discours écrit. Tout juste rajuste-t-il ses lunettes et poursuit : « Messieurs les membres de la Knesset, on ne choisit ni ses voisins ni ses ennemis (...). Nous, nous avons choisi la voie de la paix. Mais la guerre, oui ! ». Le discours continue : « Je l'ai dit à Washington mais je veux le répéter ici haut et fort : assez de sang et de larmes. Assez ! ».

Le chef de l'extrême droite s'adresse aux Palestiniens qui sans doute, comme beaucoup en Israël, regardent le débat retransmis en direct, toute la journée, sur la seconde chaîne de télévision. « Nous n'avons aucun désir de vengeance. Nous n'avons pas de haine contre vous. Comme vous (...), nous voulons vivre dans la dignité (...), dans la liberté (...). Aujourd'hui nous donnons une chance à la paix : prions pour qu'un jour nous puissions dire adieu aux armes ».

Il est environ midi. A 3 ou 4 kilomètres de là, dans la vieille ville de Jérusalem, cinq mille à six mille colons se regroupent pour une prière collective au mur des Lamentations. Ils ne prient pas pour la paix mais pour « sauver Israël de l'accord scélérate » signé par le gouvernement. Les rabbins, drapés du talith réglementaire, sonnent le shofar : non pas pour proclamer la souveraineté de Dieu sur la terre, mais pour repousser le démon, pour effrayer Satan qui se profile derrière l'OLP. A chacun sa lecture des textes sacrés. Le rabbin Haim Druckman, colon de la première heure, choisit une phrase de circonstance dans l'Ancien Testament : « Et je détruirai aussitôt les pervers de la terre... » Face au

mur, les messianistes se balancent à la cadence de leurs prières. Hommes et femmes sont séparés comme il se doit. Bientôt, ils se rejoindront pour une dangereuse marche à travers les rues des quartiers arabes, derrière les remparts.

Effrayés par cette foule chantante, beaucoup de marchands ferment leurs échoppes, se retranchent dans les arrière-boutiques. Il faut éviter une provocation qui est déjà bien avancée. La police est nombreuse, mais pas assez pour éviter l'incident. Un colon du temps avise un drapier palestinien, grimpe sur un mur pour l'arracher. Pour de jeunes Arabes c'en est trop. On attrape l'agresseur, on le roue de coups.

D'autres s'en mêlent. Coups de poings, coups de pieds, insultes, c'est la mêlée. La vitrine d'un magasin éclate. Les gardes-frontières se fâchent, s'emparent sans ménagement d'une poignée de trouble-fête. Bientôt, l'incident est clos. Hélas, de centaines de drapiers d'Israël, le cortège des colons sort de la vieille ville, débordant de la nouvelle, bloque la circulation, déclenche une embouteillage monstrueux et s'en va en chantant vers la Knesset. Quand il y parvient, la foule a grossi. Selon la police, ils sont autour de vingt mille à scander leur refus des accords conclus, à insulter leurs signataires.

Le manque de crédibilité de l'opposition de droite

Il est près de 20 heures. A l'intérieur de l'enceinte parlementaire, Itzhak Rabin a fini son discours depuis longtemps. Il a parlé des « limites de la force militaire », de la nécessité de « briser le cycle des guerres », des « grands risques » que son gouvernement a pris pour la paix, mais aussi de sa foi en « un pays fort, en un pays bon ». En face, personne ne lui a répondu à la même hauteur.

Benayamin Netanyahu, chef de file du Likoud, n'a pas la taille, pas l'expérience, pas la prestance du vieux général. Et quand du haut de ses quarante-trois ans il accuse M. Rabin de « naïveté », d'« inconscience », quand du haut de sa brève carrière militaire et politique il sermonne le vainqueur de la guerre de six jours : « allons, la politique ne se construit pas sur l'espoir ou la foi », le gros problème du chef nominal de l'opposition saute aux yeux de tous : crédibilité.

Quand il prédit « une mer de larmes » à venir, quand il évoque le jour où Yasser Arafat s'exclamera « le mont du Temple est à nous ! », Itzhak Rabin qui a regagné son banc, aura du mal à réprimer un sourire. Pendant une heure de discours - le double du premier ministre - M. Netanyahu s'emploiera à essayer de réveiller les peurs du peuple d'Israël. Il dira que l'OLP n'a pas changé, qu'elle veut toujours « détruire » l'Etat juif, qu'un jour « Arafat s'associera avec l'Irak et la Jordanie pour faire front commun et hisser son drapeau sur Jérusalem ». Pétaraison négative, défensive, aucune proposition, pas la moindre alternative offerte.

Une seule fois, selon les commentateurs locaux, le chef du Likoud touchera juste, quand il s'écrit : « Vous avez jeté les bases d'un Etat palestinien à nos portes. M. Rabin aime bien le « dear Henry ». Peut-être aurait-il haché la tête sur son banc. Mais à ce moment-là, le premier ministre en avait eu assez et il était parti. Les trente discours suivants s'adresseront surtout aux caméras de télévision. Pour le reste de la journée, et en attendant la reprise des pétaraisons, sera le lendemain au même endroit, la Knesset sera aux trois quarts vide.

PATRICE CLAUDE

Un avocat palestinien proche de l'OLP a été assassiné à Gaza. Des Palestiniens masqués ont tué un avocat palestinien proche de l'OLP, Mohammed Abou Chaaban, trente-six ans, ancien chef du comité politique dépendant du Fatah dans la bande de Gaza. Considéré comme un pacifiste, M. Chaaban venait de participer à une réunion en faveur de l'accord signé le 13 septembre à Washington entre Israël et l'OLP. Son assassinat n'avait toujours pas été revendiqué en fin de soirée. C'est le premier assassinat politique dans ce territoire de Gaza depuis l'accord du 13 septembre. (AFP)

AFRIQUE

ALGÉRIE

Deux Français ont été assassinés près de Sidi-bel-Abbès

ALGER

de notre correspondant

« Je n'en reviens pas ! Je ne puis pas vous dire à quel point je suis choqué. Jusqu'à présent, les choses restaient entre nous. Et là... Les pauvres gosses ! », s'écrit, comme en écho, ce fonctionnaire algérien, également natif de l'Ouest et travaillant dans l'Oranie.

L'annonce du meurtre de deux ressortissants français, faite quelques heures auparavant sur les ondes de la radio nationale, a frappé l'Algérie de stupeur. C'est la première fois, depuis le déclenchement des violences politiques qui ensanglantent le nord du pays, que des étrangers sont victimes d'un assassinat.

Les cadavres des deux géomètres, François Barthelet, âgé de trente-deux ans, et Emmanuel Didion, âgé de vingt-cinq ans, employés de la société française Herliq, ont été retrouvés, mardi matin, à une trentaine de kilomètres de Sidi-bel-Abbès. Ils avaient été enlevés, la veille, « par un groupe armé », a précisé la radio, alors qu'ils se rendaient vers leur lieu de travail, sur la route reliant Sidi-bel-Abbès à la bourgade de Oued-Teliat.

Du côté algérien, comme du côté français, aucune indication n'a été fournie quant aux circonstances de ce double meurtre, qu'il s'agisse des armes utilisées, du nombre ou de l'identité des agresseurs. Associée à l'importante société GTME (GTM-Entrepose -

Electricité), qui figure parmi les numéros un mondiaux de l'ingénierie électrique, la société Herliq était chargée d'installer une ligne électrique haute tension entre la ville de Ghabzaouet, située non loin de la frontière marocaine, et la bourgade d'Oued-Teliat, voisine d'Oran.

Le gouvernement algérien a immédiatement « condamné, avec la dernière énergie, cet acte ignoble », visant à « enlever les traditions d'accueil et d'hospitalité » de l'Algérie, et s'est engagé à « déployer tous les moyens pour assurer la sécurité et la sauvegarde des biens et des personnes de nationalité étrangère ». Le ministre de l'Intérieur, Slim Saadi, s'est rendu sur les lieux de l'attentat, sitôt connue la nouvelle du drame, tandis que, dans la capitale, l'ambassadeur de France en Algérie, Bernard Kessedjian, était reçu par le ministre des affaires étrangères, Mohamed Salah Dendbi. A Oran comme à Alger, les diplomates français se sont refusés à tout commentaire officiel.

« Si encore cela s'était passé dans l'Algérie », soupire un vieil Oranais. Mais ici, dans une région où il n'y a pas de couvre-feu, vous vous rendez compte ! Ce n'est pas que nous soyons complètement égarés, mais enfin, tout de même, l'Oranie est plus calme ! A Sidi-bel-Abbès, berceau de la musique raï, comme à Oran, si longtemps réputée pour sa douceur de vivre, la majorité de la population n'a pas la nouvelle qu'en début de soirée, par la télévision, « Psychologiquement, ça va être terrible ! Depuis l'indépendance et les massacres du 5 juillet, il n'y avait jamais eu d'assassinat politique dont ait été victime un étranger », souligne

un universitaire. Car, pour lui comme pour beaucoup d'Oranais, l'affaire est entendue.

Ceux que le gouvernement dénonce, fermement mais évasivement, comme des « assassins sans foi ni morale », ne peuvent être que des membres de groupes armés islamistes. Une conviction que d'aucuns jugeront peut-être irrationnelle ou, en tout cas, prématurée. L'enquête en décidera, qui permettra sans doute, comme l'a souhaité, mardi, le gouvernement français, que « toute la lumière soit faite » sur cette mystérieuse tragédie.

La tentative d'assassinat, perpétrée au début de l'été, à Oran, contre l'avocat M'Hamed Ferhat, membre du Conseil consultatif national (CCN), créé par feu le président Mohamed Boudiaf et censé faire office de Parlement, avait provoqué un vif émoi dans la communauté intellectuelle oranaise (1). Les incidents, survenus à la prison militaire de Mers-el-Kébir, au mois de juillet, au cours desquels plusieurs prisonniers politiques auraient tenté de s'évader, avaient brutalement ravivé la tension.

Réseaux islamistes dans l'Oranie ?

Des rumeurs persistantes faisant état de l'existence de réseaux islamistes, voire de maquis, installés notamment dans la région de Ténia et de Sidi-bel-Abbès (les forêts de Ténia et de Telagh servant de sanctuaires privilégiés) n'ont cessé, depuis lors, de circuler. Deux gardes forestiers auraient été détroqués, la semaine dernière, de leurs uniformes et de leurs talibis, avant d'être relâchés, sains et saufs, quelques heures plus tard. S'agissait-il d'un « coup » perpétré par de simples malfaiteurs ou par des maquisards en berbe ? Plusieurs « accrochages » auraient eu lieu, ces six derniers mois, dans la région d'Oran, opposant forces de sécurité et bandes armées.

La récente arrestation, dans un hôtel d'Oran, d'un des fils de l'ancien dirigeant du Front islamique du salut (FIS, dissous), Abassi Madani (le Monde du 16 septembre), ne pouvait que stimuler l'esprit spéculatif des Oranais - et aggraver leurs craintes. Les islamistes auraient-ils décidé d'étendre leurs actions à l'Oranie, après s'être attaqués à la forteresse kabyle - elle aussi réputée imprenable ? L'annonce, il y a quelques jours, de la constitution d'une « direction unifiée » de l'ex-FIS à

l'étranger, sous la férule de Rabah Kébir et de plusieurs autres cadres de l'ancien parti théocratique algérien, en exil en Europe, est-elle liée à cette apparente expansion de la violence, jusque-là « limitée » à l'Algérie ? Depuis l'instauration de l'état d'urgence, en février 1992, plusieurs centaines d'Algériens ont été tués, principalement des policiers, des fonctionnaires d'administration locale, mais également des commerçants, des enseignants, des chercheurs ou des journalistes.

La promesse renouvelée par le gouvernement algérien de mener une « lutte implacable » contre le terrorisme sera sans doute bien accueillie à Paris. En Algérie, où quelque 24000 ressortissants français (y compris, bien sûr, les binationaux) sont enregistrés, le message aura vraisemblablement plus de mal à passer. « Les Français vont avoir peur », soulignait-on, avec tristesse, mardi soir, à Sidi-bel-Abbès - où le nombre de Français n'atteindrait pas la centaine, sur plus de 250 000 habitants. « Ceux qui ont fait le coup veulent créer la panique », ajoutait-on, avec une pointe de colère.

CATHERINE SIMON

(1) : Trois autres membres du CCN, Djilali Lyabès, Laadi Flici et Hafid Senhadri, ont été assassinés, au mois de mars, à Alger.

La France « condamne vigoureusement » - La France « condamne vigoureusement cet acte criminel », a indiqué le Quai d'Orsay dans un communiqué publié mardi 21 septembre dans la soirée. De son côté, le ministre des affaires étrangères Alain Juppé, dans un entretien accordé à France 2, a estimé qu'il fallait « d'abord refuser toute complaisance... envers ceux qui utilisent le terrorisme » et ensuite « aider l'Algérie à se sortir de ses difficultés économiques (...), encourager le dialogue démocratique et politique ».

Démission d'un membre du Conseil national consultatif - Abdelhamid Bendakou, président par intérim du Conseil national consultatif, a démissionné de son poste, a-t-on appris dans son entourage. Les raisons de sa démission n'ont pas été précisées. Sa secrétaire a indiqué qu'il lui avait fait part de son intention de « ne plus mettre les pieds » au bureau. (AFP)

SOMALIE : pour obtenir la libération d'un proche

Le général Mohamed Farah Aidid lance un ultimatum à l'ONU

Les miliciens du général Mohamed Farah Aidid ont repoussé à mercredi midi l'expiration de l'ultimatum lancé mardi 21 septembre aux Nations unies, qu'ils menaçaient d'une attaque massive si elles ne libéraient pas un proche du principal chef de guerre somalien arrêté à Mogadiscio.

Par ailleurs, trois soldats pakistais ont été tués et sept autres blessés, mardi dans la capitale, lorsque des hommes du général Aidid ont attaqué leur véhicule blindé au fusil lance-grenades, portant à cinquante-six le nombre de « casques bleus » tués (dont quatre par accidents) depuis que l'opération de maintien de la paix en Somalie (ONUSOM II) a pris la relève des forces internationales engagées dans l'opération « Rendre l'espoir », le 4 mai.

Une grenade a touché leur blindé alors qu'ils démantelaient des bases de peupement enflammées à 300 mètres du quartier général de l'ONU, a déclaré un porte-parole de l'ONUSOM II, David Stockwell. Quelques heures après cette embuscade, une cinquantaine de rangers américains ont arrêté un proche du général Aidid, Osman Hassan Ali, puis connu sous le nom d'Osman Ato et considéré comme le principal financier et conseiller du chef de guerre, déclenchant des menaces de représailles de la part de sa milice.

L'ultimatum de l'Alliance nationale somalienne (ANS) du général Aidid est un signal, selon certains diplomates, du rôle joué par le financier. A l'origine, les miliciens avaient donné un délai de quatre heures aux Nations unies pour libérer le conseiller du général Aidid, Boran Mohamed, un proche d'Osman Ato, avait averti que la ville « pourrait exploser ». Le major Stockwell avait déclaré que cette menace était « prise au sérieux » et que des « mesures de sécurité » allaient être prises.

Selon des sources hospitalières, quatre Somaliens ont été tués et trente-cinq autres blessés par des

hélicoptères de combat américains au cours de l'opération de capture. Le commandant Stockwell a estimé qu'un « certain nombre de Somaliens pourraient avoir été tués » lorsque les hélicoptères ont riposté à des tirs de grenades. L'ANS a affirmé de son côté que treize Somaliens avaient été tués, parmi lesquels un enfant et trois femmes. (AFP, AP, Reuters)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PECHINEY INTERNATIONAL

PREMIER SEMESTRE 1993

LE RESULTAT NET EST EN PROGRES SUR CELUI DU PREMIER SEMESTRE 1992. HORS ELEMENTS EXCEPTIONNELS

Pechiney International a réalisé au premier semestre 1993 un bénéfice consolidé (part du Groupe) de 573 millions de francs avant amortissement des écarts d'acquisition et de 439 millions après déduction de cet amortissement. Pour la même période de 1992, les chiffres comparables étaient respectivement de 397 millions et de 271 millions, hors incidence des opérations exceptionnelles réalisées à cette date.

Cette forte progression d'une période à l'autre recouvre un recul de la marge opérationnelle de 22 % (de 1.378 millions de francs à 1.075 millions), et un allègement des frais financiers et des impôts.

Le tableau suivant compare les chiffres caractéristiques du premier semestre 1993 à ceux de la même période de 1992, retraités à périmètre de consolidation identique :

Cours de change moyen USD / FRF	5,50	5,475
Chiffre d'affaires	17.028	18.514
Marge opérationnelle	1.075	1.378
Frais financiers nets	463	673
Autres produits et charges	101	1.119
Impôts	131	280
Résultat net, part de Groupe		
- avant amortissement des écarts d'acquisition	578	1.545
- après amortissement des écarts d'acquisition	439	1.419
Résultat hors éléments exceptionnels et avant amortissement des écarts d'acquisition	578	397

Le recul de la marge opérationnelle est dû au secteur Emballage dont la contribution s'élève à 905 millions de francs (185 millions de dollars), contre 1.182 millions (216 millions de dollars) au premier semestre, et une évolution favorable des frais financiers et des impôts.

L'origine de ce recul est, pour l'essentiel, l'évolution du résultat de l'activité boitage-boisson aux Etats-Unis, dont les prix de vente ont subi, dès le début de l'année, des baisses de 8 à 10 % qui n'ont pas été compensées par la progression des ventes en volume. Les prix de vente du boitage-boisson Europe ont également été en baisse. Le département « boisson verte » (Etnis-Unis) progresse de façon très satisfaisante, et l'activité « cosmétologie-pharmacie-hygiène » fait preuve d'une bonne résistance malgré des conditions de marché plus difficiles. Dans l'ensemble, les résultats sont globalement en progrès aux Etats-Unis, mais en diminution en Europe. Les résultats de la seconde partie de l'exercice seront en progrès du fait de l'effet de saisonnalité habituel. Par ailleurs, les efforts réalisés pour diminuer les besoins de fonds de roulement et pour limiter les investissements industriels ont permis de consolider la structure financière.

En ce qui concerne l'activité Eléments de Turbo-moteurs sa contribution à la marge opérationnelle s'élève à 195 millions de francs (35 millions de dollars), pratiquement au même niveau qu'au premier semestre 1992. Bien qu'aucune amélioration significative n'apparaisse sur le marché de l'aviation civile, la prévision, sur l'ensemble de l'exercice, d'un résultat en légère progression est maintenue, en raison des conditions satisfaisantes dans lesquelles est mis en œuvre le plan de restructuration décidé l'année dernière.

Sur l'ensemble de l'exercice en cours, Pechiney International confirme sa prévision d'un résultat net consolidé en progression par rapport au résultat, hors incidence des opérations exceptionnelles, de l'exercice 1992 (soit 1.071 millions de francs avant amortissement des écarts d'acquisition, ou 12,50 francs par action). Cette progression recouvrira une baisse de la marge opérationnelle, moins forte que celle constatée au premier semestre, et une évolution favorable des frais financiers et des impôts.

POINT / LES JEUX OLYMPIQUES DE L'AN 2000

Cinq villes en compétition

C'est jeudi 23 septembre à 20 h 30, au stade Louis-II de Monaco, que Juan Antonio Samaranch, président du Comité international olympique (CIO), annoncera le choix fait entre Berlin, Istanbul, Manchester, Pékin et Sydney de la ville qui accueillera les Jeux de la XXVII^e Olympiade en l'an 2000.

Par leur présence en principauté, John Major, Paul Keating, Tansu Çiller, respectivement premiers ministres de Grande-Bretagne, d'Australie et de Turquie et Li Lanqing, vice-premier ministre de la République populaire de Chine, confirment l'intérêt que leurs gouverne-

ments attachent à ce vote. Le développement de la télévision et des autres médias, appelés à se focaliser sur la ville choisie pendant les mois de préparation et, plus encore, pendant la quinzaine des compétitions, font de l'organisation des Jeux olympiques un enjeu politique et économique majeur.

La présence de Pékin parmi les cinq villes candidates a provoqué des réactions des associations de défense des droits de l'homme, ainsi que des réserves de la Chambre des représentants aux États-Unis et du Parlement européen. Mardi 21 septembre, pour

l'ouverture de la 101^e session du CIO, Juan Antonio Samaranch a invité les quatre-vingt-dix membres présents à se prononcer « en toute liberté » et « indépendamment de toute pression » économique ou politique.

« C'est toujours avec beaucoup d'émotion que j'annonce la ville organisatrice », a affirmé le président du CIO. « Seul parce que c'était, pour moi, la première fois. Barcelone parce que c'était ma ville. Atlanta parce que ce sont les Jeux du centenaire. Maintenant, pour l'an 2000, c'est peut-être encore plus lourd de symboles... »

La course aux anneaux d'or

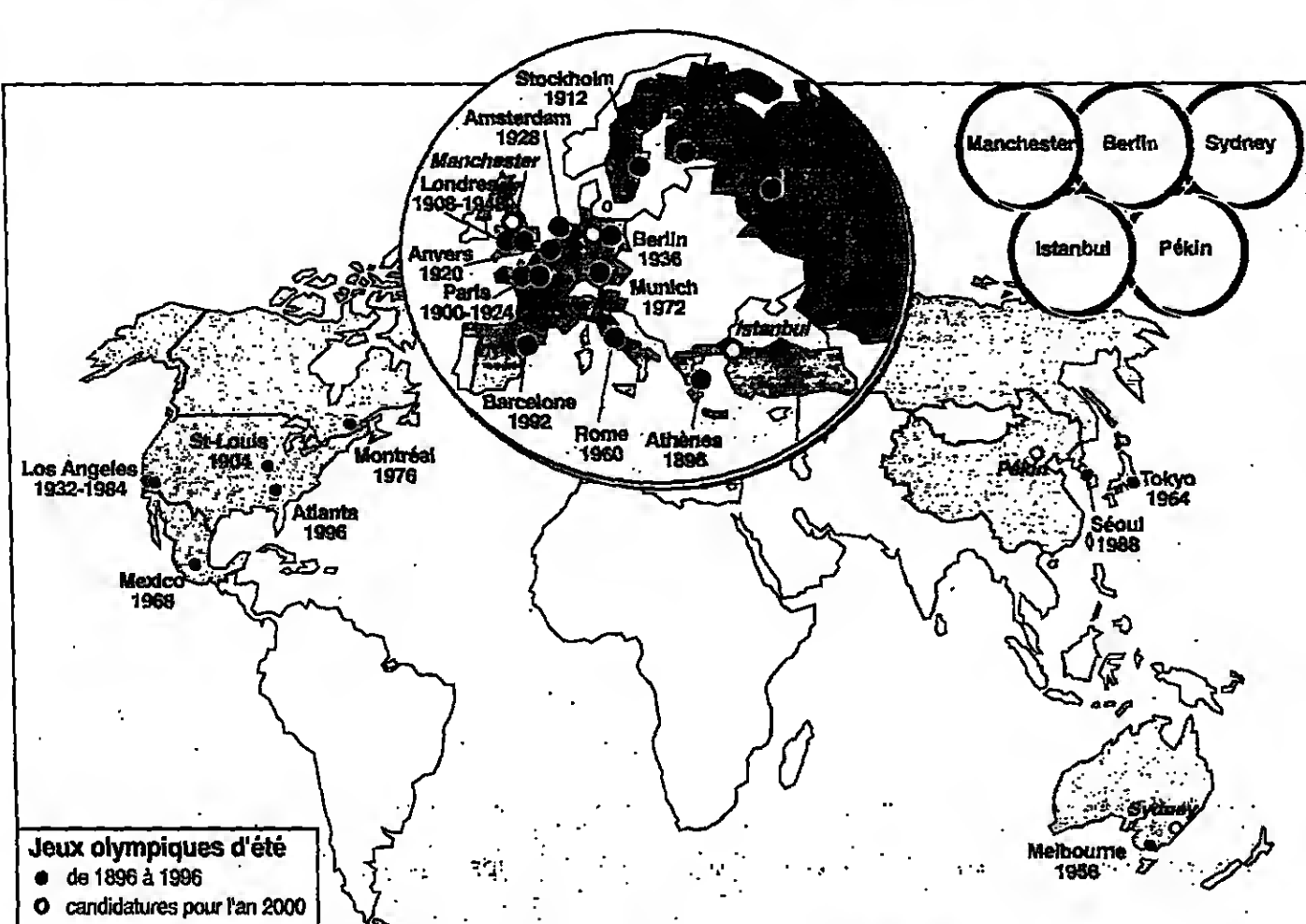
L'époque est bien révolue où l'organisation des Jeux apparaissait comme une ruineuse opération de prestige. Après l'énorme déficit des Jeux de Montréal (1976), boycottés par la plupart des États africains et les Jeux de Moscou (1980) disputés sans les Américains et certains représentants des pays occidentaux, Los Angeles était la seule ville candidate pour accueillir les Jeux de 1984. Financés par des capitaux privés, ils allaient être les premiers à dégager des bénéfices.

Dès son élection à la présidence du CIO en 1980, Juan Antonio Samaranch s'est efforcé de doter le mouvement olympique des ressources financières qui avaient fait défaut à ses prédécesseurs. Ainsi, le montant des droits de télévision est passé de 87 millions de dollars à Moscou à 282 millions à Los Angeles, 407 millions à Séoul et 632 millions à Barcelone. Pour 1996 à Atlanta, NBC a déjà signé, pour 453 millions de dollars, le contrat d'exclusivité pour les États-Unis et les télévisions européennes (UER) se sont engagées à payer quelque 200 millions de dollars.

Un caractère symbolique

Pour éviter une dépendance excessive par rapport aux télévisions, le président du CIO a lancé en 1985 le premier TOP (The Olympic Program) permettant à de grandes firmes commerciales d'associer leur image à celle des anneaux olympiques. Le premier TOP a rapporté quelque 100 millions de dollars pour les Jeux de Séoul.

Le second, 170 millions pour Albertville et Barcelone. Le troisième, pour Lillehammer et Atlanta, n'est pas encore clos, mais devrait dépasser les 200 millions de dollars. L'apport de ces ressources nouvelles réparties



entre le CIO, les comités nationaux olympiques (CNO), les fédérations sportives internationales et les comités d'organisation des Jeux, permet à ces derniers de disposer de budgets importants, complétés par leurs propres opérations de parrainage. Ainsi les organisateurs d'Atlanta espèrent commercialiser leur logo auprès

d'une douzaine de sociétés qui investiraient chacune 40 millions de dollars.

A l'heure des bilans, le budget du Comité d'organisation des Jeux de Barcelone dégageait un bénéfice de 339 millions de pesetas (près de 15 millions de francs). Comme Albertville et la Savoie quelques mois plus tôt, la

capitale de la Catalogne a surtout profité des concours financiers de l'État et de la région, pour réaliser une politique de grands travaux préparant la ville pour le vingt et unième siècle.

Le caractère symbolique des premiers Jeux du troisième millénaire, n'a pas échappé aux cinq candidats à l'organisation pour

ceux de l'an 2000. Istanbul, au carrefour de l'Orient et de l'Occident, serait la première ville choisie dans un pays musulman. Depuis l'abolition du mur, Berlin se veut le symbole de la réconciliation est-ouest. Sydney, soutenue par Greenpeace International, propose les premiers Jeux écologiques. Manchester entend donner

son image de ville façonnée par la révolution industrielle du dix-neuvième siècle. Pékin se comprendrait pas que le pays le plus peuplé de la planète soit encore tenu à l'écart de l'organisation du plus grand événement sportif.

A quelques heures du scrutin, les candidatures de Manchester, Berlin et Istanbul semblent toutefois un peu en retrait. La ville britannique a déjà été battue par Atlanta pour 1996. Les violentes campagnes de militants anti-olympiques vont peser sur le dossier allemand, tout comme les menaces des séparatistes kurdes sur celui d'Istanbul.

Atouts chinois

La commission d'évaluation envoyée dans les cinq villes par le CIO aurait décerné ses meilleures notes à Sydney, mais Pékin fait néanmoins figure de favori. Malgré les réserves des associations de défense des droits de l'homme et le vote de la Chambre des représentants aux États-Unis, demandant au CIO de ne pas apporter de caution au régime communiste, Pékin ne manque pas d'atouts de poids: le formidable marché potentiel d'un pays de 1,170 milliard d'habitants pour les partenaires commerciaux du CIO et l'étonnante progression du sport chinois depuis son retour aux Jeux en 1984.

Ultime argument des défenseurs de la candidature de Pékin: l'attribution des Jeux à la capitale chinoise, ouverte pendant sept années aux visiteurs et aux médias du monde entier, pourrait avoir des conséquences sur la nature du régime en place. Comme en 1988 à Séoul où les Jeux avaient sonné le glas de la dictature militaire.

BERLIN

Le prix de la réunification

La candidature de Berlin avait été suggérée en 1987 par Ronald Reagan. Symbole de l'après-guerre froide, la nouvelle capitale allemande semblait être le lieu idéal pour célébrer la réconciliation entre l'Est et l'Ouest. Cette symbolique a mal résisté à des malversations financières obligant à remanier le comité de candidature, à des enquêtes sur les goûts de certains membres du CIO et aux nombreuses manifestations des opposants à ce projet.

Selon les sondages, cette candidature ne séduit plus qu'un Berlin sur deux et 61% des Allemands pensent qu'ils n'ont pas les moyens de s'offrir les Jeux alors que le pays devra continuer à financer la réunification et le déménagement du gouvernement et du Parlement de Bonn à Berlin, également prévu à l'horizon de l'an 2000.

De nombreuses installations sportives, dont le stade olympique de 76 000 places qui avait accueilli les Jeux de 1936, existent déjà et auraient seulement besoin d'être modernisées. Toutes ces installations seraient concentrées dans le centre-ville et la distance maximale entre les sites ne dépasserait pas 25 km. Le succès des récents Championnats du monde d'athlétisme à Stuttgart, sur le plan de l'organisation comme du public, a redonné en faveur de Berlin, sans pour autant remplacer la capitale allemande parmi les favoris de la course aux Jeux de l'an 2000.

Ce dossier a été réalisé par GÉRARD ALBOUY

ISTANBUL

Un carrefour de civilisations

« Rencontres nous la où deux continents se rencontrent ». Le slogan de la campagne d'Istanbul, et son logo, deux courbes rouges qui se croisent, illustrent le rôle de pont que la ville turque entend jouer entre l'Europe et l'Asie. La Turquie serait aussi le premier pays à 99% musulman qui accueilleraient les Jeux. Les 15 000 sportifs et officiels seraient hébergés dans un village olympique unique situé à dix minutes par autoroute du Parc olympique qui accueilleraient les compétitions de quinze disciplines. Ce parc abriterait, en particulier, le stade de 100 000 places qui serait à construire. Une « loi olympique », ratifiée en 1992 pour permettre des prélèvements sur les revenus des loteries, des courses hippiques et sur les impôts immobiliers, devrait permettre de financer en partie le coût de ces installations.

Malgré les progrès enregistrés au cours des années 80 dans le domaine de l'économie, du tourisme et des télécommunications, Istanbul est une mégapole de plus de dix millions d'habitants confrontée à d'énormes problèmes de transports, d'environnement, de logement et d'infrastructures, même si la municipalité affirme pouvoir résoudre toutes ces questions d'ici à l'an 2000.

La principale menace est toutefois celle du mouvement séparatiste kurde PKK. « Istanbul fait partie d'une zone de guerre où nous avons l'intention d'intensifier nos actions », a déclaré un porte-parole du PKK. « Accorder les Jeux à la Turquie, État dans les escaliers de la mort massacrera notre population, serait une récompense à un État terroriste ».

MANCHESTER

Le retour aux sources

C'est la deuxième fois consécutive que Manchester postule à l'organisation des Jeux. « Des Jeux classiques en plein centre d'une ville tournée vers l'avenir ». Par le slogan de sa campagne, Manchester voudrait faire oublier son image d'ancienne capitale de l'industrie textile (coton). L'attribution des Jeux pourrait accélérer le processus de rénovation du centre-ville et générer la création de quelque 11 000 emplois.

Le village olympique et les installations pour quinze des vingt-cinq disciplines au programme des Jeux, dont le futur stade de 80 000 places, seraient aménagés en ville. Le coût de ces installations est estimé à 2 milliards de dollars mais la candidature britannique bénéficie du soutien financier de l'État et de 150 entreprises du secteur privé.

Grâce aux succès internationaux des clubs de football « locaux », Manchester United et Everton, les Anglais estiment avoir une bonne maîtrise de l'organisation des grands événements sportifs et des questions de sécurité. L'organisation des Jeux serait pour eux un juste retour aux sources dans un pays qui a codifié la plupart des disciplines sportives.

Dans leur budget prévisionnel, les Britanniques envisagent quelque 100 millions de dollars de bénéfices. Aussi se sont-ils engagés à octroyer, à partir de 1996, 25 millions de dollars aux nations du tiers-monde pour se préparer.

PÉKIN

Le poids du nombre

Le premier slogan officiel, « Une Chine plus ouverte attend les JO de l'an 2000 », a été remplacé par un plus sobre: « Pékin 2000, nouvel horizon olympique ». Après les campagnes des associations de défense des droits de l'homme et le vote de la Chambre américaine des représentants, qui demandent au CIO de ne pas apporter leur caution au régime communiste chinois, les responsables de la candidature de Pékin ont concentré leurs efforts de séduction sur les membres du CIO.

Pour tenter de leur faire oublier le massacre de la place Tiananmen en 1989, les atteintes aux droits de l'homme, la pollution inquiétante de la capitale, la vétusté de certaines installations par rapport aux normes exigées, les responsables chinois ont multiplié les « petits gestes »: don au Musée olympique de deux statues de guerriers en terre cuite retrouvées à Xi'an, promesse d'ériger sur la Grande muraille un monument portant les noms des membres du CIO et de tous les médaillés d'or des Jeux de l'an 2000; éléger de M. Samaranch, jugé digne de recevoir le prix Nobel de la paix.

Le programme de construction des installations olympiques, avec notamment un stade de 100 000 places, se double d'un effort colossal pour moderniser les infrastructures et les transmissions et reconstruire certains quartiers de la capitale. La Chine, qui n'a jamais accueilli les Jeux, est surtout considérée que ses meilleurs athlètes résident dans le poids économique d'un marché potentiel de 1,17 milliard de personnes et les résultats de ses sportifs qui se sont hissés à la quatrième place des Jeux de Barcelone et à la deuxième des récents championnats du monde d'athlétisme.

SYDNEY

Un ticket écologique

Les responsables de la candidature de Sydney ont mis sur la qualité de leur dossier pour être la deuxième ville australienne à organiser les Jeux après Melbourne en 1956. Parmi les arguments qui plaident en leur faveur, les organisateurs citent la sécurité, l'environnement, l'adhésion de toutes les communautés ethniques de la ville, la proximité des sites et du village olympique, les bonnes conditions de logement et la qualité des transports. Les mesures envisagées pour préserver l'environnement ont même valu à Sydney le soutien de Greenpeace International.

Les 15 000 athlètes et officiels pourraient être regroupés dans le village olympique, créé pour la circonstance. Quatorze des sites olympiques seraient accessibles à pied depuis le village. Quatre grandes enceintes sportives seraient à construire: le stade olympique de 80 000 places, un stade de base-ball, un vélodrome couvert et une salle de 15 000 places pour la gymnastique, le volley-ball et le handball. L'organisation des Jeux permettrait d'injecter l'équivalent de 5 milliards de dollars (américains) dans l'économie australienne et de créer 150 000 emplois, à temps plein ou à temps partiel, au cours des quatre prochaines années.

Afin de réduire le handicap de l'isolement géographique, les organisateurs ont prévu d'offrir le voyage aux athlètes et aux officiels. Les deux vrais handicaps des Australiens résident plutôt dans le décalage horaire pour les télévisions américaines qui fournissent le budget le plus important et les manœuvres politiques au sein du CIO pour donner à la Chine la reconnaissance du mouvement sportif.

La procédure du vote

Le Comité international olympique (CIO) est composé de quatre-vingt-onze membres qui se répartissent en deux groupes: les membres politiques et sportifs de leurs pays. Leur principale tâche consiste à désigner les villes qui accueilleraient les Jeux d'hiver et d'été. Après tirage au sort, les délégués de Berlin, Sydney, Manchester, Pékin et Istanbul présenteront successivement leur dossier de candidature, jeudi 23 septembre. Le vote, au scrutin majoritaire, débutera à 18 heures. Juan Antonio Samaranch ayant décidé de ne pas participer aux votes depuis son élection à la présidence du CIO en 1980, quarante-cinq voix sont nécessaires pour l'emporter (11).

Si cette majorité n'est pas atteinte, la ville ayant reçu le moins de voix sera éliminée à chaque tour de scrutin. Le nombre de voix obtenues à chaque tour par chacune des villes ne sera pas communiqué afin d'éviter les votes « tactiques ». Quelle que soit la durée du vote, M. Samaranch attendra 20 h 30 pour pouvoir annoncer en Mondialvision: « La ville qui aura l'honneur d'accueillir les Jeux de la XXVII^e Olympiade en l'an 2000 est... »

(1) Ivan Stokov, membre bulgare du CIO, promoteur de l'union des États baltes, n'a pas été autorisé à quitter Sofia où il est assigné à résidence depuis quatre ans.

nationale prévoit de débats sur l'emploi

Le gouvernement français a annoncé qu'il organisera des débats nationaux sur l'emploi, à l'initiative de la Commission européenne. Ces débats auront lieu dans les prochains mois et seront organisés sous la présidence de Jacques Delors, président de la Commission européenne. Ils auront pour objectif de recueillir les avis des différents acteurs du monde du travail, des syndicats, des entreprises, des universitaires, etc. Les débats porteront sur les thèmes suivants: l'impact de la mondialisation sur l'emploi, les nouvelles technologies, la formation, la sécurité sociale, etc. Les conclusions de ces débats seront présentées au Conseil européen de l'automne prochain.

Michel du P

Michel du P... (text continues in a column on the right side of the page, partially cut off)

Les

Les... (text continues in a column on the right side of the page, partially cut off)

La controverse sur le droit d'asile

Le Conseil d'Etat incline à juger indispensable une révision constitutionnelle

Le Conseil d'Etat doit rendre, jeudi 23 septembre, son avis sur la possibilité d'appliquer les accords européens sur le droit d'asile sans modifier la Constitution. Compte tenu de la formulation de la question posée par le premier ministre, la réponse ne fait guère de doute (*Le Monde* du 9 septembre). L'Assemblée générale du Conseil d'Etat, qui se réunira à Paris, devra expliquer qu'une révision constitutionnelle est indispensable, si, du moins, elle suit l'opinion émise mardi par sa section de l'intérieur.

La procédure traditionnelle de délibération a été strictement respectée. La demande d'avis du chef de gouvernement a été transmise à la section compétente en l'espèce, celle de l'intérieur. Le président de celle-ci a désigné un rapporteur, Philippe Sauzet, ancien préfet, qui fut, de 1974 à 1978, le chef de cabinet de Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la République. M. Sauzet a été choisi parce qu'il avait déjà été le rapporteur du projet de loi Charles Pasqua sur le contrôle de l'immigration, que le Conseil constitutionnel a ensuite, en partie, censuré.

La section de l'intérieur a donc examiné, mardi, le rapport de M. Sauzet et rédigé un projet d'avis. Elle n'a pu que constater qu'il est de concilier la lecture de la Loi fondamentale faite par le Conseil constitutionnel et la volonté du gouvernement, rappelée dans la question posée par le premier ministre — que la France ne soit pas contrainte d'examiner les demandes d'asile rejetées par un autre Etat membre de la Communauté européenne, — il est nécessaire de réformer la Constitution.

tution. Pour arriver à ce constat, elle a commencé par étudier ce qu'il serait possible de faire par une loi simple. Elle a relevé que des adaptations législatives sont à l'évidence possibles, par exemple en imaginant un traitement très rapide des demandes manifestement infondées, mais que cela ne permettrait pas de répondre pleinement aux exigences gouvernementales. Pour autant, elle n'estime pas indispensable de modifier le préambule de 1946, sur lequel se sont appuyés les gardiens de la Constitution; un simple ajout dans le corps même du texte constitutionnel suffirait à permettre un transfert de souveraineté aux Etats signataires des conventions européennes sur le droit d'asile.

L'Assemblée générale du Conseil d'Etat, à laquelle va être soumis le projet d'avis, ne comprend que les conseillers d'Etat eux-mêmes. Ils se sont ainsi une centaine à débattre, après avoir entendu le rapport de M. Sauzet, en présence d'une dizaine de « commissaires du gouvernement », c'est-à-dire de représentants des ministères concernés (Matignon, intérieur, affaires étrangères), et sous la présidence de Marcel Long, vice-président du Conseil. Etant donné la force des arguments juridiques et la tradition du Conseil, qui amène chacun de ses membres à ne guère tenir compte de ses engagements politiques, il serait surprenant que la réponse définitive soit très différente du projet préparé par la section de l'intérieur.

THIERRY BRÉHIER

L'examen du projet de loi quinquennale

L'Assemblée nationale prévoit plus de dix jours de débats sur l'emploi

Les députés entameront, le 28 septembre, en séance publique l'examen du projet de loi quinquennale relatif au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle. Cet examen se poursuivra sur une période de onze jours, qui devrait s'achever le 11 octobre, la veille de l'ouverture du débat budgétaire; tel est le calendrier prévu par la conférence des présidents de l'Assemblée nationale, réunie mardi 21 septembre.

Edouard Balladur devrait intervenir le 28 septembre, en début d'après-midi, pour exposer la politique de l'emploi du gouvernement. Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, a manifesté son intention de présider les séances dans leur intégralité, afin d'éviter que cet ordre du jour ne soit perturbé par une bataille de procédure de l'opposition — le groupe PC a déjà annoncé qu'il déposera six cents amendements, — qui pourrait conduire le gouvernement à recourir à l'article 49, alinéa 3 de la Constitution, comme cela avait été le cas lors de l'examen du projet de loi sur les privatisations au printemps dernier. Les nouvelles modalités du vote personnel annoncées, le 15 septembre, par M. Séguin, seront inaugurées à cette occasion.

La commission des affaires sociales, culturelles et familiales, présidée par Michel Péricard (RPR), a

commencé, mardi, l'examen du texte, en l'absence des députés communistes, retenus par d'autres obligations. En dépit de la grande sensibilité du sujet, cette réunion n'a pas provoqué d'écarts majeurs. Au nom du groupe PS, Jean Glavany (Hautes-Pyrénées), Didier Mathus (Saône-et-Loire) et Michel Berson (Essonne) ont surtout critiqué les mesures visant à alléger le coût du travail sans compensation salariale. La discussion a été l'occasion de vérifier que les députés de la majorité eux-mêmes sont divisés sur ce projet. Au sein du RPR, les partisans de la dérégulation, tel Jean Uberschlag (Haut-Rhin), s'opposent aux gaullistes sociaux, qui, à l'instar de Jean-Yves Charnat (Vienne), mettent en exergue le thème de la participation au sein de l'entreprise.

Des sensibilités différentes se manifestent aussi, au sein de l'UDF, entre les centristes du CDS et les libéraux du PR. Les membres de la commission, en revanche, sont unanimes à vouloir amender l'article 12 du texte, encadrant les conditions dans lesquelles les jeunes âgés de dix-huit à vingt-cinq ans pourront bénéficier de contrats emploi-solidarité (CES). Ils demandent au gouvernement de débattre des critères, afin de donner toute sa portée à la formule des CES.

FRÉDÉRIC BOBIN

La Grande Loge féminine et la Grande Loge mixte de France ont désigné leurs dirigeantes

Mario-François Coquard a été élu grand maître de la Grande Loge féminine de France par le conseil (assemblée générale maçonnique) réuni du 16 au 19 septembre. Fondée en 1952, la Grande Loge féminine compte plus de huit mille membres, répartis dans deux cent cinquante loges. M. Coquard succède à Jeannine Augé.

Martine Lannes a été élue, le 19 septembre, à la grande maîtrise de la Grande Loge mixte de France. Issue, en 1982, d'une scission de la Grande Loge mixte universelle, cette organisation compte un millier d'adhésions, répartis dans cinquante loges, qui peuvent être soit masculines, soit féminines, soit mixtes.

Née le 15 octobre 1944 à Abondant (Eure-et-Loire), Marie-Françoise Coquard est diplômée de l'Institut national d'études de travail et de l'orientation professionnelle (INETOP). Fonctionnaire de l'éducation nationale, elle est directrice du Centre d'information et d'orientation (CIO) et présidente de la fédération de Paris de la Ligue de l'enseignement. Initiée en 1974, M. Coquard a été grande maîtresse adjointe de la Grande Loge féminine pour la province.

M. Gaudin n'exclut pas d'être candidat à la mairie de Marseille. — Jean-Claude Gaudin, sénateur (UDF-PR) des Bouches-du-Rhône et président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, indique, dans un entretien publié lundi 20 septembre par *Le Provençal*, que l'hypothèse de sa candidature à la mairie de Marseille, en 1995, « n'est peut-être plus totalement exclue ». « Je n'en ferais rien s'il n'existait pas, à ce moment-là, un consensus profond et sincère à travers la ville », précise-t-il. Après son échec aux élections municipales de 1989 face à Robert Vigouroux, M. Gaudin avait affirmé que la mairie de Marseille ne l'intéressait plus.

Guadeloupe : un chef d'entreprise est mis en examen dans l'affaire Chamamoun. — Christian Vivès, chef d'entreprise et ancien président de l'union patronale de Guadeloupe, a été mis en examen, mardi 21 septembre, par le juge d'instruction Hubert Hansenne, pour corruption active dans le cadre d'une affaire de malversations financières dans laquelle est impliquée Edouard Chamamoun, député (République et Liberté, ex-novo-inscrit), lui-même mis en examen le 17 septembre (*Le Monde* du 19-20 septembre). — (Corresp.)

La fin des Journées parlementaires de la confédération

Charles Millon veut garantir l'indépendance de l'UDF à l'égard du premier ministre

Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, et Valéry Giscard d'Estaing, président de l'UDF, ont réaffirmé, mardi 21 septembre, à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), en conclusion des Journées parlementaires de l'UDF, le « soutien exigeant » de la confédération libérale et centriste au gouvernement d'Edouard Balladur. M. Millon a souligné aussi l'indépendance de l'UDF, en assurant qu'elle est une « famille politique majeure ».

Edouard Balladur peut bien faire montre de savoir-vivre, les responsables de l'UDF ne sont pas loin de le trouver envahissant. Une bonne partie de la journée de mardi a d'ailleurs consisté, pour eux, à lutter contre les effets émollients produits sur leurs députés par le discours que le premier ministre avait prononcé la veille. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée, a d'ailleurs rappelé une nouvelle fois que l'UDF souhaite soutenir le gouvernement, sans doute avec « l'ayut », vraisemblablement avec « bienveillance », comme l'a suggéré M. Balladur, mais aussi et surtout avec « exigence ».

Avec beaucoup de fermeté, le député de l'Ain a dénoncé, contrairement à ce qu'avait assuré le premier ministre (*Le Monde* du 22 septembre), sur l'emploi, l'aménagement du territoire ou l'Europe, l'UDF a des conceptions sensiblement différentes de celles du gouvernement et du RPR. Après Philippe Vasseur (Pas-de-Calais), qui avait déjà plaidé pour un droit à « l'emploi », M. Millon a réitéré « l'indépendance » et opposé au soul de « l'union », martelé par M. Balladur, le risque d'« uniformité ».

Au-delà du projet de loi quinquennal (contre le chômage), nous souhaitons que, définitivement,

une autre logique soit choisie par le gouvernement, a-t-il expliqué. La solution au problème du chômage exige une véritable révolution des mentalités. Après avoir demandé une approche « non conformiste » et, là aussi, « révolutionnaire » de l'aménagement du territoire, afin de montrer que l'UDF entend ne pas se laisser valser sur le sujet par Charles Pasqua, M. Millon a appelé de ses vœux « une initiative française pour proposer au prochain conseil européen la constitution d'un comité de personnalités qualifiées, de type Spook, qui aurait pour objectif de soumettre aux gouvernements des propositions d'organisation du pouvoir politique européen » (1). Cette perspective ne provoque certainement pas l'enthousiasme du RPR, toujours divisé sur le sujet.

« Une famille politique majeure »

Cependant, M. Millon ne s'est pas contenté de marquer le territoire de l'UDF sur ces grands dossiers. Il a aussi tenté de s'opposer à l'attraction balladurienne et à ses effets induits sur les députés, le dernier en date étant Ladislav Poniatowski, qui avait assuré, la semaine dernière, que M. Balladur s'impose à l'UDF comme le « meilleur présidentiable ». En trois courtes phrases, le député de l'Ain a jugé avec sévérité les manœuvres de rapprochement engagées, avec plus ou moins d'habileté, par certains membres de l'UDF, voire par des formations tout entières, qui se sont le Parti républicain ou le Centre des démocrates-sociaux. « L'UDF, a-t-il affirmé, ne doit en aucun cas se transformer en outil de négociation; elle n'est pas à vendre par appartements; elle n'est pas un tremplin pour la satisfaction de petites ambitions personnelles; elle est une famille politique majeure. » M. Millon visait ainsi, très ouvertement, certains ministres UDF suspectés de

toutes les trahisons. Sur un ton plus feutré, M. Giscard d'Estaing a lui aussi donné la réplique à M. Balladur. Le « rôle » de l'UDF est de soutenir et d'aider la politique de redressement du gouvernement, « sans ombilic et sans hésitation », mais cela n'empêche nullement d'examiner les projets du gouvernement, puisqu'il en va de « l'utilité et la dignité de l'institution » parlementaire. Le devoir de solidarité n'empêche pas, non plus, aux vœux de l'ancien président de la République, d'estimer que « la crise est plus profonde qu'on ne le croit » et que, « si les mesures appropriées ne sont pas prises, la sortie sera plus longue et se fera plus lentement qu'on ne le pense ». Le layard d'interdit pas, enfin, de juger que cette crise reste, somme toute, moins importante que les chocs pétroliers des années 70.

Le président de l'UDF s'est gardé d'évoquer de nouveau le système des « primaires » pour la présidentielle, en faveur duquel Bernard Bessan, ministre des transports et secrétaire général du CDS, s'était prononcé, le 20 septembre, sur Europe 1, si personne ne « s'impose » à droite. En revanche, l'ancien président de la République a poussé encore plus loin que M. Millon le pion européen. Il souhaite donner « leur véritable caractère » aux élections européennes, et il a indiqué que l'UDF discuterait de son projet, le 6 octobre, avec ses partenaires de la Communauté qui siègent au groupe PPE du Parlement européen. Dans l'ordre de ses priorités, l'ancien président de la République préfère donc au RPR, avec lequel il discutera à la fin de l'année, le Parti populaire espagnol et, bien sûr, la CDU allemande.

GILLES PARIS

(1) En 1955, après l'échec de la Communauté européenne de défense, un comité intergouvernemental avait confié à Paul-Henri Spook, ministre belge des affaires étrangères, la rédaction d'un rapport d'ensemble sur la formation d'un marché commun et sur l'organisation commune de l'énergie atomique, rapport qui avait été à la base du traité de Rome de 1957.

M. Fourcade (UDF) : le gouvernement ponctionne trop les finances des collectivités locales. — Jean-Pierre Fourcade, sénateur (UDF) des Hauts-de-Seine, président du comité des finances locales, a reproché au gouvernement, mardi 21 septembre, de « ponctionner de 4 à 5 milliards les finances des collectivités locales » dans le projet de budget pour 1994. Il l'a averti que, pour avoir « voulu charger trop le bar », il risque « d'avoir de sérieuses difficultés au Parlement ». Le comité, qui a entendu mardi le ministre du budget, Nicolas Sarkozy, et le ministre délégué aux collectivités locales, Daniel Hoeffel, à la veille de la présentation du projet de loi de finances, conteste, notamment, la diminution de la compensation de la TVA et de la taxe professionnelle.

Devant les responsables fédéraux du parti

Michel Rocard lance la campagne du PS contre le gouvernement

Michel Rocard a réuni, mardi 21 septembre, à huis clos, les premiers secrétaires fédéraux du Parti socialiste pour le déclenchement d'une « campagne d'action et de mobilisation contre la politique du gouvernement » et la mise au point des préparatifs du congrès du Bourget. « Chaque fédération, précise un communiqué du PS, mènera cette campagne sur le terrain, à travers différentes initiatives : conférences de presse, réunions publiques avec, à l'appui, des affiches et un journal ».

Cette réunion, indique aussi le PS, a réaffirmé de la volonté de rassemblement, de détermination et de pugnacité des responsables

départementaux du PS, au moment où les premiers signes d'une remontée du Parti socialiste apparaissent, en particulier avec la réélection d'Henri Emmanuelli et le bon résultat de Claude Evin. Ces deux élections législatives partielles ont été beaucoup commentées. Michel Rocard a salué Henri Emmanuelli, « qui a rendu leur honneur à tous les socialistes », et relevé que le second tour de l'élection partielle de Saint-Nazaire, qui a vu la réélection du candidat de la majorité, illustre le problème essentiel du PS pour demain : être un parti de rassemblement.

Les suites de l'élection partielle de Saint-Nazaire

Claude Evin (PS) n'exclut pas un nouveau recours

SAINT-NAZAIRE

de notre correspondant

Quarante-quatre voix, et non vingt-neuf, séparent le vainqueur de l'élection législative partielle dans la huitième circonscription de Loire-Atlantique, Etienne Garnier (RPR), de son ennemi socialiste, Claude Evin. Le premier a obtenu 16 948 suffrages, le second 16 904, cette différence avec les résultats proclamés au soir du second tour, le 19 septembre (*Le Monde* du 21 septembre), tenant au fait que la commission de recensement des votes a finalement considéré comme valables des bulletins imprimés pour le premier tour et utilisés au second.

Claude Evin avait annoncé qu'il n'envisageait pas de recours. Il est moins affirmatif aujourd'hui. « Nous avons dix jours pour le faire », a-t-il déclaré mardi 21 septembre. La réflexion se poursuit. Dans un communiqué, M. Evin estime que l'ambiance de la campagne électorale « malheureusement déformée par des comportements diffamatoires ». De son côté, mardi

à l'hôtel Matignon par Edouard Balladur, M. Garnier a déclaré que, pour éviter tout « reflux » après une « vague déferlante » comme celle de mars dernier, il faut « beaucoup de travail ». Le premier ministre, a affirmé le député, est en situation psychologique à l'égard des Français comme l'un des hommes comme le général de Gaulle, en 1958, et François Mitterrand, en 1981.

J.-Cl. Ch.

André Labarrière « réintègre » le PS. — André Labarrière, député (PS) des Pyrénées-Atlantiques et maire de Pau, a annoncé, dans un entretien publié par la *République des Pyrénées* (daté 19-20 septembre), qu'il « réintègre » le Parti socialiste, dont il s'était mis en « congé », en décembre 1992, en raison d'un différend qui l'avait opposé au gouvernement de l'époque à propos du tunnel du Somport. Malgré ce conflit, M. Labarrière avait continué à siéger sur les bancs du groupe socialiste à l'Assemblée nationale.

A Paris et à Gdansk

Variations à deux voix sur la cohabitation

Edouard Balladur a été interrogé, mardi 21 septembre, au cours du journal du soir de TF 1, sur un sondage de l'Institut Louis-Henri pour l'habédmaida. Prafasian Politiqa (1 006 personnes âgées de dix-huit ans et plus, interrogées les 10 et 11 septembre par téléphone), selon lequel 56 % des Français estiment qu'il y a une entente « de façade » entre la présidence de la République et le premier ministre, 36 % d'entre eux jugeant cette entente « réelle », et 8 % pensant qu'il n'y a « aucune » entente entre eux. « C'est déjà bien qu'il y ait une belle façade », a commenté M. Balladur.

« Aussi longtemps que cela dépendra de moi, les choses se passeront de la manière la plus saine possible », a-t-il assuré, ajoutant qu'il ne veut pas « être, dans notre vie politique nationale, un élément de trouble ». « Le pays a suffisamment de difficultés économiques, sociales, mariales, nationales et internationales pour ne pas y surajouter une crise politique », a expliqué le chef du gouvernement. Il a affirmé, en restant fidèle à ses convictions et au mandat que nous avons reçu, de faire à la fois les choses se déroulent le mieux, la plus économe possible.

A Gdansk, où il était venu pour recevoir, avec le président allemand, Richard von Weizsäcker, la tête de députation honoraire de l'université de la cathédrale (lire page 10), François Mitterrand a confié ses impressions sur la cohabitation à un parterre d'étudiants polonais, allemands et français. Interrogé sur la peine de savoir s'il allait prodiguer à Lach Walasa des conseils dans ce domaine, compte tenu du résultat des élections polonaises, il a déclaré qu'il est sans doute, lui, « l'un des meilleurs experts de l'Europe » sur ce chapitre.

« Moi, la cohabitation, cela ne me fait pas plaisir », dit le chef de l'Etat. Le problème n'est pas de savoir si cela me fait plaisir ou si cela ne me fait pas plaisir; le problème, c'est de faire fonctionner les institutions. Le président Walasa n'a pas à faire comme moi. Il fera comme il l'entend, mais en respectant la règle d'or de la démocratie (qui est) la volonté populaire. M. Mitterrand a précisé qu'il ne s'attend pas à connaître d'autres cohabitations. « La prochaine fois, a-t-il indiqué, je n'en aurai pas l'occasion. Je ne peux pas m'installer éternellement à la tête de mon pays... »

(Publié)

Quelle que soit la ville choisie pour les Jeux Olympiques:

Berlin

SORAT HOTELS

sont toujours à votre disposition.

SORAT Hotels - Postfach 10 02 40 - D-10562 Berlin
Téléphone: ++49-30-34.78.61.02
Télécopie: ++49-30-34.78.61.92

EDUCATION • CAMPUS

Le philosophe et le doyen

N'EST pas philosophe qui veut. Philippe Meirieu l'a récemment éprouvé à ses dépens. Titulaire d'un CAPES de philosophie, ayant enseigné cette discipline pendant six ans, puis professeur de lettres en collège, il passe finalement sa thèse et devient, à y a une douzaine d'années, professeur à l'université Lumière (Lyon-II). Mais par une coupable incurie, une regrettable faute de goût, M. Meirieu quitte le champ clos de la philosophie et consacre toutes ses recherches aux sciences de l'éducation, dont il devient rapidement l'un des spécialistes français reconnus, siégeant au Conseil national des programmes, depuis la création de ce dernier en 1990, et associé de près à la création des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM). Bref, un symbole.

Or, au début de l'été, Philippe Meirieu décide de reprendre quelques heures de cours de philo en classe terminale, en plus de son service d'universitaire. « Dans le cadre de mes recherches, il me paraissait utile de confronter théorie et pratique de terrain, de retrouver le contact direct avec des élèves, dans un établissement où un secteur réputé difficile. »

Gardiens du temple

Au lycée technologique de Venissieux, ce genre de bonnes volontés ne court pas les rues et il faut plutôt se battre pour trouver des enseignants volontaires. Le chef de cet établissement, Claude Rebaut, accueille donc volontiers la venue de M. Meirieu, qui avait obtenu le feu vert du recteur pour enseigner dans une classe de terminale F, « Un lycée de banlieue de ce type, à forte dominante technologique et industrielle, est à la fois intéressant et fragile. La pédagogie et la personnalité des enseignants y jouent un rôle essentiel. »

Hélas, on ne brave pas impunément les gardiens du temple. Apprenant l'initiative de M. Meirieu et l'accord du recteur, le doyen de l'inspection générale de philosophie, Claude Merle, n'hésite pas une seconde : à la mi-juillet, il met en garde le proviseur de Venissieux, puis alerte le ministère et exprime

son opposition, pour ne pas dire : son veto.

Ce faisant, monsieur le doyen se défend de toute volonté de revanche à l'égard de Philippe Meirieu : il ne faut voir dans son intervention aucun règlement de comptes à l'égard du porte-drapeau des sciences de l'éducation. Pas davantage à l'égard d'un des initiateurs des IUFM, dont l'ambition est d'introduire une dimension professionnelle et un souci pédagogique dans la formation des enseignants. Encore moins à l'encontre d'un des membres du Conseil national des programmes, en sommeil depuis quelques mois, mais dont la création, en 1990, avait été ressentie, par l'inspection générale, comme une marque de défiance, presque une provocation de la part du ministre de l'éducation nationale de l'époque, M. Jospin.

Toute supposition de cette nature serait donc malveillante. Loin de s'embarquer dans une telle croisade — si éloignée des vertus de tolérance des philosophes — M. Merle se veut un scrupuleux défenseur des « usages » et des « procédures statutaires ». « Les choses ne devaient pas être faites de cette manière. Les postes de philosophie du second degré ne sont pas à la disposition — à la discrétion — des uns et des autres. Mon devoir est de contrôler les conditions dans lesquelles l'enseignement philosophique est assuré et de ne pas livrer cet enseignement à n'importe qui. »

Le doyen a été entendu. Le proviseur de Venissieux s'est vu proposer un autre enseignant. Et le recteur a prudemment suggéré à Philippe Meirieu de prendre en charge quelques heures de français dans un collège de la banlieue lyonnaise. Ce qu'il a accepté. « Ayant toujours dit que j'étais convaincu qu'il fallait confier les classes les plus difficiles aux meilleurs enseignants, je vis cette opportunité comme un honneur » (1), souligne-t-il... non sans philosophie.

GÉRARD COURTOIS

(1) En post-scriptum de son dernier ouvrage, *Envers du tableau*, qui vient de paraître. Ed. ESF, 282 p.

Croisade contre le bizutage

Un père d'élève remue ciel et terre pour faire évoluer les pratiques de l'« usinage » à l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers

HENRI FLAMBARD était pourtant prêt. Lundi 20 septembre, cet homme d'une cinquantaine d'années à la barbe courte, la démarche rapide et le geste précis, avait bien voulu effectuer sa rentrée avec les nouveaux élèves de l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers (ENSAM). Il avait d'ailleurs préparé un document intitulé « Messages aux conscrits » et avait prévu de le remettre aux jeunes qui venaient de réussir le concours d'entrée et allaient faire partie de la congrégation très fermée des gadzarts.

Mais M. Flambard n'ira pas à Bordeaux, ni dans aucun des cinq autres centres des Arts et Métiers. L'administration de cette école lui a demandé de diffuser sa venue. Car ce père d'un élève de deuxième année dérange. Il a entrepris un véritable combat. A force de ténacité et d'acharnement, cet ingénieur, qui ne peut se prévaloir du statut de gadzart, oblige l'une des plus puissantes sociétés d'anciens élèves (24000 membres) à remettre en cause certains de ses rites d'initiation.

Scandalisé, l'an dernier, par le témoignage de son fils admis à l'ENSAM, révolté par la loi du silence qui couvre les méthodes employées à l'encontre des nouveaux élèves, choqué par la complicité passive des dirigeants des établissements, Henri Flambard s'est lancé dans une lutte sans merci contre l'une des traditions les plus ancrées dans cette école : l'« usinage », terme utilisé pour désigner le bizutage en vigueur aux Arts et Métiers.

Résistances et pressions

Ici, l'accueil des nouveaux élèves obéit à des règles strictes. Les « conscrits » sont littéralement « usinés », c'est-à-dire fabriqués, par référence à la vocation de l'école. Le traitement est rude et particulièrement long. La période d'« usinage » s'étend en effet sur plusieurs semaines : « Les deux premières années instaurent un régime de terreur pendant deux mois », explique ainsi un élève qui a accepté de témoigner devant la section des affaires sociales du Conseil économique et social. Brimés par diverses mesures d'intimidation, absence de vie privée à l'internat, insultes... Les témoignages, rares du fait de la volonté des nouveaux de s'intégrer et de leur crainte de nuire à l'image de l'école, sont éducatifs.

L'une des caractéristiques des Arts et Métiers est la difficulté d'échapper à l'« usinage ». Certes, ce dernier n'est pas obligatoire, mais le refus revient à se mettre en marge. Et pas seulement durant la scolarité : « Si l'on refuse, on est rapidement isolé et exclu de la vie sociale et extrascolaire, du club de volley au piano-bar situé dans la résidence des internes. On n'est pas admis aux assemblées générales, on ne peut s'exprimer dans le journal interne, on n'a pas droit à l'uniforme de l'école, raconte Joël Flambard, qui, l'an dernier, s'était rebellé contre ce traitement. De plus, lorsque l'on se met à l'« usinage », l'ordre devient incertain. On n'est pas certain d'obtenir de l'aide des anciens élèves pour trouver un stage, s'assurer d'un premier emploi ou d'une carrière. Très récemment encore, on ne figurait pas dans l'annuaire des anciens élèves. »

Henri Flambard, son père, est persuadé que l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers peut évoluer. Depuis un an, il multiplie les contacts avec l'administration de l'établissement, plaide auprès des élèves lorsqu'il en a l'occasion, rencontre les membres de l'Association des anciens élèves. Cette dernière a tissé un réseau fort de 24 000 membres, très soudés et solidaires. Responsable d'un service dans une grande entreprise publique, Henri Flambard n'a-t-il pas été convoqué par le numéro trois de cette association, lui-même ingénieur des Arts et Métiers, pour s'entretenir avec son action nuisait à l'école et qu'il serait bon d'y mettre un terme ?



Face à ces résistances et à ces pressions, cet homme n'a pu laisser les bras. D'autant qu'un certain nombre de parents d'élèves avec lesquels il était entré en contact, bien qu'émus par ces pratiques, ne souhaitaient pas s'engager davantage de peur de nuire à leur enfant. Mais Henri Flambard ne s'est pas découragé. Pour se protéger et apparaître moins isolé, il est devenu membre de l'Association des usagers de l'administration. Depuis 1989, l'ADUA a fait de la lutte contre le bizutage un de ses chevaux de bataille. Ses armes sont désormais connues : non seulement elle informe les « bizuts » (les nouveaux élèves) de leurs droits, mais elle entend de toucher les établissements concernés au point sensible : leur réputation.

Ainsi, la société des anciens élèves de l'ENSAM a beau affirmer haut et fort qu'elle n'a « pas attendu l'ADUA pour chercher à faire évoluer les pratiques de l'« usinage », force est de constater que les témoignages des Flambard père et fils ont brisé une certaine loi du silence qui étouffait tout changement sérieux. Car jusqu'à présent les réserves d'élèves étaient connues à l'extérieur de l'établissement.

Elles existaient cependant : ainsi, en 1989, un ancien élève de la promotion 1956 écrivait à l'élève de deuxième

année responsable de l'usinage dans le centre de Bordeaux après une réception réunissant les gadzarts et les élèves de la nouvelle promotion : « Mon cher camarade (...), la réunion était fort sympathique et particulièrement chaleureuse. Une ombre toutefois dans le paysage : la présence de conscrits en larmes. Cette situation, inadmissible, est due à la conjonction d'une pression psychologique et d'une fatigue excessive. Les traditions (traditions) ne sont pas faites pour traumatiser les conscrits, mais pour développer solidarité et responsabilité tout en respectant la personne humaine (...). »

Une communauté divisée

Henri Flambard le reconnaît lui-même : « Un nombre important d'anciens élèves et de membres de l'administration de l'école souhaitent que les pratiques de l'« usinage » évoluent. D'autres, bien sûr, sont très attachés à ces traditions. » Le directeur du centre de Bordeaux, François Lazzarini, indique pour sa part qu'il va tenter cette année de convaincre les élèves de deuxième année d'« adoucir » l'« usinage ». « L'argument est simple, explique ce conseiller qui n'est pas ancien élève de l'ENSAM. L'« usinage » est légitime par

le souci de créer un esprit de fraternité. Il est évident que certaines méthodes employées sont en contradiction avec cet objectif. » Ce discours sera-t-il suffisant, s'il n'est pas accompagné de mesures plus vigoureuses ? La direction générale de l'école a en effet choisi de ne pas interdire l'« usinage », de le pratiquer de façon clandestine, sans en référer aux anciens et aux chefs d'établissement comme c'est le cas aujourd'hui. La société des anciens élèves souscrit à cette position.

Mais les choses bougent, à tout petits pas. Ainsi, une décision symbolique a été prise cet été : les « HU » pourront désormais figurer sur l'annuaire des anciens élèves. Ils ne sont plus bannis, exclus de la communauté, mais deviennent des gadzarts à part entière. De la même façon, un observatoire, réunissant un représentant de la direction de l'établissement, un élève et deux membres de la société des anciens élèves, vient d'être mis en place pour surveiller les différents usages. Cet observatoire aura un correspondant dans chaque centre. « Les délégués des élèves de deuxième année viennent d'être contactés, continue Thierry Rault, vice-président de la société. Nous leur avons indiqué que nous ne trouverions pas malin qu'il y ait davantage de HU, c'est-à-dire de nouveaux élèves qui refusent l'« usinage. » Jusqu'à présent, dans chaque centre, les élèves hors usage se contentaient sur les doigts d'une main, pour des promotions d'environ 170 personnes.

Si, dans son discours, la communauté des Arts et Métiers semble souhaiter une évolution des pratiques de l'« usinage », elle risque d'être contrainte de changer plus vite que prévu. Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche encadre en effet toute sa vigilance à l'endroit de cet établissement. Et le fait savoir. La direction des enseignements supérieurs vient d'envoyer une lettre « personnelle » au directeur de l'ENSAM, lui indiquant que ses services avaient été alertés de certains « excès » et que sa propre responsabilité administrative et pénale ainsi que celle des directeurs de centre pouvait être engagée. On ne saurait être plus clair.

MICHELE AULAGNON

Circulaire aux oubliettes

Empêtrée dans des sacs-poubelle, maculée de mousses à raser, les « bizuts » sont de retour, comme les feuilles mortes. L'an dernier pourtant, Jack Lang, alors ministre de l'éducation nationale, avait souhaité donner un coup d'arrêt à certains excès observés lors de ces rituels d'accueil. Ecartant une interdiction formelle, le ministre souhaitait assurer un juste équilibre entre folklore potache et dérapages inacceptables. La circulaire ministérielle du 8 septembre 1992 initiait les chefs d'établissement à prendre des « mesures exemplaires » en cas de débordements, à rendre publiques les sanctions qu'encourraient les « bizuteurs » et à encourager les victimes à porter plainte.

Pour éviter que « sa » circulaire ne passe aux oubliettes, comme la dizaine de textes similaires adoptés depuis le début du siècle, M. Lang avait demandé à chaque recteur d'effectuer une enquête sur les pratiques observées dans les établissements. En dehors de quelques cas pon-

tuels, les débordements observés lors de bizutages paraissent rares. Mais il est vrai que les enquêtes réalisées par les recteurs ne concernent pas les établissements d'enseignement supérieur.

Une marée mauveuse

C'est pourtant là que les « excès » sont les plus nombreux. D'autant que le bizutage, une pratique jusque-là réservée aux grandes écoles et à quelques facultés comme médecine ou beaux-arts, s'étend. Des établissements moins prestigieux, plus récents, souvent privés mais parfois publics, comme les instituts universitaires de technologie (IUT), en font une opération de relations publiques. Ils font « comme les grands ». « Aujourd'hui, le bizutage s'est répandu dans tout l'enseignement supérieur, telle une marée mauveuse », estime Emmanuel Davidenko, estiment Emmanuel Davidenko et Pascal Junghans, auteurs d'une enquête sur ce sujet (1). Y échappent encore les étudiants

des sections de techniciens supérieurs et ceux inscrits dans les filières non professionnalisées des universités, en lettres et sciences humaines notamment.

Les mises en garde réitérées par les nouveaux ministres de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur ne seront donc pas inutiles. En août dernier, François Bayrou a demandé aux recteurs de veiller à l'application de la dernière circulaire et de « ne tolérer aucun excès ». Et M. Filion a enjoint les présidents d'université et les chefs d'établissements d'enseignement supérieur de lui faire parvenir d'ici la fin de l'année un compte rendu détaillé des mesures qu'ils comptent prendre pour que la rentrée se déroule dans de bonnes conditions.

M. A.

(1) Du bizutage, des grandes écoles et de l'école, par Emmanuel Davidenko et Pascal Junghans, Pion, 200 pages, 99 francs.

PEUT-ON EXISTER SANS TRAVAILLER ?

Les réponses

de Christian Saint-Etienne, Michel Henry, Georges Labica, Alain Didier-Weill, Antoine Kernuel, Madeleine Rebérioux

A lire dans

Le Monde des
DEBATS
Le Monde

Pour savoir ce qui va changer à l'éducation nationale, vous pouvez attendre les circulaires...

Pour connaître les projets, les décisions des responsables de l'enseignement public et privé, les mutations et les nominations, les restructurations administratives à venir, les réformes pédagogiques envisagées... Bref, pour être informé à temps de ce qui va changer à l'éducation nationale, lisez tous les lundis la Lettre du Monde de l'éducation.

La Lettre du
Monde de l'éducation

Quatre pages, tous les lundis pour les professionnels de l'éducation.
Uniquement sur abonnement : 3d numéros par an, 375 F

La mort de Pons

Le 13 septembre 1993, à 10 heures, le corps de Pons a été inhumé à la cathédrale de Clermont-Ferrand.

Le corps de Pons a été inhumé à la cathédrale de Clermont-Ferrand. Le corps de Pons a été inhumé à la cathédrale de Clermont-Ferrand. Le corps de Pons a été inhumé à la cathédrale de Clermont-Ferrand.

Le corps de Pons a été inhumé à la cathédrale de Clermont-Ferrand. Le corps de Pons a été inhumé à la cathédrale de Clermont-Ferrand. Le corps de Pons a été inhumé à la cathédrale de Clermont-Ferrand.

Le corps de Pons a été inhumé à la cathédrale de Clermont-Ferrand. Le corps de Pons a été inhumé à la cathédrale de Clermont-Ferrand. Le corps de Pons a été inhumé à la cathédrale de Clermont-Ferrand.

Le corps de Pons a été inhumé à la cathédrale de Clermont-Ferrand. Le corps de Pons a été inhumé à la cathédrale de Clermont-Ferrand. Le corps de Pons a été inhumé à la cathédrale de Clermont-Ferrand.

36 68 27 27 :
UNE TWIN
CE SONT LES VACA



RENAULT
TWINGO

CULTURE

La mort de Fernand Ledoux

De la Comédie-Française à « la Bête humaine »

Le comédien Fernand Ledoux est mort mardi 21 septembre à Villerville (Calvados) à l'âge de quatre-vingt-seize ans (le Monde du 22 septembre).

Fernand Ledoux avait rêvé, dans sa jeunesse, d'entrer à la Comédie-Française. Il réalisa ce rêve et connut au théâtre une carrière prestigieuse. Il disait avoir joué dans plus de huit cents pièces. C'est pourtant le cinéma qui fit de lui un acteur populaire. Avec son physique bonhomme, un peu « M. Tout-le-Monde », il y composa des personnages complexes, parfois comiques, le plus souvent dramatiques, couvrant des violences et des passions sordides, hésitant sur la frontière entre le bien et le mal, et souvent aux prises avec le destin. Ses premiers succès à l'écran lui vinrent vers la fin des années 30. On ne l'a donc pas vraiment connu jeune dans ses films mais on l'a vu vieillir avec ce sens de l'humour, de la psychologie, qui avait tant contribué à faire de lui un grand comédien.

Fernand Ledoux naît le 24 janvier 1897 à Tirlemont, en Belgique. Elevé au séminaire, il a la révélation de sa vocation théâtrale au cours d'études où il ne se distingue guère. En 1914, il s'engage dans l'armée, fait vaillamment la guerre. Démobilisé en 1919, il s'en va à Paris et s'inscrit au Conservatoire. Ses camarades de cours s'appellent Pierre Blanchard, Charles Boyer, Marie Bell, Madeleine Renaud.

En 1920, Fernand Ledoux acquiert la nationalité française. L'année suivante, à vingt-quatre ans, il est admis à la Comédie-Française. Pendant dix ans, on le voit aux « utilités » et aux seconds rôles. A partir de 1931, la mort de Léon Bérard libère des emplois qui vont permettre à Fernand Ledoux des interprétations éblouissantes avec des pièces de Molière, Pirandello, François Mauriac, etc.

En 1918, Jacques Feyder, cinéaste d'origine belge qui avait remarqué l'élève du Conservatoire, l'avait fait

débiter au cinéma dans un moyen-métrage, *La Fausse orthographe*. En 1921, il lui donna un petit rôle dans son *Atlantide*, d'après Pierre Benoit. Entre-temps, deux passages chez Marcel L'Herbier (*Le Carnaval des vérités*, *Villa Desir*). Vient le parolant, Fernand Ledoux, de par sa formation théâtrale, y est plus à l'aise qu'au muet. Pourtant, il vaut mieux que cet adjudant Flick qu'il interprète dans *Le Train de 8 h 47* (Henry Wulschleger, 1935), d'après Courteline, ou ses petits rôles dans *Folies-Bergère*, *Tarass Boulba*, *Mayerling* ou *Alerie en Méditerranée*.

C'est Jean Renoir qui va révéler Fernand Ledoux en lui confiant dans *la Bête humaine* (1938) le personnage de Roubaud, le chef de gare criminel, époux de Simone Simon qui veut le faire assassiner par Jean Gabin. Cette adaptation « moderne » du roman de Zola œuvre pour Fernand Ledoux l'ère des grands rôles : *Volpone*, de Maurice Tourneur, face à Harry Baur (1940), *Un tel père et fils*, de Julien Duvivier (1940), *Remorques* de Jean Grémillon (1939-41) avec Jean Gabin, Michèle Morgan et Madeleine Renaud, *L'Assassinat du Père Noël*, de Christian-Jaque (1941) avec, de nouveau, Harry Baur.

C'est l'époque des hommes entre deux âges : le père de deux filles aussi différentes que le jour et la nuit, bricoleur qui meurt au moment où toutes ses pendules sonnent, enfin, en même temps (*Le Père Noël*, de Christian-Jaque, 1941) ; le professeur chabuté, vieux garçon cherchant l'âme sœur dans les petites annonces (*Premier rendez-vous*, de Henri Ocoï, 1941) avec Danielle Darrieux et Louis Jourdan. En 1942, Fernand Ledoux, du fait de l'Occupation et de l'atmosphère qui règne alors dans le milieu théâtral, démissionne de la Comédie-Française en se disant occupé par le cinéma. Après *la Grande Manière*, de Jean de Marguenat, il est, à l'écran, cette année-là, dans *Li à Li* à colonnes, de Roland Tual (adaptation d'un roman de Louise de Vilmorin), un directeur de prison

s'attribuant la paternité d'un opéra composé par un jeune prisonnier (Jean Marais), amoureux de sa fille (Odette Joyeux) qu'il a entrevue à travers les barreaux de sa cellule.

A cette figure sournoisement terrible d'homme mûr affamé de célébrité artistique succède celle d'un seigneur du Moyen Âge conduit à sa perte par Arletty, fille du diable (Jules Berry) dans *les Visiteurs du soir*, de Marcel Carné, film phare des années noires. On peut, pour 1943, oublier *Béatrice* devant le désir, de Jean de Marguenat. Mais la sortie de *Goupi Mains Rouges*, de Jacques Becker, chronique paysanne au surprenant réalisme, d'après un roman de Pierre Véry, apporte à Fernand Ledoux une nouvelle consécration. Il retrouve un personnage d'homme ordinaire tenté par le destin dans *l'Honneur de Londres* (Henri Decoin, 1944), d'après un roman de Simonon, et un autre monde paysan pour *Sortilèges* (Christian-Jaque, 1944), film au réalisme poétique et fantastique.

Rôles divers et pittoresques

Il tient des rôles divers et pittoresques dans *la Fille aux yeux gris* (Jean Fautz, 1945), *la Fille du diable* (Henri Decoin, 1945), *la Rose de la mer* (Jacques de Baroncelli, 1946), *Danger de mort* (Gilles Grangier, 1947), *Eternel Conflit* (Georges Lacombe, 1947) puis se distingue en cabaretier-mareyeur breton, dupé par une fille de petite vertu qu'il a installée chez lui et veut épouser et, dans *Pattes blanches* (Jean Grémillon, 1948), sur un scénario de Jean Anouilh. Dans le « tragique quotidien » de cette œuvre noire, Fernand Ledoux a pour partenaires Suzy Delair, Paul Bernard, Michel Bouquet et Arlette Thomas. En 1949, il trouve l'occasion d'une composition saisissante avec l'adaptation d'une nouvelle d'Edgar Poe pour *Histoires extraordinaires*, le film à sketches de Jean Faurez.

En 1951, Fernand Ledoux revient à la Comédie-Française. Il a cinquante-quatre ans, le cinéma ne le sollicite plus autant, on ne lui trouve plus de rôles à sa mesure. Le voilà

petit-bourgeois vieillissant, marié à Gaby Morlay et père de Robert Lamoureux dans les deux films de Jean-Paul Le Chanois *Papa, maman, la bonne et moi* (1954) et *Papa, maman, ma femme et moi* (1955). Il tourne aussi sous la direction de Bernard Borderie, Ralph Habib, et Henri Calef. Il apparaît en Monseigneur Myriel, évêque de Digne, dans *les Misérables*, version Jean-Paul Le Chanois (1957), en père de Romy Schneider, midinette viennoise de *Christine* (Pierre Gaspard-Huit, 1948) « remake » du *Liebel* de Max Ophüls, d'après Arthur Schnitzler, qui est bien loin de valoir l'original.

Après *Recours en grâce*, de Laslo Benedek (1959) et *la Vérité*, de Henri-Georges Clouzot (1960), Fernand Ledoux se promène dans quelques films américains : *le Grand Risque* (Richard Fleischer, 1961), *le Jour le plus long* (Darryl F. Zanuck, 1961), *Freud, passions secrètes* (John Huston, 1962), *le Jour d'après* (Robert Parrish, 1964). En France, il tourne avec André Cayatte *le Glaive* et *la Balance* (1962) et Orson Welles *le Procès* d'après Kafka (1962), où sont réunis ses acteurs vedettes.

Les années passent et les films s'espacent. On notera *Peau d'âne* de Jacques Demy (1970), puis un curieux second souffle de Fernand Ledoux dans les comédies vachardes de Jean Yanne (*Moi j'en ai vu d'autres*, 1972, *les Chinois à Paris*, 1973), chez Jean Marbœuf (*Bel Ordeur*, 1973) et Claude Chabrol (*Allice ou la dernière chance*, 1976). Après *Mille milliards de dollars* de Henri Verneuil (1981), il se retire définitivement.

JACQUES SICLER

Précision. — Jean-Luc Boutté est bien sociétaire de la Comédie-Française et non comédien au Théâtre du Palais-Royal à Paris, comme pouvait le laisser croire le sous-titre de l'article qui lui était consacré dans le Monde du 22 septembre.

Le Val-de-Grâce restauré

François Mitterrand et Jacques Toubon devaient visiter le 22 septembre les anciens bâtiments qui s'ouvrent au public

En fait de val, il s'agit d'une colline. C'est en effet sur la montagne Sainte-Geneviève qu'Anne d'Autriche — la mère de Louis XIV, la reine des Trois Mousquetaires — installa une communauté de bénédictines, trans-fuges de la vallée de la Bièvre (d'où son appellation), en 1621. Cet Escorial parisien mit près d'un demi-siècle à sortir définitivement de terre. La première République le transforma en hôpital militaire. La restauration actuelle marque donc également le bicentenaire de l'installation du service des armées au Val-de-Grâce. Les salles du couvent furent aménagées pour les malades et les blessés. Une école d'application du service de santé des armées s'y installa à son tour en 1850.

La construction d'un établissement moderne, ouvert en 1979, a permis la rénovation des vieux bâtiments. Des salles pour des colloques et des expositions temporaires, le musée et la bibliothèque du service de santé, mais aussi des logements pour les infirmiers de l'hôpital et les stagiaires de l'école, s'y installeront. Ce sont ces bâtiments restaurés, sous la direction d'Yves Boiret, que François Mitterrand et Jacques Toubon devaient visiter, mercredi 22 septembre.

Les plans de l'abbaye royale furent dessinés par François Mansart, mais profondément remaniés par Jacques Le Mercier et Pierre Le Muet. C'est à ce dernier que l'on doit l'élan du tambour de la chapelle — chef-d'œuvre du baroque français. Il ordonna également le riche décor sculpté que l'on peut voir à l'intérieur de l'église, réalisé par Michel Anguier, tandis que Pierre Mignard brossait la fresque du dôme. C'est encore à Le Muet que l'on doit le dessin du baldaquin qui coiffe l'autel. L'orgue Cavaille-Coll, d'abord installé au Panthéon, puis transféré au Val-de-Grâce vers 1890 a été restauré. L'avant-cour fut achevée après la mort de la reine (1666). Dans un

avenir que l'on affirme proche deux fontaines devaient orner l'actuelle place Alphonse-Laveran, débarrassée de ses voitures.

Les travaux de restauration (1) entrepris dès 1981 (le dôme et la fresque) ont été longs et coûteux. Près de 280 millions de francs ont été investis, à différents titres, depuis cette date, par les ministères de la défense et de la culture (87,7 millions de francs entre 1988 et 1993). Le jardin du cloître a retrouvé son bassin et ses parterres. Le musée, véritable conservatoire de la défense et de la culture (87,7 millions de francs entre 1988 et 1993), va être restructuré profondément.

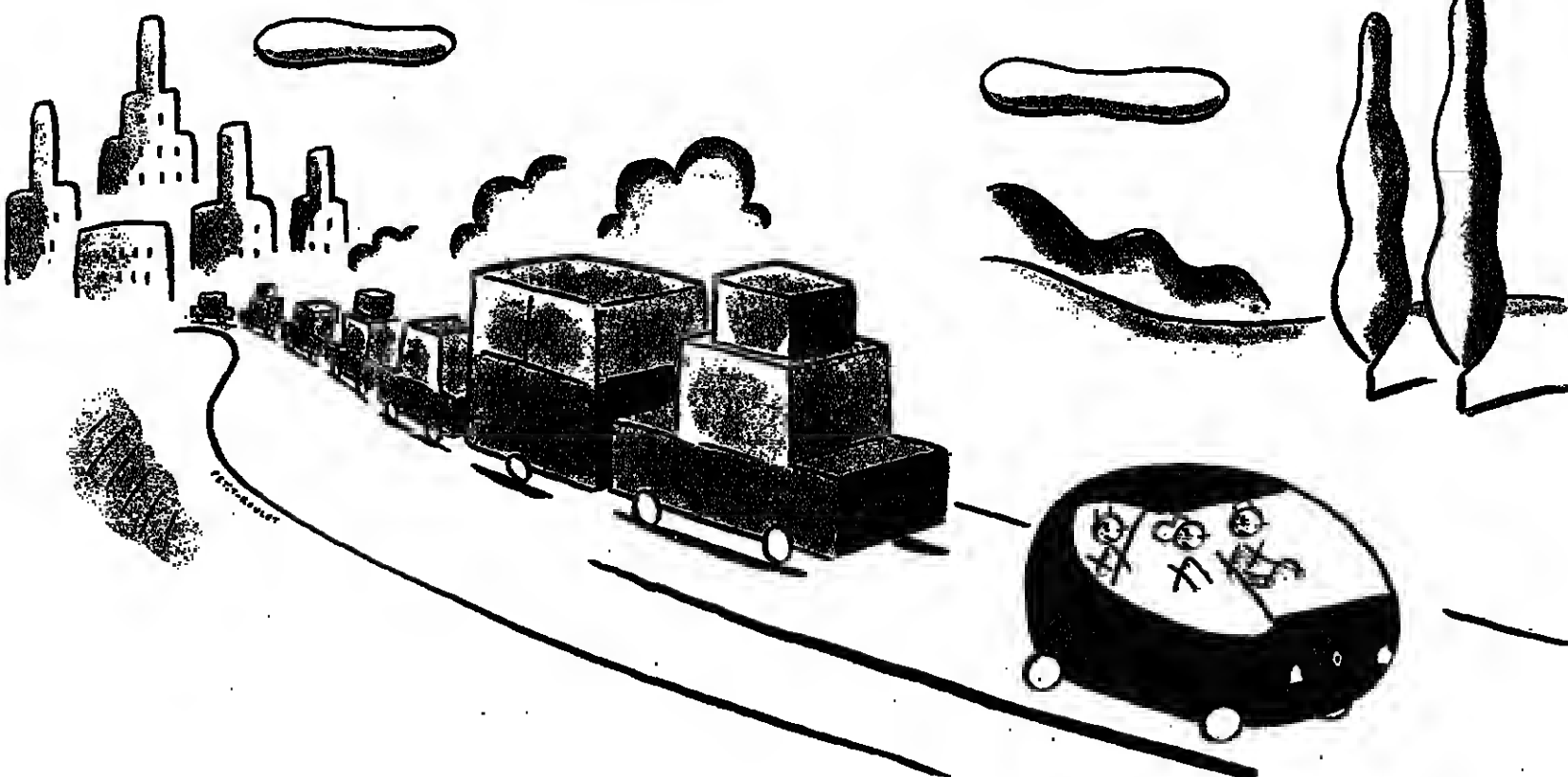
Dans la crypte, les souvenirs purement commémoratifs ; dans des salles ouvertes au grand public, la partie proprement historique (matériels sanitaires, maquettes, peintures, uniformes, etc.) ; dans une section spéciale destinée aux chercheurs, les pièces anatomiques (réelles ou en cire) accompagnées de leur documentation. A la bibliothèque (40 000 ouvrages, 130 000 thèses), ouverte depuis 1990, s'ajouteront les archives. La première exposition (temporaire) est bien sûr consacrée au bâtiment et à son histoire. Ce nouvel espace, soigneusement aménagé par Cotel, sera inauguré par François Mitterrand, dont il faut noter qu'il est l'un des rares chefs d'Etat français à ne pas avoir son port d'attache médical au Val-de-Grâce.

EMMANUEL DE ROUX

(1) Les services du génie ont effectué la plupart des travaux dans les parties non classées.

► La prochaine opération « Mon patrimoine », destinée à sensibiliser la public à un aspect du patrimoine, se déroulera au Val-de-Grâce du 27 septembre au 3 octobre. Pendant ces six jours, de nombreuses manifestations gratuites (visites guidées, concerts d'orgue, démonstrations d'artisans, projections de films) seront proposées (tél. : 40-16-82-92).

36 68 27 27 : RENAULT VOUS PRÊTE
UNE TWINGO UNE JOURNÉE.
CE SONT LES VACANCES QUI RECOMMENCENT.



SI VOUS AVEZ LE PERMIS DEPUIS AU MOINS UN AN, RENAULT VOUS PRÊTE UNE TWINGO ET VOUS PROPOSE DE PARCOURIR JUSQU'À 250 KM AVEC ELLE. ALORS, DU 18 AU 24 SEPTEMBRE, PRENEZ RENDEZ-VOUS EN APPELANT LE 36 68 27 27, EN TAPANT 36 15 RENAULT OU EN COURANT CHEZ LES



CONCESSIONNAIRES ET AGENTS RENAULT PARTICIPANT À L'OPÉRATION. APPEL : 2,19F/MIN. DIAC VOTRE FINANCEMENT. TWINGO, À VOUS D'INVENTER LA VIE QUI VA AVEC.



ÉCONOMIE

Après le refus des Etats-Unis de rediscuter le préaccord de Blair House sur le GATT

Pas de triomphalisme

Le sentiment de soulagement qui a immédiatement suivi le compromis, dans la nuit du lundi 20 au mardi 21 septembre, entre les Douze et le volet agricole du GATT, n'aura été que de courte durée. Les ministres français, d'ailleurs, qui avaient, dans la chaleur de l'accord, exprimé leur «satisfaction», se sont bien gardés par la suite de toute déclaration triomphaliste et les organisations agricoles majoritaires ont même appelé à «la plus grande prudence», puisque «rien n'était gagné et que tout restait à faire».

Mais c'est le communiqué de Mickey Kantor, représentant de Bill Clinton pour les négociations commerciales, qui a jeté mardi un froid glacial sur les relations — déjà délicates — à cause de l'aéronautique et des transports maritimes notamment — américano-européennes. Si l'unité de la CEE a été sauvée, en revanche la tension de part et d'autre de l'Atlantique a monté de plusieurs crans. «Pas question de rouvrir le préaccord de Blair House, directement ou de manière déguisée», ont fait savoir sèchement les Américains, sous couvert d'interprétation ou de clarification. «Autant dire que la marge dont dispose Sir Leon Brittan, le commissaire-négociateur européen qui est attendu à Washington le 26 septembre, sera fort étroite, voire infinitésimale. Ce dernier s'est d'ailleurs montré fort irrité par les innombrables communiqués, commentaires ou supputations avant même qu'il ait mis le pied, muni d'un nouveau mandat des Douze, sur le sol américain.

Mais, pour la France, Sir Leon Brittan n'est pas un commissaire ordinaire. Connu pour ses thèses foncièrement libérales, il a eu l'occasion dans le passé de multiplier les passes d'armes avec Paris sur des dossiers comme les aides publiques à Renault ou la tentative de rachat par l'Aérospatiale et un partenaire italien du constructeur canadien d'avions De Havilland. Dire que le gouvernement Balladur surveillera de très près les «conversations» — le sens des mots revêt maintenant une importance particulière, et l'on sait les innombrables ressources du vocabulaire — de l'envoyé spécial européen est un euphémisme.

La question de fond reste de savoir si les agricultures française et européenne ont sauvé l'essentiel ou si le pire est à venir. Il est sûr que le gouvernement, qui a mis le barre très haut, n'a pas satisfaction à 100 %. Edouard Balladur le sait et le dit. Mais ce que ne dit pas assez le gouvernement, c'est qu'il dispose encore de trois cartouches pour calmer, si besoin, les paysans : l'amélioration entre les Douze des dispositions de la politique agricole commune (PAC), le budget 1994 de l'agriculture qui peut faire l'objet de retouches parlementaires significatives, et les politiques propres des régions et départements dont l'aménagement de «leur» territoire rural pousse, ici ou là, être érigé en priorité.

FRANÇOIS GROSCHARD

Alain Juppé dénonce «les oukases américains» sur l'agriculture

Après le compromis entre les Douze à Bruxelles, la réaction la plus attendue est venue, mardi 21 septembre, des Etats-Unis. Mickey Kantor, chargé auprès de Bill Clinton des négociations du GATT, ayant indiqué qu'il n'était pas question pour Washington de renégocier, sous une forme ou sous une autre, le préaccord agricole de Blair House. Aux premiers sentiments de soulagement, mêlés toutefois de prudence, est venu s'ajouter le risque de nouvelles tensions entre la CEE et les Etats-Unis. Le ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, a estimé, sur France 2 le même jour, que «les oukases américains n'étaient pas une méthode de discussion internationale».

et que, «si la rediscussion de l'accord n'était pas au menu des entretiens Kantor-Brittan, alors l'approbation du GATT ne sera pas au menu de la Communauté». Estimant pour sa part que ce qui s'était passé à Bruxelles était «irréversible», Edouard Balladur a précisé sur TF1, à l'adresse de Washington, mais aussi sans doute des syndicats agricoles français : «Il faut que chacun accepte qu'il n'y a pas raison à 100 % tout seul. La question essentielle est de savoir si l'Europe doit être ouverte à tous les vents ou être organisée avec une politique claire et les moyens de la défendre.» A Bonn, le chef de la diplomatie, Klaus Kinkel, a indiqué qu'en avait le compromis de Bruxelles, qui n'a

pas été facile à obtenir, à l'étrange coordination entre les gouvernements allemand et français. Les succès, questions et doutes de la France ont été pris en compte.

Dans les milieux professionnels agricoles, la FNSEA et le CNJA demeurent très vigilants (lire ci-dessous). La confédération paysanne dénonce «la stratégie pour gagner du temps et masquer une capitulation» et le MODEP, une des composantes de la Coordination rurale, qui parle aussi de «capitulation», stigmatise «la mascarade des Douze à Bruxelles, qui a débouché sur l'inacceptable et qui n'avait pour seul objectif que de tromper les Français».

Washington exprime sa fermeté

Au risque de se retrouver, à leur tour, isolés sur une position intransigeante, les Etats-Unis ont répondu par une quasi fin de non-recevoir, mardi 21 septembre, à la demande de la Communauté économique européenne de rediscuter certaines interprétations du préaccord dit de Blair House, sur le volet agricole du GATT.

WASHINGTON

de notre correspondant

Avant même de s'entretenir avec Sir Leon Brittan, attendu les 26 et 27 septembre à Washington, l'administration américaine a fait savoir que les pourparlers avec le commissaire européen chargé du commerce extérieur ne sauraient être que limités. Ils ne devront en aucun cas aboutir à «modification déguisée» du document ogecié en novembre 1992 à Blair House, à Washington, qui prévoit une diminution de 21 % des exportations agricoles subventionnées. Mickey Kantor, le représentant de Bill Clinton pour les négociations commerciales, a prévenu qu'il attendait M. Brittan avec méfiance, bien décidé à ne pas s'embarquer dans ce qui ressemblerait à une renégociation du document de Blair House.

«Nous ne rouvrirons pas, directement ou indirectement, l'accord de Blair House», indique M. Kantor dans un communiqué d'octobre dernier. Il fourrera vigilement, a déclaré Valéry Giscard d'Estaing, mardi, au cours des journées parlementaires de l'UDEF à l'Assemblée nationale.

«Chubs Perspectives et Réalités : «bonne collaboration franco-allemande...» — Jean-Marc Nesme, porte-parole des Chubs Perspectives et Réalités, se félicite «qu'on ait su éviter une nouvelle crise européenne (...). La France vient de reprendre l'initiative en s'appuyant sur une bonne collaboration franco-allemande (...). Avec ce succès d'étape, la voie est dégagée pour un accord raisonnable (...). La vigilance s'impose car rien n'est encore gagné définitivement».

Yves Galland (Parti radical) : «succès significatif». — Le président du Parti radical, Yves Galland, estime que «le gouvernement français a remporté un succès significatif» en

claire — avec les Américains certains aspects du dossier agricole. M. Kantor observe que la visite de M. Brittan à Washington avait été décidée avant la réunion de Bruxelles de lundi et que la «réouverture de l'accord de Blair House ne figure pas au menu des entretiens prévus» avec le commissaire européen.

Si la porte n'est pas tout à fait fermée à la discussion, la marge de négociation paraît plus étroite : un débat sur «une interprétation ou une clarification de Blair House ne saurait être une manière déguisée d'en modifier les termes», souligne M. Kantor. Autrement dit, le négociateur américain accepte le principe du débat, puisqu'il lui est difficile de ne pas recevoir M. Brittan, mais il en définit à l'avance les conclusions : pas de renégociation de Blair House. On peut discuter de Blair House, pas formellement le «rouvrir», laisse entendre M. Kantor, dont la subtilité sémantique paraît répondre à celle déployée par les ministres de la CEE lors de leur réunion de Bruxelles.

«Tout juste acceptable»

M. Kantor fait valoir que «l'accord de Blair House reflète un compromis difficile que les Etats-Unis acceptent dans son intégralité». Le document représente «pour les Etats-Unis, comme pour les autres partenaires commerciaux de la CEE, quelque chose de tout juste acceptable», dit encore M. Kantor, qui paraît reprendre une des armes souvent utilisées par Washington : jouer sur les divisions européennes, en l'espèce opposer la France aux

autres membres de la Communauté.

M. Kantor réaffirme que l'administration Clinton entend conclure l'Uruguay Round d'ici à la mi-décembre, date à laquelle elle doit soumettre au Congrès un accord de principe sur cette nouvelle étape de la libéralisation du commerce. Les milieux officiels américains accusent les Européens de manquer à leur parole : «Pour nous, disent-ils, Blair House était bel et bien un accord, nous nous sommes engagés» lors de la négociation menée en novembre 1992 avec la Commission. La France et nombre de ses partenaires font valoir qu'il ne s'agit que d'un «préaccord» sans valeur tant qu'il n'a pas été entériné par le Conseil des ministres de la Communauté.

A Washington, l'idée de reprendre ce qui fut une négociation extrêmement difficile — menée, ici aussi, sous la pression du lobby agricole — est vécue comme un cauchemar. Interrogé sur l'impact d'une éventuelle renégociation de Blair House, un responsable américain répondait, horrifié : «C'est comme si vous me demandiez si le fait de me casser la jambe serait bon pour mon tennis.» Il ne se disait guère plus disposé à admettre «une exception culturelle» pour, comme le demande la France, exclure de l'Uruguay Round le cinéma et l'audiovisuel. Sigée d'une nouvelle période d'exaspération réciproque entre Washington et Paris, le Washington Post écrivait mardi : «Les Français imputent tous leurs maux, et même les difficultés de leur industrie cinématographique, à l'audiovisuel suspect, les Etats-Unis.»

A. Fr.

POINT DE VUE

Le risque d'une crise

par Luc Guyau et Christian Jacob

QUELS sont les résultats du conseil plutôt embrouillé des Douze sur le volet agricole du GATT? L'agriculture française est-elle tirée d'affaire? La FNSEA et le CNJA sont-ils satisfaits? Malheureusement, si les négociateurs français ont des motifs de satisfaction après l'engagement de leurs partenaires européens en faveur d'une reprise des discussions avec les Etats-Unis, pour l'Europe tout reste à faire.

Le commissaire européen chargé des négociations commerciales, M. Brittan, qui repart pour les Etats-Unis la semaine prochaine, doit concrétiser à Washington la décision du conseil des Douze de réviser le préaccord de Blair House. L'agriculture française et européenne n'est toujours pas à l'abri et, puisque les Français soutiennent massivement le combat des agriculteurs (à 70 %, disent les sondages), ils doivent savoir que l'agriculture est toujours au bord du gouffre. Le risque s'est même accru lundi, les négociations à venir pouvant se résumer à un tour de passe-passe diplomatique qui laisserait inchangée la substance de Blair House.

Du point de vue diplomatique, avoir évité une crise n'est pas, pour l'Europe, un succès en soi. Le seul objectif à poursuivre doit être de forcer l'Europe à exister sur la scène internationale, en évitant la crise ou, au contraire, en y ayant

recours. Une telle crise n'est d'ailleurs pas à exclure pour les semaines à venir, l'Europe doit en être bien consciente. La France ne devra pas hésiter à la provoquer si les négociations entre les Etats-Unis et la Commission européenne échouent.

Dans l'immédiat, c'est autour des négociations américano-européennes que va s'organiser l'action syndicale de la FNSEA et du CNJA et, nous l'espérons, le soutien de toute l'opinion publique. La FNSEA et le CNJA continueront d'appeler les élus de la nation à être fidèles à leurs discours antérieurs, tout en incitant l'ensemble des responsables socio-économiques à s'interroger sur le GATT, sur ses avantages, ses inconvénients et sur les moyens les meilleurs de rendre sa vitalité à l'économie européenne et française.

Ce combat n'est pas seulement celui de l'agriculture, l'audiovisuel, le textile et bien d'autres secteurs économiques européens sont eux aussi gravement menacés. C'est pourquoi nous apportons tout notre soutien à ces professions qui, avec nous, défendent une réelle identité européenne.

Luc Guyau est président de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles) et Christian Jacob président du CNJA (Centre national des jeunes agriculteurs).

Les réactions politiques

Jacques Chirac : «défense exemplaire». — Le président du RPR a déclaré, mardi 21 septembre, que «le gouvernement a défendu les intérêts de la France de façon exemplaire». «Je m'en réjouis», a-t-il indiqué après un déjeuner avec Edouard Balladur, ajoutant qu'il souhaite «que [la] fermeté [du premier ministre] soit couronnée de succès».

Valéry Giscard d'Estaing : «restez vigilants». — «C'est un bon résultat obtenu par les négociateurs français. Nous avons évité la crise européenne, mais il reste encore deux obstacles à franchir : la réouverture de la négociation avec les Etats-Unis et la réaction de nos amis européens dans le cas où la discussion avec les Etats-Unis échouerait. Il faut rester vigilants», a déclaré Valéry Giscard d'Estaing, mardi, au cours des journées parlementaires de l'UDEF à l'Assemblée nationale.

Chubs Perspectives et Réalités : «bonne collaboration franco-allemande...» — Jean-Marc Nesme, porte-parole des Chubs Perspectives et Réalités, se félicite «qu'on ait su éviter une nouvelle crise européenne (...). La France vient de reprendre l'initiative en s'appuyant sur une bonne collaboration franco-allemande (...). Avec ce succès d'étape, la voie est dégagée pour un accord raisonnable (...). La vigilance s'impose car rien n'est encore gagné définitivement».

Yves Galland (Parti radical) : «succès significatif». — Le président du Parti radical, Yves Galland, estime que «le gouvernement français a remporté un succès significatif» en

obtenant le réexamen du volet agricole du GATT». «La Commission européenne a désormais une obligation de résultats. Nous demandons au commissaire, Leon Brittan, de nous en rendre compte au Parlement européen», a ajouté M. Gadland.

CNI : «rassurer les agriculteurs». — «La fermeté du gouvernement français, qui n'hésitera pas à faire usage de son droit de veto, devrait rassurer les agriculteurs», estime Jean-Antoine Giansily, président du Centre national des indépendants (CNI).

PS : «faux-semblant». — Martin Malvy, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, estime que «le gouvernement n'hésite pas à transformer en réussite ce qui est, en réalité, un échec». «Une seule chose est claire : l'Europe, avec l'accord de la France ne renégociera pas Blair House», a déclaré M. Malvy, selon qui, «depuis des mois, la droite clame à tous vents : veto! veto! veto! alors qu'elle se contente maintenant d'un faux-semblant».

PCF : «capitulation». — Le PCF dénonce «la capitulation» du gouvernement, qui n'a «même pas prononcé le mot «veto» à Bruxelles». «Une telle capitulation donne le feu vert aux ambitions dominatrices des Etats-Unis», estime le Parti communiste, avec des «conséquences catastrophiques pour la France et pour les autres pays européens, frappés par les friches, la désertification et le chômage, tout comme pour ceux du tiers-monde, où la famine s'aggrave».

Projet de recours à un médiateur pour régler les conflits entre banques et clients. — A l'image du système que les assureurs mettent en place à partir du 1^{er} octobre pour régler les litiges entre les compagnies et leurs clients, le comité consultatif des usagers bancaires veut relancer l'idée d'un médiateur entre les banques et les consommateurs. Selon Maurice Gousseau, président du comité consultatif, «la France est très en retard par

MM. Mitterrand, Balladur et Toubon défendent la clause d'«exception culturelle»

A Gdansk (Pologne), où il était reçu mardi 21 septembre docteur honoris causa, le président de la République a vigoureusement défendu la «clause d'exception culturelle» invoquée par la France à l'occasion de la renégociation du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Le président de la République a renouvelé, en insistant, l'appui qu'il avait apporté le 7 septembre aux industries françaises et européennes de l'image.

Le même jour, le ministre de la culture, Jacques Toubon, a développé à Bruxelles des arguments identiques auprès de la Commission euro-

Portugal, 84 % en Grande-Bretagne), le président de la République a rejeté l'accusation de protectionnisme en s'interrogeant : «L'Europe est-elle protectionniste lorsqu'elle achète aux Etats-Unis quinze fois plus d'images qu'elle ne lui en vend?» et en déclarant que «les mauvais procès qui s'attachent aux aides financières à la production et à la diffusion de nos cinémas d'Europe et qui seraient contraires aux principes de la juste concurrence».

Faisant allusion au système français foodé, entre autres, sur l'avance sur recettes, M. Mitterrand a fait observer que «ces aides ne sont pas en majorité des aides publiques, ce sont des financements prélevés par les professionnels eux-mêmes sur leurs propres gains et réservés par eux dans l'économie audiovisuelle».

Après avoir évoqué les parts de marché des films américains dans plusieurs pays d'Europe (85 % au

peenne. M. Toubon a rencontré Leon Brittan, le commissaire chargé des négociations du GATT. Le ministre français a défendu la thèse selon laquelle «l'exception culturelle» doit avoir pour conséquence d'exclure l'audiovisuel des discussions internationales portant sur le commerce. M. Brittan, pour sa part, a préféré parler de «spécificité culturelle».

Enfin, interrogé sur TF1 lundi soir, M. Balladur s'est déclaré disposé à tout faire pour faire accepter le notion d'«exception culturelle» aux Etats-Unis et aux partenaires européens de la France.

«Volonté pour la France et je l'espère l'Europe tout entière défendront dans la négociation internationale en cours la clause d'exception culturelle» — celle-là même qui vient d'être adoptée par les Etats-Unis, à la demande du Canada, dans le traité d'échange nord-américain. Cette clause stipulera que le cinéma et l'audiovisuel sont exclus du champ de l'accord commercial, comme le sont d'autres secteurs sensibles, telle la santé.

Toute autre position, a ajouté M. Mitterrand, serait en outre contraire au traité de Maastricht qui définit, en son article 128, la responsabilité de la Communauté dans : «l'épanouissement des cultures des Etats membres» et «l'appui à la création artistique et littéraire, y compris dans le secteur audiovisuel».

«On ne construira pas l'Europe sans images de l'Europe», a conclu le chef de l'Etat.

Canon apporte
au monde

et met un
son Notebook

House sur le GATT « sur l'agriculture

Le GATT a-t-il été...
 L'agriculture...
 Le GATT...
 L'agriculture...
 Le GATT...
 L'agriculture...

Le risque d'une crise par Luc Guyot

Le risque d'une crise...
 Le GATT...
 L'agriculture...
 Le GATT...
 L'agriculture...
 Le GATT...
 L'agriculture...

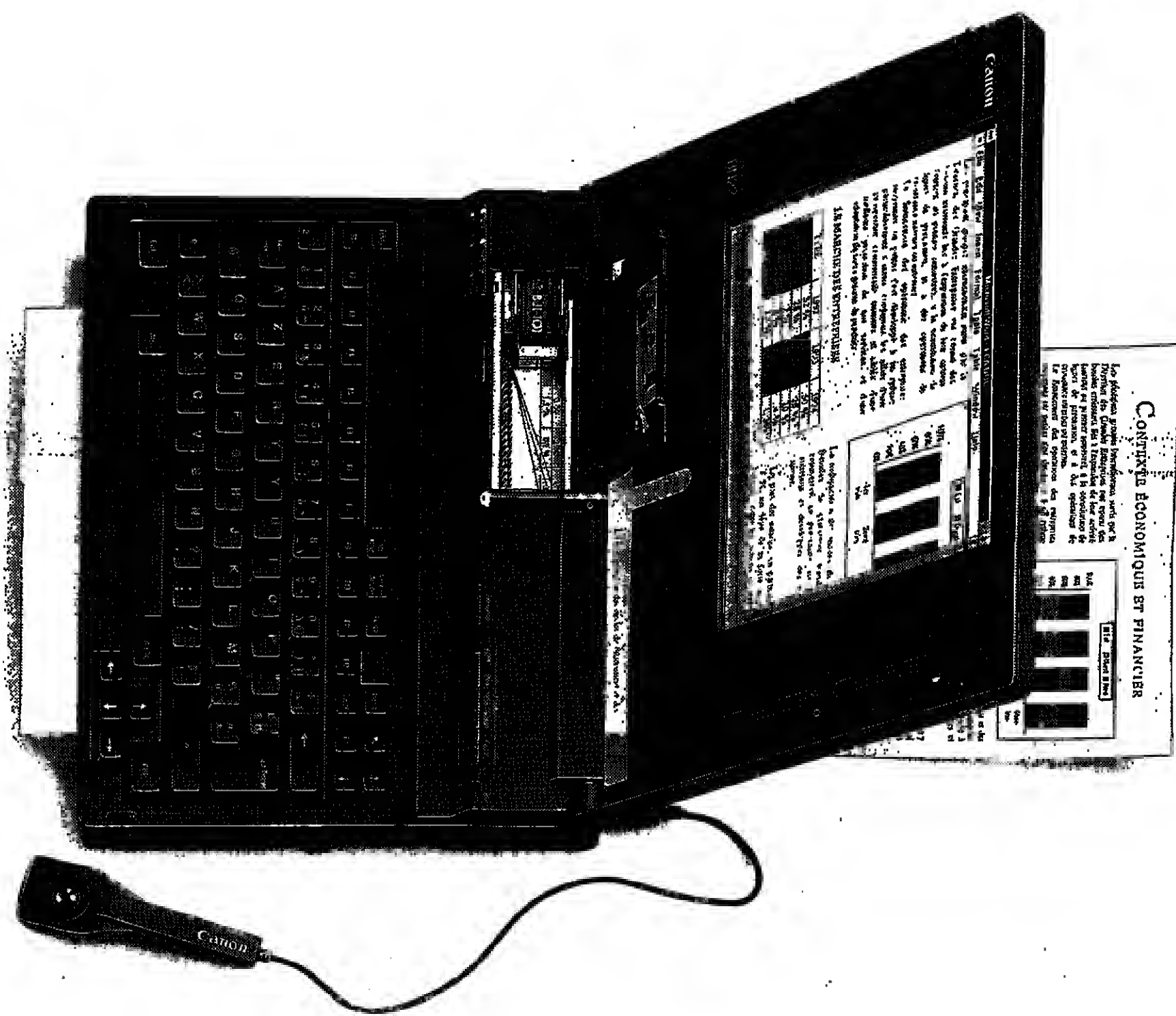
Herrand, Balladur et Toubon classe d'« exception culturelle

Herrand, Balladur et Toubon...
 Le GATT...
 L'agriculture...
 Le GATT...
 L'agriculture...
 Le GATT...
 L'agriculture...

Le GATT...
 L'agriculture...
 Le GATT...
 L'agriculture...
 Le GATT...
 L'agriculture...



Canon apporte sa touche personnelle
 au monde des micro-portables,



et met une imprimante dans
 son Notebook*. Voici Libris de Canon.

Avec Libris, plus besoin d'imprimante, l'imprimante est déjà à l'intérieur. Impression bulle d'encre 360 DPI, microprocesseur 486 à 25 MHz, MS-Windows™ et MS-DOS® préinstallés, deux ports PCMCIA, carte Fax/Modem optionnelle, toutes ces possibilités réunies dans 3,5kg.

Canon
 Votre Business Force.

Contactez-nous sur le minitel 3615 Canon ou au 36 68 14 14, notre service vocal vous aiguillera vers la direction régionale la plus proche.

ÉCONOMIE

La réunion des ministres des finances à Abidjan

La France conditionne son aide aux pays de la zone franc à des accords avec le FMI

Lors de la réunion des ministres des finances de la zone franc, lundi 20 et mardi 21 septembre à Abidjan (Côte-d'Ivoire), Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, a confirmé à ses homologues que la France ne fournirait plus d'aide à l'ajustement aux pays qui ne concluraient pas d'accord avec le Fonds monétaire international (FMI).

ABIDJAN

de notre envoyé spécial

L'avisement figurait dans une lettre envoyée la semaine dernière par Edouard Balladur aux chefs d'Etat des quatorze pays de la zone franc. Edmond Alphandéry, ministre de l'économie, l'a renouvelé au cours de la réunion d'Abidjan : la France, a-t-il dit, « ne pourra pas prolonger son aide à l'ajustement » aux pays qui ne s'engagent pas à

« négocier « au plus vite » un accord avec le FMI ».

Pour justifier ce « ton nouveau », M. Alphandéry a avancé deux raisons essentielles : l'état des finances publiques de la France, d'une part, qui lui interdit d'accroître l'aide financière aux pays de la zone franc pour qu'ils équilibrent leurs finances publiques (elle a été multipliée par quatre entre 1987 et 1992) ; le peu d'efficacité de ces milliards de francs déboursés par Paris (4 milliards l'an passé), d'autre part.

Dégradation rapide

Utilisé dans le meilleur des cas - pour rembourser les organismes internationaux prêteurs, cet argent n'a pas empêché la situation économique de « se dégrader très rapidement » dans les pays de la zone franc, a reconnu M. Alphandéry.

D'où l'insistance de discours français. Paris désormais subordonne le maintien d'une partie de son aide (« aide au développement ») n'est pas

concernée à la conclusion d'accords entre ses partenaires africains et le FMI. Des accords synonymes de réduction des salaires et des emplois dans la fonction publique, de libération partielle de certains prix, en échange de nouveaux prêts.

Mais la fermeté du discours français ne doit pas faire illusion. L'incitation à passer des accords avec le FMI ne date pas d'aujourd'hui. Quatre des pays africains de la zone franc l'ont déjà fait (Mali, Burkina-Faso, Bénin, Guinée-Equatoriale). Le Sénégal va suivre sous peu, comme le Gabon une fois les élections passées. La Côte-d'Ivoire hésite... Au-delà, les pays de la zone franc savent qu'il ne faut pas prendre pour argent comptant l'avertissement de Paris. « Ce n'est pas une menace. Je sais que la France ne nous lâchera pas si nous avons des problèmes », confiait Ousmane Sakho, le ministre sénégalais de l'économie, des finances et du plan. Il n'est sans doute pas le seul à tenir ce discours.

JEAN-PIERRE TUQUOI

France est prête à apporter tout son soutien à un tel effort. N'est-ce pas en Afrique que l'ONU a développé de façon spectaculaire son nouveau rôle, qu'il s'agisse de prendre en charge totalement l'organisation d'élections dans un pays, comme ce fut le cas en Namibie, ou encore d'intervenir sans appel d'un Etat membre, comme c'est le cas aujourd'hui en Somalie ?

Les relations entre la France et l'Afrique entrent aujourd'hui dans une nouvelle étape, celle de la maturité. Les liens de l'amitié et de l'estime réciproque restent ce qu'ils furent toujours. Mais les risques que court l'Afrique, dans la compétition internationale, sont désormais tels qu'une exigence de rigueur est le témoignage le plus efficace de solidarité. Elle est la meilleure réponse que l'on puisse donner à ceux que la crise pousse à l'égotisme et au repli sur eux-mêmes.

La France, pas plus que l'Europe, ne retrouvera la prospérité et le progrès si, à quelques centaines de kilomètres de ses côtes, règnent la misère et le désespoir. Je suis convaincu que l'Afrique peut demain, si elle en prend les moyens et avec notre aide, être le partenaire d'un « Europe à besoin » : la grande capacité de ses hommes, l'urgence d'une nouvelle génération d'entrepreneurs, ses ressources en matières premières comme l'évolution positive de l'Afrique du Sud sont autant d'espoirs pour l'avenir.

Il y a plus de trente ans, l'Afrique a commencé à accéder à l'indépendance. « Plus qu'un transfert d'attributions, dira André Malraux, c'est un transfert de destin ». Aujourd'hui encore, pourtant, la France ne souhaite pas que son destin et celui du continent empruntent des voies trop divergentes : nos liens sont trop forts, notre amitié trop fidèle pour que nous ne souhaitons pas, ensemble, penser notre avenir.

EDOUARD BALLADUR

Les conséquences de la crise du marché de l'automobile

Le groupe Peugeot-Citroën va supprimer 6 000 emplois en 1994

L'an prochain, le groupe automobile PSA (85 000 salariés) prévoit de supprimer quelques 6 000 emplois, après 4 200 en 1993. Mardi 21 septembre, la direction de Peugeot (53 000 salariés) a confirmé devant le comité central d'entreprise un plan social qui concernera 4 023 personnes. Dans les semaines qui viennent, Citroën (30 000 salariés) devrait officialiser une diminution de quelque 2 000 postes en 1994.

De plus grande ampleur qu'en 1993, le plan social officialisé mardi 21 septembre par Peugeot est aussi plus précoce. En effet, l'an passé, la firme au lion avait attendu le 13 janvier avant d'informer le comité central d'entreprise. Cette année, l'annonce sera intervenue quatre mois plus tôt, afin que les départs s'échelonnent sur la totalité de l'année.

L'effondrement du marché européen de l'automobile, en recul de 17 % sur les huit premiers mois de l'année, est évidemment à l'origine de cette accélération des restructurations engagées depuis plusieurs années. Une remise à niveau d'autant plus nécessaire, estime-t-on chez PSA, que le concurrent mondial que se livrent les constructeurs exige une amélioration constante de la productivité. Et c'est, il faut le reconnaître, de meilleure qualité avec des salariés moins nombreux et mieux formés. Malgré la multiplication des mesures de chômage partiel, l'objectif de 12 % de gains de productivité fixé par les dirigeants du groupe - qui entend égaler, vers l'an 2000, le niveau de compétitivité des usines japonaises installées en Europe - exige de nouveaux sacrifices sur l'emploi mais aussi une action résolue sur les frais généraux.

Les usines de la société Automobiles Peugeot vont subir une cure d'amalgamation comparable à celle de 1993 (2 547 contre 2 597). Les disparitions de postes se répartissent entre les unités de Sochaux (1 408), Mulhouse (995), Lille (98),

Saint-Etienne (7) et Sept-Fons (39). Sont prévus 1 159 départs en préretraite parallèlement au recours à des préretraites progressives (passage à mi-temps avec 80 % du salaire), des incitations au départ volontaire, des reclassements internes et externes ainsi que des aides au retour pour les travailleurs étrangers.

Une certaine inquiétude

Épargnée jusqu'à présent, l'usine Talbot de Poissy (Yvelines) (10 000 salariés) va réduire de 1 476 ses effectifs (dont 926 départs en préretraite). Cet établissement, qui n'avait pas connu de plan social depuis 1989, compte de ce fait une forte population de salariés de plus de cinquante-six ans et deux mois susceptibles de bénéficier de « mesures d'âge ». Chez Citroën, le plan social sera atténué par la prise en compte de 800 suppressions de postes non réalisées à l'usine de Rennes dans le cadre de 2 685 réductions d'effectifs annoncées en 1991. Le succès commercial de la Xantia (produite à 1 100 exemplaires par jour dans l'établissement breton, où l'on compte 700 intérimaires) donne un peu d'air à cette unité qui souffre de la mévente de la XM. En dix ans, Citroën aura perdu 30 % de ses effectifs.

Même s'ils excluent des licenciements « secs », (à condition que le dispositif de reclassement soit efficace) ces plans par leur ampleur, engendrent une certaine inquiétude. Outre que le nombre de salariés pouvant prétendre à la préretraite (ceux dont l'âge excède cinquante-six ans et deux mois ou, exceptionnellement, qui ont cinquante-cinq ans) se réduit, compte tenu de la structure par âge des effectifs, la politique des pouvoirs publics consiste à renforcer la participation des entreprises afin de les inciter à adopter des mesures alternatives. L'an prochain, la quote-part de Peugeot pourrait passer de 13 % à quelque 16 % pour les préretraites classiques et de 15,5 % à 19 % pour celles accordées des cinquante-cinq ans.

Et ce n'est pas tout. Au fil des années, l'efficacité des actions de reclassement à l'intérieur comme à l'extérieur de l'entreprise ne peut que décroître. Dans une région comme celle de Sochaux (Doubs), où Peugeot détient largement le niveau de l'activité économique, quelles sont vraiment les chances de retrouver un emploi stable, malgré les efforts déployés par le groupe au travers de Peugeot Développement, une structure destinée à soutenir les initiatives locales ? Les fournisseurs des firmes automobiles - qui ont « récupéré » une partie des emplois supprimés par les constructeurs, ces derniers ayant confié certaines activités à leurs sous-traitants - sont eux aussi frappés de plein fouet par le repli du marché.

Enfin, en ne cessant de mettre en avant des objectifs de productivité toujours plus élevés, Jacques Calvet, le PDG du groupe automobile, court le risque de donner le sentiment que sa politique sociale se réduit pour l'essentiel à une règle de trois. Si l'amélioration de la productivité est inévitable, un discours exclusivement centré sur ce thème pourrait bien, à la fin, engendrer des effets contre-productifs. Dans ce groupe où le dialogue social n'a jamais été vraiment considéré comme une réelle priorité, les traces du long conflit Peugeot de l'automne 1989 restent vivaces.

Le groupe PSA peut tout de même s'enorgueillir d'avoir d'ores et déjà créé 1 000 emplois dans sa nouvelle usine de Valenciennes avec, il est vrai, de fortes aides publiques. Réalisée avec le groupe Fiat pour la production, début 1994, d'un véhicule monospace, celle-ci dans quelques mois comptera 1 500 salariés, recrutés localement pour l'essentiel.

JEAN-MICHEL NORMAND

Le syndicat maison se rebiffe

Organisation dominante chez Citroën comme à l'usine Peugeot-Talbot de Poissy, la CSL (Confédération des syndicats libres) fait figurer d'illustre naturel de la direction. Solennement annoncée à droite, devant la grille en fer forgé, la CSL est toujours accusée par les confédérations représentatives d'avoir totalement investi la hiérarchie intermédiaire et de signer les accords sociaux par l'entreprise (la semaine de quatre fois dix heures à Poissy, par exemple). Pourtant, devant la succession des journées de chômage technique et l'écroulement des plans sociaux, ses responsables ont changé de ton.

« La CSL estime que les gains de productivité ne peuvent pas se faire sur les effectifs ; les frais de personnel ne représentent plus que 17 % dans le prix de revient d'une voiture. La direction doit donc chercher ailleurs. Que dire de l'indécence qui consiste à annoncer le même jour un plan social et la participation à la formule 1 », affirme un récent tract distribué à Poissy et que ne renierait pas le CGT. « Nous avons une culture d'entreprise spécifique », insiste Hervé Martin, secrétaire général de la CSL-Poissy, qui, à demi-mot, reconnaît que la « grille Peugeot » sur cette ancienne usine Simca puis Chrysler, n'a jamais vraiment pris. Ne s'agit-il pas d'une simple fillette, juridiquement distincte de la maison mère ? Jacques Gimet, responsable CSL à l'usine Citroën de Rennes, juge de son côté que les licenciements sont « exorbitants ».

Ce brusque accès contestataire laisse les autres syndicats incrédules. « Derrière la façade revendicative, la complexité avec la direction reste réelle. Pour obtenir de l'avancement, la CSL est toujours un atout de choix », remarque un militant CFDT. « Mais le syndicat commence un peu à se gripper, ajoute-t-il. Avec la dégradation de la situation, la CSL n'est plus une autorité. C'est pourquoi elle se fait plus présente sur le terrain. »

J.-M. N.

Une solidarité exigeante

Suite de la première page

La Banque mondiale, et cela depuis plusieurs années, reçoit plus de l'Afrique qu'elle ne lui prête et a quasiment cessé d'intervenir au profit des pays de la zone franc. Nos grands partenaires du monde occidental diminuent leur aide, la plupart des pays de cette zone se retrouvent seuls face à la France. Ajouté que, dans le domaine de la sécurité, notre pays est impliqué dans un nombre important de pays, qu'il s'agisse du Tchad, de la Somalie ou du Rwanda : notre action, pour essentielle qu'elle soit aujourd'hui au maintien de la paix, atteint ses limites.

Pour l'avenir, notre politique doit être clairement énoncée. Nous devons cette franchise à nos partenaires africains, afin de leur permettre de prendre en compte nos orientations, dans l'exercice si difficile de leur gouvernement. Nous sommes partenaires, dans une politique de coopération qui doit répondre à leur attente. Mais nous sommes en droit d'être aussi exigeants à leur endroit que nous le sommes avec nous-mêmes.

Notre aide doit s'insérer dans une politique économique cohérente : si ce n'était pas le cas, elle perdrait toute efficacité. Elle doit intervenir dans des pays en paix avec eux-mêmes comme avec leurs voisins et dans le cadre d'un consensus démocratique minimum : si ces conditions n'étaient pas réunies, le risque serait grand qu'elle soit confisquée au profit de certains, voire tout simplement détournée.

Privilegier

les projets de développement

La France, soucieuse d'apporter une aide importante qui soit aussi une aide efficace, doit s'attacher à donner à son action des lignes permettant de la guider.

Seuls les pays qui auront engagé avec courage une indispensable politique de redressement pourront désormais compter sur un soutien durable de la France, mais aussi de la communauté internationale. Nous sommes prêts, comme par le passé, à user de toute notre influence pour que les institutions de Bretton Woods témoignent leur intérêt et appuient leur appui aux pays africains. Mais nous ne pourrions plus intervenir si certains pays préféraient rester à l'écart de la communauté financière internationale et des règles de la bonne gestion. De même, nous nous efforçons de favoriser toutes les mesures qui permettront le développement sur le continent africain des politiques d'intégration régionale.

Pour soutenir ces politiques de redressement, la France maintiendra le niveau de son aide, l'un des plus élevés des pays industrialisés, mais son effort de solidarité devra se réorienter progressivement vers des projets de développement et non plus des aides financières, comme c'est le cas aujourd'hui. Cela signifie que nos partenaires africains doivent s'efforcer de couvrir par leurs recettes fiscales et

douanières, qui font trop souvent encore l'objet d'évasion ou de non-recouvrement, les dépenses de fonctionnement de leurs Etats. Un effort particulier de coopération technique leur sera proposé dans ces différents domaines.

La présence des entreprises françaises sur le continent est déjà importante, et le dynamisme des communautés françaises expatriées contribue à la renforcer. Il faut cependant aller plus loin. La France entend contribuer à la réhabilitation et au développement de l'entreprise privée en Afrique, et à améliorer son environnement politique, économique et juridique. C'est à cette seule condition que les entreprises françaises et étrangères orienteront leurs investissements en Afrique plutôt que vers d'autres régions du monde, et contribueront ainsi à son développement.

Il n'y a de progrès économique durable que dans la stabilité politique et la sécurité.

La France n'a pas vocation à s'immiscer dans les affaires d'autrui pour donner des leçons de démocratie au de bon gouvernement. C'est d'autant plus vrai que notre règle la plus absolue est d'entretenir des relations avec des Etats, quel que soit leur gouvernement. On ne peut toutefois lui ôter le droit de choisir ses partenaires et de leur préférer certains à d'autres. Par fidélité à une certaine conception de la dignité humaine, elle souhaite réserver l'essentiel de la coopération aux Etats où existe un consensus démocratique et où, de ce fait, l'ensemble de la population peut être mobilisé en faveur du développement. Elle souhaite par conséquent user de son influence pour favoriser l'Etat de droit et toutes les procédures qui permettent d'assurer la légitimité démocratique, en fonction des coutumes et des systèmes politiques propres à chaque pays.

S'agissant de la sécurité, la France entend continuer à jouer en Afrique un rôle stabilisateur. Tel a été l'effet d'une présence militaire substantielle qui, de la corne de l'Afrique, à l'est, au Sénégal, à l'ouest, ou encore au Gabon, au centre, a contribué à limiter l'instabilité et l'insécurité sur le continent.

Penser ensemble notre avenir

Il est arrivé à la France d'intervenir seule, lorsque cela lui était demandé en vertu d'un accord de coopération. Elle participe de façon croissante aux opérations menées sous l'égide des Nations unies. Il est à mes yeux essentiel que, dans l'effort d'organisation que doit accomplir notre société internationale, l'Afrique se dote progressivement de moyens d'action efficaces. L'OUA, en particulier, qui s'est efforcée lors de son dernier sommet du Caire de réfléchir au règlement pacifique des différends, doit davantage prendre en charge, avec l'aide de l'ONU, la gestion des crises qui agitent l'Afrique. La

Renault renoncerait à construire une usine d'assemblage en Roumanie

BUCAREST

correspondance

Sauf retournement de situation, ce ne sera pas en Roumanie que Renault établira sa nouvelle tête de pont en Europe centrale et orientale après l'installation, il y a quelques années, d'une usine d'assemblage en Slovaquie. La marque au losange vient d'avertir les autorités roumaines de son intention de suspendre les discussions qu'elle menait depuis plus de deux ans avec le constructeur roumain Olcit.

Le projet portait sur l'implantation en Roumanie d'une unité d'assemblage de petits véhicules utilitaires Renault Express et de R5. Dans une lettre adressée, fin août, au groupe Olcit, ancien joint-venture créé en 1976 avec Citroën, Renault explique sa décision par « l'instabilité de l'environnement roumain » et la conjoncture médiocre du marché automobile mondial. Ces argu-

ments incontestables n'expliquent qu'en partie la décision française. Renault n'est pas parvenu à obtenir les trois garanties que le constructeur français réclamait à l'Etat roumain comme préalables à un investissement de plusieurs centaines de millions de francs.

Décision « grave »

A l'instar de Fiat en Pologne, Renault avait demandé l'établissement de barrières douanières et un accès préférentiel au marché des changes, alors que le pays connaît une pénurie chronique de devises. Les Roumains ne se sont engagés que sur le troisième point, la garantie de l'Etat roumain sur les emprunts nécessaires à l'investissement.

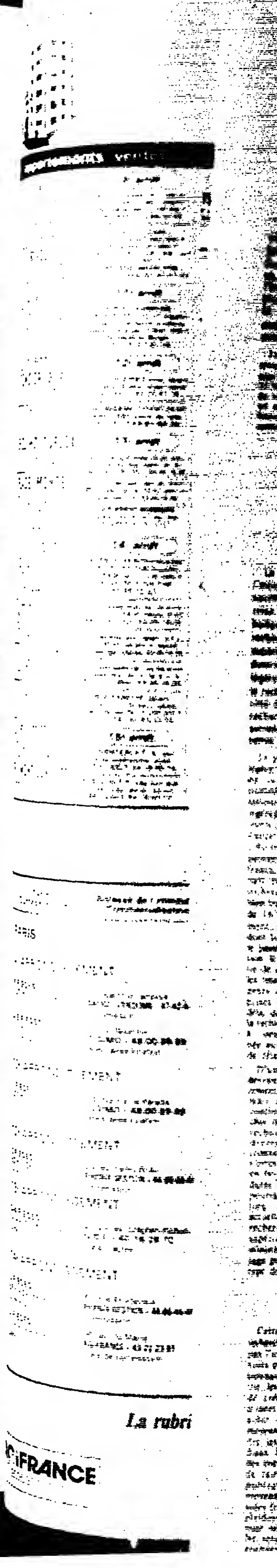
Pourtant, sur le plan technique, le dossier de l'unité d'assemblage paraissait bouclé. Un protocole d'accord avait même été signé

en mai dernier par Olcit et Renault, prévoyant la constitution d'une société commune détenue à 40 % par les Français.

Le ministère roumain de l'industrie est intervenu auprès des autorités françaises pour qu'elles fassent revenir Renault sur une décision que Bucarest qualifie de « grave ». Le dernier investissement français représentatif remonte au début de l'année avec l'arrivée de Transpac, filiale de France Télécom.

Les sociétés françaises ne sont pas les seules à donner l'impression de piétiner. Si plus de 25 000 joint-ventures ont été créées au cours des trois dernières années, en revanche le montant total du capital de ces sociétés est resté inférieur à 700 millions de dollars (4 milliards de francs).

CHRISTOPHE CHATELOT



ÉCONOMIE

Présenté au conseil des ministres mercredi 22 septembre

Le projet de budget pour 1994 imposera des sacrifices aux collectivités locales

Réforme du barème de l'impôt sur le revenu, réforme de la fiscalité de l'épargne, modification de la fiscalité de groupe pour les sociétés, réductions des versements de l'Etat aux collectivités locales : le projet de loi de finances, que M. Sarkozy doit présenter mercredi 22 septembre au conseil des ministres, est riche de nouveautés.

Le barème de l'impôt sur le revenu, qui ne comprend plus que sept tranches (0 %, 12 %, 25 %, 35 %, 45 %, 50 %, 56,8 %) au lieu de treize précédemment, prévoit un allègement de 19 milliards de francs dont bénéficieront tous les contribuables.

Ces allègements, qui - à revenu égal - iront de 1 à 12 ou 13 %, seront les plus importants pour les familles. Cela du fait de l'intégration des minorations de 11 %, 6 %, et 3 % (créées à partir de 1984) qui sont actuellement calculées sur l'impôt dû et ne tiennent donc pas compte du nombre d'enfants. Leur réintégration dans le barème va les «familialiser», donc les multiplier. La moitié environ du coût de la réforme y serait consacrée. Ainsi 87 % des familles de trois enfants et plus verront leur impôt diminuer de plus de 10 %. La réforme sera poursuivie en 1995, le nombre des tranches étant à nouveau dimi-

nué pour revenir de sept à quatre ou cinq.

Autre réforme : celle de la fiscalité de groupe. Depuis la réforme de 1983, une société mère peut choisir d'être redevable de l'impôt dû par l'ensemble du groupe. Celui-ci est constitué par la «tête de groupe» et par les sociétés qu'elle détient à au moins 95 % : une disposition qui permet aux sociétés mères, que leurs structures financières amènent souvent à être déficitaires (ce sont elles qui empruntent et qui pour l'essentiel de leurs ressources vivent des dividendes qui leur sont versés), d'imputer leurs pertes sur les bénéfices de leurs filiales. Inversement étant également possible (déficit de la filiale imputé sur la tête de groupe).

Ce nouveau dispositif favorable aux entreprises conservait cependant des rigidités. Ainsi, lorsqu'une société mère se faisait absorber par une autre société à plus de 95 %, le groupe fiscal disparaissait et perdait donc ses avantages. Dans le cas d'une absorption en août 1993 par exemple, l'administration considérait que le groupe fiscal avait cessé d'exister au 31 décembre 1992 et que le nouveau groupe prenant sa place ne pouvait exister qu'à partir du 1^{er} janvier 1994. Une année était donc perdue, ce qui pouvait être extrêmement

pénalisant dans le cas d'un déficit important en 1993 dans l'exemple choisi. La loi de finances prévoit de supprimer cette rupture, le nouveau groupe formé ayant une existence fiscale immédiate.

Autre réforme importante : l'Etat va réduire la subvention qu'elle verse aux communes depuis 1987 pour compenser la réduction de 16 % des bases de la taxe professionnelle décidée cette année-là. Jusqu'à présent, cette compensation était indexée sur les recettes de l'Etat. En 1994, on réduira cette compensation de 30 % de la progression entre 1987 et 1993 du produit des rôles de la taxe professionnelle de la commune. Cette mesure, qui rapportera 2,5 milliards de francs à l'Etat, sera toutefois plafonnée à 50 % de la progression, ce qui concernera les communes dont les rôles de la taxe professionnelle auront beaucoup augmenté. Jean-Pierre Fourcade (UDF), président du Comité des finances locales, a protesté contre cette mesure et contre d'autres réductions prévues concernant la DGF (dotation globale de fonctionnement) et les remboursements de TVA aux communes.

AL V.

La crise de trésorerie du régime général

L'Etat va prêter 110 milliards de francs à la Sécurité sociale

Afin de réduire le poids énorme que fait peser sur la trésorerie de la Sécurité sociale l'accumulation des déficits, l'Etat va attribuer, sous forme de prêt, quelque 110 milliards de francs au régime général. Remboursable sur une longue période - une quinzaine d'années - cette avance financée par une série d'appels au marché financier au cours des prochains mois, permettra d'éponger l'équivalent du découvert de trésorerie prévisible fin décembre 1993. Celui-ci provient des besoins de financement non couverts au titre des exercices 1990, 1991 et 1992 et du déséquilibre attendu en 1993 (sans doute 40 milliards).

Pour le gouvernement, il s'agit de «remettre les compteurs à zéro» et d'alléger les frais financiers de la Sécurité sociale qui, régulièrement, doit solliciter des avances exceptionnelles du Trésor. Cependant, les pouvoirs publics vont au-delà de ce qu'ils envisageaient il y a quelques mois, lorsqu'ils tablaient sur l'attribution de 65 milliards de francs. Malgré les économies imposées aux malades, la non-revalorisation des prestations, la hausse de 1,3 point de la contribution sociale généralisée (CSG) et le relèvement de plusieurs taxes, les finances de la Sécurité sociale sont toujours à la dérive. Affectées par la moindre progression des salaires et l'impact

des suppressions d'emplois, les rentrées de cotisations n'augmentent plus que de 1 % en septembre 1993 par rapport à septembre 1992 et ce taux pourrait encore fléchir d'ici à la fin de l'année. Quant aux dépenses (quelque 1000 milliards de francs par an) des différentes branches du régime général (retraite, maladie, famille), leur hausse est d'environ 6 %.

C'est le «flots de solidarité» des retraites, regroupant les prestations assurées par l'Etat (cotisations de cotisations, minimum-vieillesse) et alimenté, notamment, par la hausse de la CSG, qui remboursera l'Etat (7 milliards seront versés en 1994). La rémunération (6,5 % environ) devrait être inférieure aux conditions auxquelles est actuellement soumise la «Sécu» (un point au-dessus du taux du marché monétaire).

Inhabituel par sa nature comme par son ampleur, ce recours à l'emprunt au profit de la Sécurité sociale permet au gouvernement d'élargir le spectre d'une nouvelle hausse de la CSG ou des cotisations fin 1994 ou début 1995. A moins que la situation économique ne se dégrade encore durablement, la trésorerie du régime général devrait pouvoir passer le cap des prochains dix-huit mois.

J.-M. N.

Bénéficiaire du maintien des aides publiques et des dépenses des entreprises

La recherche industrielle souffre peu de la crise

La recherche industrielle et l'innovation ne semblent guère sacrifiées en cette période de crise. Côté public, le projet de budget des ministères de la recherche et de l'enseignement supérieur d'une part, et de l'industrie, d'autre part, prévoit une légère augmentation des aides à la recherche aux entreprises. Du côté des firmes, les budgets de recherche et développement ne semblent pas être profondément remis en question.

Le projet de budget prévoit une légère augmentation des dépenses de recherche industrielle. Au ministère de l'Industrie, les autorisations de programmes fléchissent légèrement, passant de 4,45 milliards de francs en 1993 à 4,3 milliards en 1994 ; en revanche, les crédits de paiement augmentent passant de 3,4 à 3,7 milliards de francs. L'ANVAR (Agence nationale pour la valorisation de la recherche) est particulièrement bien traitée avec une augmentation de 16 % de ses crédits de paiement. Le crédit impôt-recherche, dont le maintien fut discuté dans le passé, n'est plus remis en question. Il faut dire qu'une bonne partie de ces aides servira à rattraper les retards de paiement des précédents exercices. Dans les entreprises moyennes et grandes, le délai de paiement du ministère de la recherche est passé de deux mois à... deux ans ! Priorité serait donc donnée aux PME qui bénéficieraient de délais plus courts.

D'une façon générale, les PMI devraient être à l'avenir particulièrement choyées. Quantitativement, mais aussi qualitativement. En continuant de les aider à embaucher des jeunes chercheurs ou des techniciens supérieurs, grâce à divers mécanismes d'aides (conventions CIFRE, subventions Cortes, en particulier). Mais aussi en favorisant l'allongement de la durée des stages d'étudiants qui pourraient atteindre six mois au lieu des quelques semaines actuelles. Le rapprochement de la recherche et de l'enseignement supérieur au sein d'un même ministère devenant alors un avantage pour la mise en place de ce type de dispositif.

Le plaidoyer pro-PMI

Cette défense des aides à la recherche aux PMI ne fait pourtant pas l'unanimité du côté des pouvoirs publics. Pour ce haut fonctionnaire du ministère de l'Industrie, les PMI ne sont pas en butte de crédit. Elles sont en butte d'idées ! Mieux vaudrait donc aider les «grosses entreprises moyennes» pour les aider à atteindre les meilleurs niveaux mondiaux. En Allemagne, où la valeur des entreprises moyennes continue de faire des envieux, les aides publiques aux entreprises moyennes seraient le double des aides françaises. A court terme, le plaidoyer pro-PMI devrait continuer néanmoins d'avoir le dessus. Ne serait-ce que parce que «les grandes entreprises ont besoin d'elles», soutient Robert Chabbal, chargé de mission au ministère de

la recherche et auteur d'un récent rapport sur l'Innovation dans les PMI.

Ces aides diffuses n'empêcheront pas que des aides sectorielles aux hautes technologies soient aussi mises en œuvre. A l'appui de cette stratégie, des statistiques de l'OCDE portant sur la France, l'Allemagne, la Grande-Bretagne, les Etats-Unis et le Japon, sur la période 1975-1985, montrent qu'il y a une forte corrélation entre l'emploi dans les entreprises de haute technologie et la situation de l'emploi d'un pays en général : «Les pays dont la proportion d'emplois dans les secteurs de haute technologie augmente, sont aussi ceux dont l'emploi augmente le plus et le plus durablement».

Dans l'entourage du ministre de l'Industrie, on insiste sur l'aide à fournir aux biotechnologies : «La France dispose d'énormes atouts dans ce domaine, avec une très bonne recherche publique ; nous ne voudrions pas que ce potentiel s'effiloche parce que le transfert ne se fait pas vers les entreprises».

La consultation nationale engagée par le ministère de la recherche devrait aider à définir quels sont les autres secteurs ou technologies stratégiques. Les résultats seront connus en février 1994 et les objectifs du gouvernement arrêtés le mois suivant.

Côté entreprises, malgré d'énormes disparités entre firmes en fonction de leur secteur d'activité et de leur taille, l'heure n'est pas non plus aux révisions déchantées. Aucun chiffre global pour 1993 n'est actuellement disponible. Mais en 1992, la dépense intérieure de recherche et développement (DIRD), qui cumule l'ensemble des travaux de recherche publics et privés effectués dans un pays, est restée stable. Certes, l'augmentation légèrement plus forte que celle du PIB durant les dix années précédentes n'est plus de mise. Il est néanmoins encore trop tôt pour savoir ce qu'il adviendra en 1993.

«La crise n'a pas modifié notre stratégie de R et D», confirme Laurent Citti, PDG d'Alcatel-Alsthom Recherche. «Il faut préparer le TGV de demain», poursuit-il à titre d'exemple. Il a consacré, en 1992, plus de 15 milliards de francs à la recherche, soit près de 10 % du chiffre d'affaires de son groupe. «Nous ne diminuons pas le budget, mais nous rationalisons». Après avoir racheté les filiales télécommunications d'ITT, une analyse approfondie a montré que les laboratoires italiens d'ITT étaient plus compétitifs que les allemands ou que les laboratoires français d'Alcatel-Alsthom. En conséquence, les équipes de recherche ont été transférées en Italie.

A l'ANVAR, «on n'assiste pas à un effondrement des programmes d'innovation». Ce qui tendrait à prouver que les PMI aussi estiment que l'innovation est stratégique, pour mieux vivre en période de crise, et surtout être à même de bénéficier de la reprise quand celle-ci aura lieu. Quand il n'est pas déjà trop tard.

ANNIE KAHN

SCIENCES ET AVENIR

Au-delà des actuelles fantasmagories mésozoïques, la rédaction de *Sciences et Avenir* vous propose de remonter le temps sur les traces des dinosaures et de leur monde disparu

Numéro exceptionnel



En poster géant, le "tableau de famille" des dinosauriens

OCTOBRE 1993 VIENT DE PARAÎTRE

Le Monde

Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER



appartements ventes

- 1^{er} arrdt**
M^{re} TULIERES
R. St-Honoré, studio 30 m²
kitchen, s.d.bas, s/cour, 4^e
ét. asc. invm, plan de t.
Px : 500 000 F tème
40-53-92-06
- RIVOLI**
222 m², possib. profession
libre - Px : 6 500 000 F
NOTAIRE 44-77-37-53
- 2^{er} arrdt**
Zone plateau
Studio prêt à habiter
culs, aménagés a. de brs
ver. climatisés. Condo. 2
Px 740 000 F. 42-38-25-31
- 5^{er} arrdt**
CENSER 3 P
culs, balns, 2 asc.
Sud, calme. 43-38-17-36
- CENSER beau studio**
S/ver, clim. confort, 41.
650 000 F 43-25-97-16
- GOBELINS DUPLEX**
3 P, style pierre maison
qualité charme. 43-38-17-36
- PLACE MONGE**
Régent. 54, 2 chbres 76 m²
3 s.d. s/ver, 1 950 000 F
FONCIA 45-44-55-50
- 6^{er} arrdt**
PRÈS LUXEMBOURG
2 récept., 4 chbres,
3 balns, loueur, p. de t.
vue sol. 2 services
box location. 47-20-02-84
- 7^{er} arrdt**
PRÈS ALMA
3 récept., 4 chbres,
3 balns, loueur, p. de t.
sol. 3 s/ver, ascens.
park. location. 47-20-02-84
- R UNIVERSITE EXCEPT**
2 p. ans déco 7 m. c/ét.
mezzanine 1 320 000 F
PARTENA 42-68-38-63
- RUE DE VERNEUIL, 125 m²**
5 s.d. Chénies, poutres.
Double exposition, 7 s/ver.
Px : 3 750 000 F. 42-68-38-63
- AVEN. MONTAIGNE, 2P**
Cadré luxueux, jardin.
KMS-SELECT 42-15-04-57
- 9^{er} arrdt**
M^{re} LÉGE poss. 128 m²
5 p. 2 asc. baln, ché-
niés, culs, serv. 3 100 000 F
VALETTE 42-69-33-85
- SAINT-LAZARE**
STUDIO 24 m² 430 000 F
2 P 35 m² 730 000 F
MADELEINE 2P 46 m²
1 100 000 F
PARTENA MADELEINE
11, r. Tronchet 47-42-07-43
- 11^{er} arrdt**
RUE ST-ANNE
5 P, 118 m² + 20 m² loggia,
3 asc., résidence moderne
stand, cave gar. 2 500 000 F
St-Denis et Burger
Tél. : 40-53-92-06
- 12^{er} arrdt**
BOIS VINCENTS PROX. RÉGENT
3d stud. S/ver, sol. culs
650 000 F 43-25-97-16
- DAUMESNIL STUDIO 28 m²**
IMM. 1980 pierre de taille
500 000 F 43-61-89-38
- 13^{er} arrdt**
Squ. La Gail 200 7 p. sol.
stud. 2 c/ét. log. park. 1d. Et.
ou P. 1.790 000 F 43-35-18-36
- Ango, 11, jant. hb., dem. 41, 3-4 P.**
85 m², baln, gr. ver. 25 m², par. 2.
musk. red. urg. 43-55-15-36
- 2/3 P ARAGO-NORMANN**
P. Arago, Sud. 47 m², asc. fac.
620 000 F. 43-57-17-47
- 14^{er} arrdt**
14-PROX. MONTAIGNE
2 P TT CFT VUE S/VER
asc. PARKING. 1 130 000 F
CASSIL RIVE GAUCHE
45-68-43-43
- Alézie stud. s/ver. de via-à-vis**
sol. 45 p. 106 m², balcon 18 m²
box chb., urg. 43-35-18-36
- Montparnasse, asc. cancl. 3-4 p.**
c/ét. 100 m², rue jant. b. expos.
c/ét. bal. gar. ché. 43-35-18-36
- Montparnasse rdc. de via-à-vis**
sol. 45 p. 106 m², balcon 18 m²
box chb., urg. 43-35-18-36
- RUE SARETTE, 125 m²**
5 s.d. Chénies, poutres.
Double exposition, 7 s/ver.
Px : 3 750 000 F. 42-68-38-63
- 15^{er} arrdt**
CONVENTION 4 P, 4 asc.
balns pression 1 320 000 F
1 800 000 F 44-18-80-74
- PASTEUR 2 P, 118 m² bon état**
sol. culs, équip. 43 m²
886 260 F 44-18-80-73

appartements ventes

- 16^{er} arrdt**
75 m² 1 550 000 F
4 pièces - 12 c/ét. - M^{re} Boulmans
belle MARCADET 42-61-51-51
- JARMIN ; POT ;**
KMS - SELECT 42-15-04-57
- MAISON DE LA RADIO**
p. de t. 2/3 P, 70 m²
2 asc. via-à-vis, BOX
2 500 000 F. 45-31-51-10
- TROCADÉRO**
AV. D'EVYLAU, bel imm. pierre
de t. 3^e ét. triple récep.
3 chbres, pr. : 6 800 000 F
NOTAIRE 44-77-37-53
- 19^{er} arrdt**
M^{re} PYRÉNÉES - imm. récent
3 pièces 65 m² - balcon
récent, nat. : 1 100 000 F
belle MARCADET 42-61-51-51
- 20^{er} arrdt**
COURS DE VINCENNES
M^{re} NATION, 2 P, 42 m²
3 p. 3^e ét. triple récep.
d'un très bel imm. p. de t.
haussement en cours de
réalisation. Entée, séjour
chb., s. baln, w.c. - 1^{er} dt.
850 000 F tème. St-Denis
et Burger - 40-53-92-06
- 92**
Hauts-de-Seine
BOULOGNE
dans imm. m. stand, aux
réduits, vue dégagée, ascens.
3 p. et plus, terrasse, park.
NOTAIRE 44-77-37-53
- 94**
Val-de-Marne
NOGENT/CENTRE
TAUX BONIFIÉ 5,95 %
A saisir
4 P, duplex 92 m² + 2 parkings
7/8^e étage - très agréable,
vue dégagée.
Frais notaire réduits.
Livraison immédiate.
Prix : 1 800 000 F
* Condition sur bur. vente
- BREGUET**
Tél. : 47-58-07-17
- NOGENT S/MARNE**
DUPLEX 2P CFT
EXCEPTION. 490 000 F
Prière : 42-68-11-66

locations non meublées

- Paris**
EMBASSY SERVICE
RECH. APPARTEMENTS
DE GRANDE CLASSE
VIDES ou MEUBLES
GESTION POSSIBLE
- (1) 47-20-30-05**
Journaliste au Monde
cherche 2 pièces à louer,
centre Paris ou rive gauche.
Maximum 5 500 francs.
Tél. : 42-01-79-82
- locations meublées**
offres
Paris
5^e Jant. des Plantes atnd.
+ s.d. b. ché. 4^e asc.
Interphone 3 000 F + charges.
Tél. : (16) 31-85-11-80
- M^{re} VANEAU BEAU 2 P**
Chénies, meub. av. goût
5 500 + 850 ch. CASSIL
RIVE GAUCHE 45-68-43-43
- bureaux**
Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
et tous services 43-55-17-50
- boutiques**
Ventes
ST-JACQUES, mur de bout.
Bvre, 100 m² s/ver, 118 m²
urg. 43-35-15-36
- Région parisienne**
BOULOGNE
Pent-de-Sèvres
Régent. 8 p. de p. stand.
12 000 F tème
Tél. : 42-65-32-59

viagers

- ACHÈTE à particulier**
VIAGER LIBRE ou OCCUPÉ
pour placement. 42-25-23
- Bon 15^e Viager occupé**
1180, beau 70 m² asc. 7^e dt.
s/ver, 580 000 F + tème.
Tél. : 43-06-50-57
- maisons de campagne**
VEND ARRIÈRE
Proit. Foly, Tarnac/Anège
maison de rapport à rez.
alt. 730 m sur, sol 50 m²
3 s/ver, verger, 25 pces.
bien dispo., grde dépend.
bureaux, bon jardinier, jardin.
Tél. : 61-64-88-88
- châteaux**
30 km nord TOULOUSE-31, près
81, petit château 1701 sur 3 ha.
150 m de Rives et 7 km. bois.
park. verger, 25 pces.
bien dispo., grde dépend.
bureaux, bon jardinier, jardin.
Tél. : 61-64-88-88
- terrains**
TERRAIN VIABILISÉ
1200 m², 80 km de Paris.
12 km gare de Drèux.
Chénies et village.
Pré 150 000 F
Tél. matin : 47-98-35-50
- villas**
de d'Elbe (Italie)
Soleil 6 pces, pour 6 pers.
T-119 32, 10-51-10-53
- JOUGNES (25)**
Près frontière suisse.
part. vid. maison sur terrain
1 400 m², comprenant 2 appts
76 m² et 68 m² et c/ét. garage.
cave, terrasse et balcon.
chauffage central gaz et bois.
Px : 1 000 000 F
Tél. : (16) 81-05-06-76

FÉDÉRATION NATIONALE DE L'IMMOBILIER

- PARIS - ILE-DE-FRANCE**
- Vente**
MICHEL-BIZOT
3 p. c/ét + terrasse 30 m²
imm. 1975, 5^e dt., ascens. val.
FONCIA - 43-67-07-85
- 15^e SAINT-LOUIS**
duplex exceptionnel, 80 m²
vergers, ché. culs, 3 550 000 F
DVI 44-18-07-07
- Mézo Durc, 3-4 p., culs, égali-**
tous confort, parfait état, culs.
1 720 000 F. 45-48-15-15
- LUXEMBOURG, p. de t. ché. s/ver.**
+ 4 chbres, vue dégagée, ascens.
bon pch. 3 550 000 F
CL-SERVAUD, beau 4 p., ascens.
aut. s/ver, 2 100 000 F - 43-25-97-16
- 2-3 p. ARAGO-NORMANN**
P. Arago, Sud. 47 m², asc. fac.
620 000 F - 43-57-17-47
- maisons individuelles**
A VENDRE dans le Val-d'Oise
(95). Villiers : belle maison
individuelle dans impasse rési-
dentielle 5 P, piscine en ché.
luminé, cuisine rustique amé-
nagée, cheminée, Rive Gauche
de Provence avec ascens.
Sous-sol total. Terrain clos de
500 m². Px : 1 300 000 F.
Frais de notaire réduits.
Tél. après 20 h : 34-72-32-94
- A VENDRE A MAUFFRIS (95).**
Pavillon (1987) 150 m² hab.
sur terrain arboré + garage
culs, équip. s/ver, avec cheminée.
A l'étage : 3 ch. et dressing
cambres aménagés.
Px : 890 000 F
Tél. : 39-90-11-12 domicile
Tél. : 44-79-18-35 bureau
- proprétés**
VERSAILLES
A 10 km de la gare. Parc pay-
sagé de 3 200 m². BELLE
DEMEURE de style anglo-nor-
mand grande surface habitée.
Nouragues dépendances
PV 5 776 000 F
ILC 38-46-16-72
- pavillons**
85 - 15^e de Paris, 2^e beau pch.
102 m² + jardin, s/ver, avec mezz-
nive et cheminée. Cuis. amén.
Vitrerie en tôle, salons vitros.
2 WC, 2 s.d. de brs équip., + placards.
3 ch. av. ascens. Cuis. amén.
cuis. ché. s/ver, 2 s/ver, 2 s/ver.
portes coul. obs. vitr. total.
Px : 1 250 000 F.
Tél. : 38-50-28-90
- fonds de commerce**
Ventes
Proche retraite, cède comm.
roulottes, minibus, biquit, gde
villa, intermédiaires et aut.
sous réél. : 8874
- La 1^{re} de Publiété**
15-17, rue du Col-P-Avrie
75502, Paris Cedex 15
- Vd restaurant 65 couverts,**
détail centre St-Tropez.
Ida de commerce 750 000 F.
loyer : 72 000 F/an.
Tél. : 78-50-31-89
- locaux commerciaux**
Locations
NEUF 18^e
près MAIRIE, 256 m² divisi-
170,78, 113 m² culs s/ver.
Aménagés 42-71-23-30

LES LOCATIONS DES INSTITUTIONNELS

Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges	Type Surface/étage	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Loyer brut + Prov./charges
PARIS								
4^e ARRONDISSEMENT								
4 PIÈCES	116, rue Quincampoix	6 000	3 PIÈCES	6-8, rue Dulac	7 000	5 PIÈCES	ASNIÈRES	6 420
100 m ² , 3 ^e étage	SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44	+ 1 581	61 m ² , 5 ^e étage	PHENIX GESTION - 44-86-45-45	+ 1 674	107 m ² , park. + cave	SAGGEL VENDÔME - 46-93-91-46	+ 605
	Commission	5 760	cave + park.	Commission	4 776		Commission	4 522,40
4-5 PIÈCES	15, bd Bourdon	10 200	3-4 PIÈCES	17, rue Beussert	6 440	3 PIÈCES	BOULOGNE	6 700
110 m ² , 1 ^{er} étage	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 900	105 m ² + balcon	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 1 900	102 m ² , 1 ^{er} étage	33-35, rue Anna-Jacquie	+ 2 400
pos. park.	Honoraires location	7 614	5 ^e dt., poss. park.	Honoraires location	6 347	cave + park.	PHENIX GESTION - 44-86-45-45	8 190
10^e ARRONDISSEMENT								
7 PIÈCES	13, bis rue de Paradis	15 750	3-4 PIÈCES	6-10, rue Mirabeau	6 000	SUPERBE STUDIO	NEUILLY-SUR-SEINE	9 991
225 m ² , 3 ^e étage	CIGIMO - 48-00-89-89	+ 2 180	88 m ² , 3 ^e étage	SAGGEL VENDÔME - 47-42-44-44	+ 1 803	67 m ² , 7 ^e dt.	6, bd Julien-Potin	+ 1 149
	Honoraires location	11 610	poss. park.	Commission	5 760		AGIFRANCE - 48-03-43-78	7 110
12^e ARRONDISSEMENT								
2 PIÈCES	29, av. Ledru-Rollin	5 000	3 PIÈCES	95, rue de Longchamp	14 500	3 PIÈCES	NEUILLY-SUR-SEINE	9 100
63 m ² , 3 ^e étage	PHENIX GESTION - 44-86-45-45	+ 960	83 m ² , 5 ^e étage	G.C.I. - 40-16-28-68	+ 1 780	100 m ² + balcon	28-28, rue Jacques Dulud	+ 1 500
cave	Commission	3 558		Frais d'acte	620	2 ^e étage	CIGIMO - 48-00-89-89	6 822
13^e ARRONDISSEMENT								
3-4 PIÈCES	27-29, av. Stéphan-Pichon	7 200	17 ^e ARRONDISSEMENT	6, rue des Dardanelles	3 200	3 PIÈCES	NEUILLY-SUR-SEINE	8 000
98 m ² , 3 ^e dt. droite	G.C.I. - 40-16-28-70	+ 1 840	STUDIO	G.C.I. - 40-16-28-68	+ 460	20 bis, bd du Gal-Lacour	G.C.I. - 40-16-28-68	+ 1 030
pos. park.	Frais d'actes	348	28 m ² , 1 ^{er} étage	G.C.I. - 40-16-28-68	226	park.	Frais d'actes	410
14^e ARRONDISSEMENT								
3 PIÈCES	47, rue Froidevaux	6 710	3 PIÈCES	ST-GERMAIN-EN-LAYE	5 555	6 PIÈCES	NEUILLY-SUR-SEINE	27 156
85 m ² 2 ^e étage	PHENIX GESTION - 44-86-45-45	+ 1 218	74 m ² , 3 ^e dt.	40 bis, rue de la Rochejaquelein	+ 855	230 m ² , 4 ^e étage	1 bis, bd Richard-Wallace	+ 3 788
cave + park.	Commission	4 775	cave + park.	PHENIX GESTION - 44-86-45-45	4 006	poss. park.	AGIFRANCE - 48-03-43-78	19 324
3 PIÈCES	86, av. du Maine	6 916	4 PIÈCES	VERSAILLES	6 770			
72 m ² 3 ^e étage	AGIFRANCE - 43-22-23-81	+ 786	Dble liv. + 2 cbres	8, rue du Gal-Pershing	+ 1 426	3 PIÈCES	KREMLIN-BICÊTRE	3 750
pos. park.	Frais de commission	4 622	récent gd standing	SAGGEL VENDÔME	4 875	68 m ² , rez-de-ch.	1, rue René-Cassin	+ 1 060
			90 m ² , 1 ^{er} étage	Commission d'agence		parking	AGIFRANCE - 46-72-90-17	3 070
			2 park.				Frais de commission	

La rubrique « Locations des Institutionnels » a été réalisée avec la participation de



VIE DES ENTREPRISES

Actionnaire à hauteur de 5,68 %
du groupe informatique français

IBM ne désire pas s'engager davantage auprès de Bull

Le groupe informatique américain IBM n'a pas l'intention de suivre une recapitalisation significative du groupe informatique français Bull, qui pourrait être annoncée au mois-ci par le gouvernement, a déclaré mardi 21 septembre le président du directoire d'IBM France, Claude Andreux.

IBM, qui détient 5,68 % du capital de Bull depuis 1992, ne serait pas prêt à voir sa part diminuer au cas où le gouvernement se déciderait à recapitaliser le constructeur français, submergé par les pertes et les dettes, a indiqué M. Andreux. La prise de participation d'IBM, en 1992, correspondait à un accord technologique précis, a-t-il expliqué, qui a permis à IBM de faire adopter par Bull ses nouvelles « puces » Risc, baptisées Power PC.

Vraisemblablement déficitaire en 1993

Pechiney confirme son intérêt pour la Compagnie nationale du Rhône

Pechiney est plus que jamais en quête d'un partenaire. Son président, Jean Gandois, l'a confirmé mardi 21 septembre en rendant publics les résultats du groupe pour le premier semestre 1993. Durement frappé par la crise de l'aluminium, Pechiney, qui affiche sur les six premiers mois de l'année une perte consolidée (part du groupe) de 397 millions de francs, arbore un véritablement mauvais visage.

L'emballage, dont les bénéfices jouaient jusqu'à présent un rôle

d'amortisseur, patine. Les prix des boîtes-boissons sont en baisse sensible aux États-Unis et, tout récemment, en Europe. Voilà pour le contexte qui n'est guère flamboyant et qui rend délicate la privatisation du groupe public pourtant ardemment souhaitée par son président.

Electricité à bon prix

Encore trop sensible aux à-coups de l'aluminium, Pechiney a besoin, à côté de son activité emballage, d'un « troisième pied », a ainsi indiqué M. Gandois. L'adossement du groupe à la Compagnie nationale du Rhône (le Monde du 10 septembre), sur lequel travaille le ministère de l'Industrie, est une « idée

qui a fait impression », a estimé M. Gandois, soulignant que cette solution permettrait à Pechiney d'obtenir à bon prix l'électricité indispensable à son activité.

Le patron de Pechiney a laissé entendre qu'il ne croyait plus au rapprochement de son pôle emballage avec des activités du groupe Saint-Gobain. « Je ne vois pas pourquoi le président de Saint-Gobain échangerait des activités qui marchent bien contre une participation dans Pechiney », a-t-il indiqué. Révélée dans nos colonnes (le Monde du 12 juin), l'hypothèse d'un tel rapprochement avait suscité de vives réactions de la part de Jean-Louis Belfa.

C. M.

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CAPITAL

Erindania Beghin-Say : pas de cession envisagée. — Guido Rossi et Enrico Bondi, respectivement président et administrateur délégué de Ferruzzi Finanziaria et de Montedison, holdings de tête du groupe agroalimentaire Erindania Beghin-Say (EBS) ont confirmé, mardi 21 septembre, que le plan de restructuration de Ferruzzi actuellement à l'étude « ne prévoit en aucun cas la cession de la participation majoritaire détenue dans Erindania Beghin-Say ». EBS a réalisé au premier semestre un résultat net (part du groupe) en hausse de 7 %, à 614 millions de francs, et l'a jugé « très satisfaisant dans une conjoncture difficile ». Erindania Beghin-Say prévoit pour 1993 une performance « au moins équivalente et probablement supérieure à celle de l'exercice précédent », car « le second semestre se présente favorablement ». Le groupe a enregistré en 1992 un résultat net de 1,3 milliard de francs (+ 70 %), et un résultat d'exploitation de 3,6 milliards de francs (+ 35 %).

MARCHÉ

L'Office commercial pharmaceutique (OCC) anticipe une baisse de la consommation. — Après plusieurs mois de bataille boursière autour de l'OCC, et la prise de contrôle par l'allemand Gehe en juillet, le premier grossiste français en médicaments traverse une nouvelle période d'incertitude en attendant les mesures que le gouvernement prépare sur l'industrie du médicament. Le marché de la répartition qui croît de 6,5 % d'année en année, ne devrait pas progresser à l'avenir. L'OCC étudie de nouvelles mesures pour réduire ses coûts de distribution, notamment en développant des synergies avec son nouvel actionnaire qui lui apporte sa branche de répartition pharmaceutique allemande. « La

vocation de Gehe n'est pas d'avoir 93 % de l'OCC, mais plutôt de revenir à la majorité », a précisé le directeur financier, Jacques-Alain Pomorski, précisant que l'entreprise sera transférée ultérieurement du hors-cote à la cote officielle ou au second marché.

COOPÉRATIONS

Elitair s'allie avec la Générale de restauration. — Le groupe Elitair qui emploie 6 500 personnes pour un chiffre d'affaires de 1,9 milliard de francs, et se place au cinquième rang de la restauration collective en France, s'est associé avec un des deux poids lourds du marché, la Générale de restauration (3,5 milliards de chiffre d'affaires). Ils ont décidé de créer une société commune, baptisée Elitair, qui reprend l'ensemble des participations d'Elitair dans la restauration collective. Ils vont mettre en œuvre un partenariat dans l'informatic, les achats, les études prospectives, tout en demeurant concurrents. Elitair, via sa filiale Elitair, garde le contrôle de son pôle restauration publique de concessions (restauration d'aéroport, de musée). Robert Zoladz, président d'Elitair, est aussi nommé à la tête d'Elitair.

Serote Industries et ABT France s'implantent sur le marché du traitement des déchets urbains. — Ces deux sociétés, filiales respectives du groupe d'ingénierie Serote et du consortium européen Hölter-ABT, viennent de s'associer afin de mettre en œuvre un procédé exclusif de traitement des déchets ménagers sur le territoire français. L'accord de collaboration s'appuie sur la technologie du lit fluidisé rotatif (dont Hölter-ABT détient l'exclusivité pour l'Europe) et sur l'expérience de Serote dans le domaine de l'énergie et de l'environnement. Ce nouvel intervenant, rassemblant d'unités d'incinération, veut s'implanter sur un marché appelé à se développer avec la disparition progressive des décharges.

Toshiba/Microsoft : alliance pour un futur ordinateur portable. — La société japonaise Toshiba Corp. et l'américaine Microsoft Corp. vont coopérer pour développer le logiciel et le hardware d'un

nouvel ordinateur portable. Les deux entreprises vont travailler en étroite coopération sur le nouvel environnement graphique Windows de Microsoft, qui sera plus particulièrement adapté aux ordinateurs portables, a indiqué Toshiba, la seconde compagnie japonaise d'électronique.

NOMINATION

Delsey (bagages) : Daniel Dewavrin nommé PDG en remplacement de Philippe Danos. — Daniel Dewavrin, PDG du groupe diversifié Epéda-Bertrand Faure (sièges pour automobiles, construction aéronautique), est nommé à la présidence de Delsey, la filiale bagages du groupe, a indiqué, lundi 20 septembre, EBF dans un communiqué. M. Dewavrin succède à ce poste à Philippe Danos, qui va prendre d'autres fonctions au sein d'EBF. Bien que le groupe cherche à se recentrer sur ses activités de sièges pour automobile, cette nomination ne s'écartera pas, selon la direction, le signe d'une cession imminente de Delsey. Marc Lefebvre, ancien de Thomson Consumer Electronics, a rejoint Delsey le 13 septembre en tant que directeur général.

CRÉDIT

Thomson SA : une ligne de 600 millions de dollars. — Les banques J.P. Morgan et BNP Capital Markets Ltd ont annoncé, vendredi 17 septembre, avoir ouvert une ligne de crédit revolving de 600 millions de dollars (336 millions de francs) en faveur de la société française Thomson SA, dont une précédente ligne de crédit de 400 millions de dollars est arrivée à échéance en juillet. Thomson SA disposera de trois types différents de lignes de crédit : la première, d'un montant de 450 millions de dollars, sera disponible pendant cinq ans, mais sera diminuée de moitié au bout de quatre ans. Les deux autres, d'un montant équivalent de 75 millions, seront disponibles pour une durée de six mois l'une, et un an l'autre, mais les deux pourront être prolongées après approbation des banques.

Malgré une lourde perte au premier semestre

Michelin estime avoir touché le fond

Michelin, premier fabricant mondial de pneumatiques avec 19,7 % du marché, devant le japonais Bridgestone (17,1 %) et l'américain Goodyear (15,3 %), a vu ses résultats, publiés mardi 21 septembre, retomber lourdement dans le rouge au premier semestre 1993, après un retour à l'équilibre en 1992. La reprise de l'industrie automobile américaine, avec une progression sur les six premiers mois de 1993 de 11,4 %, pour les véhicules particuliers et de 17,9 % pour les véhicules utilitaires, n'a pas compensé les chutes de respectivement 15,4 % et 27,3 % en Europe et l'Amérique. Ce phénomène a surtout touché les ventes de pneumatiques en première monte qui, pour Michelin, ont fléchi de 7,5 % en volume et de 7,9 % en chiffre d'affaires, ramené à 30,5 milliards de francs.

A une perte nette d'exploitation de 817 millions de francs au 30 juin 1993, il faut ajouter 2,63 milliards de francs de provisions exceptionnelles pour financer le sixième plan d'adaptation annoncé en avril, qui doit supprimer 2 950 emplois sur 30 000 en France et réduire les coûts de 3,5 milliards de francs en deux ans. La perte totale atteint donc 3,45 milliards de francs sur six mois.

« Travailler plus vite et moins cher »

Pour le directeur financier, Eric Bourdais de Charbonnière, après un très mauvais second semestre 1992, le point le plus bas de la crise semble avoir été atteint au premier semestre de cette année, mais on ne peut conclure que la fin de cette crise en Europe soit en vue. « Nous devons être prêts à affronter une crise qui pourrait durer », tout au plus estime-t-il que la deuxième moitié de cette année se présente plus favorablement que la première, essentiellement sur le marché de remplacement (deuxième monte), qui représente 30 % des ventes en Europe. Ce phénomène est en nette augmentation pour les camions et pourrait l'être pour les voitures de particuliers dont les propriétaires remplacent les pneumatiques fatigués de pouvoir renouveler le véhicule lui-même.

Outre le nouveau plan d'adaptation précédemment évoqué, Michelin veut « travailler plus vite et moins cher » avec l'abandon des ateliers manuels, une automatisation poussée et un allongement des séries produites qui permette une réduction des coûts. A cet effet, le nouveau procédé de fabrication « révolutionnaire » annoncé en 1990 par le géant François Michelin doit débiter avant la fin de septembre avec une surface au sol et donc une masse des machines inférieure de 90 % à ce qui existait auparavant. Pour la firme de Clermont-Ferrand, le développement ne se pose plus en termes d'investissements qui ne dépasseront pas 3 milliards de francs en 1993 puis que convertis par la capacité d'autofinancement. Quant à la dette financière nette, elle n'a pas changé d'une année sur l'autre : environ 30 milliards de francs.

FRANÇOIS RENARD

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
46-62-72-67

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 22 septembre • En prise avec la Russie

La Bourse de Paris était en baisse mercredi après la crise politique russe déclenchée la veille dans la soirée par le président Boris Eltsine. Toutefois, le marché ne présentait aucun signe de panique. Le CAC 40 a ouvert à l'ouverture, l'indice CAC 40 enregistrant un recul de 1,35 % vers 14 heures à 2 068,19 points. Les ventes en déclin

Le marché des actions n'était pas le seul à céder du terrain. Le MATIF qui, mardi soir au cours des échanges de gré à gré après la clôture, avait légèrement réagi au coup de force du président Eltsine, cède 0,34 %.

Aucun signe de panique n'était donc relevé, estiment les opérateurs. Le coup de force du président Eltsine n'a pas surpris les investisseurs français, soulignant que ces événements ne ressemblent en rien au putsch d'août 1991 à

Moscou. Il y a deux ans, le 15 août 1991, ce coup avait provoqué à Paris une chute de la Bourse de 7,9 % dans la journée. L'or et le dollar jouaient depuis mardi leur rôle de valeurs refuges. Le franc français va servir de levier de l'argent au jour le jour restant stable à 7,25 %.

Le marché des actions, qui depuis le 15 août est en phase de consolidation, fait l'objet de prises de bénéfices plus importantes que ces derniers jours. Sans plus. Après avoir anticipé en août une baisse des taux d'intérêt et une rapide économie dans un avenir relativement proche, les opérateurs prenant présente de tout événement ou nouvelle économique ou financière pour prendre des bénéfices. Si la dégradation de la situation économique semble se stabiliser, la reprise n'est pas encore en vue, estiment des professionnels. Du côté des baisses figurent le RHV, et les SUE Rosignol, en baisse on notait CCNC, GTM et Legris.

NEW-YORK, 21 septembre • Déprime

Wall Street a connu une séance très active mardi 21 septembre, perdant à un moment plus de 55 points après la décision du président Eltsine de dissoudre le Parlement russe. L'anticipation de résultats trimestriels décevants pour les entreprises américaines a également pesé sur la Bourse. L'indice Dow Jones des valeurs vétoctes a toutefois réduit ses pertes pour clôturer à 2 537,24 points, en baisse de 38,58 points, soit un recul de 1,08 %. Ce nouveau recul porte à quatre le nombre de séances consécutives de baisse. Les échanges ont porté sur 301 millions d'actions. Le nombre de titres en baisse a largement dépassé celui des valeurs en hausse : 1 402 contre 582, alors que 571 titres restent inchangés.

La décision de Boris Eltsine a contribué à rendre l'activité à Wall Street très volatile et la nervosité des investisseurs, a été accentuée par la publication des investissements sur les résultats des entreprises américaines.

Ces derniers commencent à publier leurs résultats trimestriels vers la mi-octobre, mais déjà des compagnies

comme Eastman Kodak et Westinghouse ont annoncé qu'elles attendent des résultats inchangés, voire nettement en baisse.

VALEURS	Cours du 20 sept.	Cours du 21 sept.
Alcoa	68 3/4	68 3/8
AT&T	58	58 1/2
Bell	58	58 1/8
Cablevision	36 1/4	36
Du Pont de Nemours	47 3/8	47 3/8
Eastman Kodak	54 3/4	54 3/8
Exxon	64 3/4	64 3/8
General Electric	57 3/4	57 3/8
General Motors	45 3/4	45 3/8
IBM	45 1/2	45 1/8
Intel	42 1/4	42 1/8
ITT	90 3/4	90 3/8
Motorola	75 3/8	75 3/8
Pepsi	34 1/4	34 1/8
Schlumberger	81 5/8	81 1/2
Union Carbide	54 1/4	54 1/8
Union Pacific	141 1/4	141 1/8
United Technologies	18 3/8	18 3/8
United Tech.	13 1/4	13 1/8
Xerox Corp.	71 1/4	70 3/8

LONDRES, 21 septembre • Repli

Les valeurs ont reculé, mardi 21 septembre, au Stock Exchange, affectées par les pertes de Wall Street de la veille et par plusieurs surmontures de capital. Au terme des transactions, l'indice Footsie des cent grandes valeurs a chuté de 2,9 points, à 3 001,6 points, soit un recul de 0,1 %. La séance a été un peu plus active, avec 538 millions de titres échangés contre 438 millions la veille.

Les échanges du commerce intérieur et du PIB britannique n'ont pas eu grand effet sur la tendance. Le hausse du PIB au deuxième trimestre a été revue à 0,6 % contre 0,5 % annoncé précédemment, et le déficit des importations courantes s'est réduit à 2,6 milliards de livres au deuxième trimestre contre 3 milliards au trimestre précédent.

TOKYO, 22 septembre • Net recul

La Bourse de Tokyo a clôturé en forte baisse mercredi 22 septembre, mais dans des échanges calmes, la plupart des investisseurs prévoyant une baisse des rendements à l'ouverture du marché des changes parisiens à 5,6785 francs contre 5,6350 francs la veille, tandis que le franc se renforce contre le deutschemark.

Par ailleurs, les intervenants étaient peu enclins à ouvrir des positions à la veille d'un congrès. Le marché est donc, jeudi, pour les fêtes de l'équinox d'automne. La nouvelle de la crise politique en Russie a fait reculer la Bourse de

Les pharmaciens ont été réservés à la veille de la présentation de la réforme du système de santé aux États-Unis. Glaxo Holdings a abandonné 12 pence à 630, et Zeneca 3 pence à 713.

VALEURS	Cours du 20 sept.	Cours du 21 sept.
Astell	5,80	5,82
B.P.	2,98	2,97
B.T.A.	4,00	3,97
De Beers	11,13	11
Glaxo	6,43	6,30
ICI	7,08	7,00
Roche	15,65	15,17
Schering	8,55	8,37
Shell	6,49	6,37
Unilever	10,72	10,65

CHANGES

Dollar : 5,6785 F ↑

Mercredi 22 septembre, le dollar, porté par la crise politique en Russie, connaît une hausse à l'ouverture du marché des changes parisiens à 5,6785 francs contre 5,6350 francs la veille, tandis que le franc se renforce contre le deutschemark.

FRANCOFORT 21 sept. 22 sept.
Dollar (en DM) 1,6139 1,6229
Tokyo 21 sept. 22 sept.
Dollar (en yen) 165,38 165,96

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)
Paris (22 sept.) 7 3/16 - 75/16
New-York (21 sept.) 3 1/8

BOURSES

20 sept. 21 sept.
ISBF, base 100 : 31-12-87
Indice global CAC 592,38 579,42
ISBF, base 1000 : 31-12-87
Indice CAC 40 2 197,36 2 064,39

NEW-YORK (indice Dow Jones)
20 sept. 21 sept.
Industriel 2 537,24 2 537,24
Londres (indice Financial Times)
20 sept. 21 sept.
100 valeurs 3 001,60 3 001,60
30 valeurs 2 324,50 2 324,50
Midi d'Europe 174,28 174,28
Fonds d'Etat 101,57 101,57

FRANCOFORT
20 sept. 21 sept.
Dax 1 917,94 1 925,85
Tokyo
20 sept. 22 sept.
Nikkei Dow Jones 20 466,65 20 174,62
Indice global 1 649,80 1 628,12

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,6785	5,6785	5,6785	5,6785
Yen (100)	5,2704	5,2709	5,2709	5,2709
DM	6,6233	6,6236	6,6236	6,6236
Deutschemark	3,4810	3,4848	3,4845	3,4872
Franc suisse	1,9176	1,9176	1,9176	1,9176
Livre (1000)	1,9534	1,9536	1,9536	1,9536
Livre sterling	8,4262	8,4337	8,4338	8,4338
Franc (100)	4,3564	4,3573	4,3573	4,3573

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8	3 1/8
Yen (100)	2 3/4	2 11/16	2 3/4	2 11/16	2 3/4	2 11/16
DM	7 3/4	7 7/8	7 3/4	7 7/8	7 3/4	7 7/8
Deutschemark	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8	6 7/8
Franc suisse	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16	1 1/16
Livre (1000)	8 13/16	9 1/16	8 13/16	9 1/16	8 13/16	9 1/16
Livre sterling	3 7/8	3 7/8	3 7/8	3 7/8	3 7/8	3 7/8
Franc (100)	10 1/16	10 7/16	10 1/16	10 7/16	10 1/16	10 7/16
Franc (100)	7 3/16	7 3/8	7 3/16	7 3/8	7 3/16	7 3/8

Ces cours indicatifs, pratiqués sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de matinée par la salle des marchés de la BNP.

BOURSE DE PARIS DU 22

VALEURS	Cours du 21 sept.	Cours du 22 sept.
Alcoa	68 3/4	68 3/8
AT&T	58	58 1/2
Bell	58	58 1/8
Cablevision	36 1/4	36
Du Pont de Nemours	47 3/8	47 3/8
Eastman Kodak	54 3/4	54 3/8
Exxon	64 3/4	64 3/8
General Electric	57 3/4	57 3/8
IBM	45 1/2	45 1/8
Intel	42 1/4	42 1/8
ITT	90 3/4	90 3/8
Motorola	75 3/8	75 3/8
Pepsi	34 1/4	34 1/8
Schlumberger	81 5/8	81 1/2
Union Carbide	54 1/4	54 1/8
Union Pacific	141 1/4	141 1/8
United Technologies	18 3/8	18 3/8
United Tech.	13 1/4	13 1/8
Xerox Corp.	71 1/4	70 3/8

VALEURS	Cours du 21 sept.	Cours du 22 sept.
Astell	5,80	5,82
B.P.	2,98	2,97
B.T.A.	4,00	3,97
De Beers	11,13	11
Glaxo	6,43	6,30
ICI	7,08	7,00
Roche	15,65	15,17
Schering	8,55	8,37
Shell	6,49	6,37
Unilever	10,72	10,65

VALEURS	Cours du 21 sept.	Cours du 22 sept.
Astell	5,80	5,82
B.P.	2,98	2,97
B.T.A.	4,00	3,97
De Beers	11,13	11
Glaxo	6,43	6,30
ICI	7,08	7,00
Roche	15,65	15,17
Schering	8,55	8,37
Shell	6,49	6,37
Unilever	10,72	10,65

VALEURS	Cours du 21 sept.	Cours du 22 sept.
Astell	5,80	5,82
B.P.	2,98	2,97
B.T.A.	4,00	3,97
De Beers	11,13	11
Glaxo	6,43	6,30
ICI	7,08	7,00
Roche	15,65	15,17
Schering	8,55	8,37
Shell	6,49	6,37
Unilever	10,72	10,65

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 22 SEPTEMBRE

Liquidation : 23 septembre
Taux de report : 7,25

Cours relevés à 13 h 30
C 40 : -1.16 % (2070.12)

Règlement mensuel

VALEURS					Région Ile de France					Région Ile de France					Région Ile de France					Région Ile de France					Région Ile de France									
Code	Compagnie	Cours	Déclasse	%	Code	Compagnie	Cours	Déclasse	%	Code	Compagnie	Cours	Déclasse	%	Code	Compagnie	Cours	Déclasse	%	Code	Compagnie	Cours	Déclasse	%	Code	Compagnie	Cours	Déclasse	%	Code	Compagnie	Cours	Déclasse	%
610605	EDF-EPC 7%	9500	5900	-38,20	150105	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
300705	B.N.P. (T.P.)	1020	1020	0,00	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
221005	Crédit Lyonnais (T.P.)	1940	1846	-4,85	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
341005	Benetton (T.P.)	2240	2240	0,00	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
241005	Crédit Lyonnais (T.P.)	2240	2240	0,00	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Stim Golem (T.P.)	1120	1030	-8,04	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Stim Golem (T.P.)	1120	1030	-8,04	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
160705	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
0106	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	200605	Sophia 1	511	504	-1,37	280405	Hochst 1	958	940	-1,87	300605	LM 1	23	23	0,00	310605	LM 1	23	23	0,00
010605	Accord 1	940	590	-37,29	170805	Domest	3070	5620	-45,93	160705	LMVH Mot Vitesse 1	4130	4081	-1,20	20060																			

Comptant (sélection)

[illegible]**Sicav** (sélection) **21 septembre**

VALUES	Estimate Frans incl.	Recht net	VALUES	Estimate Frans incl.	Recht net	VALUES	Estimate Frans incl.	Recht net
African	250,67	263,77	France-pays	12819,15	12526,14	Farious Opportunities	140,65	138,27
Alcozomacine C et D	3007,17	2807,17	France Casagette	286,23	285,76	Farious Partners	258,92	250,81
And-japan	7814,43	7607,72	France Oubaine	498,59	493,05	Farious Reprise	690,59	681,07
Anglo-japan	200,88	204,67	France 01	270,47	271,36	Farious 01	100,43	99,43
Anglo-japan 1997	7247,71	7247,71	France Pagan	134,32	134,61	Farious 02	142,18	139,32
Arabia Court Terme	815,42	815,42	France Region	1275,37	1258,12	Farious 03	179,70	175,05
Assess France	3086,45	3086,45	France-Associates	35,92	35,97	France Oubaine	671,29	618,91
Assess	3219,64	3219,64	France 01	40,87	40,87	France 02	20,43	20,43
Assess Francine	100,05	91,84	France 02	230,17	230,17	France 03	1177,24	1167,18
Assess Asia	93,98	93,98	France France section C	231,49	219,93	France 04	112,50	112,50
Assess Asia	55,66	53,94	France France section D	74,74	74,74	France 05	330,94	330,94
Assess Asia	146,92	146,92	France France section E	592,18	592,18	France 06	241,38	241,38
Assess Africa	208,95	189,77	France France section F	1737,52	1732,52	France 07	153,11	149,38
Assess Capital	216,98	206,54	France Associates	203,81	199,35	France 08	177,64	175,07
Assess Court Terme	3004,72	3004,72	France 01	1575,27	1575,27	France 09	566,02	560,92
Assess Court Terme	189,17	189,17	France 02	1275,18	1275,18	France 10	187,07	187,07
Assess J.F. & J. & J.	806,37	806,37	France 03	1204,59	1180,71	St-Honore V & S. and	186,84	186,84
Assess J.F. & J. & J.	121,73	137,80	France 04	1686,47	1686,47	St-Honore 01	1261,45	1257,70
Assess J.F. & J. & J.	148,07	126,31	France 05	165,98	165,72	St-Honore 02	847,77	844,65
Assess J.F. & J. & J.	135,22	135,22	France 06	1141,59	1108,73	St-Honore 03	775,50	742,00
Assess J.F. & J. & J.	159,07	161,20	France 07	1772,57	1772,57	St-Honore 04	198,54	198,54
Assess J.F. & J. & J.	152,00	154,44	France 08	139,19	139,19	St-Honore 05	193,57	193,57

Hors-cote (sélection)[illegible]

Second marché (sélection)

[illegible]

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours prix.	Cours des billets		
		21/08	achet	vente
sta (Unité 1 USD)	5,9425	5,9990	5,40	5,90
sta (Unité 100 dm)	0,0095	5,9495		
sta (Unité 100 kg)	348,0000	348,0000	338	361
sta-Broga (100 F)	16,3000	16,3235	15,75	16,75
sta-Bas (100 kg)	354,3700	351,0000	350	352
sta-Broga (100 kg)	3,3570	3,3570	3,30	3,41
sta-Broga (100 kg)	85,5300	85,2500	80	88
sta-Broga (100 kg)	8,1320	8,1320	7,75	8,50
sta-Broga (100 kg)	8,1320	8,1320	9,05	7,60
sta-Broga (100 kg)	2,4310	2,4310	2,80	2,00
sta-Broga (100 kg)	400,5000	400,5000	388	410
sta-Broga (100 kg)	70,0300	59,4700	86	75
sta-Broga (100 kg)	80,0600	80,0600	75	84
sta-Broga (100 kg)	4,0005	4,0005	4,00	4,00
sta-Broga (100 kg)	4,2615	4,2685	4,65	4,50
sta-Broga (100 kg)	3,4710	3,4720	3,05	3,90
sta-Broga (100 kg)	4,2330	4,2330	4,00	4,40
sta-Broga (100 kg)	5,2500	5,2500	5,20	5,55

[illegible]

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 21/09
Or fin (à la on barre)	64208	64000
Or fin (en lingot)	64500	64100
Napoléon (20f)	373	374
Pièce Fr (10 f.)	365	
Pièce Suisse (20 f.)	379	383
Pièce Latine (20 f.)	373	385
Souverain	487	489
Pièce 20 dollars	2480	2410
Pièce 10 dollars	1233	1225
Pièce 5 dollars	750	
Pièce 50 pesos	2385	2450
Pièce 10 florins	383	390

RÈGLEMENT

Lundi dote mardi : % de variation 31/1
coupon - Mercredi dote jeudi : pair
vendredi : compensation - Vendredi

LA BOURSE SUR MINTED

36-15

Matif (Marché à terme international de France)

21 septembre 1993	
NOTIONNEL 10 %	CAC 40 A TERME

Volume : 24390

Cours	Mars 94	Sept. 93	Déc. 93	Cours	Sept. 93	Oct. 93	Nov. 93
Dernier.....	127	123,76	123,42	Dernier.....	2105	2120	—
Précédent..	127,36	124	123,66	Précédent..	2116	2132	2143

ABRÉVIATIONS

B = Bordeaux Li = Lille
Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLS

1 ou 2 = catégorie de cotisation - sans indication catégorie 3 - * valeur éligible au PEA
 ■ coupon détaché - ● droit détaché - ∨ cours du jour - ◆ cours précédent
 o = offert - d = demandé - ! offre réduite - † demande réduite - # contrat d'animation

TAKE INTEREST IN EUROPE

100

ÉCHECS

Septième partie du championnat du monde

Kasparov, grand inquisiteur

Invitée de marque mardi 21 septembre, au Savoy Theatre de Londres, à l'occasion de la septième partie du championnat du monde d'échecs, la princesse de Galles, Lady Diana, était venue encourager Nigel Short. Les deux joueurs, qui n'étaient pas en contact, n'en ont donc pas été émus et Kasparov, avec les Blancs, ouvrait en e4, puis reprenait la partie espagnole qui lui a déjà rapporté la victoire à deux reprises. Après huit coups identiques à ceux joués dans la troisième partie, l'Anglais modifiait sa position (9... d6) mais le champion du monde imposait sa stratégie avec 12. a5b5 puis 15. b4 : il rentrait ainsi dans une variante familièrement appelée « l'inquisition espagnole ».

Lady Diana n'a pas vu la défaite de son protégé : elle avait depuis longtemps quitté sa loge. Kasparov, qui a produit son meilleur jeu depuis le début du match, même désormais 5,5 points à 1,5 et quatre victoires à zéro. Prochaine rencontre jeudi 23 septembre.

Par ailleurs, Karpov et Timman ont fait nulle dans la neuvième partie du championnat du monde concurrent qui se déroule aux Pays-Bas : Karpov a toujours un point d'avance au score (5-4).

P. B.

Blancs : KASPAROV
Noirs : SHORT
Septième partie
Partie espagnole

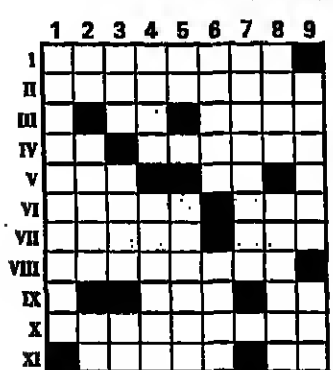
1. e4	e5	19. h4	Fg8
2. Cf3	Cf6	20. h5	Rh8
3. Fc4	a6	21. Cg5 (58)	g5 (59)
4. Fd4	Cb6	22. Cc3	Cd4
5. d4	Fd7	23. g3	Cd5
6. Fe1	b5	24. Cc5	Fd5
7. Fh3	0-0	25. exd5 (76)	Dd7 (91)
8. e4	Fd7	26. Fg5	h6
9. d3	d6	27. Ch4	Cd6
10. Ch2	Cd7	28. Fd6	Fd6
11. g3	Ce5	29. Dd5 (102)	Rd7 (100)
12. a5b5	exb5	30. Cg2	Ce7
13. Dd3	Fd8 (30)	31. Cc3	Cg8
14. Fd2 (25)	Fg8 (30)	32. d4	exd4
15. b4	Cd6	33. exd4	Fd4
16. Ch3	Fd7	34. Cg4	Rg7
17. Cc3	g5	35. Ch6	Fh7 (119)
18. Fh3	Fg7	36. Fd7 (112)	Ah6d

Les chiffres entre parenthèses représentent, en minutes, le temps total de réflexion de chaque joueur depuis le début de la partie.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6133

- XI. Dans le Ver. Un peu d'espoir.



HORIZONTALEMENT

1. Un homme avec qui on avait intérêt à être patient. - 2. Quand on y est sujet, on ne peut pas espérer mener une vie de pacha. - 3. Une base d'accord. - 4. Des rayons. - 5. Des rayons. - 6. Des rayons. - 7. Des rayons. - 8. Des rayons. - 9. Des rayons. - 10. Des rayons. - 11. Des rayons.

VERTICALEMENT

1. Qui peuvent nous empoisonner. - 2. Morceau de savon. N'est pas le bœuf côté des choses. Agrément d'autrefois. - 3. Fond de bouteille. Un animal très mou. Particule. - 4. Un poison. Morceau d'ouverture. - 5. Article. Évoque un dernier coup. - 6. Alerte. Cumin ou fenouil. - 7. Pour des hommes qui ne portent pas toujours le culotte. - 8. Pays. Ce qui reste après la molaison. - 9. Bien exprimé. Lieu de formation.

Solution du problème n° 6132

Horizontalement
1. Ensilée. - 2. Moucheron. - 3. Su. Peau. Rai. - 4. Echange. - 5. Lhassa. Goba. - 6. Lés. Ecorce. - 7. Eres. Ecu. Ne. - 8. Eosine. Muet. - 9. Cassette.

GUY BROUTY

Télévision :
L'Amérique déclare la guerre à la violence.

Cette semaine, Télérama est parti enquêter au Canada et à Hollywood.

Télérama



L'INTÉGRALE DES FEUILLETONS DE L'ÉTÉ ENFIN PARUE !
SUR LA ROUTE DES CROISADES
Une grande épopée de Clermont-Ferrand à Jérusalem
RENCONTRES DE FRANCE
Une manière intimiste de découvrir notre société

HORS-SÉRIE DU MONDE EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 30 F

CARNET DU Monde

Naissances

Ollier, Marie et Clément
souhaitait la bienvenue à leur petit frère,
Paul,
né le 21 septembre 1993, à Versailles.

Mariages

M. François PROPPER
et
M^{me} Barbara LYZINSKA
sont heureux d'annoncer leur mariage, qui a été célébré dans l'intimité.
16, avenue du Président-Wilson,
75116 Paris.

Décès

- Le président de l'université Paris-I-Sorbonne,
Les enseignants,
Le personnel administratif,
Les étudiants,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Claire ANQUETIL,
assistante à l'UFR
de sciences économiques,
survenue le 17 septembre 1993.

- Paris. Oran. Jérusalem.
Jocelyne Askénazi-Gerson,
Josée et Enrique Sekmadij-Askénazi,
Léon (Manitou) et Daniel Askénazi,
Aimée et Evelyne Askénazi,
Vivette Gerson,
Et leurs familles,
Les familles parentes et alliées,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Joël ASKÉNAZI,
philosophe et hébraïsant.

La cérémonie des sept jours aura lieu le jeudi 23 septembre 1993, à 18 h 15, au 220, rue de Faubourg-Saint-Honoré, à Paris-8.

13, rue des Frères-Morane,
75013 Paris.

- Bernard Blistène,
directeur des Musées de Marseille,
Et l'ensemble de l'équipe des Musées de Marseille,
ont la douleur de faire part du décès de

Pierre CARBUCCIA,
survenue le lundi 20 septembre 1993.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité.

Direction des Musées,
Centre de la Vieillesse-Charité,
2, rue de la Charité,
13002 Marseille.

- M^{me} Cheinet,
née Feraud,
M^{me} Jean-Claude Cheinet
et leurs fils,
M. Marc Cheinet
et son fils,
M. et M^{me} André Cheinet
et leurs enfants,
M. et M^{me} Vionlard
et leur fille,
M. Suzanne Cheinet,
M. et M^{me} Flaudin,
leurs enfants et petits-enfants,
Les parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de leur épouse, père, grand-père, frère et oncle,

M. Maurice CHEINET,
directeur honoraire de préfecture,
chevalier de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
palme académique,

survenue le 19 septembre 1993, à l'âge de soixante-dix-sept ans.

L'incinération aura lieu le 23 septembre, à 14 h 30, au centre funéraire d'Orange.

Ni fleurs ni couronnes, plutôt un soutien à l'Association pour la recherche médicale.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M^{me} Pierre DEVAL,
née Henriette Bergeret,

survenue le 19 septembre 1993, dans sa quatre-vingt-troisième année.

« Orvès »,
avenue de la Libération,
83160 La Valette-du-Var.

- Bourges. Sancerres.

Denise Chauveau,
son épouse,
Jean et Paul, François et Lynn,
ses enfants,
Ses petits-enfants,
Simone Chauveau,
sa sœur,
Alain Babadzan,
son neveu,
Huguette Hogon,
sa belle-sœur,
Les familles Crampe et Gautier,
font part du décès de

Pierre CHAUEAU,

survenue le 20 septembre 1993, dans sa soixante-troisième année.

Les obsèques civiles ont eu lieu le 22 septembre, à Sancerres.

- M^{me} Jean-René Guérand,
née Aline Hermès,

M. et M^{me} Pierre Siegrist,
leurs filles et gendres
et leurs petits-enfants,
M. et M^{me} Serge Mussard
et leurs fils, Dimitri, Maxime et Alexandre,
M. et M^{me} Hervé du Conédec de Kerant,
et leurs enfants, Charles et Aliana,
M^{me} Gaëlle et Hermine Siegrist,

M. et M^{me} Patrick Guérand-Hermès,
leur fils et belle-fille
et leur petit-fils,
M. et M^{me} Orla Guérand-Hermès
et leur fils, Orla,
M. Mathias Guérand-Hermès,

M. et M^{me} Hubert Guérand-Hermès
et leur fille, Olympia,

M. Xavier Guérand-Hermès,

M. et M^{me} Jérôme Guérand-Hermès
et leurs enfants, Julie, Edouard et Blaise,

Ses cinq enfants,
Ses dix petits-enfants,
Et ses six arrière-petits-enfants,

M. et M^{me} Jean-Réville,
son beau-frère et sa sœur,
leurs enfants et petits-enfants,
ses neveux,

Les familles Guérand, Beausire,
Loos, Magnan, Dumas-Hermès, Pouch-Hermès,
Parents et alliés,

M. Joachim Thiemann,
qui l'a profondément regretté,

ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-René GUERAND,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre
de l'Économie nationale,

survenue le 17 septembre 1993, dans sa quatre-vingt-neuvième année, à Saint-Martin-du-Ménier (Seine-Maritime).

Un culte protestant aura lieu à Paris, le lundi 27 septembre, à 12 heures, en l'église réformée de l'Étoile, 54-56, avenue de la Grande-Armée, Paris-17.

« Celui qui croit en Moi vivra quand même il sera mort. »
(Jean, 1, 31)

« Il y a plus de bonheur à donner qu'à recevoir. »
(Actes, XX, 35)

Ni fleurs ni couronnes, mais des danses générales pour des œuvres en faveur d'enfants.

15, rue Royale,
75008 Paris.

- La direction
Et le personnel de la maison Hermès
ont la tristesse de faire part du décès de

M. Jean-René GUERAND,
officier de la Légion d'honneur,
entré chez Hermès en 1926,
président-directeur général
d'Hermès Parfums,
directeur général d'Hermès,
vice-président du groupe Hermès
jusqu'en 1991,

rappelé à Dieu, le vendredi 17 septembre 1993, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

Un service religieux aura lieu le lundi 27 septembre, à 12 heures, en l'église réformée de l'Étoile, 54-56, avenue de la Grande-Armée, Paris-17.

Hermès,
24, rue du Faubourg-Saint-Honoré,
75008 Paris.

M. Georges KENKOU,
son épouse,
Iléna, Ayéssan, Ti-Oda et Omossan,
ses enfants,
M. et M^{me} Jean Drouart,
ses parents,
M. et M^{me} Marc Drouart,
ses frères et belle-sœur,
Les familles Kenkou et Drouart,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Georges KENKOU,
née Catherine Drouart,

survenue le 15 septembre 1993, dans sa quarante-huitième année, à Paris.

Les obsèques religieuses ont été célébrées dans l'intimité familiale, suivies de l'inhumation au cimetière du Montparnasse, dans le caveau de famille.

124, boulevard Auguste-Blanqui,
75013 Paris-13.
Gallia Bella,
36, avenue Isola-Bella,
06400 Cannes.

- M. Joseph Kipnis,
son père,
Pierre et Clara Kipnis,
ses enfants,
Dominique et Dominique Laisney,
son frère et sa belle-sœur,
Michèle Roa,
la mère de ses enfants,
Noémie Blois,
sa compagne,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

Claude KIPNIS,
professeur à Paris-DX-Dauphine,
professeur à l'École polytechnique,

survenue brutalement le 13 septembre 1993, dans sa quarante-quatrième année.

La cérémonie d'adieu aura lieu vendredi 24 septembre, à 11 heures, au funérarium de Vitry-sur-Seine, 49, quai Jules-Guesde.

L'inhumation se fera à Saint-Jean-Froidmont (Loir-et-Cher), dans la plus stricte intimité.

- Ses amis et collègues
des universités Paris-VI et Paris-VII
ont la tristesse de faire part du décès brutal de

Claude KIPNIS,
professeur de mathématiques
à l'université Paris-DX.

- M. et M^{me} Antoine LABRUSSE,
ses parents,
Benoît et Thomas,
ses frères,
M. et M^{me} Jean-Jacques Labrusse,
Le docteur Louis Rabourdin,
ses grands-parents,

ont la douleur de faire part du décès de

Anne,

survenue le 21 septembre 1993, à l'âge de seize ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Martin d'Orsay, le jeudi 23 septembre, à 14 h 45.

Cet avis tient lieu de faire-part.

5, rue André-Magniot,
91400 Orsay.

- Suzanne Liehrmann,
son épouse,
Suzanne et Jacky Druex,
Monique et Jean Boussemart,
Michel et Danielle Liehrmann,
Gérard et Nicole Liehrmann,
Dominique et Annie Liehrmann,
Marie-Claire Liehrmann,
François Liehrmann,
ses enfants,
ses petits-enfants,
son arrière-petit-fils,
ont la tristesse de faire part du décès, dans sa quatre-vingt-deuxième année, de

Georges LIEHRMANN,

le 20 septembre 1993.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 24 septembre, à 8 h 30, en l'église Sainte-Rosalie, 50, boulevard Blanqui, Paris-13.

137, boulevard Blanqui,
75013 Paris.

- M^{me} Honorée RACAUD,
Ses enfants,
Ses petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

Roger RACAUD,

le 10 septembre 1993, à Paris.

Ses obsèques ont eu lieu le 15 septembre, à Saint-Malo.

- M. Joseph Stiglitz,
son épouse,
Sa famille,
Ses amis,
ont la très grande tristesse d'annoncer le décès de

M^{me} Hélène PÉZARD-STIGLAUER,
professeur honoraire au lycée Fénélon,

survenue le 15 août 1993, dans sa quatre-vingt-dix-huitième année.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité.

21, avenue Jules-Guesde,
92230 Sceaux.

- Carcassonne.

Le docteur Ramire Puyuelo,
Le docteur et M^{me} Remy Puyuelo,
Le docteur et M^{me} Laurent Puyuelo,
M. et M^{me} Vincent Puyuelo,
Pierre Nicolas, Olivier et Victoria Puyuelo,
Les familles Hebrard-Faure et Maubin,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Andrée PUYUELO,
née le 30 décembre 1911.

20, rue du 4-Septembre,
11000 Carcassonne.

- M^{me} Jacques Burstin,
sa sœur,
Sa famille,
Ses amis,
Ses élèves,
ont la douleur de faire part de la mort de

Renée STORA,

survenue le 14 septembre 1993.

L'inhumation a eu lieu au cimetière du Montparnasse, le 17 septembre.

24, rue de Vintimille,
75009 Paris.

- Les familles Reatchikou et Benmami
remercient vivement toutes les personnes qui leur ont exprimé affection et compassion à l'occasion du décès, le 30 août 1993, de leur très cher et très regretté

Abdelkhalik BENTCHIKOU,
dit Kim.

- Meses anniversaires

- En souvenir de son oncle,

Anne CELLIER,

une messe sera célébrée le samedi 25 septembre 1993, à 10 heures, en la chapelle de l'Institut de l'Assomption, 4, rue de Lubec, Paris-16.

Avis de messes

L'Association française des témoins

vous invite à participer à une cérémonie à la mémoire des témoins disparus et à vous joindre, par la prière, à ceux qui souffrent et espèrent.

C'est à leur intention que le cardinal Jean-Marie Lustiger célébrera la messe, le samedi 25 septembre 1993, à 18 h 30, en la cathédrale Notre-Dame de Paris.

Communications diverses

- Au CBL, 10 rue Saint-Claude, 75003 Paris. Tél. : 42-71-68-19, ce jeudi 23 septembre 1993, à 20 h 30, Jean Greissamer, politologue, rédacteur de *Représentation*, pour la revue *Autrement*, analysera la nouvelle situation en Israël.

CARNET DU MONDE

Renseignements : 40-85-29-94 ou 40-85-29-96

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MEME

s'ils nous parviennent avant 8 h par Fax au siège de Journal, 16, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 16

Tél. : 206 006 F

Téléfax : 40-86-77-13

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

Tout de la ligne H.T.

La guerre en Abkhazie

Edouard Chevardnadze restera à Soukhoumi « quoi qu'il arrive »

Les séparatistes abkhazes ont encore resserré leur étau autour de Soukhoumi, la capitale de la région. Le chef de l'Etat géorgien, Edouard Chevardnadze, a confirmé qu'il resterait dans la ville « quoi qu'il arrive ». Les pressions diplomatiques se font de plus en plus fortes pour que la Russie accepte de placer une force d'interposition entre les deux camps. Mais à Moscou, avant même l'annonce de la dissolution du Parlement par Boris Eltsine, les divergences entre les « militaires » et les « diplomates » s'étaient accentuées sur l'attitude à suivre en Abkhazie.

Tbilissi

de notre envoyé spécial

« Nous avons dit à l'ambassadeur de Russie que si son pays n'intervenait pas pour faire cesser les massacres alors nous, femmes géorgiennes, nous irions à Soukhoumi, à pied s'il le faut, pour que les combats s'arrêtent. » Réunies, mardi 21 septembre, dans le Palais des sports de la capitale géorgienne, plus de mille femmes de Tbilissi – de la grand mère toute habillée de noir à la jeune étudiante en jean – ont voulu lancer un appel à l'opinion publique internationale « qui nous abandonne ». Mettront-elles leur avertissement à exécution, iront-elles jusqu'à Soukhoumi, la capitale abkhaze pillonnée jour et nuit depuis le début de la semaine par les indépendantistes et où le chef de l'Etat géorgien, Edouard Chevardnadze a établi son quartier général ?

Mais dans ce pays du Caucase où la tragédie est toujours posée à son paroxysme – on se souvient de ces atrocités femmes agnoulées

devant l'effigie de l'ancien président Zviad Gamsakhurdia, chassé depuis du pouvoir – que faut-il attendre pour que le chef de l'Etat géorgien, Edouard Chevardnadze, a confirmé qu'il resterait dans la ville « quoi qu'il arrive ». Les pressions diplomatiques se font de plus en plus fortes pour que la Russie accepte de placer une force d'interposition entre les deux camps. Mais à Moscou, avant même l'annonce de la dissolution du Parlement par Boris Eltsine, les divergences entre les « militaires » et les « diplomates » s'étaient accentuées sur l'attitude à suivre en Abkhazie.

Terrés dans les caves

Tous ceux qui sont revenus de la capitale abkhaze, les réfugiés géorgiens comme les observateurs internationaux, s'accrochent à décrire la situation comme de plus en plus difficile. Terrés dans des caves, les habitants sont maintenant à court de vivres, mais personne ne peut dire combien de temps les combats pourront durer. Pour se rendre réellement maîtres de la ville, les séparatistes abkhazes devront en effet se battre rue après rue, maison après maison, ce qui peut prendre des semaines, voire des mois.

Pour le moment, les Géorgiens continuent de faire venir par avions des renforts comme ils le font depuis le début des troubles en août 1992. Mais, mal armés, mal préparés et mal commandés, ces « troupes » ne cessent de perdre du terrain. L'aéroport de Soukhoumi est, depuis dimanche, sous le feu constant des séparatistes qui, mardi, ont abattu un avion russe arrivant de Sochi, faisant au moins vingt et un morts (voir encadré). Si l'aéroport tombe, les dernières séparatistes qui s'il est mis hors d'état de servir, alors Soukhoumi sera définitivement isolée du reste de la Géorgie. L'of-

fensive que les forces géorgiennes avaient lancée, mercredi matin, aux alentours de la ville d'Ochamchira, au sud de Soukhoumi, pourrait donc permettre, si elle était couronnée de succès, d'ouvrir un couloir terrestre vers la ville et de ravitailler les militaires géorgiens en armes lourdes.

On voit pourtant mal les Géorgiens prendre réellement l'initiative sur le plan militaire. Après l'échec des différents cessez-le-feu – aussitôt signés, aussitôt rompus – seule l'interposition d'une force extérieure entre les belligérants pourrait permettre un arrêt des violences. Or cette force, à moins de se leurrer, seuls les Russes sont politiquement et militairement capables de la déployer. D'où les appels incessants pour que l'armée russe intervienne. Non plus en aidant les Abkhazes, comme elle l'a fait depuis le début des hostilités, mais en séparant les protagonistes.

Lorsque Bill Clinton envoya un message de soutien à Edouard Chevardnadze, il prend bien soin d'en transmettre le double à Boris Eltsine. Il est clair que les Américains excluent toute action en Abkhazie autre que celle qui pourrait être menée par les Russes. De même, les Allemands, très présents ici – contrairement à la France, qui est quasiment inexistante – font aussi pression pour une intervention russe. Quant aux Géorgiens, ils sont placés dans une situation inextricable : d'un côté, ils ne cessent de dénoncer l'aide des Russes, « l'ennemi héréditaire », aux séparatistes, et de l'autre, ils multiplient les actions pour demander à Moscou d'interposer.

Que va faire Moscou ?

Tout dépend donc maintenant de l'attitude des responsables russes. Or ceux-ci semblent de plus en plus divisés sur la question abkhaze. Les déclarations, immodérément de la défense, le général Pavel Gratchev (le Monde du 21 septembre) ont été perçues à Tbilissi et dans les chancelleries occidentales comme un appel pur et simple aux Géorgiens de quitter Soukhoumi avec armes et bagages, et de laisser ainsi la place aux séparatistes. Or, pour le moment, la position officielle de la Russie, du moins celle qui était expliquée par le ministre des Affaires étrangères, n'avait jamais été de prêter une telle issue, même si une « République abkhaze » indépendante constituerait une base avancée de la Russie sur la mer Noire. Les responsables indépendants n'ont-ils pas demandé, à plusieurs reprises, que leur futur Etat soit intégré à la Fédération de Russie ? Quoi qu'il en soit, l'attitude, ces prochains jours, des militaires russes basés dans la région pourrait fournir des indications précieuses sur le rôle que peut jouer l'armée dans la lutte de pouvoir qui se joue à Moscou. Il est clair que l'opposition à Boris Eltsine, Rousslan Khasbulatov en tête, a toujours prôné une aide plus franche aux séparatistes abkhazes.

En déclarant que la Géorgie devait intégrer le CEI, l'organisation

à laquelle elle n'a jamais voulu participer, le président du Parlement de Tbilissi, Vakhtang Gogvadze, un proche d'Edouard Chevardnadze, a peut-être jeté les bases d'une future négociation. Les Géorgiens, faisant amende honorable, accepteraient ainsi de retourner dans le giron de Moscou, poussant par là même les Russes à mettre de l'ordre en Abkhazie.

Le ride du pouvoir

La production agricole et industrielle a diminué de près de 80 %, et on voit maintenant devant les boutiques de Tbilissi, considérée « avant » comme la ville de la bonne chair et de la douceur de vivre, des queues se former dès 4 heures du matin. L'effondrement du « coupon », la monnaie provisoire, est tel que même le rouble, ici, fait figure de devise forte. Si 1 dollar vaut 1 000 roubles, il vaut... 10 000 coupons. Les prix ont augmenté dans les mêmes proportions : sur le marché, un poulet vaut cent mille coupons, soit trois fois le salaire mensuel d'un universitaire.

L'état d'urgence, entré en vigueur lundi matin pour une période de deux mois, devait dans l'esprit d'Edouard Chevardnadze, investi désormais de tous les pouvoirs, permettre de remettre en ordre d'urgence dans un pays mis en coupe réglée par les différentes mafias, bandes armées, trafiquants en tout genre. La reprise des combats en Abkhazie ne lui a pas donné cette possibilité. Certes, la popularité du chef de l'Etat a été encore renforcée par son départ « héroïque » à Soukhoumi. Mais le vide du pouvoir, la faiblesse de l'administration, la lutte des ambitions personnelles, sont tels, qu'on ne peut guère attendre de la Géorgie, en cas de départ d'Edouard Chevardnadze, qu'elle fasse la promesse de rester à Soukhoumi « quoi qu'il arrive », le numéro un géorgien sans doute fait un des paris les plus risqués de sa carrière.

JOSÉ-ALAIN FRALON

Un avion de ligne abattu à Soukhoumi. – Un avion de ligne a été abattu, mardi 21 septembre, près de l'aéroport de Soukhoumi, a annoncé un porte-parole militaire géorgien. Les vingt-sept passagers et membres d'équipage ont péri. Leur identité n'a pas été révélée. Contrairement à ce qui avait été annoncé, il ne s'agit pas de la dérogation géorgienne à la réunion de la commission tripartite sur le problème de l'Abkhazie. Le Tupolev-134 en provenance de Sochi (sud de la Russie) préparait son approche à l'aéroport lorsqu'il a été touché par un missile tiré depuis la mer à environ 5 km de l'aéroport, a déclaré à Tbilissi un porte-parole du ministère de la Défense. Il s'est abîmé dans la mer Noire. L'agence ITAR-TASS a affirmé de son côté que l'avion a été abattu par un missile tiré à partir d'une des vedettes abkhazes qui assaillent le port de Soukhoumi. (AFP, Reuters)

Les grèves des transports à Paris, Lyon et Nice

Les usagers des transports en commun à Paris, Lyon et Nice ont connu mercredi 22 septembre un jour difficile.

● A Paris, un conflit localisé sur la ligne B du RER (Gare du Nord-Saint-Rémy-lès-Chevreuses) a provoqué un quasi arrêt du trafic sur cette ligne entre 5 et 7 heures le matin. Les mêmes difficultés devaient se reproduire entre 17 et 21 heures. A ce conflit s'est ajoutée le même jour une journée d'action nationale de vingt-quatre heures de la CGT et du SAT (autonomes) sur l'ensemble du réseau, impliquant toutes les catégories de personnel. Ces syndicats réclament l'ouverture de négociations salariales. La direction de la RATP a fait savoir qu'elle organiserait une réunion sur ce thème dans la perspective d'une négociation générale en octobre. Elle a aussi saisi l'instance de conciliation, créée en 1992, à propos du litige sur la ligne B du RER.

La RATP prévoyait mercredi dans la matinée d'une rame sur deux roulerait, sur les trois lignes du métro parisien, et deux trains sur trois sur la ligne A du RER.

Les premières perturbations étaient attendues à partir de 11 heures. Des débrayages devaient intervenir à la fin de chaque service, soit entre 11 et 13 heures, entre 17 et 19 heures et après 23 heures. Le trafic des autobus devait être quasi normal.

Par ailleurs, les chauffeurs des cars d'Air France, qui protestent contre les projets de filialisation annoncés par la direction, ont bloqué, mercredi, le siège de la compagnie près de la gare Montparnasse.

● A Lyon, le mouvement de grève lancé par une intersyndicale afin de s'opposer à un plan de gestion des temps de repos était fortement suivi. L'ensemble du réseau de transport en commun lyonnais (TCL) était paralysé. Seules une ligne de funiculaire et une ligne de métro (à 50 %) fonctionnaient mercredi matin ; 10 % des bus étaient sortis des dépôts.

● A Nice, aucun bus ne circulait en raison d'une grève de vingt-quatre heures organisée pour protester contre la fin de l'augmentation automatique des salaires.

A. B.-M.

Les sanctions de la Fédération française de football

L'OM est déchu provisoirement de son titre de champion de France

Le conseil fédéral de la Fédération française de football (FFF)

a décidé de déchoir provisoirement l'OM de son titre de champion de France de la saison 1992-93, mercredi 22 septembre, après avoir entendu, la veille, certains des protagonistes de l'affaire de corruption présumée lors du match Valenciennes-OM. Le directeur général de l'OM, Jean-Pierre Bernès, le joueur marseillais Jean-Jacques Eydelie et les deux joueurs valenciennais, Christophe Robert et Jorge Burruchaga, sont également suspendus. Ces mesures sont prises à titre conservatoire dans l'attente des décisions de justice.

Sommée de fournir des décisions sur l'affaire Valenciennes-OM aux instances internationales du football avant le 23 septembre, la FFF a choisi de frapper fort tout en restant prudente. Son conseil fédéral a rendu publiques, mercredi 22 septembre, des sanctions spectaculaires mais pas irréversibles. Il a bien précisé que ces mesures n'étaient prises qu'à titre conservatoire, « jusqu'à ce que le conseil fédéral ait fait connaître son avis définitif sur les responsabilités dans cette grave affaire de corruption », qualifiée également de « grave atteinte à la moralité du sport ».

Contrairement aux rumeurs qui circulaient ces derniers jours, l'OM pourra poursuivre le championnat de première division en cours sans se voir retirer de points. Le club marseillais est déchu de son cinquième titre de champion de France consécutif depuis que Bernard Tapie est président du club, depuis le saison dernière. L'attribution de ce titre est « suspendue ». La participation de Marseille à la Coupe de France, une compétition qui dépend directement de la Fédération et qui ne concerne pas les clubs de pre-

mière division avant le mois de janvier, est « réservée ».

Enfin le match Valenciennes-OM du 20 mai – gagné 1-0 par l'OM – est déclaré perdu pour les deux équipes. Mercredi matin, Jean-Louis Leveau, le vice-président de l'OM, jouait « positif » le fait que le conseil fédéral ait pris ces sanctions à titre conservatoire. Selon lui, « la sanction la plus dure avait déjà été prise par les instances internationales et l'OM avait déjà été très sévèrement touché par l'UEFA » qui a décidé d'exclure le club de la Coupe d'Europe des clubs champions.

Les différents protagonistes de l'affaire de tentative de corruption « ont pu obtenir de l'OM jusqu'à nouvel ordre la mesure pouvant leur permettre de reprendre le conseil fédéral à tout moment ». Ces sanctions concernent trois joueurs ayant reconnu avoir joué un rôle lors de l'appel téléphonique du 19 mai : les Valenciennais Jorge Burruchaga et Christophe Robert et le Marseillais Jean-Jacques Eydelie – Jacques Glasemann, à l'origine du scandale par ses révélations, n'a pas été inquiété. Ces trois footballeurs qui n'étaient pas présents, mardi 21 septembre, lors des nouvelles auditions menées par le conseil fédéral, étaient représentés par leurs avocats. M. Jean-Luc Galabore, le nouveau défenseur de Jean-Jacques Eydelie, avait ainsi lu une brève déclaration du joueur aux membres de la commission. Selon M. Patrick Lefebvre, qui continue également à défendre Eydelie, le Marseillais y confirmait sa déposition faite devant la justice et il espérait que Jean-Pierre Bernès dans la tentative de corruption présumée.

C'est sans doute sur la foi de cette déclaration cruciale, la première devant une instance sportive depuis que Jean-Jacques Eydelie a reconnu les faits devant la justice, que le conseil fédéral a également décidé de ne pas accorder de licence à Jean-Pierre Bernès « jusqu'à nouvel ordre ».

Au conseil des ministres

Le gouvernement approuve de nouvelles dispositions sur l'entrée et le séjour des étrangers

Le conseil des ministres a approuvé, mercredi 22 septembre, le projet de loi de finances pour 1994 préparé par Nicolas Sarkozy, ministre du budget et porte-parole du gouvernement (lire page 19 et voir ci-dessous). Il a approuvé aussi un projet de loi présenté par Charles Pasqua, qui modifie la loi sur la maîtrise de l'immigration telle qu'elle est entrée en vigueur après la décision du Conseil constitutionnel censurant partiellement le texte voté par le Parlement.

Si, sur le droit d'asile, le gouvernement estime qu'il ne peut pas atteindre le but fixé sans modifier la Constitution, il a jugé, en revanche, qu'il pouvait simplement corriger la version finale sur quatre autres points, en tenant compte des analyses du Conseil constitutionnel, c'est-à-dire en accroissant les garanties pour les étrangers. Ainsi, le projet présenté au conseil des ministres rend aux préfets la possibilité d'assortir une mesure de reconduite à la frontière d'une décision d'interdiction de séjour, mais celle-ci ne sera pas définitive et, surtout, ne sera plus automatique.

De même, le prolongement de trois jours de la rétention administrative est assorti de conditions qui ne figurent pas dans le texte voté au printemps dernier. Il en va de même de la mise en rétention judiciaire des étrangers expulsés qui ne fourniront pas leurs documents de voyage : ils bénéficieront des mêmes garanties que les personnes placées en détention provisoire.

Le barème des impôts de 1994

applicable aux revenus de 1993 (pour une part)

TRANCHES (en francs)	TAUX (%)
Jusqu'à 21 900	0
de 21 900 à 47 900	12
de 47 900 à 84 300	25
de 84 300 à 136 500	35
de 136 500 à 222 100	45
de 222 100 à 273 900	60
Au-delà de 273 900	66,8

Le nouveau barème qui s'appliquera en 1994 aux revenus encaissés cette année (pour une part de quotient familial) intègre les minorations de cotisations (de 11 %, 6 %, 3 %) qui étaient jusqu'à présent déduites en fin de l'impôt d'impôt. Aucune tranche – sauf la dernière à 66,8 % – n'a conservé les anciens taux (5 %, 9,6 %, 14,4 %, 24 %).

SOMMAIRE

DÉBATS

Europe : « La leçon de Maastricht » par Dominique Wolton. Sornalia : « Rendra l'espérance ? » par Nathalie Duhamel. Les revues par Frédéric Gausson : « Le désarroi des jeunes des pays de l'Est »..... 2

ÉTRANGER

L'épreuve de force entre M. Eltsine et les conservateurs..... 3 à 5
Ukraine : la Parlement de Kiev accepte la démission du premier ministre..... 9
M. Iosifovic refuse de souscrire immédiatement au plan de paix pour la Bosnie-Herzégovine..... 6
Algérie : deux Français ont été assassinés..... 7

ARTS • SPECTACLES

Jeux olympiques de l'en 2000 : la course aux anneaux d'or..... 8

POLITIQUE

Charles Millon veut garantir l'indépendance de l'UDF vis-à-vis du premier ministre..... 9
L'Assemblée nationale prévoit plus de dix jours de débats sur l'emploi 9

SOCIÉTÉ

Le débat sur la politique française de lutte contre la toxicomanie 12 et 13
La rencontre à Castelgandolfo entre Jean-Paul II et le grand rabbin d'Israël..... 14
Le meurtrier présumé de la petite Katine a été arrêté à Montpellier..... 14

EDUCATION • CAMPUS

Croisade contre le buzzage..... 10
Les Etats-Unis minés par l'écritisme • Marseille lâche ses collégiens..... 10 et 11

CULTURE

La mort de Fernand Ledoux..... 15

ÉCONOMIE

GATT : M. Juppé dénonce « les oukases américains » sur l'agriculture..... 16
La France conditionne son aide aux pays de la zone franc à des accords avec la FMI..... 18
Le projet de budget pour 1994 imposera des efforts aux collectivités locales..... 19

COMMUNICATION

Un entretien avec M. Carignon..... 20

ARTS • SPECTACLES

La saison 93-94 de la Maison de la culture de Bobigny • Galeries : c'est la rentrée • Le nouvel album de Nirvana : le rayon du succès • Le Théâtre national du Cameroun aux Francophonies de Limoges : la légende plus forte que la guerre..... 27 à 36

Services

Abonnements..... 14
Annonces classées..... 20 et 21
Automobile..... 20
Marchés financiers..... 22 et 23
Météorologie..... 25
Carnet..... 24
Mots croisés..... 24
Radio-télévision..... 25
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3615 LM

Ce numéro comporte un cahier « Arts-Spectacles » folioté 27 à 36
Le numéro du « Monde » daté 22 septembre 1993 a été tiré à 466 961 exemplaires.

Demain dans « Le Monde »

« Le Monde des livres » : la « parole » de Kundera

Milan Kundera, depuis 1985, n'accorde plus d'interviews. Il a cependant répondu, à sa manière, par « de l'écrit », à l'entretien qui sollicite le Monde. Kundera a exprimé sur trois questions qui sont au cœur de sa réflexion actuelle : l'évolution de son œuvre ; l'Europe et sa difficulté à penser le roman « comme une unité historique » ; la francophonie culturelle qui règne désormais dans le monde. Par ailleurs, Pierre Lepepe, dans son feuilleton, analyse le livre de Kundera qui vient de paraître, les Testaments trahis.

Economie :

Quatre pages spéciales sur le budget 1994.

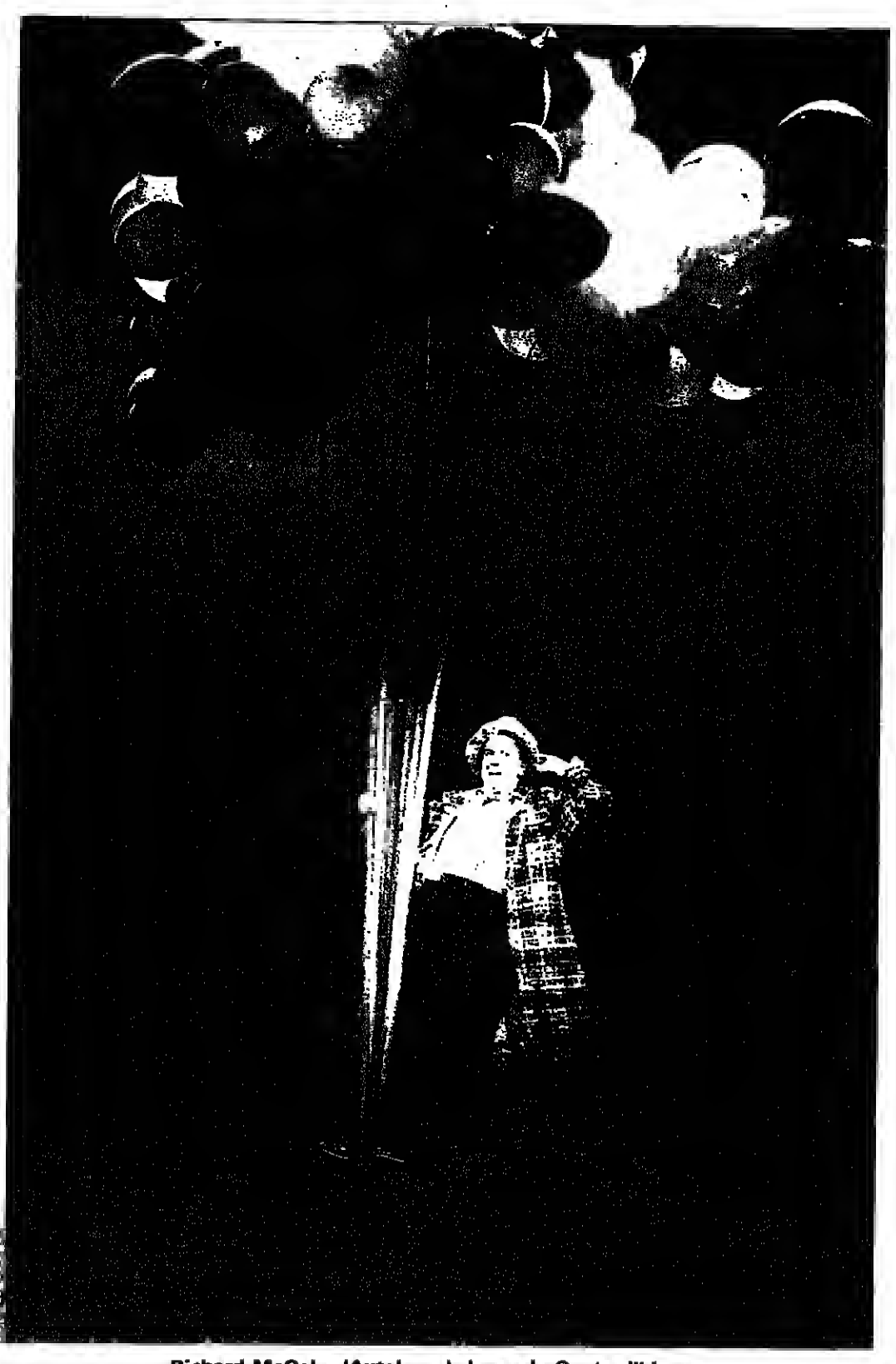
هذه الاماكن

Le Monde

ARTS • SPECTACLES

Saison 93-94 de la Maison de la culture de Bobigny

D'un côté, la Royal Shakespeare Company, Steve Reich, le Maly de Saint-Petersbourg, Peter Sellers. De l'autre, Henri Calet par Christian Colin, Bobby Lapointe par Jean-Louis Hourdin, Amélie Nothomb par Gérard Desarthe, Kafka par Marcela Bideau. Et enfin les musiques de Banlieues bleues, les danses des Rencontres internationales, dites de Bagnolet : avec et sans le Festival d'automne, la Maison de la culture de Bobigny reste le vaisseau amiral du département de la Seine-Saint-Denis et de son conseil général. Une maison sans frontières. Sinon, reconnaît son directeur Ariel Goldenberg - de nationalité cosmopolite - « on ne m'aurait pas choisi ». A Bobigny, les pays, les disciplines artistiques se croisent. Avec des subventions de 20 millions, provenant à parité du ministère de la culture et des collectivités locales - plus 4 millions du Centre international de création et de diffusion artistique - la maison tourne sur un budget qui peut aller de 38 à 50 millions, selon les tournées, selon les années. Et en 1993 encore, la Maison de la culture est un pôle d'attraction dont les effets dépassent Bobigny et Paris. MC93, son sigle, symbolise la recherche sans hiérarchie des plaisirs du spectacle. (Lire nos articles pages 28 et 29).



Richard McCabe (Autolycus) dans « Le Conte d'hiver ».

LA ROYAL SHAKESPEARE COMPANY PRÉSENTE « LE CONTE D'HIVER »

COUP DE JEUNE

LONDRES
de notre envoyé spécial

ADRIAN NOBLE est un homme occupé, très occupé. Il est depuis mars 1991 le directeur artistique de la Royal Shakespeare Company, communément appelée RSC. Ce quadragénaire, nommé metteur en scène associé de la troupe en 1980, a bien failli pourtant disposer de tout son temps pour exercer loin d'elle son délicat métier. Après dix années de compagnonnage, il a ressenti une réelle lassitude, ne sachant plus très bien ce qu'allait devenir la Maison de Shakespeare. Crise artistique, crise financière, le thâchérisme était passé par là, et la vie des arts s'en remettait difficilement.

Alors Adrian Noble, reconnu comme l'un des artistes les plus convaincants de la scène anglaise, est parti ; on l'a vu à Aix-en-Provence, où sa vision de *The Fairy Queen* a enthousiasmé critique et public ; on l'a vu à New-York mettre en scène *The Art of Success* (sic) ; on l'a retrouvé à Londres, dirigeant les *Three Sisters* en Royal Court, à dix petites minutes en taxi de l'imposant Barbican Center, dans la City, siège investi par la RSC en 1982. La fâcherie ne pouvait pas durer très longtemps. Le conseil d'administration de la troupe a donc rappelé son fils prodige, l'élevant au poste de directeur artistique de l'ensemble de la compagnie ; cette fois, il a les pleins pouvoirs.

Son empire est immense, bâti pierre à pierre depuis qu'en 1875 un riche brasseur a décidé de construire dans la ville où Shakespeare est né, Stratford-upon-Avon, à 40 kilomètres de Birmingham, un théâtre dédié au culte exclusif du poète. Il lança une souscription nationale, qui reçut un écho très favorable de la gentry comme du peuple. Quatre ans plus tard, un bâtiment victorien de style gothique s'élevait sur les rives de l'Avon et fut baptisé Shakespeare Memorial Theatre. Huit cents spectateurs assistèrent à la re-création de *Beaucoup de bruit pour rien*, dans le cadre de ce qui n'était alors qu'un festival d'été d'une semaine.

La semaine est vite devenue « saison », puis l'été a commencé dès le printemps, et Stratford est devenu le

rendez-vous semestriel des grands acteurs britanniques du tournant du siècle. Depuis, les fondations de la maison Shakespeare ont été fortifiées. En 1925, l'excellence de l'entreprise est gratifiée d'une charte royale qui la pérennise. Malheureusement, l'année d'après, un incendie détruit entièrement le Memorial. Il faut attendre 1932, après une nouvelle souscription publique, pour que le théâtre que l'on connaît aujourd'hui ouvre ses portes. En 1946, un nouveau directeur artistique, Barry Jackson, instille un souffle radical qu'une formule résume tout entier : « La production plutôt que le profit. » Metteurs en scène et décorateurs changent, un soin particulier est apporté à la découverte de nouveaux talents. Une révolution commence qui portera loin des rives de l'Avon. Peter Brook fait alors ses premiers pas à Stratford. Sous la direction d'Anthony Quayle, la réputation du Memorial ne cesse de grandir. Durant les années 50, les jeunes acteurs comme les stars font le chemin vers le nord : Michael Redgrave, Richard Richardson, John Gielgud, Peggy Ashcroft, Vivien Leigh et Laurence Olivier, Richard Burton... L'Europe occidentale et orientale, l'Union soviétique et les Etats-Unis reçoivent triomphalement les spectacles du Memorial, qui ne craint plus de s'ouvrir à des étrangers prestigieux, comme Paul Robeson et Charles Laughton. Les années 60 sont celles de la reconnaissance unanime et d'une nouvelle organisation. La Royal Shakespeare Company est créée en 1961 par et pour les acteurs du noyau dur de Stratford. Depuis un an, elle dispose d'un théâtre à Londres, l'Aldwych.

Sous la direction de Peter Hall, elle élargit son répertoire aux auteurs classiques et contemporains. Un second théâtre est ouvert à Stratford en 1974. The Other Place, puis une petite salle à Londres en 1977, The Warehouse. Là, le public découvre Howard Barker, Edward Bond et Willy Russell. En 1982, la RSC s'installe dans les murs neufs - et glacés - du Barbican Center, dans la City.

OLIVIER SCHMITT
Lire la suite page 28

SIX SPECTACLES DE LEV DODINE

PAGE 28

La troupe du Théâtre Maly de Saint-Petersbourg revient à Paris pour présenter deux spectacles à Bobigny et quatre à l'Odéon Théâtre de l'Europe. Son directeur, le metteur en scène Lev Dodine, a reçu Nicole Zend tandis qu'il répétait *Claustrophobie*, un spectacle inspiré par les mélées de la nouvelle Russie.

RETROUVER HENRI CALET

PAGE 29

En novembre prochain, le metteur en scène Christian Colin, s'inspirant de l'œuvre du poète disparu en 1956, présentera à Bobigny *Peau d'ours*, d'Henri Calet. Michel Coumot a relu les pages d'un correcteur d'imprimerie devenu écrivain, l'un des meilleurs témoins du Paris populaire.

GALERIES C'EST LA RENTRÉE

PAGE 30

Les galeries parisiennes, du moins celles qui survivent à la crise, ouvrent leur portes toutes ensemble. A l'affiche : des peintres (Shirley Jaffe, Fariba Hajmadi), des photographes (Cindy Sherman, Hervé Guibert) et des sculpteurs (Carl Andre, Sol LeWitt, Horst Mönch) tire les articles de Geneviève Brerette, Michel Guerrin, Philippe Dagen et Harry Bellet.

LE NOUVEL ALBUM DE NIRVANA

PAGE 35

Avec *In Utero*, son nouvel album, Nirvana chronique les bouleversements du succès. En trois ans, le groupe de Seattle est passé de la marginalité à la célébrité planétaire. *In Utero* chante l'exaltation et la peur de trois hommes embarqués sur les montagnes russes de la médiatisation (lire la critique de Thomas Sotinel).

BERNADETTE ROLLIN joue ANNA MAGNANI

de Armand MEFFRE
mise en scène
Gérard GELAS

AU LUCERNAIRE
du 22 sept au 20 nov
20h

45 44 57 34
réservations
coproduction Théâtre du Chêne Noir / Théâtre du Lucernaire

« Performance en Avignon ! C'est Anna Magnani qui fait l'événement, grâce à la comédienne Bernadette Rollin. »
Journal France2 / Georges Begou

Les sports
L'OM est dechu provisoirement de son titre de champion de France

Le président de la Fédération française de football, Jean Piat, a annoncé hier soir que l'OM est dechu provisoirement de son titre de champion de France 1992-1993. Cette décision est motivée par le fait que l'OM n'a pas respecté les règles de la compétition en ne déclarant pas à temps l'absence de certains joueurs.

Le gouvernement approuve de nouvelles dispositions sur l'entrée et le séjour des étrangers

Le conseil des ministres a approuvé hier soir de nouvelles dispositions relatives à l'entrée et au séjour des étrangers en France. Ces dispositions visent à renforcer le contrôle des frontières et à améliorer la gestion des flux migratoires.

Le barreau des avocats a voté hier soir une résolution concernant la réforme de la profession. Cette résolution appelle à une meilleure régulation des honoraires et à une renouveau des pratiques professionnelles.

BOBIGNY / SAISON 93-94

NOUVELLES PRODUCTIONS DU THÉÂTRE MALY DE SAINT-PÉTERSBOURG

A l'Festival d'automne 1988, avec une grande saga paysanne de huit heures, *Frères et sœurs*, le public français découvrait, émerveillé, la troupe du Maly Framatichski Teatr de Leningrad (le « petit théâtre de drame »), venue pour trois représentations. En 1992, il y eut le succès à Bobigny de Gaudemus, satire joyeuse et féroce de la société soviétique, sur le thème de la vie militaire. En 1994, le Maly de Saint-Petersbourg reviendra en France avec une série de spectacles qui permettront de mieux connaître l'étendue du répertoire de ce théâtre de la rue Rubinstein qui dirige, depuis 1983, Lev Dodine, dans la grande tradition russe fondée sur le travail de l'acteur. Cet homme se veut à la fois metteur en scène et professeur, car, pour lui, il n'y a pas de rupture entre école et théâtre.

A Saint-Petersbourg, parlant d'improvisations, la troupe répète actuellement *Claustrophobie* : curieux thème pour un pays qui ouvre ses frontières et en même temps se découvre un autre enfermement... Dans son bureau, orné des seules photos d'Abramov et de Sakharov, Dodine nous a parlé de ce spectacle en train de naître :

« Ce sont des réflexions à propos de notre vie, de notre histoire. Des impressions sur ce que ces jeunes gens ont vu chez eux et en cours de leurs tournées autour du monde. Sur ce qui se passe autour d'eux, et se passait dans leur enfance. Sur ce qu'ils lisent. Ils ont beaucoup appris pendant ces voyages quand ils rencontraient des cultures nouvelles et s'y confrontaient. D'autre part, vu de loin, ce qui se passe chez soi se perçoit d'une façon plus aiguë et plus douloureuse.

« Pen à peu, pendant les improvisations, nous avons commencé à utiliser des sujets de la littérature russe contemporaine, par exemple Dostoevski, que je trouve à la fois drôle et horrible. Yevgeny Erofeiev, l'auteur de *Moscou sur Volga*, Oleska, une nouvelle romancière de grand talent. Cela ne veut pas dire que nous adaptons leurs textes, mais que tout simplement nous en utilisons plusieurs thèmes. Ou parfois même des extraits. En fait, le spectacle est composé avec une grande liberté théâtrale. A partir de leurs observations personnelles à propos de la vie, les comédiens s'expriment avec les mots, la danse, le chant.

— Chaque acteur a donc sa claustrophobie ?
— Le théâtre offre le moyen d'exprimer tous les sentiments que l'on est susceptible d'éprouver. Oui, chaque acteur a sa propre claustrophobie. Chacun de nous a la sienne. Je pense aussi que c'est une maladie très russe. On dit toujours que le pays est énorme ; oui, il est énorme et il y a tant d'espace. Le problème a toujours été là : tout cet espace provoque ma claustrophobie. On peut marcher, marcher dans n'importe quelle direction, c'est toujours la Russie, toujours les mêmes façons de vivre. Je suis en enfermé entre les quatre murs de ce mode de vie.

« Avant, en revenant dans son pays, heureux de retrouver ses amis et sa famille, heureux de rentrer à Saint-Petersbourg, chacun était poursuivi par l'idée qu'il ne pourrait plus jamais sortir. Psychologiquement, nous avons été marqués. Et cette énorme quantité d'énergie ainsi accumulée en nous, dans notre peuple, a souvent pris une tournure négative. Elle ne diminuait jamais, mais se manifestait par des actes complètement absurdes.

« Le titre, *Claustrophobie*, nous est venu pendant nos improvisations. Au début, nous pensions avoir trouvé celui qui correspondait exactement à notre

DODINE
PAR
LES
VILLAGES

Le Maly Framatichski Teatr (le « petit théâtre de drame »), dirigé par Lev Dodine, présentera cette saison une reprise de *Gaudemus* (du 15 au 23 février), précédée, du 18 janvier au 6 février, d'une création, *Claustrophobie*. Ensuite, du 8 mars au 10 avril, à l'Odéon-Théâtre de l'Europe, quatre spectacles permettront de constater l'évolution de son travail : *« Frères et sœurs »*, d'après Fedor Abramov ; *« La Carissia »*, de Tchekhov ; *« Les Étoiles du ciel matinal »*, d'Alexandre Galine, et *« Roberto Zucco »*, de Koltès (dans la mise en scène de Luis Pasqua). Ce sera ensuite l'Angleterre (Londres, Glasgow, Newcastle, Londonderry), puis l'Allemagne.

propos. Ensuite, nous nous sommes dit qu'il fallait l'expliquer. Mais si le spectacle est bien reçu, et compris, ce n'est pas nécessaire. Échappe-t-on à la claustrophobie ? Pour nous, l'art apporte le salut. La foi en l'art demeure, malgré les désastres de l'existence. Selon moi, le monde entier est malade, souffre de claustrophobie. Sinon, pourquoi les peuples deviendraient-ils fous quand ils ont peur d'être enfermés à l'intérieur de leurs petites frontières ? La peur d'être en enfermé dans un espace imaginaire est une véritable psychose.

— Le nationalisme, c'est une forme de claustrophobie ?

— Naturellement. Les maladies sont les mêmes partout, elles se manifestent seulement d'une façon différente. Un futur acteur, ou un futur metteur en scène doit savoir une vérité primordiale : le théâtre, c'est d'abord lui-même, sa relation avec le monde vivant. Par la suite peut-être va-t-il apprendre à s'exprimer à travers Tchekhov ou Shakespeare. Mais, d'abord, il doit comprendre que le théâtre, ce ne sont pas les mots d'un autre. Ce spectacle, je veux le préciser, est aussi un enseignement. Même si le résultat est décevant, je serais heureux de l'avoir mené jusqu'au bout.

— Comment travaillez-vous ?

— Tout commence toujours par l'improvisation. Maintenant, pour *La Carissia*, nous allons d'abord tra-

vailler sur Tchekhov, autour des sujets tchékhoviens que l'on retrouve dans notre société contemporaine. Puisque tout part de nous-mêmes, nous devons refaire le chemin de l'auteur. L'important n'est pas de le trahir, mais de le comprendre si bien que l'on va découvrir ce que nous sommes. Voilà sans doute pourquoi nous répétons plus longtemps que d'autres troupes.

« Fin septembre, nous partions pour Kostroma, la Russie profonde au Nord, où ont été préservés des chants anciens, de vieilles demeures. Nous y resterons vingt jours. Nous allons nous plonger dans cette vie, essayer de nous éloigner de la quotidienneté, nous allons marcher dans des endroits beaux, respirer l'air, nous souvenir de celui que l'on respirait avant, celui que respiraient les héros de Tchekhov ; nous allons reconnaître le sol sur lequel ils marchaient, par quelles fenêtres ils regardaient le monde... Nous allons habiter en pleine nature russe. Comme notre spectacle ne comportera ni fenêtre, ni terre, nous devons les porter en nous-mêmes.

— Dès vos débuts de metteur en scène, vous aviez travaillé de la même façon pour *Frères et sœurs* quand vous vous étiez installés à Verkna, dans le village d'Abramov ?

— Oui. La vie change à une telle vitesse que nous essayons de changer le moins possible, de ne pas nous plier à la réalité. C'est la réalité qui doit se plier à nous. Vouloir changer est une maladie contemporaine. Pourtant, aujourd'hui est la continuation d'hier. Nous ne pouvons rien oublier, rien rejeter ni du passé, ni de nous-mêmes. Réunir les temps est la fonction de l'art : l'être humain ne s'arrête pas, ne connaît pas de rupture de temps. Je crois que l'art est une mission à accomplir, même si tout le monde aujourd'hui affirme que c'est un amusement.

— La formation des futures générations d'acteurs vous importe avant tout, et, comme dans *Gaudemus*,

vous mélangez les élèves et les acteurs confirmés. Vous continuez à enseigner ?

— Oui. L'école est le prolongement naturel du théâtre. Elle ne fournit pas seulement des comédiens, elle oblige à se rappeler que toujours quelque chose de nouveau s'annonce. Elle empêche les professionnels de s'endormir. Grâce à elle, on garde un peu de jeunesse.

— Pourquoi *La Carissia* ?

— J'ai le projet de deux spectacles : une *Carissia* avec des artistes éprouvés et *Platonov* avec des élèves, après *Claustrophobie*. Ainsi nous aurons dans notre répertoire la première et la dernière pièce de Tchekhov, qui comportent beaucoup de thèmes communs, ressentis différemment. Les comparer est intéressant. Nous vivons encore au temps de *La Carissia*, le monde n'a rien découvert d'autre : une époque disparaît, quelque chose de nouveau arrive. Mais, à présent, ce sont les lachas, les parvenus, qui prolifèrent.

« Nous avons toujours eu un public jeune qui a suivi passionnément notre théâtre. Puis est arrivée une relève. Une nouvelle génération qui n'a pas le même sens de l'histoire et regarde autrement. C'est pour ce public tout neuf que nous jouons comme si chaque fois, c'était une première. J'ai lu dans un journal une enquête sur ce que lisent les jeunes : en premier lieu, *Le Maître et Marguerite* de Boulgakov, puis *l'Archipel du Goulag* de Soljenitsyne et, en troisième lieu, *Guerre et paix* de Tolstoï. Contrairement aux idées reçues, ils s'intéressent à l'histoire, celle du soviétisme, des camps. Ils viennent chercher au théâtre ce qu'ils ne connaissent pas. »

Propos recueillis par
NICOLE ZAND

* *Claustrophobie*, du 18 janvier au 6 février. *Gaudemus*, du 15 au 23 février. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche 15 h 30 (grande salle).



« Claustrophobie », les malaises de la nouvelle Russie.

COUP
DE JEUNE

Suite de la page 27

Deux salles sont mises à sa disposition, le Barbican Theatre (1160 places) — et ses portes latérales en bout de rang qui se ferment automatiquement au début de chaque spectacle — et le Pit (deux cents sièges). En 1986, Stratford dispose d'une troisième salle, construite sur les ruines du Memorial, le Swan Theater. Là sont présentés les auteurs contemporains de Shakespeare, souvent oubliés. Trois salles à Stratford, deux salles à Londres, des tournées dans le monde entier : la RSC est une institution unique au monde. Chiffre d'affaires 1991/1992 : 23,13 millions de livres (environ 200 millions de francs). Nombre de représentations : 1801. Nombre de productions : 28, présentées dans 47 lieux au Royaume-Uni. Nombre de spectateurs : 1 117 046 (à l'exclusion des tournées à l'étranger et des reprises dans les théâtres privés du West End). 41 % du budget proviennent des fonds publics et donc 59 % de ses fonds propres (billetterie, films, télévision et sponsorat). A titre de comparaison, le budget de la Comédie-Française

était pour la saison 1992/1993 de 126,2 millions de francs ; la Maison de Molière a donné 535 représentations (tourées comprises) de 18 productions (9 créations en alternance avec 9 reprises) devant 286 528 spectateurs.

Adrian Noble, élevé dans le sérail, ne paraît pas impressionné par l'ampleur de sa tâche. Entre mille et une répétitions et les répétitions de son prochain spectacle, il s'est rapidement — « vingt minutes, c'est tout le temps dont je dispose » — prêt au jeu de l'entretien dans un minuscule bureau situé à l'aplomb d'une salle de répétitions perdue dans la banlieue sud de Londres. A charge de revanche. On lui arrachera seulement une sorte de mot d'ordre : « Il nous faut être pragmatiques. » Mais encore ? « Alors que les problèmes financiers de la compagnie sont en passe d'être surmontés, clarifions nos rapports internes et notre lien avec le public. Il faut réaffirmer un principe artistique de base : l'Angleterre est restée trop longtemps fâchée avec son passé théâtral et son répertoire classique. Notre modernité passe par un retour aux sources, à la langue. Est-ce du conservatisme ? J'y vois plutôt un réel radicalisme. La maîtrise du vers classique me paraît plus révolutionnaire qu'une « déconstruction » mal digérée. La RSC est le meilleur théâtre de répertoire subventionné par le gouvernement, créé pour et par des artistes, à la différence du National Theater, voué par l'establishment. Les artistes ont le devoir de réfléchir à leur vision de l'humanité, et Shakespeare peut les aider à inventer un monde nouveau qui tienne compte de ses racines grecques et latines. Cet effort doit être constant et cohérent : plutôt que de créer des comédies musicales, explorons, avec les artistes, les plasticiens, les musiciens contemporains, les richesses de la tradition anglaise. » Si cette exploration doit se traduire par des spectacles de la qualité, de l'engagement, de la vivacité du *Conte d'hiver*, présenté trop peu de jours à Paris, la Royal Shakespeare Company devrait susciter longtemps encore un engouement qui ne devra rien à ses devanciers du Memorial Theater.

OLIVIER SCHMITT

Sortilège

QUAND nos confrères britanniques y vont unanimement de leurs superlatifs : « proche de la perfection » ; « il y a de la magie et du miracle dans cette production... » — on est forcément tenté d'aller vérifier la validité de telles assertions. C'est donc avec confiance, confiance renforcée par la talent du metteur en scène Adrian Noble (*lire l'article ci-contre*), que l'on prend le chemin du *Conte d'hiver*. Créée lors de la saison 1992 de la Royal Shakespeare Company à Stratford, cette nouvelle production entame cet automne une tournée qui la mènera en Suisse, en France, en Irlande, en Hongrie et en Nouvelle-Zélande.

Production aussi inattendue que réjouissante : là où beaucoup de metteurs en scène se sont récemment attaqués à la pièce par l'ubac, versant sombre et mortifère, Adrian Noble a choisi l'adret, la soleil éblouissant d'un hymne à la vie. Certes, la pièce dit toujours le drame de la jalousie paranoïaque du roi de Sicile, Léontès, qui croit déceler dans l'amitié de sa femme Hermione pour Polixènes, roi de Bohême et son ami, les signes de la trahison. Certes, la reine sera emprisonnée, certes son enfant (Perdita, la bien nommée) sera abandonnée loin d'elle et de la vie qu'elle mériterait ; certes Léontès perdra son fils et l'espoir d'une descendance... Mais Shakespeare avait décidé de rendre Hermione à la vie et à son mari, de leur rendre leur fille aussi, revenue au bras du fils de Bohême, dessinant les contours de l'une de ses pièces les plus souriantes.

D'autant qu'il ne s'achève pas sur la « folie » de Léontès, préférant vagabonder au rythme de

Ecoutez voir

93/94

Lewis, Carroll et Alice	Lewis Carroll Daniel Sauter
Chevalier-Servant	Philippe Dole Eric de Dodelton
La Famille Penouillard	Christophe Laurent Paly
Lola et le Cirque du Vent	Anne Sylvestre Viviane Theophilides
Arlequin serviteur de deux maîtres	Gordon Serge Luyckx
Le Grand Nénuphar d'Amezonie	Monique Enckell Patricia Giron
La Jeune Fille, le Diable et le Moulin	Grégoire Olivier Py
Le tour du monde en 80 jours	Julien Vienne Marc Gaillet
Ville Essouling Monde	Philippe Doré Daniel Baskier
Fenêtres	Bernard Sallan Yve Vireux
La vie intime de Laura	Clotilde Lapeyron Jocelyne

Théâtre des Jeunes Spectateurs

Centre Dramatique National
Montreuil

tel 48 59 93 93

CA
ET
DOU

De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans

De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans

De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans

De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans

De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans

De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans

De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans

De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans

De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans
De 70 ans à 70 ans

BOBIGNY/SAISON 93-94

« PEAU D'OURS » MIS EN SCÈNE PAR CHRISTIAN COLIN

« J'AIME ça, la vie, j'en suis fou. Et d'autant plus que nous n'avons rien d'autre : c'est unique, une occasion exceptionnelle, à profiter, comme disent les camelots, je voudrais bien rester ici une vingtième d'année encore », écrivait Henri Calet en 1948, à la dernière page de *Le Tout sur le tout*. « Vendre la peau de l'ours : se flatter trop tôt d'un succès incertain », dit le dictionnaire de Bescherelle. Il restait alors à Calet huit ans à vivre, et non pas vingt. Il est mort en 1956, à Vence, où seule la morphine atténuait un peu ses douleurs, sans avoir pu mener à terme son dernier livre, *Peau d'ours*.

Sous ce titre, Gallimard a donné une édition posthume des fragments et notes que Calet avait préparés. Avec un sous-titre : *Notes pour un roman*. Ce sont en fait des pages, dépareillées semble-t-il, d'un journal intime des dernières années. Impressions brèves, réflexions, axées surtout sur l'inconfort qu'éprouve Calet à se faufiler entre les « demandes » de plusieurs femmes : une répartition on ne peut plus difficile. Naissance et enfance du fils de l'une d'elles, Luc, dont Calet a la garde, de temps en temps. Un manque effrayant de minimum vital. La mort de la mère de Calet. Puis la maladie de cœur, aux douleurs aiguës. Un Calet qui serre les dents, pour rester sortable, mais si érodé par l'inquiétude, les souffrances, qu'au cours d'une promenade le petit Luc lui demandera : « Est-ce que tu as été petit ? »

Simple, sincère, ce recueil, *Peau d'ours*, fait penser à une liasse incomplète de feuilles qui auraient été brûlées, dans une cascade d'accidents. C'est comme si Henri Calet, pris de court par les agressions de chaque jour, presque de chaque heure, n'eût le temps de rendre coup sur coup que par des gestes égarés. Au point que la lecture de ces feuilles, la conscience du lecteur, sont elles-mêmes disloquées. Un propos un peu suivi, de la part du lecteur, est inenvisageable. Tout ou plus peut-il réagir, intimement, à telle ou telle brisure du texte. Essayons.

« La vie est un mur de prison sur lequel on écrit avec ses ongles. » Ce n'est donc plus « j'olme ça, la vie, j'en suis fou », de *Le Tout sur le tout*. Mais les ongles, oui, Calet sans doute ne se trompe pas. Quand il écrit cela, les murs des cellules de la prison de la Santé, par exemple, étaient gravés d'écritures qui se détachaient en blanc sur le fond de crasse ou de reste de peinture marron. Il faut tout de même que Calet se soit trouvé dans une heure exceptionnellement noire pour associer la « surface » d'écriture au mur de la prison. Ailleurs, dans *Peau d'ours*, il nous dit : « Je n'ai plus que le papier pour confier, pour moi, où je me retrouve » — observation qu'il complète, ailleurs, par ceci, qui est plus intéressant : « Je me vois partout dans mes livres. Il se peut bien que ce ne soit que dans cette seule mesure que j'existe. En réalité, il s'agit plutôt d'une vie à deux, avec tout ce que cela comporte de désordres. »

Entrée en scène de Narcisse. La page de papier étant moins un miroir qu'un écran, sur lequel Calet mijote un Calet aussi peu flâté que possible. Il se voit comme une « poule mouillée », un velléitaire, un raté. Une comédie des « deux timides ». Un cercle on ne peut plus vicieux. Le Calet « couché » sur papier et le Calet qui tient la plume s'exhortant à se morfondre, à s'épouger des larmes amères, à s'exagérer leurs désastres jumeaux, à se tendre l'un à l'autre les pilules ou l'arme du suicide, à s'insulter aussi, à se tendre des pièges très vilains : et en route vers la folie, Calet

CALET ET SON DOUBLE

Du 23 novembre au 22 décembre, le metteur en scène Christian Colin donnera sa vision de l'œuvre d'Henri Calet, écrivain disparu en 1956, dont le dernier ouvrage, « *Peau d'ours* », inachevé, a donné son titre au spectacle. Portrait d'un homme simple, à l'écart des gesticulations littéraires.

blanc et blanc Calet la main dans la main, d'une seule foulée d'un seul cœur, pour le repos bien gagné du couple : « Folie : quelle tranquillité ! On est là, en sûreté, rien à craindre des gens méchants qui sont dehors. » Mais nos deux compères étouffent quand même un peu, là-dedans, et blanc Calet, celui des deux qui tient la plume, de se permettre un petit sourire, un petit coup de talon pour remonter à l'air libre ; il conduit Calet blanc chez l'infirmière du dispensaire (avenue d'Orléans), afin de se faire administrer une piqûre réconfortante, dans la fesse ; la bonne sœur brise trois aiguilles et demande à ce superman : « Vous avez fait du sport ? » C'est cela, *Peau d'ours*.

« Traiter des affaires avec des chaussures trouées. » Calet a raison : les trous des semelles « fragilisent » (dit-on aujourd'hui) la tête du quidam. Il ne suffit pas, comme il écrit, d'observer « une certaine façon de croiser les jambes ». En tenant bien droit son attaché-case, dans lequel il détient non pas des dossiers top-secret mais « des chaussettes à repasser (qu'il) transporte d'un foyer à l'autre ». Quant aux chaussures : « unique paire ». Calet attend, debout, chez le cordonnier, pendant le ressemelage : « Au mur, photos de deux jeunes gens fusillés à la gare de l'Est. » Il ne dit pas si ces deux hommes ont été tués pendant l'Occupation, par des Allemands, ou en août 1944, par des Français. Quoique, à la Libération, on disait « abattus », et pas « fusillés ». Mais c'est bien lui, cette scène : l'attente, le passage à vide, la pluie peut-être, l'autobus qui passe, et le gris, le flou, de la photo, prise sans doute à la va-vite par un amateur. La mort qui imprègne toute chose, comme une humidité. Le

mot « humilité » en écho. Gare de l'Est : souvenir des vers incroyables de Rostand dans sa pièce *la Marseillaise* : « Et le chant formidable, alean jacta est/Sort de tous les wagons de la gare de l'Est. »

« Le mot « songe-creux » : idée d'esquif, de pirogue, de bois creux, évidé... Aller au fil de l'eau. » Belle phrase de Calet, presque un autoportrait. « Songe-creux », c'est sa façon de dire, mais la vérité, c'est qu'il est tout entier aux autres, il les regarde, il les écoute, aussi bien sa mère dont les yeux n'en peuvent plus (« avant, je lui montrais mes devoirs ») que les garçons aux genoux nus, échappés des « maisons » de Savigny-sur-Orge ou d'ailleurs, qui essaient de gagner un kilo de sucre à la foire de la place Denfert-Rochereau. Et cette âme attentive, ce sont des mots qu'il envoie, « esquif, pirogue », l'eau vive, le ciel, le vent, les bouteilles à la mer, brisées.

Peau d'ours : choses de rien, choses de tout. Avant de repasser la frontière. Comme lorsqu'il est allé en Italie, une virée de trois heures, il n'avait pas de sous pour faire plus, il revient, à le douane il se fait demander s'il n'a rien à déclarer. « Non, rien. — Pas même des souvenirs ? » (Le douanier pensait : une bouteille de campari, un paquet de cigarettes Nationale). « Des souvenirs ? », se dit Calet, ob oui, trois heures d'Italie, j'en ai déjà plein partout, mais les déclarer, comme déjà ? Comment si vite ?

MICHEL CURNOT

★ *Peau d'ours*. Du 23 novembre au 22 décembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 16 heures (petite salle).

Desarthe là et ailleurs

C'était un jeune homme fiévreux et taciturne. Tellement étranger au monde clos du théâtre qu'il ne pouvait être qu'exceptionnel. Dans le bdn, dans le mauvais sens, heureusement c'était le bon. Il jouait indifféremment Musset et Arrabal. Parce que depuis il a beaucoup lu, beaucoup appris, il raconte sans état d'âme son ignorance de gamin semi-louard.

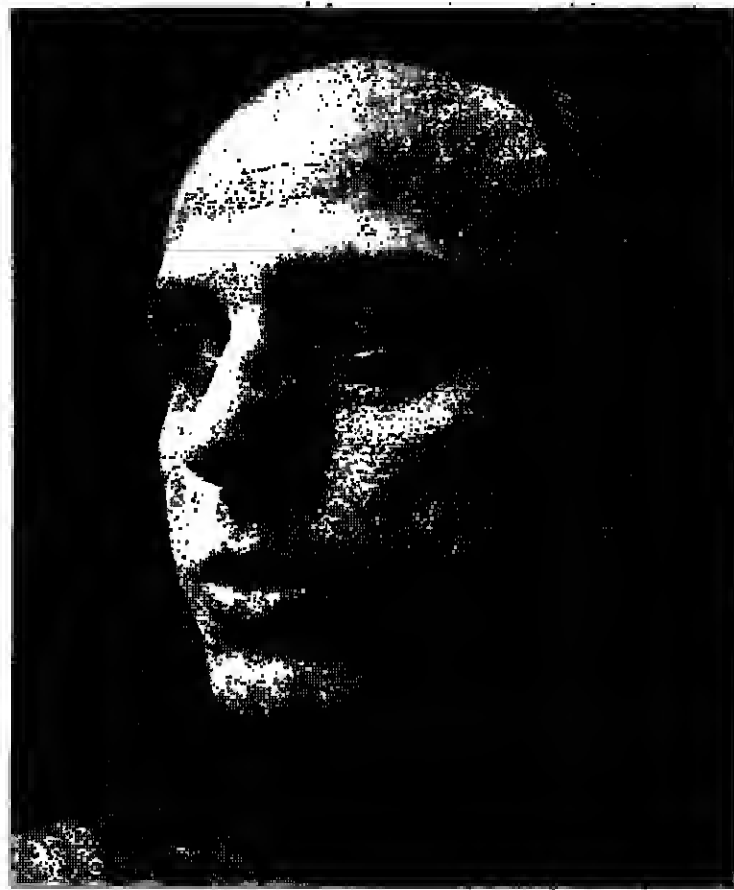
Ensuite, il y a eu Shakespeare et Patrice Chéreau, qui mettait en scène *Richard II*. Desartre interprétait le rôle-titre. Il était Bolingbroke. Pour lui, il a encore été le fou dans *Lear*, d'Edward Bond, et *Peer Gynt*, et *Hamlet*. La semi-louard des débuts était devenu un prince, intellectuel anxieux dévoré de doutes.

Entre-temps, la profession — Vincent, Planchon, Strehler, Karge, et Langhoff, Engel entre autres — l'avait reconnu comme valeur sûre, et, même, quelques-uns montaient des classiques pour lui, en fonction de sa personnalité. « Un peintre me passionne », disait-il : Francis Bacon. Ses visages, ses corps qui sont là, et tirés ailleurs par on ne sait quoi. »

Naturellement, la mise en scène l'attire. Professeur au Conservatoire, il s'habitue à diriger des comédiens. Pour ses élèves, il ne choisit pas des textes « faciles » : par exemple, la *Marienne* de Tristan L'Hermite. En 1988, à Bobigny déjà, il se lance, avec le *Cid*. Un autre genre de difficulté, celle d'un texte trop connu, trop rabâché dans les écoles, les lycées, les matinées classiques. Gérard Desartre y découvre les rudes relations fils-père. Et comme il n'est jamais là où on l'attend, pour sa seconde mise en scène, lui le malgre, le fiévreux, s'est choisi le roman d'Amélie Nothomb, *Hygiène de l'assassin*, s'est penché sur le cas de son héros, auteur célèbre qui a cessé d'écrire pour se transformer en gourmet obèse.

C. G.

★ Du 15 mars au 10 avril. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 h 30 (grande salle).



JEAN BEVENGUERAND

son imagination et des chemins d'Europe, de fête paysannes en magie pure.

Adrian Nobis a choisi de se mettre tout entier, et quelques-uns des meilleurs interprètes de la Royal Shakespeare Company, au service de ce joyeux vagabondage. Les décors, les musiques, les costumes, traversent les époques en se moquant d'eux-mêmes et de toute chronologie. A un coûteux déploiement de force, Adrian Noble a préféré l'invention, le tour de passe-passe à base de matériaux de grande simplicité : des toiles translucides, quelques meubles facilement escamotables, des ballons multicolores, fil rouge d'une mise en scène festive qui n'hésite pas à se transformer à l'acte IV en comédie musicale, plus munichoise qu'élisabéthaine... Sous sa direction, dans les rôles principaux, le public français pourra juger une fois encore des qualités du « jeu anglais » et de l'esprit de corps de la troupe. Shakespeare avait imaginé deux trions, l'un masculin — Léontès (John Nettles), Autolycus (Richard McCabe) et Polixènes (Paul Jesson), — l'autre féminin — Hermione (Semen-the Bondi), Emilie (Angela Vele) et Paulina (Gemma Jones). Ssmantha Bond, l'une des actrices les plus populaires en Grande-Bretagne, devrait séduire le public. Sa force, son engagement, sa beauté sont du domaine du sortilège, en parfait accord avec le personnage surgi de la brutale fantaisie du poète.

O. S.

★ Du 28 septembre au 2 octobre à 20 h 30. Représentation supplémentaire le samedi 2 à 15 heures (grande salle), spectacle en anglais surtitré en français.

Ecoutez voir



THEATRE HEBERTOT

LA VOLUPTÉ DE L'HONNEUR

LUIGI PIRANDELLO

Traduction de ANDRÉ BOUISSY Editions GALLIMARD

avec GERARD DESARTHE PATRICE KERBRAT LUCIENNE HAMON CLOTILDE MOLLET ERIC PRAT MICHEL PEYRELO

mise en scène JEAN-LUC BOUTTE

43 87 23 23

Agenda

Le Conte d'hiver, de Shakespeare. Par la Royal Shakespeare Company (lire les articles ci-contre).

The Cave, de Steve Reich et Beryl Korot. Par le Steve Reich Ensemble. Mise en scène de Caray Peyloff. Du 21 au 24 octobre. Du jeudi 21 octobre au samedi 23 octobre à 20 h 30, dimanche 24 à 15 h 30 (grande salle).

Les Perses, d'après Eschyle. Mise en scène de Peter Sellers. Du 9 au 28 novembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche à 15 h 30 (grande salle).

Peau d'ours, adapté de l'œuvre d'Henri Calet. Mise en scène de Vincent Colin (lire l'article ci-dessus).

Boby, spectacle autour de Boby Lapointe. Chef de troupe Jean-Louis Houdin. Avec Isabelle Caubère, Stéphane Delbasse et Gérard Guillaumat et la Fanfare du loup. Du 5 au 30 janvier. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 16 heures (petite salle).

Claustrophobie, création de Lev Dodina (lire l'article page précédente).

Gaudeamus, création de Lev Dodina (lire l'article ci-dessus).

Hygiène de l'assassin, d'Amélie Nothomb (lire l'article ci-dessus).

La Métamorphose, de Franz Kafka. Mise en scène de Marcela Salvarova Bideau. Avec Jean-Luc Bideau. Du 8 mars au 3 avril. Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 16 heures (petite salle).

Festival Banlieues bleues. Le 5 mars à 20 h 30 (programme à préciser).

Rencontres chorégraphiques de Begnolet. Mai/Juin (programme à préciser).

★ Maison de la culture de Bobigny, 1, boulevard Lépine, 93000 Bobigny. BP 71, 93002 Bobigny Cedex. Tél. : 48-31-11-45.

Ecoutez voir



Soyez les Premiers aux **PREMIERES** - 50% du 28/9 au 8/10 PETIT MONTPARNASSE 43.22.77.30

David WARRILLOW L'inquisiteur

de Robert PINGET

mise en scène Joël JOUANNEAU

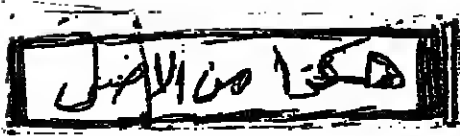
"C'est drôle... irrésistible, ébourdissant." LA CROIX

"D'une justesse miraculeuse, bouleversant." LE FIGARO

"Quelle réussite... prodigieuse !" LE CANARD

"Un moment de pur bonheur." LE QUOTIDIEN

du mardi au samedi 21h - dim. 15h30 AU Foyer des 17h ASSIETTES GOURMANDES et VINS CHOISIS



MUSIQUE

Classique

Mercredi 22 septembre

Kagel

Variété
Vanessa Barrios,
Les Bubb,
Oliver Groszer,
Kanya Black Scorpions,
Les Mandragoras,
Hans père et fils,
Joffi Sheridan,
Omar Pasho,
Ensemble Modern Frankfurt,
Mauricio Kagel (direction).
Ouverture du Festival d'automne. Un spectacle singulier s'installe à l'Opéra-Comique. Sur une musique en demi-teintes de Mauricio Kagel, la réunion d'une dizaine de numéros (tous formidables) de music-hall à l'antenne : équilibristes, femmes-serpents, magiciens, illusionnistes, ombres chinoises. Le cirque, genre en voie de disparition, salut par un compositeur d'origine argentine. L'Allemand Werner Herzog, dans le rôle du metteur en scène, y a ajouté un sacré zeste de poésie.

Opéra-Comique. Salle Favart (les 22 et 23, 21 heures ; le 24, 19 heures et 21 heures ; le 25, 18 heures et 19 heures). Tél. : 42-86-88-83. De 50 F à 130 F.

R. Strauss
Don Juan
Vier letzte Lieder
Ainsi parlait Zarathoustra

Margaret Price (soprano),
Orchestre du Paris,
Semyon Bychkov (direction).

Deuxième concert Strauss de la rentrée pour l'Orchestre de Paris. Et maintenant tenace sur les sommets. Les *Quatre derniers lieder* n'ont d'intérêt que s'ils

consacrent les noces d'un chef et d'une voix. tels Della-Casa avec Behm ou Schwarzkopf avec Szell. *Quid* de Margaret Price avec Bychkov ?

Salle Pleyel (les 22 et 23, 20 h 30 ; le 25, 16 h 30). Tél. : 45-83-88-73. De 85 F à 280 F.

Goidoni et ses musiciens
Elèves de l'École d'art lyrique,
Claire Vergnony-Nison (clarinète),
Patrick Cohen-Alkanine (violin),
Christophe Combes (violoncelle),
Christophe Verhaert (piano),
Olivier Opatowicz (direction),
Alain Garibot (mise en scène).

Fixé à des dates où les lycéennes traditionnelles se consacrent aux premières de Bastille et de Châtelet, un montage d'apparence plutôt réjouissante réunit, au service des jeunes chanteurs de l'École de chant de l'Opéra de Paris, des musiciens extérieurs aux formations maison.

Opéra-Bastille (les 22 et 24, 20 heures ; le 25, 14 h 30). Tél. : 44-73-13-00. 50 F.

Jendi 23
Wagner
La Valkyrie

Simon Estes,
Victor Braun (le Hollandais),
Sabine Hass,
Elizabeth Meyer-Topas (Senta),
Anne Haugland (Daland),
Peter Straus,
Alan Woodrow (Erik),
Sandra Walker (Mey),
Luis Lombardo (le pilote),
Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris,
Myung-Whun Chung (direction).

Werner Herzog (mise en scène). Remplacement Falk Struckmann, Simon Estes incarne lors des premières représentations le Hollandais volant. Chacun attend Chung sur ce terrain accidenté. Mais garde-t-on encore quelque espoir d'entrer ? Il reste, toutes catégories confondues, un quota de 500 places disponibles avant chaque représentation.

Opéra-Bastille, 19 h 30 (les 25 et 27). Tél. : 44-73-13-00. De 60 F à 570 F.

Vendredi 24
R. Strauss
Le Chevalier à la rose

Felicity Lott (la maréchale),
Randi Stone (Octaviani),
Kurt Rydl (le baron Ochs),
Gottfried Herrick (Raspini),
Cynthia Sieden (Soubise),
Maîtrise des Hauts-de-Seine,
Chœur du Théâtre du Châtelet,
Philharmonia Orchestra,
Armin Jordan (direction).

Adolf Dresen (mise en scène). Adolf Dresen est ce metteur en scène allemand qui s'était attaqué à la *Lulu* de

Berg pour le Théâtre du Châtelet. Direction d'acteurs exemplaire, même si la production restait marquée par le théâtre bourgeois. Dresseo revient pour le *Chevalier à la rose*, archétype de la pièce de boulevard sublimée par des références explicites au Mozart et au Da Ponte des Noces et par l'émotion suscitée par le rôle de la femme sur la ligne de crête de sa beauté, soudain mise par les hommes en face d'une vieillesse annoncée. Il reste quelques places, à tous les prix, pour aller apprécier la *Marche de Felicity Lott*.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 19 h 30 (le 27). Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 485 F.

Dimanche 26
R. Strauss
Till Eulenspiegel

Mahler
Lieder
Schubert
Symphonie n° 9 et la Grande
Jard Van Nes (mezzo-soprano),
Philharmonia Orchestra,
Nikolai Pletnev (direction).

Au fil de leurs visites répétées, les musiciens du Philharmonia doivent commencer à bien parler le français ! Une politique d'accueil en résidence en a fait les hôtes réguliers du Châtelet et on s'en félicite. Jard Van Nes est une vraie mezzo, néerlandaise, voix magnifique.

C'est Erich Leinsdorf qui devait diriger cette soirée mais le chef américain a définitivement quitté la scène le 11 septembre.

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 17 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 70 F à 200 F.

Lundi 27
Caccini, Scarlatti
Caldara, Cesti
Vergoldi, Paisiello
Vivaldi, Schubert
Bellini

Mémoires italiennes
Cecilia Bartoli (mezzo-soprano),
György Fischer (piano).

Quelques disques d'airs de Mozart, de Rossini, une apparition unanimement saluée dans la *Centenaria*, et Cecilia Bartoli vend à peu près autant de disques que Pavarotti. C'est une vraie star, et la force est en elle.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Tél. : 49-52-50-50. De 90 F à 560 F.

Mardi 28
Cage
103

Orchestra of the Radio de Cologne.
Parce que 103 pour orchestre avait exactement la même durée que son film *One 11*, John Cage (toujours confiant dans le hasard, avait décidé de l'associer. Le résultat fut créé à Cologne. Puis John Cage, disparu lors de l'été 1992, regagnait définitivement ce silence qu'il avait tant aimé et que sa musique n'a jamais cessé de célébrer. Le Festival d'automne, reprenant l'ultime opus, salue d'ici les

Châtelet. Théâtre musical de Paris, 20 heures. Tél. : 40-28-28-40. De 55 F à 170 F.

Caplet
Cantata
Diverses œuvres pour harpe
Sonnet de Ronsard
Sagittar pour cordes vocales
et instrumentales

Liszt
Sur la tombe de Richard Wagner
Isabelle Morici (harpe),
Quatuor Parini,
Solistes du Nouvel Ensemble vocal,
Hervé Farge (direction).

Alors que l'on commémore à Paris la grande Lily Laskine, la saison musicale du Musée d'Orsay s'ouvre sur un bouquet d'œuvres d'André Caplet, contemporain de Debussy surtout connu par son essai *Volonté de la barbe*, dans le *Musée de la mort* rouge. Toutes les œuvres de Caplet réunies ici sont à découvrir, et même, pour beaucoup, la pièce de Liszt pour piano, très caractéristique de la dernière période du musicien.

Musée d'Orsay, 12 h 30. Tél. : 40-49-47-17. 50 F.

Régions

Ambronnay

Haydn

La Création
Nancy Argenta (soprano),
Christoph Prigandien (ténor),
Hubert Claessens (basse),
Chœur de chambre de Namur,
Le Petit Band,
Sigiswald Kuijken (direction).

Chœurs monumentaux. Figurations instrumentales naturalistes. Solos géniaux. Cet oratorio est sans doute le chef-d'œuvre religieux de Haydn. L'exécution des Belges devrait être à la hauteur.

Les 25 et 26, Abbaye, 20 h 30. Tél. : 74-35-08-70. 100 F.

Reims

Bach

L'Art de la fugue
André Vieu (piano).
Fils du compositeur et théoricien roumain Anatol Vieu, le jeune pianiste ne monte sur scène, depuis qu'il a choisi de se fixer en France, que pour parcourir de grands cycles. *Variations Goldberg*, pour son premier récital à la radio. Et maintenant *L'Art de la fugue*. Un peu Gould, un peu Lulu, un peu Theodor Monk. Vieu ne joue, en fait, comme personne.

La 25, Palais du Tau, 18 heures. Tél. : 26-47-03-94. 50 F.

Jazz

Steve Wilson Quartet

Un musicien ouvert, encore en passe de, à tête chercheuse, intelligent et bon technicien (saxophone alto), c'est trop rare. Au piano, le plus prometteur et le plus réaliste de la garde montante, Laurent de Wilde. Au total : la semaine à ne pas manquer dans un club à l'accueil très british (Hippocampe).

Ou 22 et 28, La Villa, 22 h 30. Tél. : 43-26-60-00.

Jean-Louis Chautemps
Les occasions sont trop rares, la mariée trop belle, la vie trop courte : Chautemps en club, inattendu, imprévu, avec toute son histoire fusalement effacée derrière lui et son talent à déplacer le monde de la musique et celui des événements mathématiques, c'est l'événement. Une semaine de la vie peut en changer de couleur.

Les 24 et 25, Sunset, 22 h 30. Tél. : 40-28-46-60.

Taj Mahal
Bhutanais post-moderne, grande figure des seventies, on regrette que Taj Mahal ne se présente pas avec le groupe *Gravy* (six tubes difficiles à déplacer par avion) de Howard Johnson. Resterait un timbre très particulier, un sens de la scène et une évocation des voyages. L'époque redevient celle de Taj Mahal. Bonne nouvelle.

La 28, New Morning, 21 heures. Tél. : 45-23-51-41.

Festival de Perpignan
Clique festival en terre catalane. Le ton est donné par le générique, il s'agit de musiques sans concept, sans calcul, sans intérêt (au sens bourgeois) : la queue magique de toutes les courtes inspirées, l'autre façon de supposer le festival, la rencontre et la scène. Lol Coxhill, Elton Dean, Louis Sclavis, l'ONI, l'académicien Jan Garbarek, le

troufiont patenô Hermeto Pascoal, les duettistes les plus involontairement comiques de la plaquée (Maria Joao et Aki Takase) avec des éclats déchirants comme d'un vieux fada fané (Monsieur Joso) et l'Orfeu Negro de Michel Marre.

Du 25 septembre au 16 octobre. Association Strass, tél. : 68-35-37-46.

Rock

Madonna

Madonna succède à France Gall sous la grosse motte de gazon. Madonna est une travailleuse de force, qui surmonte ses handicaps comme d'autres escaladent les falaises à mains nues. Jusqu'à aujourd'hui, elle a toujours beaucoup donné sur scène.

La 28, Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 heures. Tél. : 40-02-60-02. De 190 F à 350 F.

Tournées

Calvin Russell

A Austin, Texas, dont il est originaire, personne ne connaît Calvin Russell. En revanche, à Paris, à l'Élysée-Montmartré, il déplace les foules grâce à ses chroniques de la vie sur la route, à sa version sincère des mythes américains. L'histoire et la géographie ont de ces caprices !

La 23 septembre, Saint-Maxent, salle Dantier. Le 25, Parnass-Guine, salle des fêtes. Le 27, Paris, à l'Élysée-Montmartré. Le 29, Rouen, l'Esco 7. Le 30, Orléans, le Zig-Zag.

Fishbone

1^{re} partie : Tool

Athlètes complets, les musiciens de Fishbone ne sont peut-être plus aussi inventifs qu'ils l'ont été, leur fougue a un peu viré à l'indiscipline, à la complaisance. Il n'empêche qu'ils sont encore capables de beaux moments, entre jazz et funk. Quant à Tool, ils seraient capables de déprimer un amateur de jeux télévisés, ce n'est pas le moindre de leurs mérites.

La 23 septembre, Toulouse, le New-Bikini. La 25, La Rochelle, salle des congrès. La 27, Bordeaux, Théâtre Barrois. La 28, Nantes, l'Escal. La 29, Rennes, salle de la cité. Le 30, Caen, le Zénith.

Chanson

France Gall

Service minimum à Bercy. France Gall chante une petite vingtaine de chansons, accompagnée par quatre musiciens. On se demande si ce parti pris de sobriété ne cache pas un peu de radinerie.

Du 22 au 25, Palais omnisports de Paris-Bercy, 20 h 30. Tél. : 40-02-60-02. De 135 F à 255 F.

Régine

Régine dans ses nouveaux habits : Fréhel, Damia, et autres stars revenues à la mode aujourd'hui.

Ou 22 au 25, Bouffes du Nord, 20 h 30. Tél. : 48-07-34-50. De 120 F à 150 F.

Jeanne Mas

Jeanne Mas est de retour : la voix poétique, les effets attendus, les chansons alignées sur un mode d'adieu à la lettre.

Les 23, 24 et 25, Casino de Paris, 20 h 30. Tél. : 49-95-98-99. De 150 F à 180 F.

Tournée

Jérôme Dahan

L'album *Seve* (chez Phonogram) pour un printemps laisse présager du meilleur : souplesse, inspiration, style. Petites salles et show-cases en magasin pour les premiers pas d'un jeune artiste.

Le 29 septembre, à Marseille, à la Fnac. Le 30, Lyon, à la Fnac.

Musiques du monde

Quatuor Sanacore

Un quatuor féminin issu de la très riche mouvance suscitée par Giovanna Marini. Racines au plus profond de la culture italienne avec charme et voix éclatantes.

Du 22 au 25, Tourtour, 19 heures. Tél. : 48-87-82-48. 80 F.

L'Orchestra Bailam

La musique et la chanson kabyles ont cultivé un espace de liberté dans l'univers arabo-berbère du Maghreb. Raffinée, tout en souplesse mélodique, la musique berbère de Djamel Allam fait son entrée au Centre culturel algérien.

Les 23, 24 et 25, Centre culturel algérien, 20 h 30. Tél. : 46-54-95-31. 50 F.

Mônica Passos

Mônica Passos chante à merveille dans un style qui s'apparente au baroque urbain des cités brésiliennes, elle joue la comédie, aime l'humour grinçant. Dans la grande tradition du music-hall, avec la fraîcheur et l'énergie de la bossa des années 90.

Les 24, 25 et 26, Passage du Nord-Ouest, 22 heures. Tél. : 47-70-81-47.

Sâ e Guarabira

La chanson brésilienne, vue sous l'angle de la bonne variété. Sa e Guarabira ont déjà derrière eux un long passé de succès populaires et calmes.

Le 25, New Morning, 21 heures. Tél. : 46-23-51-41.

Harry Belafonte

On peut voir en lui un pionnier du métissage, parce qu'il a chanté le calypso aux États-Unis en un temps où Bob Marley était encore un gamin au crâne rasé. On peut aussi voir en lui un chanteur de variété, rompu aux ficelles de Las Vegas. On peut enfin considérer Harry Belafonte comme un grand séducteur. Les trois seront à l'Olympia.

Le 27, Olympia, 20 h 30. Tél. : 47-42-25-48. De 200 F à 400 F.

Taïlia et Benizmet

A deux, une nouvelle manière de réinventer la chanson yiddish, avec un enthousiasme jamais éteint.

Le 28, Petit Journal Montparnasse, 21 heures. Tél. : 43-21-56-70.

La sélection « Classique » a été établie par Anne Rey.
« Jazz » : Francis Marmande.
« Rock » : Thomas Sotinel.
« Chansons » et « Musiques du monde » : Véronique Mortaigne.

FESTIVAL DE LILLE

MICHAEL NYMAN
MUSIQUE GRANDE VIEILLE
THE PIANO CONCERTO

CREATIONS

26 SEPTEMBRE 93
PARIS - LILLE
1 HEURE

ORCHESTRE NATIONAL DE LILLE
MICHAEL NYMAN BAND
direction Jean-Claude Casadesus
Nouveau Siècle - Lille

Location FNAC
MAISON DU NORD PAS-DE-CALAIS PARIS 49 30 07 07
Renseignements 20 52 74 23

le Monde ÉDITIONS

Social
Par ici la sortie !
Alain Lebaube

la vie au-dessus - dessous des mille mètres
Giovanna Marini

EN VENTE EN LIBRAIRIE

THEATRE
ORLANDO VIRGINIA WOOLF
ROBERT WILSON
ISABELLE HUPPERT
L'INSTITUT BENJAMIN
ROBERT WALSER
JOEL JOUANNEAU
LES DISPARUS
BRUNO MEYSSAT
WOYZECK GEORG BÜCHNER
JEAN-PIERRE VINCENT
DANIEL AUTEUIL
DOMINIQUE BLANC

LE BARUFFE CHIOZZOTTE
CARLO GOLDONI
GIORGIO STREHLER
UNE DES DERNIÈRES
SOIRÉES DE CARNAVAL
CARLO GOLDONI
LLUIS PASQUAL
LES PÈRES ESCHYLE
PETER SELLARS
ESCLAVES DE L'AMOUR
KNUT HAMSUN
MARC FRANÇOIS
LE JOUR DE FÊTE
TATTOO THEATRE
MLADEN MATERIC

HIP HOP WALTZ OF EURYDICE, THE LAW OF REMAINS
REZA ABDON

DANSE
LE BALLET ATLANTIQUE
REGINE CHOPINOT
TWYLA THARP
DANCE COMPANY
LUCINDA CHILDS
DANCE COMPANY
COMPAGNIE BAGOUET

MUSIQUE
PORTRAIT EN CINQ
CONCERTS DE
HELMUT LACHENMANN
JOHN CAGE
JOHN ADAMS

CINEMA
ALAIN CUNY
LUC MOULLET
ATOM EGOYAN

21 SEPTEMBRE - 30 DECEMBRE • RENSEIGNEMENTS RESERVATIONS • 42 96 96 94

l'Épave

Adam & Eve

Expédition Rabelais

Nits

LA SÉLECTION

الصحافة

LA SÉLECTION

DE LA SEMAINE

THEATRE

Essai de Paris, 8, rue Pierre-au-Lard, 4. A partir du 28 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 42-78-48-42. De 50 F à 150 F.

Le Conte d'hiver
de William Shakespeare, mise en scène d'Adrian Noble, avec Samantha Bond, John Bort, Alan Cox, Jeffery Dench, Roger Frost, Don Gallagher, Phyllida Hancock, John Hodgkinson, Stephanie Jacob, Andrew Jarvis, Paul Jesson, Gemma Jones, Bernadette Key, Richard McCabe, Catherine Mears, John Natties, Jenna Russell et Ian Taylor.
(Lire nos articles pages 28 et 29)
Spectacle en anglais surtitré en français.
Maison de la culture, 1, bd Lénine, 93000 Bobigny. A partir du 28 septembre. Le mardi à 20 h 30. Tél. : 48-31-11-46. 95 F et 130 F.

Les Figures
d'Olivier Tosi, mise en scène de l'auteur, avec Sieghel Angell, Cédric Annon, Emmanuel Debbous, Sabine Destamans, Xavier de Mazancourt, Clémence de La Roche, Barbara Filloux, Rodé Marquet et Christine Mignan.
Un étrange quatuor d'années, de surcroît mythomane, à la recherche de leur vérité.
Bateau-théâtre le Mare au diable-Rive gauche, face 3, quai Malaquais, 6. Le 28 septembre, 14 h 30. Tél. : 40-46-80-72. 70 F et 100 F.

L'inquisiteur
de Robert Pinget, mise en scène de Joël Jouanneau, avec David Wardlaw et Michael Kraft.
L'intendant du château a disparu, un ancien domestique est interrogé. Voir et revoir David Wardlaw.
Montparnasse (Petit), 31, rue de la Galté, 14. A partir du 28 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-30. Durée : 1 heure. De 80 F à 120 F.

Les Marrons du feu
d'Armand Muffre, mise en scène de Gérard Gélis, avec Pascal Sardet, Brigitte Cottillon, Marc Citti, Philippe Fretin, Catherine Kocher-Matiasse, David Gahison et Yves Thovonnet.
Musset et Vinaver réunis pour un spectacle qui dit les fureurs attachées à la perte des biens de ce monde.
Arc-en-Ciel théâtre, 1, place du Général-de-Caulle, 94000 Rungis. A partir du 28 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-60-79-00. Durée : 1 h 30. 80 F et 110 F.

Chair amour
de Victor Haïm, mise en scène de José Valverde, avec Dominique Arden, Alida Latessa et Jean Guérin.
Un vieux beau, sa sixième femme, sa fille, un sombre manoir et, en bout, la mort.
Durois, 108, rue du Chevaleret, 13. Les 22 et 23 septembre, 20 h 30. Tél. : 45-44-67-34. De 71 F à 140 F.



« L'inquisiteur », mise en scène de Joël Jouanneau au Petit Montparnasse.

La Nuit juste avant les forêts
de Bernard-Marie Koltès, mise en scène d'Yves Adair, avec Laurent Bérénice.
Tragique et satirique, un homme seul dans la jungle des villes. C'était le premier texte de Bernard-Marie Koltès.
Centre Georges-Pompidou, rue Rambuteau, 2. A partir du 23 septembre. Le lundi à 19 heures, du jeudi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 44-78-13-15. Durée : 1 h 15. 50 F et 80 F.

Pouchkine
d'après Alexandre Pouchkine, mise en scène de Sophie Louchevsky, avec Jean-Marc Bory, Jany Gastaldi, Michèle Clézier, Hamann Goin, Simona Maicanescu et Laurent Manzoni.
Sophie Louchevsky a réuni six courtes pièces de Pouchkine dont les héros sont des figures légendaires, et chacune se passe dans un pays d'Europe.
Arthénia-Louis-Jouvet, 4, square de l'Opéra-Louis-Jouvet, 9. A partir du 28 septembre. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-42-67-27. De 140 F à 30 F.

La Vie au-dessus et au-dessous des mille mètres
de Giovanna Marini, avec Patrizia Bovi, Lucilla Galeazzi, Giovanna Marini et Patrizia Nasini.
Nouvelle cantate sur l'Italie, la beauté, la mort, la mer empoisonnée, la montagne, l'homme en vie.
Théâtre Gérard-Philipa, 59, bd Jules-César, 93000 Saint-Denis. A partir du 23 septembre. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 42-43-17-17. 30 F et 50 F.

Paris

Les Désarrois de Gilda Rumeur
de Marie Pacôme, mise en scène de Jean-Luc Moreau, avec Marie Pacôme, Michel Creston, Nathalie Mazens, Claude Brécourt, Laurent Montagnier et Marie-France Mignot.
Marie Pacôme la surnivele de charme par le théâtre.
Saint-Georges, 61, rue Saint-Georges, 9. Du mardi au samedi à 20 h 45, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-78-63-47. De 100 F à 235 F.

Munich-Athènes
de Lars Noren, mise en scène de Claudia Slavisky, avec Aurélien Recoing, Laurence Roy, Ronéo Escalé et Arlette Baldis.
Un couple d'intellectuels en plein désarroi dans le no man's land de leurs fantasmes. Un couple d'acteurs prodigieux.
Cartouchier-Théâtre de la Tempête, cours du Champ-de-Mars, 12. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 45-78-63-47. De 100 F à 235 F.

dimanche à 18 heures. Tél. : 43-28-36-36. 60 F et 110 F.

Orlando
d'après Virginia Woolf, mise en scène de Robert Wilson, avec Isabelle Huppert.
Les voyages fantastiques d'un gentilhomme élisabéthain qui parcourt le monde, les siècles, les sexes, Isabelle Huppert et Bob Wilson ouvrent le Festival d'automne.

Passions secrètes
de Jacques-Pierre Amette, mise en scène de Patrice Kerbrat, avec Jean-Luc Cochet, Stéphane Frales, Clotilde de Baryser, Catherine Frot, Jean-Yves Barteaux et Alex Dessus.
Une famille bien tranquille, bien à l'aise dans son milieu intelligent et esot. La fuite des apparences.
Montparnasse, 31, rue de la Galté, 14. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 h 30 et 21 h 15. Matinée dimanche à 15 h 30. Tél. : 43-22-77-74. De 230 F à 50 F.

Le Roman d'un tricheur
de Sacha Guitry, mise en scène d'Henri Lazzarini, avec Jean-Luc Cochet, Liliane Sorval, Stéphane Cullerier et Paul Lascot.
Guitry a souvent porté ses pièces au théâtre, voilà l'un de ses films les plus fameux porté sur scène.
Bateau-théâtre le Mare au diable-Rive gauche, face 3, quai Malaquais, 6. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 40-46-80-72. 70 F et 100 F.

Threepenny Lear
de William Shakespeare, mise en scène de Bernard Sobel, avec Maria Casarès, Xavier Guitier, Denis Leger-Milhan, Nicolas Rissler, Jean Badin, Jean-Pierre Borge, Alain Moe, Claude Duparlot, Frédéric Pellegrin, Michel Sompoli, Claude Guyonnet, Agnès Sourillon, Stéphane Schwartzberg et Cécile Garcia-Fogel.
Roi et père, bafoué et grandiose, Lear est une figure qui bante les comédiens, les comédiennes. Ainsi la Casarès, grandiose, effectivement.

La Tranche
de Jean-Daniel Magnin, mise en scène de Philippe Adrien, avec Nicolas Delaprat, Jean-Marie Galey, Victor Garviter, Annie Mercier et Fabienne Tricotier.
Aventures et mésaventures d'un mauvais fils, et de sa famille qui ne veut guère mieux.
Bastille, 76, rue de la Roquette, 11. Du mardi au samedi à 21 heures. Matinée dimanche à 17 heures. Tél. : 43-57-42-14. De 56 F à 100 F.

Un couple ordinaire
d'après Gitta Sereny, mise en scène de Robert Kuperberg, avec Aurélien Clément, Guy Tréjan, Pierre-François Martin-Laval et Maïa Simon.
D'après les interviews, authentiques, d'un jardinier de camp de la mort, et de sa femme.
Théâtre national de Chaillot, 1, place du Trocadéro, 18. Du mardi au samedi à 20 h 30. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 47-27-81-15. Durée : 1 h 45. De 80 F à 150 F.

Le Visiteur
d'Eric-Emmanuel Schmitt, mise en scène de Gérard Vorgez, avec Maurice Garrel, Thierry Fortmeau, Justina Stoleru et Joël Barbois.
On ne sait rien de la pièce, mais la distribution est prometteuse.
Petit Théâtre de Paris, 15, rue Blanche, 9. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 h 30. Matinée dimanche à 17 h 30. Tél. : 42-80-01-61. De 120 F à 180 F.

La Volupté de l'honneur
de Luigi Pirandello, mise en scène de Jean-Luc Bourdès, avec Gérard Desarthe, Clotilde Mollet, Lucienne Hamon, Patrice Kerbrat, Eric Prat et Michel Peyrion.
Variations autour des réalités tangibles et

intangibles, des glissements d'identité, des façons de voir et de se faire entendre. Pirandellissime.
Hébertot, 78 bis, bd des Batignolles, 17. Du mardi au samedi à 21 heures, le samedi à 18 heures. Matinée dimanche à 15 heures. Tél. : 43-67-23-23. De 250 F à 100 F.

Strasbourg
Les Supplantes
d'Eschyle, mise en scène de Mikhaïl Khorit, avec Claudine Movassarian, François Bedel et Mikhaïl Khorit.
Les filles de Danos fuient l'Egypte et se réfugient à Argos, où elles demandent asile.
Le Maillon, 13, place André-Maurais, 67000 Strasbourg. Le 27 septembre, 20 heures ; le 28, 20 h 30 (et les 29, 30 septembre, 1^{er} et 2 octobre). Tél. : 88-27-81-81. 50 F et 70 F.

DANSE

Ballet de l'Opéra de Paris
Defilé, Concerto en ré, Etudes in the Middle, Somewhat Elevated
Réouverture en fanfare du Palais Garnier, avec l'irrésistible grand Défilé de la troupe et de l'école, un ballet réglé par Claude Bessy pour ses élèves, et les can-can-chans-chans de Landet et de Forsythe, qu'on ne se lasse pas de revoir.
Palais Garnier, les 28 et 30 septembre, les 1^{er}, 2, 4, 5, 6, 7 et 8 octobre, à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 50 F et 140 F.

Compagnie Jean Gaudin
Les Paupères rebelles (1)
Deux pièces inspirées à Jean Gaudin l'une par le roman et le film *On achève bien les chevaux*, l'autre par les *Fragments d'un discours amoureux* de Roland Barthes.
Théâtre de la Ville, (1) les 28 et 29 septembre, (2) les 1^{er} et 2 octobre, à 20 h 30. Tél. : 42-74-22-77. 50 F et 140 F.

Companhia de dança de Lisboa
Cenas de capa
Début d'un cycle de danse contemporaine portugaise, avec des scènes de danse d'Oliveira, spectacle sur la séduction, la lutte, les jeux de pouvoir, la peur, la solitude.
Centre Pompidou, les 28 et 30 septembre, à 20 h 30. Tél. : 44-78-13-15. 50 F.

Biarritz
Ballet de Fracfort/William Forsythe
Stupor, The Villa Parody of Address, in the Middle, Somewhat Elevated
A l'exception d'*Avignon*, le diabolique Ballet de Fracfort ne s'est jamais produit en France hors du Châtelet, à Paris. Un événement à ne manquer sous aucun prétexte.
Palais des festivals, les 25 et 26 septembre, à 21 heures. Tél. : 53-22-12-21. 140 F et 200 F.

Festival de Lille
Siobhan Davies Dance Company
Different Trains, Waiting to Tell Stories
Une jeune chorégraphie anglaise des plus estimées outre-Manche.
Daire de Lille, le 27 septembre, à 20 h 30. Tél. : 20-15-56-58. De 80 F à 120 F.

La sélection « Théâtre »
a été établie par : Colette Godard

La sélection « Danse »
a été établie par : Sylvie de Nussac

théâtre de la bastille
43-57-42-14
14 septembre au 16 octobre
Les Drôles
d'Elizabeth Mazev
mise en scène Olivier Py
15 septembre au 22 octobre
La Tranche
de Jean-Daniel Magnin
mise en scène Philippe Adrien
55 F avec la Carte Blanche

Chefs-d'œuvre de la Fondation Barnes
De Cézanne à Matisse
au musée d'Orsay jusqu'au 2 janvier 1994
Pensez à réserver
dans les magasins Fnac
par Minitel au 3615 Billelet,
3615 Fnac ou 3615 Libe
par téléphone au 44 10 73 00
(de 11 h à 18 h du lundi au vendredi)
à la boutique Musée & Compagnie,
49 rue Étienne Marcel 75001 Paris
(de 10 h à 18 h 30 sauf dimanche)
Cette exposition a été organisée par la Fondation Barnes, la Réunion des musées nationaux et le musée d'Orsay avec le soutien de la Banque Nationale de Paris et de Havas.
La réservation entraîne une acquisition de 5 F de prix du billet.

l'Eperdue
d'après la Dame aux Camélias
Texte et mise en scène Jean Boïs
3 novembre au 1er décembre
Adam & Eve
de Mikhaïl Boulgakov
Mise en scène Charles Tordjman
Crée au Festival d'Avignon
18 janvier au 6 février
la saison 93-94 c'est aussi...
Ubu Roi
(Théâtre de l'Épave)
Arthur H
Cesaria Evora
Artrio
Extraballe
Hommage à Alwin Nikolaï
(avec la participation exceptionnelle de Charles Tordjman et Philippe Nussac)
Memoria Flamenca
Total Vocal
Angélique Ionatos
Expédition Rabelais
Textes François Rabelais
Adaptation Eugène Durtal
Mise en scène Anne Torris
15 mars au 8 avril
Nits
Mise en scène Christiane Vézina
Compagnie Image Alpit
26 au 30 avril
3, place du 11 Novembre
à 2 minutes du métro Malakoff-Plaisance de Vanves
TÉLÉPHONE 71. MALAKOFF

Rock
Musiques du monde
Chanson
la vie au-dessus et au-dessous des mille mètres
Giovanna Marini
HUSQUE
JONAS ADAMS

هكذا من الاصل

DISQUES

Classique

Schubert

Neuvième symphonie
Orchestra du XVIII^e siècle,
Frans Brüggen (direction)

Perplexité devant ce Schubert brumeux quand Brüggen a si triomphalement fait la preuve de son acuité dans Mozart ou Beethoven. On a beau compter, au générique, moins de dix-huit violons et le reste des troupes à l'avant, on ne ressent pas les effets de ce retour aux instruments d'époque et aux effectifs originaux. L'Orchestra du XVIII^e siècle sonne lourd, opaque, peu incisif dans ces notes répétées en fusée qui doivent être si jouissives à jouer quand on est, comme c'est le cas, une équipe virtuose. Seule la prise de son terriblement « désengagée » serait-elle en cause ? C'est probable, et c'est déplorables. Muti, au pupitre des Wiener Philharmoniker, obtient des instruments « modernes » plus de légèreté, de phrasé, de précision d'accentuation dans une *Deuxième* de Schubert au bout du compte tout aussi dénuée d'inspiration (avec l'ouverture et les deux ballets de *Rosamunde* 1 CD EMI 754873 2). Préférer, et de loin, toujours de Schubert, les *Huitième* et *Neuvième symphonies*, magnifiées par des micros scrupuleux et la magnificence sonore de la Staatskapelle de Dresde. Sinopoli, qui en est désormais le chef titulaire, a trouvé les musiciens saxons au diapason parfait de ses idéaux de grandeur, de lyrisme, de spiritualité (1 CD Deutsche Grammophon 437 689-2. Lire également ci-dessous).

1 CD Philips 438 006-2.

Bruckner

Septième symphonie
Orchestra de la Staatskapelle de Dresde,
Giuseppe Sinopoli (direction)

La plus surhumaine des symphonies romantiques dans une interprétation titanique. Sans doute l'enregistrement brucknérien qui marquera l'histoire du disque compact. L'un des plus beaux sons d'orchestre jamais sortis de haut-parleurs, toutes dimensions respectées, la fugacité du piccolo, la profondeur des contrebasses, la densité des tutti, la profondeur de champ obtenue par l'étagement des pupitres, la lisibilité des voix secondaires. Une merveille, tout simplement. Sinopoli, qui a entamé une carrière de chef après s'être fait connaître comme compositeur, affronte le chef-d'œuvre avec une concentration farouche qui laisse passer toute l'émotion et la flamme de ce monument funèbre et triomphal. Sans sacrifier aux tempos lents d'un Jochum, le chef italien atteint dans l'adagio les sommets de la solennité. Le temps est suspendu, plutôt qu'étiré. Ceux que le talent singulier de Sinopoli laissent sceptiques devront probablement s'incliner.

1 CD Deutsche Grammophon 435 786-2.

Stravinsky

Concerto pour violon
Chantal Juillet (violon),
Victoria Mullova (violon)

Violoniste canadienne à la carrière époustouflante, Chantal Juillet, qui jouera avec l'Orchestra national en avril 1994, a fait plusieurs tournées avec Charles Dutoit et son autre orchestre, celui de Montréal. Tout ce petit monde file ici - sans passion excessive - une bonne entente dans trois œuvres judicieusement associées pour flatter sous toutes ses facettes le très solide talent de la soliste : une Mullova à l'archet léger. L'intonation est étonnamment juste pour un phrasé si

souple, si peu appuyé, toujours au fil du rasoir et d'une élégance à la limite de la fragilité. Écrit la même année (1917) et pour le même dédicataire que le *Premier concerto* de Prokofiev, le *Premier* de Polonais Szymanowski lui ressemble à s'y méprendre. Œuvre splendide, au demeurant.

1 CD Decca 436 837-2.

Jazz

The Sun Don't Lie
Prototype du «musicien moderne» -
bassiste, clarinettiste, ingénieur,
informaticien, producteur, sage, psy-
chiquement précieux, mais en même
temps instrumentiste hors pair, com-
positeur habile, chercheur de sons,
responsable des manières et des
modèles de l'époque, - Marcus Miller
construit et habite les disques des
autres, d'un peu tous. Il est cher. Ce
disque est signé Marcus Miller.
Titre : *The Sun Don't Lie* (Le soleil
ne ment pas). On aura tort de le
prendre pour un axiome orgueilleux.
Comme tous les grands musiciens,
Marcus Miller sait exactement où il
en est, c'est à cela qu'on le identi-
fie.

Au programme, les maîtres du moment, avec précautions d'usage (Wayne Shorter, David Sanborn, Hiram Bullock, Philippe Saisse, Joe Sample, Paulinho Da Costa, etc.). Sans oublier le célèbre anarchiste chinois, Miles Davis, un inédit. A noter, le solo «slappé» de *Panther* (tous les bassistes nous bassinent en voulant en pomper le style), et un portrait grandeur nature de *Mr. Pastorius*, Jaco Pastorius, l'autre » de la basse électrique, sauvage contre savant, dilapidateur contre économe, santé en folie contre folie de la «bonne» santé. A noter aussi une belle partie de clarinette basse (*The King Is Gone*).

Devant ce soleil véridique, trois postures sont possibles : 1/ n'entendre dans cet opus qu'une soupe électronique et informatisée (posture néopopuliste sans grande portée); 2/ décrier que ce n'est plus du jazz, ou plus du vrai jazz (attitude souffreteuse qui n'est pas sans avantages puisqu'elle est « vraie », mais présente l'inconvénient d'entretenir une rancœur sans issue); 3/ aimer, ou quelque chose comme ça (et alors, se demander ce qu'on aime au juste - cette méditation devrait permettre de passer l'antenne en mangeant des châtaignes).

1 CD FOM CB 801, Dreyfus Jazz, distribué par Sony.

Charles Gayle Quartet

More Live at the Knitting Factory
(février 1993)

On a beau s'y attendre, le résultat, pochette comprise (peinture acrylique réalisée pendant l'enregistrement à Knitting Factory, 47 E Houston St., New York, New York,



Krist Novoselic, Kurt Cobain,
Dave Grohl.

«IN UTERO», NOUVEL ALBUM DE NIRVANA

La rançon du succès

ENTRE la sortie de *Nevermind* et celle d'*In Utero*, Nirvana n'a rien fait, mais tout est arrivé au groupe. Si l'on met à part une tournée mondiale souvent décevante, l'ascension prodigieuse du trio de Seattle n'est pas le fait des musiciens, mais une accumulation de phénomènes extérieurs qui relèvent du marketing, de l'engouement médiatique, de la mode. Une sorte d'avalanche planétaire, déclenchée par une poignée de chansons, vite ensauvées sous cette avalanche. Lorsque le très chic magazine à scandales *Vanity Fair* déclenche l'indignation générale autour des habitudes malsaines du couple qui forme Kurt Cobain et Courtney Love, accusant cette dernière de s'être injectée de l'héroïne alors qu'elle était enceinte des œuvres du guitariste de Nirvana, il y avait belle lurette que *Nevermind* s'était enfoncé dans les profondeurs des charts.

On objectera que, depuis longtemps, ces mécanismes aident le rock à tourner (en rond, souvent). Ce qui singularise l'époque, et donc Nirvana, à qui incombe la charge de l'incarnar, c'est l'inversion des rythmes : pendant le temps qu'il a fallu à Nirvana pour réaliser et vendre un album, tout en déclenchant les polémiques et en imposant un phénomène de mode (le grunge), les Beatles, les Stones, ou plus près de nous Jam ou Clash, réalisaient trois, quatre, voire six albums, changeaient de musique, grandissaient, s'effaçaient.

In *Utero* était donc un disque menacé avant même que la première note en soit enregistrée. Quoique troisième album du groupe (mais *Bleach*, le premier disque de Nirvana, était passé assez inaperçu), il était en plus guetté par le syndrome du « raise them, shoot them » (élevez-les

pour mieux les abattre) qui veut que les critiques de rock soient deux fois plus sévères avec les seconds albums.

Plus que malins, Kurt Cobain, Krist Novoselic et Dave Grohl triomphent haut le main de l'épreuve. Ils ont fait d'*In Utero* une espèce de chronique expressionniste de leurs tribulations médiatiques, du culte qui leur a été rendu. On trouve d'ailleurs dans *Serve The Servants*, la première chanson, des échos de l'album blanc des Beatles, autre grand disque de dépression profonde face à un succès qui a perdu toute mesure. Ces petites explosions de guitare parfaitement contrôlées, cette rythmique lourde et oppressante, on s'y croirait presque, n'étaient la voix de Kurt Cobain. Le chanteur a gardé un peu de la geignardise adoléscente qui faisait le charme de *Nevermind*, mais son registre émotionnel s'est étendu, dans une seule direction : la peur, la confusion, la douleur.

Mis à part *Heart Shaped Box*, qui sonne un peu trop comme une dîme payée à la maison de disques (voilà la chanson qui sonne comme *Smells Like Teen Spirit*), *In Utero* maintient un équilibre remarquable entre des provocations sataniques comme *Scendless Apprentice*, des moments d'introspection douloureuse (*Dumb*) et du vrai rock, tranchant, net comme un couteau. L'avenir de Nirvana n'est sûrement pas assuré, l'alchimie du groupe reste instable, les pressions énormes, mais avec *In Utero* le groupe a déjà transformé le bel accident de *Nevermind* en une vraie histoire.

THOMAS SOTINEL

* 1 CD GED 24536 distribution BMG.

Musiques du monde

Alceu Valença

7 Disques

Nouveau venu dans le giron de FNAC Music, le Brésilien Alceu Valença arrive sur le marché français avec un album de grande qualité, très bien produit. Alceu Valença vit et travaille à quelques kilomètres de Recife, la capitale nordestine. Passé par le rock très électrique, il y a une dizaine d'années, Alceu Valença n'a jamais renoncé à ses racines musicales. Il les dévoile ici : les violons, les accords tropicaux des rappers, adeptes des joutes poétiques et des guitares à douze cordes, les accordéons et les triangles joués pour les fêtes de la Saint-Jean, les rythmes noirs des pêcheurs de la côte, ceux des éleveurs du sertão.

7 Disques, enregistré l'an passé à Rio de Janeiro, parle des rues d'Olinda, de la plage de Boa Viagem, des flamboyants en fleur, de la pollution, des pluies du mois de juin, du désir. *Côco* (un rythme très particulier au Nordeste), hommage dansant au compositeur Luis Gonzaga, duo amoureux avec la chanteuse Zizi Possi : Alceu Valença a réalisé un

album à la tonalité folk, version brésilienne, c'est-à-dire dansant, savoureux.

1 CD FNAC Music 592225.

I Muvrini

Nol

Les moutons (I Muvrini) ont été portés par la vague polyphonique qui a rapproché la Corse du grand public. Ils étaient déjà le groupe phare de l'île, où ils autoproduisaient leurs albums. Les voici aujourd'hui artistes de multinationale (le groupe Sony) et c'est tant mieux, puisque Nol, enregistré à Copenhague au printemps 1993, est sans doute leur album le plus abouti musicalement. Le chant des frères Bernardini s'appuie sur une nouvelle palette d'instruments (vielle à roue, cornemuses). De la douce et frissonnante complainte avec guitare et accordéon (*Tu mi dai a manu*) à la rengaine aux allures de rock irlandais (*Vole Campà, Lode di u Sepolcru*), I Muvrini a élargi son champ musical avec un bonheur certain. A tout cela, il ne manque juste qu'un peu de gaieté légère. Sur le fond, il s'agit toujours de la Corse, des hommes que l'on tue, d'exil et de mer...

1 CD Columbia 474419.

V. Mo.

Rock

Iggy Pop

American Caesar

Sur la couverture du livret, Iggy semble sortir de la morgue, le corps bleuâtre, musclé et abîmé, une icône que l'on a laissée trop longtemps au réfrigérateur. James Osterberg, le premier d'entre les épigones (héritier à la fois du Velvet et des Doors, et ce dès 1969), est devenu un grand ancien. Mais, s'il aime à faire valoir son ancienneté, il se refuse à y mettre le sérieux un peu pompier de Lou Reed ou la honnêteté bruyante de Neil Young. Iggy Pop est un grand gamin qui continue de faire des disques de grand gamin.

American Caesar, réalisé sans les béquilles habituelles (invités prestigieux, producteur influent ou mentor omniprésent comme au temps où Iggy Pop travaillait avec David Bowie), impressionne d'abord par sa longueur : une heure et quart. Largement de quoi faire tout et n'importe quoi. Des chansons crétiennes (*Boogie Boy* peut se prévaloir d'un quotient intellectuel négatif), de vaines tentatives d'émulation (*Beside you*, exactement le genre de chansons que U2 a décidé d'arrêter de faire il y a trois ans), quelques gags (*Louie Louie* avec un texte amélioré qui évoque Dostoïevski) et puis beaucoup de bruit, parfois magnifique, comme *Wild America* et quelques autres parmi les dix-sept chansons du plus vieux des sales gosses d'Amérique.

Virgin CDVUS64.

The Divine Comedy

Liberation

Le rock, heureusement, enfante encore de vrais excentriques. Neil Hannon, Nard-irlandais d'à peine vingt-deux ans, présente tous les symptômes du savant fou obsédé

F. M.

S. D.

Chanson

Nina Morato

Je suis la mieux

Cün d'œil et casquette à carreaux : Nina Morato a du chien. L'affirmation de base - *Je suis la mieux* - l'installe d'emblée dans la catégorie des jeunes filles culottées. La mode étant à l'acidité (voix haute, propos un peu décousus, musiques minimalistes), elle aurait pu y sacrifier. Elle se contente d'une promenade assez musclée à la frontière de l'enfance et de la maturité. Ainsi *Winnie m'ennuie*, titre inaugural, aurait sombré dans l'imagerie BD si Nina Morato et ses complices (Antonin Maurel, auteur des musiques, et maître d'ouvrage de l'ensemble, mais aussi Mathieu Chédid à la guitare et à la basse) ne l'avaient rehaussé d'une rythmique implacable et d'un grain de sérieux. Nina Morato conduit vite : elle prend des risques. Après un sauvetage in extremis de *Je suis la mieux* grâce à un tapis de percussions et de *slide guitar*, après le naufrage d'un *Amant d'un soir* plutôt fade, elle sort indemne d'une embardée furieuse et têtue contre *Tes ex*, avant un surfing intelligent sur *Maman* (« *Maman, maman empêche-moi de sortir le soir comme avant* »), au mixage sophistiqué. La voix de Nina Morato est suffisamment chaude pour donner du relief aux belles mélodies. Ainsi, *le Bal des parfums* est très joliment fait, orchestré à la harpe, au violon, tendre, un peu sauvage comme l'album dans son entier.

1 CD Polydor 517713.

V. Mo.

POUR LE PIANO
SAISON 1993-1994
20 H 30
VICTORIA HALL, GENEVE
11 RECITALS DE PIANO

SHURA CHERKASSKY

LUNDI 5 MARS 1994 MERCREDI 10 JUIN 11 NOVEMBRE 1993

CYCLE INTEGRALE BRAZIL

GERHARD OPPITZ

JEUDI 2 DECEMBRE 1993

BELLA DAVIDOVICH

JEUDI 27 JANVIER 1994

PHILIPPE CASSARD

MARDI 8 FÉVRIER 1994

MIKHAIL PLETNEV

JEUDI 10 MARS 1994

JEAN-MARC LUISADA

MARDI 22 MARS 1994

ANDRAS SCHIFF

JEUDI 5 MAI 1994

LILYA ZILBERSTEIN

LOCATION UN MOIS AVANT LE CONCERT

AU GRAND PASSAGE. TEL. 022 310 91 93

Régions

Corse

*Les moutons (I Muvrini) ont été portés par la vague polyphonique qui a rapproché la Corse du grand public. Ils étaient déjà le groupe phare de l'île, où ils autoproduisaient leurs albums. Les voici aujourd'hui artistes de multinationale (le groupe Sony) et c'est tant mieux, puisque Nol, enregistré à Copenhague au printemps 1993, est sans doute leur album le plus abouti musicalement. Le chant des frères Bernardini s'appuie sur une nouvelle palette d'instruments (vielle à roue, cornemuses). De la douce et frissonnante complainte avec guitare et accordéon (*Tu mi dai a manu*) à la rengaine aux allures de rock irlandais (*Vole Campà, Lode di u Sepolcru*), I Muvrini a élargi son champ musical avec un bonheur certain. A tout cela, il ne manque juste qu'un peu de gaieté légère. Sur le fond, il s'agit toujours de la Corse, des hommes que l'on tue, d'exil et de mer...*

Alsace

Le rock, heureusement, enfante encore de vrais excentriques. Neil Hannon, Nard-irlandais d'à peine vingt-deux ans, présente tous les symptômes du savant fou obsédé

Lorraine

Sur la couverture du livret, Iggy semble sortir de la morgue, le corps bleuâtre, musclé et abîmé, une icône que l'on a laissée trop longtemps au réfrigérateur. James Osterberg, le premier d'entre les épigones (héritier à la fois du Velvet et des Doors, et ce dès 1969), est devenu un grand ancien. Mais, s'il aime à faire valoir son ancienneté, il se refuse à y mettre le sérieux un peu pompier de Lou Reed ou la honnêteté bruyante de Neil Young. Iggy Pop est un grand gamin qui continue de faire des disques de grand gamin.

Normandie

Devant ce soleil véridique, trois postures sont possibles : 1/ n'entendre dans cet opus qu'une soupe électronique et informatisée (posture néopopuliste sans grande portée); 2/ décrier que ce n'est plus du jazz, ou plus du vrai jazz (attitude souffreteuse qui n'est pas sans avantages puisqu'elle est « vraie », mais présente l'inconvénient d'entretenir une rancœur sans issue); 3/ aimer, ou quelque chose comme ça (et alors, se demander ce qu'on aime au juste - cette méditation devrait permettre de passer l'antenne en mangeant des châtaignes).

Pays de la Loire

Alceu Valença arrive sur le marché français avec un album de grande qualité, très bien produit. Alceu Valença vit et travaille à quelques kilomètres de Recife, la capitale nordestine. Passé par le rock très électrique, il y a une dizaine d'années, Alceu Valença n'a jamais renoncé à ses racines musicales. Il les dévoile ici : les violons, les accords tropicaux des rappers, adeptes des joutes poétiques et des guitares à douze cordes, les accordéons et les triangles joués pour les fêtes de la Saint-Jean, les rythmes noirs des pêcheurs de la côte, ceux des éleveurs du sertão.

Poitou-Charentes

Alceu Valença arrive sur le marché français avec un album de grande qualité, très bien produit. Alceu Valença vit et travaille à quelques kilomètres de Recife, la capitale nordestine. Passé par le rock très électrique, il y a une dizaine d'années, Alceu Valença n'a jamais renoncé à ses racines musicales. Il les dévoile ici : les violons, les accords tropicaux des rappers, adeptes des joutes poétiques et des guitares à douze cordes, les accordéons et les triangles joués pour les fêtes de la Saint-Jean, les rythmes noirs des pêcheurs de la côte, ceux des éleveurs du sertão.

Provence-Alpes-Côte d'Azur

Alceu Valença arrive sur le marché français avec un album de grande qualité, très bien produit. Alceu Valença vit et travaille à quelques kilomètres de Recife, la capitale nordestine. Passé par le rock très électrique, il y a une dizaine d'années, Alceu Valença n'a jamais renoncé à ses racines musicales. Il les dévoile ici : les violons, les accords tropicaux des rappers, adeptes des joutes poétiques et des guitares à douze cordes, les accordéons et les triangles joués pour les fêtes de la Saint-Jean, les rythmes noirs des pêcheurs de la côte, ceux des éleveurs du sertão.

Rhône-Alpes

Alceu Valença arrive sur le marché français avec un album de grande qualité, très bien produit. Alceu Valença vit et travaille à quelques kilomètres de Recife, la capitale nordestine. Passé par le rock très électrique, il y a une dizaine d'années, Alceu Valença n'a jamais renoncé à ses racines musicales. Il les dévoile ici : les violons, les accords tropicaux des rappers, adeptes des joutes poétiques et des guitares à douze cordes, les accordéons et les triangles joués pour les fêtes de la Saint-Jean, les rythmes noirs des pêcheurs de la côte, ceux des éleveurs du sertão.

Savoie

Alceu Valença arrive sur le marché français avec un album de grande qualité, très bien produit. Alceu Valença vit et travaille à quelques kilomètres de Recife, la capitale nordestine. Passé par le rock très électrique, il y a une dizaine d'années, Alceu Valença n'a jamais renoncé à ses racines musicales. Il les dévoile ici : les violons, les accords tropicaux des rappers, adeptes des joutes poétiques et des guitares à douze cordes, les accordéons et les triangles joués pour les fêtes de la Saint-Jean, les rythmes noirs des pêcheurs de la côte, ceux des éleveurs du sertão.

Sud-Ouest

Alceu Valença arrive sur le marché français avec un album de grande qualité, très bien produit. Alceu Valença vit et travaille à quelques kilomètres de Recife, la capitale nordestine. Passé par le rock très électrique, il y a une dizaine d'années, Alceu Valença n'a jamais renoncé à ses racines musicales. Il les dévoile ici : les violons, les accords tropicaux des rappers, adeptes des joutes poétiques et des guitares à douze cordes, les accordéons et les triangles joués pour les fêtes de la Saint-Jean, les rythmes noirs des pêcheurs de la côte, ceux des éleveurs du sertão.

Toulouse

Alceu Valença arrive sur le marché français avec un album de grande qualité, très bien produit. Alceu Valença vit et travaille à quelques kilomètres de Recife, la capitale nordestine. Passé par le rock très électrique, il y a une dizaine d'années, Alceu Valença n'a jamais renoncé à ses racines musicales. Il les dévoile ici : les violons, les accords tropicaux des rappers, adeptes des joutes poétiques et des guitares à douze cordes, les accordéons et les triangles joués pour les fêtes de la Saint-Jean, les rythmes noirs des pêcheurs de la côte, ceux des éleveurs du sertão.

Vendée

Alceu Valença arrive sur le marché français avec un album de grande qualité, très bien produit. Alceu Valença vit et travaille à quelques kilomètres de Recife, la capitale nordestine. Passé par le rock très électrique, il y a une dizaine d'années, Alceu Valença n'a jamais renoncé à ses racines musicales. Il les dévoile ici : les violons, les accords tropicaux des rappers, adeptes des joutes poétiques et des guitares à douze cordes, les accordéons et les triangles joués pour les fêtes de la Saint-Jean, les rythmes noirs des pêcheurs de la côte, ceux des éleveurs du sertão.

Yvelines

Alceu Valença arrive sur le marché français avec un album de grande qualité, très bien produit. Alceu Valença vit et travaille à quelques kilomètres de Recife, la capitale nordestine. Passé par le rock très électrique, il y a une dizaine d'années, Alceu Valença n'a jamais renoncé à ses racines musicales. Il les dévoile ici : les violons, les accords tropicaux des rappers, adeptes des joutes poétiques et des guitares à douze cordes, les accordéons et les triangles joués pour les fêtes de la Saint-Jean, les rythmes noirs des pêcheurs de la côte, ceux des éleveurs du sertão.

23 SEPTEMBRE AU 3 OCTOBRE
FORCE NATIONALE A LA BROU
ILLE DE CHATOU
ACCES DIRECT RER (C)

Le Monde

Recherches et

49-62 74 11

